



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72*
9 décembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5 – 9 décembre 2022

**RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-ONZIÈME RÉUNION
DU COMITÉ EXÉCUTIF**

Introduction

1. La 91^e réunion du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est tenue du 5 au 9 décembre 2022 au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal (Canada), et en ligne pour un petit nombre de participants ne pouvant pas y assister en personne.
2. Les représentants des pays suivants, membres du Comité exécutif conformément à la décision XXXIII/11 de la trente-troisième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, ont pris part à la réunion :
 - a) Parties non visées au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (Parties non visées à l'article 5) : Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique (vice-président), Finlande, Italie, Japon et Roumanie ; et
 - b) Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (Parties visées à l'article 5) : Bahreïn (président), Brésil, Cuba, Guyana, Inde, Tchad et Zimbabwe.
3. Conformément aux décisions prises par le Comité exécutif à ses deuxième et huitième réunions, des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à la fois à titre d'agence d'exécution et de Trésorier du Fonds, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Banque mondiale ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs.
4. Le Secrétaire exécutif et du personnel du Secrétariat de l'ozone, le Vice-président du Comité d'application et des membres du Groupe de l'évaluation technique et économique (GETE) étaient également présents.

* Réémis, le 30 janvier 2023, pour des raisons techniques.

5. Un représentant de la Commission européenne a assisté à la réunion.
6. Des représentants de l'Environmental Investigation Agency, de l'Institut pour la gouvernance et le développement durable, du Natural Resources Defense Council et de la Refrigerant Gas Manufacturers' Association of India ont également assisté à la réunion en tant qu'observateurs.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : OUVERTURE DE LA RÉUNION

7. La 91^e réunion a été ouverte par le président, M. Hasan Ali Mubarak (Bahreïn). Il a souhaité la bienvenue aux participants et souligné que le groupe de travail du GETE sur la reconstitution du Fonds pour la période triennale 2024–2026 était présent à la réunion ; il a encouragé les participants à fournir au groupe de travail tout ce qui pourrait lui être utile dans son travail de reconstitution.

8. Lors de cette réunion, le Comité exécutif examinera des plans d'activités pour les trois prochaines années, ainsi que de nombreux rapports et demandes de financement concernant de nouveaux projets et phases de plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). Plusieurs questions d'orientation soulevées lors des réunions précédentes continueront d'être examinées ; et il est impératif de progresser sur les lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC. En outre, la proposition d'un premier plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC sera examinée et le Comité exécutif poursuivra ses discussions concernant l'efficacité énergétique, l'élimination et la capacité des institutions du Fonds multilatéral à traiter de la réduction progressive des HFC. Les participants seront saisis de la stratégie d'information du Fonds multilatéral et prendront des décisions concernant le budget du Fonds et d'autres questions financières.

9. Le président a remercié le Comité exécutif pour la confiance qu'il lui a accordée au cours de son mandat et pour son engagement continu en faveur de la bonne gestion du Fonds multilatéral.

10. Il a ensuite invité Mme Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, à se joindre à la réunion et à s'adresser aux participants.

11. Mme Andersen a déclaré que c'était un plaisir d'assister à une réunion du Comité exécutif pour la première fois et qu'elle souhaitait profiter de l'occasion pour féliciter le Comité de ses efforts inlassables pour faire en sorte que les pays en développement continuent de recevoir une assistance malgré la pandémie de coronavirus (COVID-19). Le PNUE a joué un rôle unique et multiforme dans les travaux menés dans le cadre du Protocole de Montréal : par le biais du Secrétariat de l'ozone, du Secrétariat du Fonds multilatéral, en tant que trésorier du Fonds et en tant qu'agence d'exécution. Cet apport est crucial pour atténuer les effets de la crise planétaire à trois volets : changements climatiques, dégradation de l'environnement naturel et perte de biodiversité, et pollution et déchets. Des recherches scientifiques indépendantes ont démontré que la reconstitution de la couche d'ozone apporte une contribution vitale et opportune à la protection de la santé humaine et des écosystèmes et à la lutte contre le réchauffement de la planète.

12. Le Comité exécutif est un exemple pour tous et pourrait faire une différence encore plus grande en intensifiant ses activités dans trois domaines en particulier. Le premier concerne le financement et la facilitation de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, ce qui pourrait donner une impulsion considérable aux efforts visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux préindustriels. Selon les estimations, la réduction progressive des HFC pourrait permettre d'éviter jusqu'à 0,4 degré Celsius de réchauffement au cours du XXI^e siècle.

13. Le deuxième consiste à promouvoir l'efficacité énergétique. Il est essentiel de s'attaquer à la pauvreté énergétique et d'accroître la sécurité alimentaire dans les pays en développement, en exploitant les chaînes du froid de manière à réduire les émissions de carbone. Les efforts à cet égard doivent aller de pair avec le passage à une énergie propre, à la fois à court terme, pour ralentir les changements climatiques, et à long terme, pour favoriser le développement durable. L'Amendement de Kigali énonce un engagement à

traiter de l'efficacité énergétique. La tâche du Comité vise à déterminer la meilleure façon de respecter cet engagement sans faire double emploi avec les contributions d'autres organismes.

14. La troisième façon dont le Comité peut faire une différence encore plus grande est de partager les enseignements tirés par les organes de traités d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, par exemple, en ce qui concerne les projets de renforcement des institutions qui constituent un moyen unique d'accroître les capacités des responsables de la protection de la couche d'ozone et de l'atténuation des changements climatiques, et en ce qui concerne l'établissement d'un mécanisme de financement solide, nécessaire pour mettre en œuvre le futur accord international sur la pollution plastique.

15. Grâce à ses membres, le Comité exécutif a accompli de grandes choses au fil des ans et continuera à le faire. La planète et, par extension, l'humanité en dépendent.

16. Après ces remarques, les membres ont remercié Mme Andersen pour le temps qu'elle leur a consacré et pour ses mots d'encouragement et d'inspiration. Plusieurs membres ont souligné le rôle fondamental joué par le PNUE dans les efforts de mise en œuvre du Protocole de Montréal et ont cité le Secrétariat, la contribution des scientifiques, le transfert de technologie et l'esprit de collaboration comme des éléments clés du succès de ces efforts.

17. Un membre a déclaré que le dévouement du Secrétariat à sa mission était incarné par chacun de ses membres et que les projets d'assistance technique et de renforcement des institutions menés par le PNUE, en particulier dans les pays à faible volume de consommation (PFV), étaient fondamentaux pour assurer le respect généralisé du Protocole de Montréal. Un autre membre a affirmé que le Comité était parvenu à minimiser les coûts de mise en conformité pour les industries et les consommateurs des pays visés à l'article 5, en grande partie grâce au soutien indéfectible des pays non visés à l'article 5.

18. Un membre a ajouté que la mise en œuvre du Protocole de Montréal pouvait apporter une contribution déterminante à la réalisation des objectifs de développement durable, à la protection de la biodiversité et à l'atténuation des changements climatiques. Cette mise en œuvre est donc cruciale pour préserver la santé de la planète. Un autre membre a estimé que la contribution du Comité exécutif à la protection de l'environnement était particulièrement vitale pour les pays PFV qui sont très vulnérables aux impacts des changements climatiques. Il a exprimé l'espoir que le PNUE continuerait à collaborer étroitement avec le Comité en s'appuyant sur les progrès accomplis à ce jour.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS D'ORGANISATION

a) Adoption de l'ordre du jour

19. Le Comité exécutif a adopté l'ordre du jour ci-dessous, à partir de l'ordre du jour provisoire contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1 :

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d'organisation :
 - a) Adoption de l'ordre du jour ;
 - b) Organisation des travaux.
3. Activités du Secrétariat.
4. Questions financières :

- a) État des contributions et des décaissements ;
 - b) Rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources ;
 - c) Comptes du Fonds multilatéral :
 - i) Comptes finaux de 2021 ;
 - ii) Rapprochement des comptes de 2021 ;
 - d) Budgets du Secrétariat du Fonds approuvés pour 2023 et 2024, et proposé pour 2025.
5. Données relatives au programme de pays et perspectives de conformité.
6. Évaluation :
- a) Évaluation de l'efficacité des agences d'exécution par rapport à leurs plans d'activités de 2021 ;
 - b) Mise à jour sur l'état de la deuxième phase de l'évaluation des réseaux régionaux des administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone ;
 - c) Programme de travail de suivi et évaluation pour l'année 2023.
7. Mise en œuvre du programme :
- a) Rapports périodiques et financiers au 31 décembre 2021 :
 - i) Rapport périodique global ;
 - ii) Agences bilatérales ;
 - iii) PNUD ;
 - iv) PNUE ;
 - v) ONUDI ;
 - vi) Banque mondiale ;
 - b) Rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports ;
 - c) Rapport global d'achèvement de projets de 2022.
8. Planification des activités :
- a) Mise à jour sur l'état de la mise en œuvre du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2022–2024 et planification financière pour la période 2021-2023 ;
 - b) Retards dans la proposition des tranches ;
 - c) Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2023–2025 ;

- d) Plans d'activités des agences bilatérales et d'exécution pour la période 2023-2025 :
 - i) Agences bilatérales ;
 - ii) PNUD ;
 - iii) PNUE ;
 - iv) ONUDI ;
 - v) Banque mondiale.

- 9. Propositions de projets :
 - a) Aperçu des questions recensées pendant l'examen des projets ;
 - b) Coopération bilatérale ;
 - c) Projets recommandés aux fins d'approbation globale ;
 - d) Projets recommandés aux fins d'examen individuel ;
 - e) Budget du Programme d'aide à la conformité du PNUE pour 2023 ;
 - f) Coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2023.

- 10. Examen des projets de renforcement des institutions, y compris les niveaux de financement, les formats des rapports finaux et des demandes de prolongation, et les indicateurs de performance qui pourraient être utilisés systématiquement par tous les pays visés à l'article 5 (décision 89/3).

- 11. Questions relatives à l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal :
 - a) Élaboration des lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5 :
 - i) Analyse des niveaux et des modalités de financement de la réduction progressive des HFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération (paragraphe 180 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/90/40) ;
 - ii) Projet de critères pour le financement, contenant la prise en considération de l'opérationnalisation du paragraphe 24 de la décision XXVIII/2 (paragraphe 176 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/90/40 et décision 90/49(d)) ;
 - b) Efficacité énergétique :
 - i) Critères pour les projets pilotes visant à maintenir ou à améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans le contexte de la réduction progressive des HFC (décision 90/50(b)(i)) ;

- ii) Cadre opérationnel visant à approfondir les aspects institutionnels et les projets et activités qui pourraient être entrepris par le Fonds multilatéral pour maintenir ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien lors de la réduction progressive des HFC dans les catégories énoncées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/12 dans le cadre de la mise en œuvre des options 1 et 2 du tableau 3 du document (décision 90/50(b)(ii)) ;
 - iii) Rapport sur les consultations avec les secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat et d'autres institutions de financement concernées sur les possibilités de partager des informations sur les politiques, les projets et les modalités de financement pertinentes concernant le maintien et/ou l'amélioration de l'efficacité énergétique tout en réduisant progressivement les HFC (décision 90/50(b)(iii)) ;
 - c) Critères pour une fenêtre de financement visant à aider les pays visés à l'article 5 à préparer un inventaire des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et à élaborer un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances (décision 90/49(c)).
12. Analyse relative à la capacité des institutions du Fonds multilatéral à faire face à la réduction progressive des HFC (décision 89/4).
 13. Occasions de continuer à souligner comment la pérennité des activités soutenues par le Fonds multilatéral sera assurée, y compris en clarifiant davantage dans les documents soumis par le Secrétariat, la manière dont la capacité des partenaires, les risques et les hypothèses critiques sont pris en compte (décision 89/1(c)(iii)).
 14. Aperçu des programmes actuels de suivi, d'établissement des rapports, de vérification et d'octroi de permis et de quotas exécutoires élaborés avec le soutien du Fonds multilatéral (décision 89/2).
 15. Mise à jour de la stratégie d'information du Fonds multilatéral afin d'inclure un plan détaillé pour la gestion de l'information et des connaissances, les exigences relatives au site Web et aux technologies de l'information, les ressources nécessaires et des échéanciers clairs pour la mise en œuvre (décision 89/1(c)(ii)).
 16. Rapport du Sous-groupe sur le secteur de la production.
 17. Questions diverses.
 18. Adoption du rapport.
 19. Clôture de la réunion.

b) Organisation des travaux

20. Le Comité exécutif a convenu d'examiner, dans le cadre du point 17 à l'ordre du jour, Questions diverses, les questions concernant les dates et lieux des 92^e à 97^e réunions.

21. Le Comité exécutif a convenu également de reconvoquer le Sous-groupe sur le secteur de la production, composé des pays suivants : Brésil, Canada, Cuba, États-Unis d'Amérique, Finlande, Inde, Italie et Zimbabwe.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

22. Le Chef du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/2 qui fournit un aperçu du travail accompli par le Secrétariat depuis la 90^e réunion, incluant le recrutement de trois nouveaux employés et une recommandation, pour examen par le Comité exécutif, sur la réponse de la direction à l'évaluation de 2019 du Fonds multilatéral par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN).

23. Les membres ont souhaité la bienvenue aux trois nouveaux employés qui sont entrés en poste récemment au Secrétariat et exprimé leur accord sur la proposition de transmettre la réponse de la direction au secrétariat du MOPAN avec une lettre du président, au nom du Comité exécutif.

24. Concernant la réponse de la direction à l'évaluation du MOPAN, un membre a fait remarquer qu'en lien avec l'élaboration d'un cadre de résultats et d'un tableau de bord qui correspondent aux opérations du Fonds multilatéral conformément à la décision 89/1, aucun fardeau additionnel ne devrait être imposé aux pays visés à l'article 5. En outre, tout renforcement de la fonction d'évaluation devrait rester dans le cadre de l'atteinte de la conformité par l'élimination et la réduction de la production et de la consommation des substances réglementées, en suivant une approche conduite par le pays et tenant compte des circonstances nationales. Le modèle actuel d'une démarche d'évaluation en deux phases s'est avéré très efficace. À la lumière du fardeau supplémentaire possible pour les pays visés à l'article 5, les agences d'exécution et le Secrétariat, il ne serait peut-être pas approprié d'ajouter de nouveaux éléments d'évaluation.

25. En réponse à une observation d'un membre qui soulignait qu'il serait utile d'avoir de l'information sur toutes les questions particulières traitées à la réunion de coordination interagences en vue de préparer les rapports périodiques et autres documents, le Chef du Secrétariat a fait remarquer que le rapport sur les activités du Secrétariat contenait de brèves informations sur la réunion de coordination interagences et que le rapport complet de cette réunion avait déjà été affiché sur le portail de session de la présente réunion. Elle a pris note, toutefois, de la demande tendant à ce que de plus amples informations sur les principales discussions tenues lors de ces réunions soient fournies dans le rapport des activités du Secrétariat.

26. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note, avec satisfaction, du rapport sur les activités du Secrétariat, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom 91/2 ; et
- b) De demander au Secrétariat de transmettre la réponse de la direction du Comité exécutif concernant l'évaluation de 2019 du Fonds multilatéral par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), figurant à l'Annexe I au présent rapport, au secrétariat du MOPAN avec une lettre du président du Comité exécutif, au nom du Comité.

(Décision 91/1)

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS FINANCIÈRES

a) État des contributions et des décaissements

27. Le Trésorier a présenté le rapport sur l'état des contributions et des décaissements, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/3, et fourni des mises à jour sur les contributions des pays au Fonds

multilatéral. Depuis la publication du document, le Trésorier a indiqué avoir reçu des contributions supplémentaires d'un montant total de 1 479 875 \$US, de la part des gouvernements de l'Italie, du Luxembourg et de la Nouvelle-Zélande, ce qui porte à 29 le nombre total de Parties ayant contribué au Fonds pour 2022. Le rapport final du Trésorier, qui sera annexé au présent rapport, comprendra les informations sur les contributions supplémentaires, ainsi qu'une correction à l'un des chiffres pour indiquer qu'une Partie a versé sa contribution dans son intégralité. Des factures de rappel ont été transmises début août 2022 aux Parties présentant des contributions en souffrance. La perte cumulée résultant du mécanisme de taux de change fixe s'élevait à environ 28 millions de \$US.

28. Au 5 décembre 2022, le solde du Fonds s'élevait à 502 945 039 \$US, entièrement en liquidités. Conformément à la décision Ex.ComV/1 de la cinquième Réunion extraordinaire des Parties, 246 millions de \$US encore dus au Fonds multilatéral au cours de la période triennale 2018–2020 seront toutefois utilisés après 2023 pour soutenir la mise en œuvre du Protocole de Montréal. En conséquence, le solde disponible pour la présente réunion était de 256 945 039 \$US.

29. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport du Trésorier sur l'état des contributions et des décaissements, figurant à l'Annexe II au présent rapport ;
- b) De prier instamment toutes les Parties de verser leurs contributions au Fonds multilatéral en totalité et le plus tôt possible ; et
- c) De demander au Chef du Secrétariat et au Trésorier de poursuivre le suivi auprès des Parties ayant des contributions en souffrance depuis une période triennale ou plus, et d'en rendre compte à la 92^e réunion.

(Décision 91/2)

b) Rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources

30. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/4. Il a indiqué que les fonds à restituer à la présente réunion comprenaient des coûts d'appui s'élevant à 21 199 \$US pour les agences bilatérales et à 3 085 700 \$US pour les agences d'exécution. Le financement total demandé à la présente réunion s'élevait à 83 048 165 \$US, coûts d'appui d'agence inclus. Des fonds suffisants étaient disponibles pour les approbations.

31. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/4 ;
 - ii) Que le niveau net des fonds restitués par les agences d'exécution à la 91^e réunion était de 3 085 700 \$US, soit 38 438 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 2 887 \$US par le PNUD ; 2 578 802 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 219 667 \$US par le PNUE ; 225 813 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 16 526 \$US par l'ONUDI ; et 3 334 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 233 \$US, par la Banque mondiale ;
 - iii) Que le PNUD détenait des soldes de 30 298 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour deux projets achevés il y a plus de deux ans, et de 43 987 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour quatre projets achevés financés à l'aide des contributions

volontaires supplémentaires versées par un groupe de pays donateurs pour financer les activités de démarrage rapide de la mise en œuvre de l'élimination des HFC ;

- iv) Que l'ONUDI détenait des soldes de 5 931 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour un projet achevé il y a plus de deux ans, 23 307 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour deux projets achevés « par décision du Comité exécutif » et de 210 806 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour sept projets financés à l'aide des contributions volontaires supplémentaires versées par un groupe de pays donateurs pour financer des activités de démarrage rapide de la mise en œuvre de l'élimination des HFC ;
- v) Que la Banque mondiale détenait un solde de 334 \$US, coûts d'appui d'agence inclus, pour un projet financé à l'aide des contributions volontaires supplémentaires faites par un groupe de pays donateurs pour financer des activités de démarrage rapide de la mise en œuvre de l'élimination des HFC ;
- vi) Que le montant net des fonds restitués à la 91^e réunion par le gouvernement de la France était de 21 199 \$US, soit 18 488 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 1 479 \$US et les intérêts courus de 1 232 \$US, qui seraient considérés comme un revenu supplémentaire pour le Fonds ;

b) De demander :

- i) Aux agences bilatérales et d'exécution de décaisser ou d'annuler les engagements ou les sommes non engagées qui ne sont pas nécessaires pour des projets achevés et des projets achevés « par décision du Comité exécutif » et de restituer les soldes à la 92^e réunion ;
- ii) Au PNUD et à l'ONUDI de procéder au décaissement ou d'annuler les engagements pour les projets achevés depuis plus de deux ans et de restituer les soldes à la 92^e réunion ;
- iii) Au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale de procéder au décaissement ou de restituer à la 92^e réunion les soldes des projets achevés financés à l'aide des contributions volontaires supplémentaires ;
- iv) À l'ONUDI de restituer à la 92^e réunion les soldes de deux projets achevés « par décision du Comité exécutif », conformément à la décision 86/17(i)(i) ; et
- v) Au Trésorier de faire le suivi auprès du gouvernement de la France concernant la restitution en liquidités du montant de 21 199 \$US, mentionné à l'alinéa (a) (vi) ci-dessus.

(Décision 91/3)

c) **Comptes du Fonds multilatéral**

i) **Comptes finaux de 2021**

32. Le Trésorier a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/5. Il a indiqué que, conformément à la pratique antérieure, des chiffres provisoires avaient été utilisés pour la préparation des comptes. Suite à la présentation des chiffres définitifs, deux agences d'exécution avaient signalé un ajustement net du niveau global des recettes à hauteur de 65 413 \$US et trois agences d'exécution avaient signalé un

ajustement du niveau global des dépenses à hauteur de 1 922 883 \$US. La Banque mondiale n'avait pas fait de demande d'ajustement. Ces ajustements figureraient dans les comptes de 2022.

33. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note des états financiers finaux vérifiés du Fonds multilatéral en date du 31 décembre 2021, élaborés conformément aux normes comptables internationales du secteur public et contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/5 ; et
- b) De demander au Trésorier de consigner dans les comptes de 2022 du Fonds multilatéral les différences entre les états financiers provisoires des agences d'exécution pour l'exercice 2021 et leurs états financiers finaux pour 2021, figurant dans le tableau 1 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/5.

(Décision 91/4)

ii) Rapprochement des comptes de 2021

34. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/6. Il a déclaré qu'aucune divergence n'avait été constatée entre l'inventaire des projets approuvés du Secrétariat et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution pour 2021. Les éléments de rapprochement en suspens qui nécessitaient une explication s'élevaient à 1 377 \$US en termes de revenus et à 173 352 \$US en termes de dépenses pour l'ONUDI et à 417 517 \$US en termes de revenus pour la Banque mondiale.

35. Après la réunion, la Banque mondiale a informé le Secrétariat que le montant de 3 483 443 \$US demandé à être déduit par le Trésorier des nouvelles approbations, comme indiqué au paragraphe 9(b)(iii) du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/6, avaient déjà été déduits lors de la 87^e réunion, et que le rendement serait reflété dans l'état financier 2022 de la Banque mondiale. Par conséquent, aucune autre action ne serait requise de la part du trésorier.

36. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapprochement des comptes de 2021, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/6 ;
- b) De demander au Trésorier de déduire des virements futurs :
 - i) Pour le PNUE, un montant de 540 089 \$US représentant les revenus provenant des intérêts accumulés en 2021 et durant les années précédentes et déclarés dans ses comptes finaux de 2021 et qui n'avaient pas encore été déduits des nouvelles approbations ;
 - ii) Pour l'ONUDI, un montant de 104 843 \$US représentant les intérêts déclarés dans ses comptes finaux de 2021 et qui n'avaient pas encore été déduits des nouvelles approbations ;
- c) De demander à l'ONUDI de faire :
 - i) Dans ses comptes pour 2022, des ajustements de 2 036 154 \$US représentant des revenus qui avaient été enregistrés en 2021, de 11 317 \$US représentant des subventions terminées en 2021 qui avaient été enregistrées dans le rapport périodique de 2021 mais pas dans les comptes finaux, et de 65 400 \$US représentant des revenus différés provenant de subventions qui avaient été comptabilisées en 2021 dans le rapport périodique mais pas dans les comptes

finaux ;

- ii) Dans son rapport périodique de 2022, un ajustement de 63 435 \$US représentant des dépenses qui n'avaient pas été enregistrées en 2021 ;
- d) De prendre note que, pour 2021, les éléments de rapprochement en suspens ci-dessous feraient l'objet d'une mise à jour d'ici la 93^e réunion par les agences d'exécution concernées :
 - i) Des différences de 1 377 \$US en termes de revenus et de 173 532 \$US en termes de dépenses, entre le rapport périodique et les comptes définitifs de l'ONUDI ;
 - ii) Des différences de 417 517 \$US en termes de revenus entre le rapport périodique et les comptes définitifs de la Banque mondiale ;
- e) De prendre note des éléments de rapprochement en suspens suivants :
 - i) Pour le PNUD, des montants de 68 300 \$US et de 29 054 \$US pour des projets non spécifiés ; et
 - ii) Pour la Banque mondiale, pour les projets suivants mis en œuvre avec d'autres agences bilatérales, le cas échéant :
 - a. Coopération bilatérale du Gouvernement du Japon (THA/PHA/68/TAS/158), au montant de 342 350 \$US ;
 - b. Coopération bilatérale du Gouvernement du Japon (VIE/PHA/76/TAS/71) et (VIE/PHA/84/INV/75), au montant de 234 170 \$US ;
 - c. Coopération bilatérale du Gouvernement de la Suède (THA/HAL/29/TAS/120), au montant de 225 985 \$US ;
 - d. Coopération bilatérale du Gouvernement des États-Unis d'Amérique (CPR/PRO/44/INV/425), au montant de 5 375 000 \$US ;
 - e. Coopération bilatérale du Gouvernement des États-Unis d'Amérique (CPR/PRO/47/INV/439), au montant de 5 375 000 \$US ; et
 - f. Projet de refroidisseurs en Thaïlande (THA/REF/26/INV/104), au montant de 1 198 946 \$US.

(Décision 91/5)

d) Budgets du Secrétariat du Fonds approuvés pour 2023 et 2024, et proposé pour 2025

37. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/7.

38. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du document concernant les budgets du Secrétariat du Fonds, révisés pour 2023 et 2024, et proposé pour 2025, figurant dans le

document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/7 ;

- ii) Du remboursement au Fonds multilatéral, à la 91^e réunion, de 1 491 964 \$US du budget approuvé du Secrétariat du Fonds pour 2021 ;
- b) D'inclure ce qui suit dans le budget révisé :
 - i) Deux postes de personnel au niveau P-4, chacun pour un montant de 247 700 \$US en 2023 et avec un taux d'inflation de 3 pour cent par la suite ;
 - ii) Frais de déplacement et indemnités journalières pour la participation d'un délégué supplémentaire d'une Partie visée à l'Article 5 aux réunions du Comité exécutif, au montant de 7 700 \$ US en 2023 et selon la décision XXXIV/17 des Parties par la suite, tout en soulignant que le budget associé serait restitué au Fonds l'année au cours de laquelle la Partie visée à l'article 5 serait membre du Comité exécutif ;
 - iii) Élaboration d'un système de gestion des connaissances, pour un montant de 358 000 \$US en 2023 et de 542 000 \$US en 2024 ;
 - iv) Soutien au système de gestion des Nations Unies Umoja, pour un montant de 115 000 \$US en 2023 et de 60 000 \$US en 2024 et par la suite ;
- c) D'approuver le format proposé, utilisé pour les budgets révisés de 2023, 2024 et approuvé pour 2025, contenus à l'Annexe III au présent rapport, pour la présentation du budget du Secrétariat du Fonds ;
- d) D'approuver aussi :
 - i) Le budget révisé pour 2023 de 8 645 326 \$US, tel que présenté à l'Annexe III au présent rapport, fondé sur les coûts réels de personnel en 2022, y compris le dépassement prévu de 290 000 \$ US ; une augmentation de 3 pour cent des coûts de personnel ; et des coûts associés de 976 100 \$US découlant des besoins supplémentaires présentés à l'alinéa (b) ci-dessus ;
 - ii) Le budget révisé pour 2024 de 8 610 023 \$US, tel que présenté à l'Annexe III au présent rapport, fondé sur le budget révisé pour 2023, à l'exclusion du dépassement prévu pour 2022 ; une augmentation de 3 pour cent des coûts de personnel ; et des coûts associés de 1 119 962 \$US découlant des besoins supplémentaires présentés à l'alinéa (b) ci-dessus ; et
 - iii) Le budget proposé pour 2025 de 8 224 624 \$US, tel que présenté à l'Annexe III au présent rapport, fondé sur le budget révisé pour 2024 ; une augmentation de 3 pour cent des coûts de personnel ; et des coûts associés de 593 269 \$US découlant des besoins supplémentaires présentés à l'alinéa (b) ci-dessus, en notant que la phase 3 de l'élaboration du système de gestion des connaissances n'a pas été incluse.

(Décision 91/6)

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : DONNÉES RELATIVES AU PROGRAMME DE PAYS ET PERSPECTIVES DE CONFORMITÉ

39. Le représentant du Secrétariat exécutif a présenté les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/8 et Add.1.

40. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note des informations sur les données relatives au programme de pays et les perspectives de conformité, présentées dans les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/8 et Add.1, notamment le fait qu'au 11 octobre 2022, 127 pays avaient remis les données de leur programme de pays pour 2021 et 17 pays ne l'avaient pas fait ;
- b) De prendre également note du fait que 15 pays supplémentaires ont remis les données de leur programme de pays pour 2021 postérieurement à la publication du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/8 ;
- c) De demander :
 - i) Aux agences d'exécution de continuer à aider les pays visés à l'article 5 à assurer la communication de données exactes sur l'utilisation des HFC, notamment en ce qui concerne la fabrication de mélanges, selon le modèle révisé actualisé de rapport sur les données du programme de pays, conformément à la décision 90/3(c) ;
 - ii) Au Secrétariat :
 - a. De fournir au Secrétariat de l'ozone toutes les données sur la consommation de HFC dont il dispose et susceptibles d'aider le Secrétariat de l'ozone à préparer les informations demandées au titre du paragraphe 2 de la décision XXXIV/13 des Parties ; et
 - b. D'envoyer aux gouvernements de la République centrafricaine et du Mali des lettres au sujet de leurs rapports sur les données relatives au programme de pays en souffrance pour 2021, en les exhortant à soumettre ces rapports dès que possible.

(Décision 91/7)

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : ÉVALUATION

a) Évaluation de l'efficacité des agences d'exécution par rapport à leurs plans d'activités de 2021

41. La représentante du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/9. Elle a relevé que les agences d'exécution concernées avaient eu des discussions avec les Unités nationales d'ozone qui avaient soulevé des questions pendant l'évaluation de l'efficacité des agences d'exécution et que toutes les questions en suspens avaient été résolues.

42. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) De l'évaluation de l'efficacité des agences d'exécution par rapport à leurs plans d'activités de 2021, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/9 ;
 - ii) Que toutes les agences d'exécution ont reçu une évaluation quantitative de leur efficacité pour 2021 d'au moins 73 sur une échelle de 100 ;
 - iii) Que l'efficacité quantitative de toutes les agences d'exécution en 2021 s'est

améliorée par rapport à 2020 ;

- iv) Que l'analyse des tendances indique que l'efficacité des agences d'exécution ne s'est pas améliorée pour certains indicateurs en 2021 par rapport à 2020 ;
- v) Avec satisfaction, des efforts déployés par les agences bilatérales et d'exécution en vue de mener des discussions ouvertes et constructives avec les Unités nationales d'ozone respectives dans les domaines dans lesquels leurs services étaient perçus comme peu satisfaisants, et des bons résultats découlant de leurs consultations avec les Unités nationales d'ozone concernées ;
- b) D'encourager les Unités nationales d'ozone à soumettre, chaque année et en temps opportun, leurs évaluations de l'efficacité qualitative des agences bilatérales et d'exécution sur le plan de l'aide apportée à leurs gouvernements, en notant que 75 des 144 pays visés à l'article 5 avaient soumis ces évaluations pour 2021, contre 37 en 2020 ; et
- c) De demander au Secrétariat de préparer, en consultation avec les agences d'exécution, une série révisée d'indicateurs d'efficacité pour examen par le Comité exécutif à sa 93^e réunion, incluant des moyens d'évaluer plus efficacement la performance des agences d'exécution.

(Décision 91/8)

b) Mise à jour sur l'état de la deuxième phase de l'évaluation des réseaux régionaux des administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone

43. L'Administratrice principale, Surveillance et évaluation, a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/10.

44. Le Comité exécutif a pris note de la mise à jour sur l'état de la deuxième phase de l'évaluation des réseaux régionaux des administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone, présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/10.

c) Programme de travail de suivi et évaluation pour l'année 2023

45. L'Administratrice principale, Suivi et évaluation, a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/11.

46. Les membres du Comité ont remercié l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, pour le document et le programme de travail proposé, mais ont indiqué qu'ils aimeraient discuter plus en détail de certaines propositions. Un membre a commenté qu'il était important de ne pas imposer de fardeaux excessifs aux différentes institutions du Fonds multilatéral. L'objectif de la fonction de suivi et d'évaluation n'était pas de faire l'audit des projets, mais d'en tirer des enseignements au profit de futures activités.

47. En ce qui concerne les propositions pour l'examen de la fonction de suivi et d'évaluation du Fonds multilatéral après l'examen du MOPAN, plusieurs membres ont remis en question la nécessité d'une auto-évaluation interne, suivie d'une évaluation externe pour la valider. Ils ont dit qu'ils n'étaient pas certains de la valeur ajoutée de ce processus en deux étapes, particulièrement étant donné que l'examen du MOPAN a été très minutieux. Certains ont ajouté qu'ils aimeraient discuter davantage du cadre de référence proposé pour l'évaluation externe et des échéances de chacune des deux étapes.

48. En ce qui concerne les moyens d'améliorer les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet (RAP), un membre a commenté qu'elle avait compris, selon le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/2/Add.1, que l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, travaillerait avec

les agences d'exécution pour livrer des résultats plus significatifs, y compris l'amélioration de l'accessibilité de la base de données et de l'accès aux informations en ligne. Elle n'était pas convaincue que cela justifiait une évaluation complète sur un an et croyait que l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, pourrait mettre à jour les formats pertinents et les procédures d'accès aux données par elle-même, en collaboration avec les agences d'exécution.

49. Certains membres ont questionné les relations entre les RAP et les rapports de vérification. Puisque les rapports de vérification faisaient partie du processus d'examen des projets et étaient soumis à l'examen du pays concerné, puis du Secrétariat, il ne semblait pas nécessaire de les soumettre à un autre examen par l'Administratrice principale, Suivi et évaluation qui, pour sa part, devrait plutôt se concentrer sur la livraison des enseignements tirés des projets achevés. Un membre estimait que les formats des RAP devaient être simplifiés et rationalisés pour améliorer l'accès aux renseignements qui y figurent ; ce qui devrait être fait en collaboration avec les agences bilatérales et d'exécution.

50. Les membres ont également indiqué qu'ils étaient ouverts à examiner la proposition d'un programme de travail de suivi et d'évaluation biennal et d'un budget pour 2024 et 2025, à titre d'essai. Ils ont reconnu que l'intention était de créer plus de prévisibilité dans l'utilisation des ressources au fil du temps. Ils n'étaient toutefois pas certains des implications de cette proposition pour le processus d'approbation des activités d'évaluation selon deux étapes successives – une étude théorique suivie d'une évaluation plus approfondie.

51. Un membre a observé que le programme de travail semblait très axé vers l'interne et a suggéré qu'elle pourrait mettre de l'avant des propositions pour des enjeux plus importants pour 2023. Un autre a commenté qu'il attendait de voir les résultats de l'évaluation des réseaux régionaux des agents nationaux de l'ozone à la prochaine réunion du Comité.

52. L'Administratrice principale, Suivi et évaluation, a remercié les membres du Comité pour leurs commentaires et indiqué qu'elle était prête à discuter avec eux de façon plus détaillée. Son but a toujours été de renforcer et de rationaliser les procédures de suivi et d'évaluation, et non de créer des fardeaux supplémentaires. Lorsqu'elle a commencé son travail au Secrétariat, elle avait découvert que plusieurs lignes directrices et procédures pour le suivi et l'évaluation étaient désuètes et incomplètes et devaient être améliorées.

53. Elle a compris les préoccupations des membres du Comité concernant le processus en deux étapes, proposé pour évaluer la fonction de suivi et d'évaluation du Fonds multilatéral après le rapport sur l'évaluation du MOPAN et elle a expliqué que cela était conforme aux lignes directrices du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation professionnelle par les pairs. Compte tenu des circonstances particulières du Fonds multilatéral, elle pouvait cependant comprendre les raisons de l'adaptation des procédures et la possibilité d'envisager l'examen du cadre de référence pour l'évaluation externe à la 92^e réunion du Comité exécutif plutôt qu'à la 93^e, lors de laquelle le Comité aurait l'occasion d'en discuter en entier.

54. Les RAP avaient pour but de contribuer au processus d'évaluation du projet, mais en pratique l'information qu'ils contiennent ne s'avérait pas particulièrement utile et les formats des rapports avaient besoin d'être mis à jour et améliorés. Les rapports de vérification étaient destinés à être intégrés aux RAP, mais en pratique, certains des renseignements importants qu'ils contiennent n'étaient pas inclus. Les propositions de l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, ne visaient donc pas à modifier les rapports de vérification, mais à mieux les relier aux RAP et à rationaliser l'ensemble du processus.

55. L'Administratrice principale, Suivi et évaluation, a aussi signalé que dans les prochains mois, elle finaliserait deux évaluations importantes sur les réseaux régionaux des agents nationaux d'ozone et sur les activités de facilitation, en plus des autres propositions figurant dans le programme de travail. Le Comité exécutif pourrait envisager d'examiner les priorités parmi ces tâches.

56. Le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe informel pour permettre aux parties intéressées de discuter directement de ces questions avec l'Administratrice principale, Suivi et évaluation.

57. Par la suite, l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, a informé le Comité qu'à l'issue des discussions, un document révisé, UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/11/Rev.1, avait été préparé.

58. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver le projet de programme de travail suivi et évaluation pour l'année 2023, présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/11/Rev.1, et le budget correspondant de 85 000 \$US ;
- b) De réaffecter au budget de 2023, la somme de 15 000 \$US, provenant du solde provisoire non dépensé de 63 357 \$US du budget pour l'année 2022, pour l'achèvement de la dernière étape de la deuxième phase de l'évaluation des réseaux régionaux des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone ;
- c) De demander à l'Administratrice principale, Suivi et évaluation, de préparer :
 - i) Les paramètres d'un examen indépendant de la fonction d'évaluation du Fonds multilatéral, alignés sur les recommandations de l'examen du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, pour examen par le Comité exécutif à la 92^e réunion ; et
 - ii) À titre d'essai, pour la 93^e réunion, un programme de travail de suivi et évaluation biennal et un budget pour 2024 et 2025, et de faire rapport chaque année sur l'état de la mise en œuvre et les réalisations, à compter de la 95^e réunion.

(Décision 91/9)

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

a) Rapports périodiques et financiers au 31 décembre 2021

i) Rapport périodique global

59. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/12.

60. Le Comité exécutif a décidé de prendre note :

- a) Du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2021, présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/12 ;
- b) Avec satisfaction, des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour faire rapport sur leurs activités de 2021 ; et
- c) Que les agences bilatérales et d'exécution présenteront, à la 92^e réunion, un rapport sur les 109 projets dont la mise en œuvre accuse un retard et sur les 37 projets ou tranches d'accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, comme indiqué aux Annexes IV à VIII du présent rapport.

(Décision 91/10)

ii) Agences bilatérales

61. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/13.
62. Le Comité exécutif a décidé :
- a) De prendre note, avec satisfaction, des rapports périodiques soumis par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Japon, contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/13 ;
 - b) D'approuver la prorogation, jusqu'au 30 juin 2023, de la date d'achèvement de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour le Zimbabwe (quatrième tranche – secteur de l'entretien des appareils de réfrigération (ZIM/PHA/80/INV/54) et cinquième tranche (ZIM/PHA/86/INV/62)), afin de permettre l'achèvement des activités en cours restantes, comme indiqué dans le tableau 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/13 ;
 - c) D'approuver la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2022, de la date d'achèvement des activités de facilitation pour la réduction progressive des HFC pour le Libéria (LIR/SEV/80/TAS/01+), afin de permettre l'achèvement des activités en cours restantes, comme indiqué dans le tableau 7 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/13 ; et
 - d) D'approuver les recommandations liées aux projets en cours portant sur des sujets particuliers et contenus à l'Annexe IV au présent rapport.

(Décision 91/11)

iii) PNUD

63. Le représentant du PNUD a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/14.
64. Le Comité exécutif a décidé :
- a) De prendre note du rapport périodique du PNUD au 31 décembre 2021, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/14 ; et
 - b) D'approuver les recommandations liées aux projets en cours portant sur des sujets particuliers et contenus à l'Annexe V au présent rapport.

(Décision 91/12)

iv) PNUE

65. Le représentant du PNUE a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/15.
66. Le Comité exécutif a décidé :
- a) De prendre note du rapport périodique du PNUE au 31 décembre 2021, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/15 ;
 - b) D'approuver les recommandations relatives aux projets en cours comportant des questions particulières, figurant à l'Annexe VI au présent rapport ;
 - c) D'annuler le plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour Haïti (phase I,

deuxième tranche) (HAI/PHA/76/TAS/21) lors de la 91^e réunion et de demander au PNUE de restituer les soldes restants, conformément à la décision 28/7 ;

- d) De permettre, à titre exceptionnel, au PNUE de poursuivre la mise en œuvre des activités en suspens liées à la phase I du PGEH pour le Mali, et de demander au PNUE de soumettre à la 92^e réunion un rapport sur l'état d'avancement ; et
- e) De demander au Secrétariat d'envoyer une lettre au gouvernement du Suriname et au PNUE en ce qui a trait à l'annulation éventuelle du PGEH pour le pays (phase I, troisième tranche) (SUR/PHA/81/TAS/26).

(Décision 91/13)

v) ONUDI

67. Le représentant de l'ONUDI a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/16.

68. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique de l'ONUDI au 31 décembre 2021, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/16 ;
- b) D'approuver la prorogation des dates d'achèvement des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour les pays énumérés ci-dessous afin de permettre l'achèvement des activités en cours restantes, comme indiqué dans le tableau 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/16 :
 - i) Botswana (phase I) (BOT/PHA/82/INV/21) jusqu'au 30 juin 2023 ;
 - ii) Libye (phase I) (LIB/PHA/75/INV/36) jusqu'au 31 décembre 2023 ;
 - iii) Somalie (phase I) (SOM/PHA/88/INV/16) jusqu'au 30 juin 2023 ;
 - iv) Soudan (phase II) (SUD/PHA/75/INV/38) jusqu'au 31 décembre 2023 ; et
- c) D'approuver les recommandations liées aux projets en cours portant sur des sujets particuliers, figurant à l'Annexe VII au présent rapport.

(Décision 91/14)

vi) Banque mondiale

69. Le représentant de la Banque mondiale a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/17.

70. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique de la Banque mondiale au 31 décembre 2021, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/17 ; et
- b) D'approuver les recommandations relatives aux projets en cours comportant des questions spécifiques, contenues à l'Annexe VIII au présent rapport.

(Décision 91/15)

b) Rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports

71. Le Comité exécutif a examiné les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 et Add.1.

Approbation “générale”

72. Le Comité exécutif a convenu d'examiner individuellement le projet en Argentine sur le contrôle des émissions de HFC-23 engendrées par la production de HCFC-22 (ONUDI).

A. Rapports concernant les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Algérie : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I – rapport de situation sur l'utilisation du HFC-32 comme frigorigène dans l'entreprise de fabrication de climatiseurs) (ONUDI)

73. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 6 à 12 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

74. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport sur l'utilisation du HFC-32 comme frigorigène dans l'entreprise de fabrication de climatiseurs en Algérie, dans le cadre de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le pays, tel que soumis par l'ONUDI et contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ; et
- b) De demander au gouvernement de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'ONUDI, de soumettre à la 92^e réunion, la demande pour les troisième et quatrième tranches de la phase I du PGEH, incluant le plan de reconversion complète de l'entreprise mentionnée à l'alinéa (a) ci-dessus, pour l'utilisation du HFC-32 comme frigorigène dans la fabrication des climatiseurs.

(Décision 91/16)

Argentine: Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – mise à jour sur la viabilité financière de l'entreprise Celpack) (ONUDI et gouvernement de l'Italie)

75. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 13 à 17 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

76. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de la mise à jour sur la viabilité financière de l'entreprise de mousse de polystyrène extrudé (XPS) Celpack, financée dans le cadre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Argentine, telle que fournie par l'ONUDI et contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ;
- b) De demander au gouvernement de l'Argentine, par l'intermédiaire de l'ONUDI, de fournir, avec la présentation de la demande pour la tranche subséquente, une mise à jour sur la viabilité financière de l'entreprise de mousse XPS Celpack ainsi que la décision à savoir si l'entreprise sera aidée par le Fonds multilatéral dans le cadre de la phase II du PGEH pour l'Argentine, conformément à la décision 84/64 (d) (ii) ; et

- c) De prendre note que dans l'éventualité où l'entreprise Celpack ne sera pas aidée par le Fonds multilatéral, les fonds associés à sa reconversion seraient calculés en tenant compte de la flexibilité appliquée pour l'approbation des fonds par le gouvernement de l'Argentine pour le secteur de la mousse XPS et seraient déduits de l'approbation de la tranche subséquente de la phase II du PGEH pour l'Argentine.

(Décision 91/17)

Bangladesh: Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – rapport de vérification) (PNUD et PNUE)

77. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 18 à 22 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

78. Le Comité exécutif a décidé de prendre note de la remise, par le PNUD, du rapport de vérification de la consommation de HCFC pour le Bangladesh durant la période 2019–2021, qui sera examiné et présenté au Comité par le Secrétariat à la 92^e réunion ; et que le Trésorier serait prié de transférer au PNUD les fonds approuvés pour la deuxième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC, uniquement après réception et examen du rapport de vérification par le Secrétariat, conformément aux décisions 72/19(b) et 90/44.

(Décision 91/18)

Brunéi Darussalam : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – demande de changement d'agence d'exécution de coopération) (PNUE et PNUD)

79. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 23 à 31 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

80. Le Comité exécutif a décidé :

a) De prendre note :

- i) De la demande du gouvernement de Brunéi Darussalam de transférer à l'ONUDI toutes les activités incluses dans la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le pays et dont la mise en œuvre était prévue initialement par le PNUD ;
- ii) Que le Secrétariat du Fonds a mis à jour l'Accord entre le gouvernement de Brunéi Darussalam et le Comité exécutif pour la phase II du PGEH, tel que contenu à l'Annexe IX au présent rapport, notamment l'Appendice 2-A et le paragraphe 9, pour refléter le transfert de la composante du PNUD à l'ONUDI, et que le paragraphe 17 a été ajouté pour indiquer que l'Accord mis à jour annule et remplace celui conclu à la 86^e réunion ;

b) Concernant la première tranche de la phase II du PGEH :

- i) De demander au PNUD de restituer au Fonds multilatéral, à la 91^e réunion, le montant de 11 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 990 \$US (BRU/PHA/86/INV/29) ;
- ii) D'approuver le transfert à l'ONUDI, du montant de 11 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 990 \$US ; et
- iii) D'approuver le transfert du montant de 223 000 \$US, plus des coûts d'appui

d'agence de 20 070 \$US, approuvé en principe, associé aux deuxième, troisième et quatrième tranches de la phase II du PGEH.

(Décision 91/19)

Colombie : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II - mise à jour sur les progrès dans la finalisation du projet de loi et l'entrée en vigueur des interdictions décrites dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/44 et demande de prorogation de la date d'achèvement) (PNUD)

81. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 32 à 42 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

82. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de la mise à jour sur les progrès dans la finalisation du projet de loi et de l'entrée en vigueur des interdictions décrites dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/44, dans le contexte de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour la Colombie, telle que soumise par le PNUD et contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ; et
- b) D'approuver la prorogation de la date d'achèvement du projet mentionné à l'alinéa (a) ci-dessus jusqu'au 30 juin 2023, étant entendu qu'aucune autre prorogation ne serait demandée.

(Décision 91/20)

Côte d'Ivoire : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I – rapport sur l'adoption de l'arrêté interministériel sur la réglementation de l'importation, de l'exportation, du transit, de la réexportation et du commerce des SAO et autres mesures sur le renforcement de la surveillance et des systèmes de déclaration des importations et exportations de HCFC) (PNUE)

83. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 43 à 48 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

84. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport sur les progrès dans l'adoption future de l'arrêté interministériel sur la réglementation de l'importation, de l'exportation, du transit, de la réexportation et du commerce des SAO et autres mesures de renforcement de la surveillance et des systèmes de déclaration des importations et exportations de HCFC dans le cadre de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour la Côte d'Ivoire, tel que soumis par le PNUE et contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ; et
- b) De demander au gouvernement de la Côte d'Ivoire de fournir à la 92^e réunion, par l'intermédiaire du PNUE, une mise à jour sur l'adoption de l'arrêté interministériel mentionné à l'alinéa (a) ci-dessus.

(Décision 91/21)

Philippines (les) : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – rapport de vérification) (ONUDI)

85. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 49 à 53 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

86. Le Comité exécutif a décidé de prendre note de la remise, par l'ONUDI, du rapport de vérification de la consommation de HCFC des Philippines en 2021 qui sera examiné par le Secrétariat et présenté à la 92^e réunion.

(Décision 91/22)

Sénégal : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I – rapport périodique final) (PNUE et ONUDI)

87. L'information relative au PGEH a été présentée aux paragraphes 54 à 67 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

88. Le Comité exécutif a décidé de prendre note du rapport périodique final sur la mise en œuvre du programme de travail associé à la troisième et dernière tranche de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour le Sénégal, tel que soumis par le PNUE et contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

(Décision 91/23)

Trinidad-et-Tobago : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I – rapport périodique final sur la mise en œuvre du programme de travail associé à la tranche finale et remise du rapport d'achèvement de projet) (PNUD)

89. L'information relative au projet a été présentée aux paragraphes 68 à 73 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

90. Le Comité exécutif a décidé de prendre note du rapport périodique final sur la mise en œuvre du programme de travail associé à la cinquième et dernière tranche ainsi que du rapport d'achèvement de projet pour le plan de gestion de l'élimination des HCFC pour Trinidad-et-Tobago, tels que soumis par le PNUD et contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

(Décision 91/24)

Uruguay : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – rapport périodique sur la mise en œuvre de la reconversion du secteur des mousses et nouvelle demande de prorogation de la date d'achèvement pour la phase II) (PNUD)

91. L'information relative au projet a été présentée aux paragraphes 74 à 90 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

92. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport sur les progrès de la mise en œuvre de la reconversion des entreprises de mousse, la disponibilité des hydrofluoro-oléfines (HFO)/des formulations de polyuréthane (PU) à base de HFO et leurs composants associés, financés au titre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Uruguay, et de la nouvelle demande de prorogation de la date d'achèvement pour la phase II, tels que soumis par le PNUD et figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ;

- b) D'approuver, à titre exceptionnel, la prorogation supplémentaire de la date d'achèvement de la phase II du PGEH pour l'Uruguay jusqu'au 31 décembre 2023, étant donné le retard pris dans l'achèvement de la reconversion des entreprises de mousse restantes, causé par le manque de disponibilité de solutions de remplacement et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ;
- c) De prendre note que l'interdiction des importations de HCFC-141b pur entrera en vigueur d'ici au 1^{er} janvier 2023 et que l'interdiction du HCFC-141b contenu dans les polyols pré-mélangés importés entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2024 ;
- d) De demander au gouvernement de l'Uruguay, par l'intermédiaire du PNUD, de soumettre :
 - i) À la 93^e réunion, un rapport périodique sur la mise en œuvre de la reconversion des entreprises de mousse, la disponibilité des HFO/des formulations de PU à base de HFO et l'état de la législation sur l'interdiction de l'importation et de l'utilisation du HCFC-141b et du HCFC-141b contenu dans les polyols pré-mélangés importés ; et
 - ii) À la première réunion de 2024 du Comité exécutif, un rapport périodique sur la mise en œuvre du programme de travail associé à la tranche finale du PGEH et le rapport d'achèvement du projet.

(Décision 91/25)

B. Bromure de méthyle

Argentine: Plan d'élimination du bromure de méthyle (ONUDI)

93. L'information relative au projet a été présentée aux paragraphes 100 à 102 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

94. Le Comité exécutif a pris note que le niveau déclaré de la consommation de bromure de méthyle pour l'Argentine en 2021, était de zéro selon l'Accord entre le gouvernement et le Comité exécutif, à l'exception des dérogations pour utilisations critiques, approuvées par les Parties au Protocole de Montréal.

Examen individuel

A. Rapports concernant les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Brésil : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – rapport périodique sur la mise en œuvre de la cinquième tranche et demande de prolongation) (PNUD, ONUDI, gouvernement de l'Allemagne et gouvernement de l'Italie)

95. L'information relative au projet a été présentée aux paragraphes 104 à 138 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18. Un membre a demandé si l'utilisation temporaire de HFC-134a par des utilisateurs en aval de sociétés de formulation qui avaient déjà achevé la reconversion de leurs usines de fabrication, comme indiqué dans le document, aurait une incidence sur l'admissibilité de ces entreprises à un financement au titre du plan de Kigali pour la gestion des HFC. Le représentant du Secrétariat a expliqué que ces cas étaient des utilisations temporaires de technologies à potentiel de réchauffement de la planète élevé, que les entreprises avaient reçu une aide pour se reconvertir à des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète et qu'il n'était donc pas prévu qu'elles soumettent de nouvelles demandes de financement à l'avenir. Ces cas d'utilisation de HFC ont été

localisés et seront surveillés jusqu'à ce que des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète deviennent disponibles et abordables sur le marché et soient adoptées par les entreprises.

96. Le Comité exécutif a décidé :

a) De prendre note :

- i) Du rapport périodique sur la mise en œuvre de la cinquième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le Brésil et de la demande de prolongation de la période de mise en œuvre de la phase II du PGEH, tels que soumis par le PNUD et contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18 ;
- ii) Que l'entreprise de mousse de polyuréthane (PU) Ananda Metais a changé de technologie, passant du cyclopentane au formate de méthyle, avec pour résultat des économies de 154 222 \$US ;
- iii) Que l'entreprise de mousse PU Tecpur, la société de formulation Polysystem et les 80 utilisateurs de mousse PU en aval ne participeront pas à la phase II du PGEH et qu'une entreprise additionnelle de mousse PU avait une consommation de HCFC-141b inférieure à celle déclarée initialement, avec pour résultat des économies de 2 340 778 \$US ;
- iv) Que les économies de 2 495 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 174 650 \$US pour le PNUD, associées à la reconversion des entreprises de mousse PU mentionnées aux alinéas (a) (i) et (a) (ii) ci-dessus, seront déduites de la sixième tranche de la phase II du PGEH ;
- v) Qu'une tonne PAO sera déduite de la consommation restante admissible de HCFC-22, associée aux coûts de l'Unité de gestion de projet en lien avec les réductions dans le plan sectoriel de la mousse PU, mentionnées à l'alinéa (a) (iv) ci-dessus ;
- vi) Que les entreprises Gelomax et So Frio, avec une consommation de 2,54 tm (0,14 tonne PAO) de HCFC-22, se sont retirées de la phase II du PGEH, et que les entreprises Peracchi et Zero Grau, avec une consommation totale de 3,00 tm (0,17 tonne PAO) de HCFC-22, ont été incluses dans la phase II, sans coût additionnel pour le Fonds multilatéral ;
- vii) Que le Secrétariat du Fonds a mis à jour l'Accord entre le gouvernement du Brésil et le Comité exécutif, tel que contenu à l'Annexe X au présent rapport, notamment l'Appendice 2-A, pour refléter la déduction du financement de la sixième tranche pour le PNUD, mentionnée à l'alinéa (a) (iv) ci-dessus, l'ajustement de la première tranche pour l'ONUDI suite à la restitution de fonds mentionnée dans la décision 88/61(a) (iii), la réduction de la consommation restante admissible mentionnée à l'alinéa (a) (v) ci-dessus, et le report de la sixième tranche à 2024; l'Appendice 7-A, pour refléter l'ajustement des réductions de financement pour non-respect de la conformité ; le paragraphe 16, modifié pour indiquer que l'Accord mis à jour annule et remplace celui conclu à la 88^e réunion ;

b) D'approuver :

- i) La réaffectation de 132 000 \$US, des entreprises Gelomax et So Frio, aux entreprises Peracchi et Zero Grau, telle qu'indiquée à l'alinéa (a) (vi) ci-dessus ;

- ii) La prolongation jusqu'au 31 décembre 2025, de la période de mise en œuvre de la phase II du PGEH pour le Brésil étant donné les retards dans la mise en œuvre des activités d'élimination causés par la pandémie de COVID-19, étant entendu qu'aucune autre prolongation ne serait demandée ; et
- c) De demander au PNUD de continuer à aider le gouvernement du Brésil à obtenir des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète pour les sociétés de formulation, Amino, Flexivel, Purcom et U-tech. Il est entendu que tous les surcoûts d'exploitation reliés à ces reconversions (le cas échéant) ne seront pas payés tant que la technologie choisie initialement ou une autre technologie à faible potentiel de réchauffement de la planète, ne sera pas pleinement mise en place et que jusqu'à cette date, un rapport sur l'état de l'utilisation temporaire de solutions de remplacement à potentiel de réchauffement de la planète élevé sera remis à chaque réunion, ainsi qu'une mise à jour des fournisseurs sur les progrès réalisés pour garantir la disponibilité des technologies choisies, incluant les composantes associées, sur le marché national.

(Décision 91/26)

B. Rapports sur les projets concernant les HFC

Argentine : Contrôle des émissions de HFC-23 engendrées par la production de HCFC-22 (ONUDI)

97. L'information relative au projet a été présentée aux paragraphes 91 à 99 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18. Après publication du document, le Secrétariat a demandé à l'ONUDI de fournir une autre mise à jour sur l'état d'avancement. L'ONUDI a signalé que la livraison du régulateur de débit de gaz naturel et des vannes de sectionnement, attendue en novembre 2022, avait été retardée. Toutefois, il avait été établi que les vannes existantes étaient suffisamment en bon état pour être utilisées. La livraison des pièces détachées de SGL, le fournisseur de la technologie, était attendue d'ici la fin janvier 2023. L'entreprise Frio Industrias Argentinas avait redémarré la production de HCFC-22 et continué à stocker le sous-produit HFC-23 dans le réservoir cryogénique et il n'y avait eu aucune autre émission du sous-produit HFC-23 depuis celles signalées à la 90^e réunion. Actuellement, environ 20 tonnes métriques du sous-produit sont stockées dans le réservoir. L'ONUDI fournira un rapport sur la mise en œuvre du projet à la première réunion de 2023 qui inclura la production de HCFC-22 en 2022 et la quantité de sous-produit HFC-23 généré, stocké et rejeté dans l'atmosphère, conformément à la décision 90/24(d).

98. Un membre a déclaré, qu'étant donné la capacité du réservoir cryogénique, on espérait que l'entreprise pourrait éviter tout nouveau rejet du sous-produit HFC-23 jusqu'à ce que l'incinérateur devienne pleinement fonctionnel. Un autre membre a demandé quelle serait la durée de l'installation des nouvelles pièces et pendant combien de temps l'incinérateur serait déconnecté durant la procédure.

99. Un représentant du Secrétariat a déclaré qu'on ignore combien de temps prendra le processus mais que la capacité du réservoir était suffisamment grande pour stocker le sous-produit HFC-23 pendant de nombreux mois et qu'il était peu probable que l'installation dure plus longtemps. En outre, l'entreprise avait l'habitude d'organiser sa fabrication en campagnes de production et il se pourrait que l'installation soit faite entre deux campagnes.

100. Le Comité exécutif a décidé de prendre note du rapport périodique sur la mise en œuvre du projet pour le contrôle des émissions de HFC-23 engendrées par la production of HCFC-22 chez Frio Industrias Argentinas, tel que soumis par l'ONUDI, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18.

(Décision 91/27)

C. Rapports sur les projets concernant la Chine

Rapport sur les progrès dans la mise en œuvre des activités décrites dans la décision 83/41(e)

Étude visant à déterminer les circonstances réglementaires, d'exécution, d'orientation ou de marché pouvant avoir mené à une utilisation et une production illicites de CFC-11 et de CFC-12 (décision 83/41(d))

Rapport actualisé sur la production de tétrachlorure de carbone et ses utilisations comme matière première en Chine (décision 84/41 (b) et (c))

101. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18/Add.1, qui contenait des rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports concernant la Chine. Le document était divisé en trois sections que le Comité exécutif a examinées conjointement.

102. Lors de la discussion qui a suivi, les membres ont salué les efforts entrepris par la Chine pour mettre en œuvre les activités conformément à la décision 83/41 et renforcer sa surveillance à tous les niveaux. Toutefois, le rapport sur ces activités a été préparé en 2020 et des mises à jour sur plusieurs sujets seraient utiles, par exemple, sur l'état de la mise en œuvre des règlements révisés pour la gestion des SAO ; les autres mesures qui pourraient avoir été prises concernant les sociétés de formulation et les entreprises de mousse PU qui pourraient avoir utilisé du CFC-11 ; le stade de développement des stations nationales de surveillance atmosphérique prévues et le partage des données recueillies ; et les raisons de l'écart entre les émissions de tétrachlorure de carbone déclarées pour la période de 2015 à 2019 et les émissions présumées à partir des observations atmosphériques.

103. Le Comité exécutif a convenu de poursuivre, dans un groupe informel, la discussion sur les questions contenues dans les trois rapports présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18/Add.1.

104. Par la suite, il a été rapporté que le groupe informel avait eu un échange d'informations utile. Le représentant de la Chine avait indiqué que le pays continuait à progresser dans la mise en œuvre des activités énumérées dans la décision 83/41, incluant l'instauration d'un réseau de stations de surveillance atmosphérique et il a confirmé que les données recueillies seraient partagées avec la communauté scientifique internationale. La Chine avait indiqué aussi que l'utilisation accrue du tétrachlorure de carbone comme matière première n'avait pas entraîné une augmentation substantielle des émissions car les procédés étaient très bien gérés par les producteurs. La Chine a exprimé sa volonté de poursuivre, à la 92^e réunion, les discussions sur les questions liées à sa mise en œuvre des activités décrites dans la décision 83/41.

105. 104. Le Comité exécutif a convenu de poursuivre, à la 92^e réunion, ses discussions sur le rapport relatant les progrès dans la mise en œuvre des activités énumérées dans la décision 83/41(e) et sur toute autre mise à jour que le gouvernement de la Chine pourrait souhaiter fournir au sujet des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités décrites dans la décision 83/41.

c) Rapport global d'achèvement de projets de 2022

106. L'Administratrice principale, Suivi et évaluation, a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/19.

107. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport global d'achèvement des projets (RAP) de 2022, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/19 ;
 - ii) Que l'ONUDI a achevé sa mise à jour du RAP pour le secteur de l'entretien en réfrigération en Chine, conformément aux décisions 90/28 (f) et 88/30 ;
- b) De demander :
 - i) Aux agences bilatérales et d'exécution de soumettre à la 92^e réunion les RAP en souffrance concernant des accords pluriannuels et des projets individuels, ou alors d'exposer les raisons pour lesquelles ces rapports n'ont pu être soumis ;
 - ii) Aux agences d'exécution principales et coopérantes, de continuer à coordonner étroitement leurs travaux pour mettre la dernière main aux sections des RAP qui les concernent, l'objectif étant de faciliter la soumission des rapports par l'agence d'exécution principale en temps utile ;
 - iii) Aux agences bilatérales et d'exécution, lors de la communication des données pour la soumission des RAP, de s'assurer que des informations pertinentes et utiles soient indiquées dans les enseignements tirés et les raisons des retards, au-delà de preuves anecdotiques, en vue de permettre la formulation de recommandations concrètes visant l'amélioration de la mise en œuvre à venir de projets ou la reproductibilité des bonnes pratiques ;
- c) Aux agences bilatérales et d'exécution, réitérant les décisions 23/8(i) et 81/29, de soumettre des RAP dans les six mois suivant l'achèvement opérationnel des projets afin d'éviter que les demandes de financement portant sur la deuxième tranche ou les tranches suivantes de la phase II ou pour les phases suivantes des plans de gestion de l'élimination des HCFC soumis pour examen ne soient pas prises en considération ; et
- d) D'inviter toutes les parties impliquées dans la rédaction et la mise en œuvre des accords pluriannuels et des projets individuels, en particulier le Secrétariat et les agences bilatérales et d'exécution, à tenir compte des enseignements tirés des RAP, le cas échéant.

(Décision 91/28)

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES ACTIVITÉS

a) Mise à jour sur l'état de la mise en œuvre du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2022–2024 et planification financière pour la période 2021–2023

108. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/20.

109. Le Comité exécutif a décidé de prendre note :

- a) De la mise à jour sur l'état de la mise en œuvre du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2022–2024, présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/20 ; et

- b) Que la valeur totale des activités soumises à la 91^e réunion s'élève à 83 048 165 \$ US (y compris 4 829 989 \$ US pour les activités liées aux HFC), dont 18 297 605 \$ US sont liés à des propositions de projet non incluses dans le plan d'activités de 2022.

(Décision 91/29)

b) Retards dans la proposition des tranches

110. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/21.

111. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
- i) Du rapport sur les retards dans la proposition des tranches, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/21 ;
 - ii) Des informations sur les retards dans la proposition des tranches dans le cadre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), transmis par le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale ;
 - iii) Que 29 des 43 activités (17 pays sur 27) associées à des tranches de PGEH attendues à la 91^e réunion ont été présentées à temps ;
 - iv) Que les agences d'exécution concernées ont indiqué que la soumission tardive des tranches de PGEH qui devaient être proposées à la seconde réunion de 2022 aurait une incidence nulle sur la conformité du pays au Protocole de Montréal et rien n'indiquait que les pays concernés ne respectaient pas les mesures de contrôle du Protocole de Montréal ; et
- b) De demander au Secrétariat d'envoyer des lettres aux gouvernements concernés au sujet des décisions prises sur les retards dans la proposition des tranches, contenues dans l'Annexe XI au présent rapport.

(Décision 91/30)

c) Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2023–2025

112. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22.

113. Dans la discussion qui a suivi, plusieurs membres ont exprimé leur soutien à la proposition d'autoriser le Nigeria à soumettre la phase IV de son PGEH en 2025 et la demande pour la préparation du projet associée en 2023, tenant compte des circonstances particulières dans le pays qui en font le seul pays à présenter la phase IV de son PGEH en 2025 pour entreprendre des activités durant la période 2025–2030 visant l'élimination complète des HCFC.

114. Plusieurs membres ont exprimé leur soutien au maintien des activités relatives à l'efficacité énergétique pour le Cambodge et le Kirghizistan, conformément à la décision 89/6.

115. Concernant le rétablissement du projet d'assistance technique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord "Atteinte et soutien des objectifs de Kigali tout en faisant progresser les outils de modélisation et de prise de décision", le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le projet avait été retiré à la présente réunion et serait présenté à nouveau lors d'une réunion future. Concernant le rétablissement du projet d'assistance technique de l'ONUDI "Comment soutenir les conversions

industrielles dans le secteur de la climatisation résidentielle, y compris le temps nécessaire à la transition technologique et les obstacles à l'accès aux technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète", le Comité exécutif a convenu de ne pas examiner ce projet durant la présente réunion.

116. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2023-2025, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22 ;
- b) D'ajuster le plan d'activités selon la proposition du Secrétariat, contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22 ;
- c) D'ajuster également le plan d'activités :
 - i) En ajoutant au plan d'activités de 2023, les projets et activités qui avaient été reportés lors de la 91^e réunion ;
 - ii) En prenant en compte les valeurs approuvées en principe pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) nouveaux et révisés lors de la 91^e réunion ;
- d) D'autoriser le Nigeria à soumettre la phase IV de son PGEH en 2025 et la demande pour la préparation de projet associée en 2023 ;
- e) De maintenir les activités relatives à l'efficacité énergétique pour le Cambodge et le Kirghizistan qui ont des accords pour l'élimination complète des HCFC, en prenant note que les agences d'exécution concernées n'ont pas de tranches de PGEH restantes à demander au nom de ces pays ; et
- f) D'approuver le plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2023-2025, tel qu'ajusté par le Secrétariat et le Comité exécutif, en tenant compte des décisions pertinentes prises lors de la 91^e réunion, tout en notant que cela ne signifie pas pour autant l'approbation des projets contenus dans le plan, ni de leurs niveaux de financement ou de tonnage.

(Décision 91/31)

d) Plans d'activités des agences bilatérales et d'exécution pour la période 2023–2025

i) Agences bilatérales

117. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/23.

118. Le Comité exécutif a décidé de prendre note :

- a) Des plans d'activités des agences bilatérales pour la période 2023–2025, soumis par les gouvernements de l'Allemagne, du Japon et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/23 ; et
- b) Du fait que le niveau des activités dans les plans d'activités des gouvernements de l'Autriche et de l'Allemagne pour la période 2023–2025 devrait être examiné à la lumière de l'allocation des activités bilatérales pour la période triennale 2021-2023.

(Décision 91/32)

ii) PNUD

119. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/24.

120. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du plan d'activités du PNUD pour la période 2023–2025, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/24 ; et
- b) D'approuver les indicateurs d'efficacité du PNUD, présentés à l'Annexe XII au présent rapport.

(Décision 91/33)

iii) PNUE

121. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/25.

122. Un membre s'est réjoui du plan d'activités du PNUE pour la période 2023–2025, en particulier concernant les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC et la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, qui, a-t-elle affirmé, sont des éléments fondamentaux pour les pays à faible volume de consommation (PFV). La certification des techniciens en charge de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation a également été considérée comme importante en vue de l'introduction prévue de solutions de remplacement des HCFC à potentiel de réchauffement de la planète faible ou nul.

123. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du plan d'activités du PNUE pour la période 2023–2025, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/25 ; et
- b) D'approuver les indicateurs d'efficacité du PNUE, présentés à l'Annexe XIII au présent rapport.

(Décision 91/34)

iv) ONUDI

124. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/26.

125. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2023–2025, figurant dans le document UNIDO/OzL.Pro/ExCom/91/26 ; et
- b) D'approuver les indicateurs d'efficacité de l'ONUDI, présentés à l'Annexe XIV au présent rapport.

(Décision 91/35)

v) Banque mondiale

126. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/27.

127. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du plan d'activités de la Banque mondiale pour la période 2023–2025, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/27 ; et
- b) D'approuver les indicateurs d'efficacité de la Banque mondiale, présentés à l'Annexe XV au présent rapport.

(Décision 91/36)

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR : PROPOSITIONS DE PROJETS

a) Aperçu des questions recensées pendant l'examen des projets

128. Le Comité exécutif a examiné le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/28.

Demande de financement d'activités supplémentaires visant au maintien de l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien en vertu de la décision 89/6(b) pour les pays à faible volume de consommation qui ont achevé leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC

129. Les membres ont rappelé que la même question avait été soulevée au cours des discussions sur le plan d'activités et que, par conséquent, leur décision sur le sujet devrait être cohérente avec l'approche qui y avait été adoptée. Les pays à faible volume de consommation (PFV) qui ont achevé leur PGEH en avance ne devraient pas être pénalisés.

130. Le Comité exécutif a décidé :

- a) Que la décision 89/6 s'appliquerait aux pays à faible volume de consommation qui avaient déjà achevé leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC ; et
- b) D'examiner la proposition des Maldives, telle qu'elle figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/44, au titre du point 9(d) de l'ordre du jour sur les projets recommandés pour examen individuel, conformément à l'alinéa (a) ci-dessus.

(Décision 91/37)

Approbation des demandes pour des tranches de la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC en attendant la soumission des rapports d'achèvement de projet en suspens (décision 81/29)

131. Le représentant du Secrétariat a noté que l'Albanie, le Monténégro et le Turkménistan avaient achevé la phase I de leurs PGEH en décembre 2021 mais n'avaient pas soumis leurs rapports d'achèvement de projets à la date limite de juin 2022. Notant que ces trois pays avaient rempli toutes les conditions pour le déblocage des tranches de financement et que l'ONUDI finaliserait les rapports d'achèvement de projet, le Secrétariat recommande, à titre exceptionnel, l'approbation globale des trois demandes de tranches concernées, étant entendu que le Trésorier transférera le financement à l'ONUDI uniquement après confirmation que les rapports d'achèvement de projet en attente ont bien été transmis. Dans sa présentation, le représentant du Secrétariat a informé le Comité que les trois rapports d'achèvement de projet avaient été bel et bien transmis le 27 novembre 2022 et que le Secrétariat demanderait au Trésorier de transférer les fonds des tranches une fois les rapports d'achèvement de projet examinés.

Soumission d'un plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC (KIP) et d'un projet d'investissement individuel lié aux HFC en l'absence de lignes directrices sur les coûts ou d'un modèle d'accord pour la réduction progressive des HFC

132. Certains membres du Comité se sont déclarés favorables à l'examen des propositions relatives au projet d'investissement pour l'Équateur et à la phase I du KIP pour le Niger même en l'absence de lignes directrices sur les coûts pour les projets concernant les HFC ; ils ont admis que cela présenterait des difficultés mais estimé qu'il était important de ne pas retarder l'approbation. Ils ont suggéré qu'il serait utile que le Secrétariat produise un projet de modèle d'accords sur les KIP pour approbation par le Comité lors de sa prochaine réunion.

133. D'autres membres ont déclaré qu'ils ne souhaitent pas qu'un tel examen crée un précédent. Il serait préférable que le Comité exécutif accélère son examen des lignes directrices sur les coûts des projets concernant les HFC et les KIP. Un autre membre a fait part de sa préoccupation face à la perspective d'approuver des projets avant que les données de référence sur la consommation de HFC n'aient été établies.

134. Un membre a soulevé la question de la consommation de HFC dans le sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place. Il semble y avoir un niveau important de consommation dans ce secteur au Niger, bien que dans la proposition de projet, elle n'ait pas été identifiée séparément de la consommation aux fins de l'entretien. Le membre a estimé qu'il serait utile que des informations et des données sur la question puissent commencer à être collectées pour tous les pays ; cela aiderait le Comité exécutif à cibler son soutien. Il a suggéré que les pays visés à l'article 5 pourraient être invités à collecter volontairement ces données, en incluant par exemple des questions à ce sujet dans les enquêtes sur l'industrie, et que les agences d'exécution pourraient les y aider. Il serait prêt à soumettre un texte aux fins de décision par le Comité exécutif si d'autres membres du Comité convenaient que la question méritait d'être examinée.

135. Un autre membre a accepté cette proposition, d'autant plus que le niveau de consommation dans le sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place semble susceptible d'être plus élevé pour les HFC que pour les autres substances. Il a suggéré que le Secrétariat pourrait être invité, le moment venu, à produire un rapport sur le sous-secteur pour examen par le Comité. Pour l'instant, cependant, il valait mieux simplement encourager plutôt que d'exiger que les Parties recueillent et communiquent ces données.

136. Un autre membre, cependant, s'est dit préoccupé par la perspective d'imposer des charges supplémentaires aux pays visés à l'article 5 ; les données sur la consommation pour l'installation et l'assemblage sur place pourraient être difficiles à dissocier des données concernant l'entretien. Il a dit qu'il serait heureux d'avoir la possibilité de discuter de la proposition plus en détail.

137. Le Comité exécutif a convenu d'établir un groupe informel pour discuter de la possibilité d'une décision sur la collecte de données sur la consommation dans le sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place.

138. Le Comité exécutif a décidé :

- a) En l'absence de lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC, d'examiner les projets individuels d'investissement et la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC (KIP) au cas par cas, et sans créer de précédent applicable ni aux lignes directrices sur les coûts, ni à tout futur projet individuel d'investissement concernant les HFC, ni à la phase I de KIP ;
- b) D'examiner le projet d'investissement individuel concernant les HFC en Équateur, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/40, et la phase I du KIP pour le Niger, contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/48, au titre du point 9(d) de l'ordre du jour sur les projets recommandés pour examen individuel, conformément à l'alinéa (a) ci-dessus ;

- c) De demander au Secrétariat de préparer un projet de modèle d'accord pour la phase I des KIP, pour examen par le Comité exécutif à la 92^e réunion ; et
- d) De convenir que le modèle d'accord serait revu une fois que les discussions sur les critères de financement de l'élimination des HFC seront closes.

(Décision 91/38)

139. Par la suite, il a été rapporté qu'au sein du groupe informel, les Parties s'étaient entendu sur un projet de décision qui visait à recueillir de l'information pour paver la voie à des discussions futures sur la consommation de HFC dans le sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place.

140. Le Comité exécutif a donc décidé :

- a) D'encourager les pays visés à l'article 5 et les agences d'exécution, dans le contexte des enquêtes sur les HFC menées durant la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, à recueillir de l'information et à fournir des estimations de la consommation de HFC dans le sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place, dans la mesure du possible et sur une base volontaire ; et
- b) De demander au Secrétariat de préparer un document, pour examen à la 92^e réunion, qui fournirait une description du sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place, identifiant, dans la mesure du possible, les types d'équipements et de frigorigènes qui caractérisent ce sous-secteur et les défis de la transition vers des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète.

(Décision 91/39)

b) Coopération bilatérale

141. Le Comité exécutif a examiné le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/29.

142. Le Comité exécutif a décidé de demander au Trésorier de soustraire les coûts des projets de coopération bilatérale approuvés à la 91^e réunion, représentant la somme de 3 531 749 \$ US, coûts d'appui d'agence inclus, du solde des contributions bilatérales du gouvernement de l'Allemagne pour la période 2021–2023.

(Décision 91/40)

c) Projets recommandés aux fins d'approbation globale

143. Le Comité exécutif a examiné le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/30.

144. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver les projets et les activités présentés pour approbation globale aux niveaux de financement figurant à l'Annexe XVI au présent rapport, accompagnés des conditions ou dispositions incluses dans les documents d'évaluation de projets correspondants et des conditions du Comité exécutif jointes aux projets, et en prenant note que l'Accord entre le gouvernement du Soudan du Sud et le Comité exécutif a été mis à jour sur la base de la prolongation de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC jusqu'en 2025, tel que contenu à l'Annexe XVII ; et

- b) Que, pour les projets concernant le renouvellement du renforcement des institutions, l'approbation globale incluait l'approbation des observations à communiquer aux gouvernements bénéficiaires et qui figurent à l'Annexe XVIII au présent rapport.

(Décision 91/41)

d) Projets recommandés aux fins d'examen individuel

145. Le Comité exécutif a examiné le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/31.

A. Activités non liées aux investissements – Assistance technique

Échelle mondiale : Jumelage des responsables de l'ozone avec des décideurs nationaux en matière d'efficacité énergétique pour soutenir les objectifs de l'Amendement de Kigali (PNUE)

146. Les informations relatives au projet ont été incluses dans les alinéas 19 à 28 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/33.

147. Lors de la discussion de la proposition, plusieurs membres ont déclaré que les précédents ateliers de jumelage organisés par le PNUE avaient été d'une grande utilité et qu'il serait judicieux de consolider et d'exploiter les relations qu'ils avaient contribué à créer. Il a été noté que les ateliers avaient ouvert la voie à l'adoption et à la ratification de l'Amendement de Kigali par certains pays, et un membre a déclaré que, dans le sillage de ces ratifications, il était essentiel de s'appuyer sur ces mêmes ateliers et de renouveler les efforts pour générer d'importantes synergies.

148. Il a été convenu que le projet devrait produire des avantages tangibles, et des éclaircissements ont été demandés au PNUE sur ce que seraient ces avantages et sur le niveau d'engagement de chaque pays visé à l'article 5.

149. Le représentant du PNUE a déclaré que le projet était essentiellement une réponse aux besoins qui avaient été exprimés dans divers espaces ces cinq dernières années au sujet de l'intégration d'un nouveau groupe de parties prenantes, à savoir les décideurs en charge de l'efficacité énergétique, alors que les pays visés à l'article 5 s'engageaient dans la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali. Les résultats attendus de l'exercice étaient similaires à ceux des activités des réseaux régionaux organisés par le PNUE, à savoir le partage des connaissances entre pairs, le renforcement des capacités et les possibilités de coordination sur diverses questions.

150. À la suite de discussions informelles entre les membres intéressés, le Comité exécutif a décidé d'approuver le projet mondial d'assistance technique pour le jumelage des responsables de l'ozone avec des décideurs nationaux en matière d'efficacité énergétique pour soutenir les objectifs de l'Amendement de Kigali (phase I : 2023–2024) au montant de 793 400 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 97 274 \$US pour le PNUE, étant entendu que :

- a) Le PNUE devrait présenter un rapport à mi-parcours sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet visé au paragraphe 150 ci-dessus à la dernière réunion du Comité exécutif en 2023, dans le cadre du rapport périodique du Programme d'aide à la conformité du PNUE ;
- b) Sur la base des résultats du projet, le PNUE pourrait envisager l'élaboration d'une deuxième phase qui tiendrait compte des résultats des ateliers organisés au cours de la première phase du projet et comprendrait un plan d'action visant à répondre à tout besoin régional identifié lors de la mise en œuvre de cette première phase ; et

- c) Tout solde restant de la première phase du projet serait restitué au Fonds multilatéral au plus tard lors de la deuxième réunion de 2025.

(Décision 91/42)

B. Projets d'investissement dans le cadre d'accords pluriannuels

Nouvelles phases II et III de plans de gestion de l'élimination des HCFC

Barbade : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – première tranche) (PNUE et PNUD)

151. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 20 à 45 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/37.

152. Un membre s'est félicité des mesures prises par le gouvernement de la Barbade pour éliminer les HCFC, incluant les efforts pour minimiser la consommation de HCFC vierges.

153. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver, en principe, la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Barbade pour la période de 2022 à 2030 en vue de l'élimination complète de la consommation de HCFC, pour un montant de 578 720 \$US, dont 298 000 \$US, plus des coûts d'agence de 38 740 \$US pour le PNUE et 222 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 19 980 \$US pour le PNUD, étant entendu qu'aucun autre financement du Fonds multilatéral ne sera accordé pour l'élimination des HCFC ;
- b) De prendre note de l'engagement du gouvernement de la Barbade :
 - i) De parvenir à une élimination complète des HCFC d'ici au 1^{er} janvier 2030, et à un arrêt des importations de HCFC après cette date, à l'exception des importations autorisées pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040, le cas échéant, et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
 - ii) D'interdire l'importation d'équipements utilisant les HCFC d'ici au 1^{er} janvier 2024 ;
- c) De déduire 2,40 tonnes PAO de HCFC de la consommation de HCFC restante admissible au financement ;
- d) D'approuver l'Accord entre le gouvernement de la Barbade et le Comité exécutif sur la réduction de la consommation de HCFC, conformément à la phase II du PGEH, contenu à l'Annexe XIX au présent rapport ;
- e) De demander au gouvernement de la Barbade, afin de permettre l'examen de la dernière tranche de son PGEH, de soumettre :
 - i) Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter (e) (i) de l'article 5 du Protocole de Montréal pour la période 2030-2040 ;

- ii) La consommation annuelle de HCFC prévue à la Barbade durant la période 2030-2040 ; et
- f) D'approuver la première tranche de la phase II du PGEH pour la Barbade et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 176 930 \$US, composé de 36 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 4 680 \$US pour le PNUE et de 125 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 11 250 \$US pour le PNUD.

(Décision 91/43)

Erythrée : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – première tranche) (PNUE et ONUDI)

154. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/41.
155. Le Comité exécutif a décidé :
- a) D'approuver, en principe, la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Érythrée, pour une période allant de 2022 à 2030 en vue de l'élimination complète de la consommation de HCFC, au montant de 601 600 \$US, soit 325 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 42 250 \$US pour le PNUE, et 215 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 19 350 \$US pour l'ONUDI, étant entendu qu'aucun financement supplémentaire du Fonds multilatéral ne sera fourni pour l'élimination des HCFC ;
 - b) De prendre note de l'engagement du gouvernement de l'Érythrée de réduire la consommation de HCFC de 38,5 pour cent par rapport à la valeur de référence du pays d'ici 2022, de 45 pour cent d'ici 2023, de 67,5 pour cent d'ici 2025 et d'éliminer complètement les HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2030, et que les HCFC ne seront plus importés après cette date, à l'exception, le cas échéant, de ceux autorisés pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040 et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
 - c) De déduire 0,71 tonne PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ;
 - d) D'approuver l'Accord entre le gouvernement de l'Érythrée et le Comité exécutif en vue de la réduction de la consommation des HCFC, conformément à la phase II du PGEH, contenu à l'Annexe XX au présent rapport ;
 - e) Que, pour permettre l'examen de la tranche finale de son PGEH, le gouvernement de l'Érythrée devra soumettre :
 - i) Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter (e) (i) de l'article 5 du Protocole de Montréal pour la période 2030-2040 ;
 - ii) La consommation annuelle prévue de HCFC en Érythrée durant la période 2030-2040 ; et

- f) D'approuver la première tranche de la phase II du PGEH pour l'Érythrée et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 244 400 \$US, composé de 115 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 14 950 \$US pour le PNUE, et de 105 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 9 450 \$US pour l'ONUDI.

(Décision 91/44)

Inde: Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase III – première tranche) (PNUD, PNUE, et gouvernement de l'Allemagne)

156. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 37 à 94 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42.

157. Quelques membres, faisant référence à la recommandation contenue au paragraphe 94(f)(ii) du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42, ont déclaré comprendre qu'aucun autre financement ne serait fourni par le Fonds multilatéral pour l'élimination des HCFC au-delà de 2030.

158. Un membre s'est dit préoccupé par les sets de reconversion mentionnés au paragraphe 75 du document et a suggéré que la recommandation standard sur les reconversions pourrait être appropriée.

159. Le représentant du Secrétariat a expliqué que les activités décrites au paragraphe 75 du document se concentraient sur les entreprises d'installation et étaient envisagées comme un projet de démonstration qui recevrait du soutien pour reconcevoir les produits afin qu'ils puissent fonctionner avec du R-290 et pour démontrer les avantages de cette technologie. Il ne s'agissait donc pas d'une reconversion au sens traditionnel du terme.

160. Un membre souhaitait savoir, si la réduction du financement convenu pour l'Unité de gestion et de mise en œuvre du projet entraînerait la suppression de certaines activités.

161. Le représentant du Secrétariat a déclaré que le principal changement pour l'Unité de gestion et de mise en œuvre du projet avait été le retrait du volet d'assistance technique inclus initialement, avec du financement pour un conseiller technique et un assistant de projet. Les coûts opérationnels de l'Unité avaient aussi été réduits en raison du cofinancement par le gouvernement de l'Inde. Le PNUD a rationalisé les dépenses pour des réunions et ateliers avec les parties prenantes et le voyage officiel qui y serait associé et pour la conduite de la vérification indépendante de la reconversion dans les entreprises individuelles.

162. Le Comité exécutif a convenu que le Secrétariat et les membres intéressés auraient de plus amples discussions bilatérales à ce sujet.

163. Par la suite, il a été précisé que le volet de la phase III décrit comme une "rénovation" serait mieux décrit comme un "projet de reconception", dans lequel de nouvelles composantes conçues pour être utilisées avec le R-290 seraient installées sur de nouveaux systèmes dans les entreprises utilisatrices pour démontrer les avantages de cette technologie. De plus, les réductions additionnelles de la consommation restante de HCFC du pays admissible au financement qui avaient été associées à l'Unité de gestion et de mise en œuvre du projet dans le cadre de la phase II du PGEH avaient en fait été réduites durant la phase III, tel qu'indiqué au paragraphe 36(b)(iii) du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42. Enfin, il a été convenu que si l'Inde avait l'intention de maintenir une consommation dans la période 2030–2040 pour le volet résiduel de l'entretien, autorisé dans le cadre du Protocole de Montréal, elle proposerait une modification des cibles fixées à la ligne 1.2 de l'Appendice 2-A de son Accord avec le Comité exécutif pour la période après 2030.

164. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver, en principe, la phase III du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Inde pour la période de 2022 à 2030 en vue de l'élimination complète de la consommation de HCFC, au montant de 27 351 569 \$US, soit 14 835 060 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 1 038 454 \$US pour le PNUD, 3 370 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 380 700 \$US pour le PNUE, et 6 952 572 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 774 783 \$US pour le gouvernement de l'Allemagne, étant entendu qu'aucun financement supplémentaire du Fonds multilatéral ne sera fourni pour éliminer les HCFC ;
- b) De prendre note de l'engagement du gouvernement de l'Inde d'éliminer complètement les HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2030 et de s'assurer que des HCFC ne seront plus importés après cette date, à l'exception, le cas échéant, de ceux autorisés pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040 et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
- c) De déduire 574,45 tonnes PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ;
- d) De déduire 5,54 tonnes PAO supplémentaires de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement, conformément à la décision 91/53 ;
- e) D'approuver l'Accord entre le gouvernement de l'Inde et le Comité exécutif en vue de la réduction de la consommation des HCFC, conformément à la phase III du PGEH, figurant à l'Annexe XXI au présent rapport ;
- f) Que, pour permettre l'examen de la tranche finale de son PGEH, le gouvernement de l'Inde devra soumettre :
 - i) Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter (e) (i) de l'article 5 du Protocole de Montréal pour la période 2030-2040 ;
 - ii) Si l'Inde a l'intention d'avoir une consommation au cours de la période 2030-2040, conformément au paragraphe 8ter (e) (i) de l'article 5 du Protocole de Montréal, les modifications proposées aux cibles fixées à la ligne 1.2 de son Accord avec le Comité exécutif couvrant la période au-delà de 2030 ; et
- g) D'approuver la première tranche de la phase III du PGEH pour l'Inde et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 9 232 016 \$US, soit 6 166 500 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 431 655 \$US pour le PNUD, 668 215 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 75 486 \$US pour le PNUE, et 1 700 643 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 189 517 \$US pour le gouvernement de l'Allemagne.

(Décision 91/45)

Nigéria : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase III – première tranche) (PNUD et ONUDI)

165. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/49.

166. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver, en principe, la phase III du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le Nigéria pour la période 2022 à 2025, afin de réduire la consommation de HCFC de 67,5 % par rapport à la valeur de référence du pays, au montant de 3 144 194 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 220 093 \$US pour l'ONUDI uniquement ;
- b) De prendre note de l'engagement du gouvernement du Nigéria de mettre en œuvre les mesures réglementaires suivantes pour soutenir l'élimination complète des HCFC dans le secteur de la fabrication d'équipements de réfrigération et de climatisation :
 - i) Interdiction d'importer des équipements à base de HCFC-22 à partir du 1^{er} janvier 2026 ;
 - ii) Interdiction d'utiliser du HCFC-22 dans la fabrication d'équipements de réfrigération et de climatisation une fois que les projets de reconversion de la phase III seront achevés, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;
 - iii) Réductions fiscales pour les équipements utilisant du R-290 et du HFC-32, élaborées en collaboration avec les autorités compétentes ;
- c) De déduire 68,98 tonnes PAO de la consommation restante de HCFC admissible au financement ;
- d) D'approuver l'Accord entre le Gouvernement du Nigéria et le Comité exécutif en vue de la réduction de la consommation de HCFC, conformément à la phase III du PGEH, figurant à l'Annexe XXII au présent rapport ;
- e) D'approuver la première tranche de la phase III du PGEH pour le Nigéria, et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 1 944 347 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 136 104 \$US pour l'ONUDI uniquement ;
- f) De demander au PNUD et à l'ONUDI de fournir, dans les rapports périodiques sur la mise en œuvre de la tranche, la liste actualisée des entreprises qui ont reçu une assistance du projet-cadre.

(Décision 91/46)

Afrique du Sud : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – première tranche) (ONUDI)

167. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 26 à 59 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/51 et sur le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/51/Corr.1.

168. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver en principe la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Afrique du Sud pour la période de 2022 à 2030 afin de terminer l'élimination de la consommation de HCFC, au montant de 8 690 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 608 300 \$ US pour l'ONUDI, étant entendu qu'aucun autre financement provenant du Fonds multilatéral ne sera octroyé pour l'élimination des HCFC ;

- b) De prendre note de l'engagement du gouvernement de l'Afrique du Sud de réduire la consommation de HCFC de 47,5 % par rapport au niveau de référence du pays d'ici 2022, de 50 % d'ici 2023, de 60 % d'ici 2024, de 67,5 % d'ici 2025, de 70,2 % d'ici 2026, de 75,7 % d'ici 2027 et de 97,5 % d'ici 2028, et d'éliminer complètement les HCFC d'ici au 1^{er} janvier 2030, et qu'aucun HCFC ne sera importé après cette date, à l'exception de ceux autorisés pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040, le cas échéant, et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
- c) De déduire 192,92 tonnes PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ;
- d) D'approuver l'Accord entre le gouvernement de l'Afrique du Sud et le Comité exécutif en vue de la réduction de la consommation des HCFC, conformément à la phase II du PGEH figurant à l'Annexe XXIII au présent rapport ;
- e) Que, pour permettre l'examen de la dernière tranche de son PGEH, le gouvernement de l'Afrique du Sud devra soumettre :
 - i) Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter(e)(i) de l'article 5 du Protocole de Montréal pour la période de 2030 à 2040 ;
 - ii) Si l'Afrique du Sud a l'intention de consommer des HCFC pendant la période de 2030 à 2040, conformément au paragraphe 8 ter(e)(i) de l'article 5 du Protocole de Montréal, les propositions de modifications de l'Accord entre le gouvernement de l'Afrique du Sud et le Comité exécutif couvrant la période au-delà de 2030 ; et
- f) D'approuver la première tranche de la phase II du PGEH de l'Afrique du Sud et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 2 993 125 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 209 519 \$ US pour l'ONUDI, étant entendu que l'ONUDI inclura, dans les rapports périodiques présentés avec la demande pour la deuxième tranche, une mise à jour sur l'amélioration du processus de communication de la consommation de HCFC et la confirmation de la nouvelle présentation, par le gouvernement de l'Afrique du Sud, des rapports de données, exigés au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal, et sur la mise en œuvre du programme du pays pour les années 2020 et 2021.

(Décision 91/47)

Togo : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – première tranche) (PNUE et ONUDI)

169. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/54. Après la publication de ce document, le Secrétariat a reçu des renseignements du PNUE confirmant que le gouvernement togolais s'était engagé à interdire l'importation d'équipements d'occasion à base de HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2025 et l'importation d'équipements neufs à base de HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2026. Le gouvernement avait aussi révisé le quota d'importation pour 2022, de 185 à 160 tonnes métriques.

170. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver en principe la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le Togo pour la période de 2023 à 2030 afin de compléter l'élimination de la consommation des HCFC, au montant de 1 289 900 \$ US, soit 700 000 \$ US, plus les coûts d'appui d'agence de 87 000 \$ US pour le PNUE, et de 470 000 \$ US, plus les coûts d'appui d'agence de 32 900 \$ US pour l'ONUDI, étant entendu qu'aucun autre financement provenant du Fonds multilatéral ne sera octroyé pour l'élimination des HCFC ;
- b) De prendre note de l'engagement du gouvernement du Togo :
 - i) D'éliminer complètement les HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2030, et que les HCFC ne seront plus importés après cette date, à l'exception de ceux autorisés pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040, le cas échéant, et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
 - ii) D'interdire l'importation d'équipements d'occasion à base de HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2025 et l'importation d'équipements neufs à base de HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2026 ;
- c) De déduire 13,00 tonnes PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ;
- d) D'approuver l'Accord entre le gouvernement du Togo et le Comité exécutif en vue de la réduction de la consommation de HCFC, conformément à la phase II du PGEH figurant à l'Annexe XXIV au présent rapport ;
- e) Que, pour permettre l'examen de la dernière tranche de son PGEH, le gouvernement du Togo devra présenter :
 - i) Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter (e) (i) de l'Article 5 du Protocole de Montréal pour la période de 2030 à 2040 ;
 - ii) La consommation annuelle prévue de HCFC au Togo pour la période 2030- 2040;
- f) D'approuver la première tranche de la phase II du PGEH pour le Togo, et le plan de mise en œuvre correspondant, au montant de 354 536 \$ US, soit 125 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 15 536 \$ US pour le PNUE, et de 200 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 14 000 \$ US pour l'ONUDI.

(Décision 91/48)

Demandes de financement de tranches dans le cadre des phases I et II des plans de gestion de l'élimination des HCFC

Chine : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II) – global (PNUD, PNUE, ONUDI, Banque mondiale et gouvernements de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon)

171. La représentante du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 1 à 25 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/38.

172. Faisant remarquer que dans le tableau 7 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/38, portant sur les décaissements par secteur au titre de la phase II du PGEH, le taux de décaissement le plus bas enregistré se rapportait au secteur de la fabrication de climatiseurs résidentiels et de chauffe-eau à pompes thermiques (RAC), un membre a demandé de plus amples informations sur les progrès de la mise en œuvre des activités dans ce secteur. La représentante du Secrétariat a répondu qu'en raison de problèmes administratifs au niveau de l'ONUDI, aucun financement n'avait été versé au secteur RAC dans le cadre de la troisième tranche de la phase II. Toutefois, la phase I du secteur avait été achevée et les soldes restants seraient restitués conformément aux décisions pertinentes du Comité exécutif.

173. En ce qui concerne les intérêts accumulés par le gouvernement de la Chine jusqu'au 31 décembre 2021 sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre des plans sectoriels au titre des phases I et II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), conformément aux décisions 69/24 et 77/49(b)(iii), le Comité exécutif a décidé de demander au Trésorier :

- a) De déduire, des transferts futurs versés à l'ONUDI, le montant de 1 471 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur des mousses de polystyrène extrudé au titre de la phase II du PGEH ;
- b) De déduire des transferts futurs versés à la Banque mondiale, le montant de 182 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur des mousses de polyuréthane au titre de la phase II du PGEH ;
- c) De déduire des transferts futurs versés au PNUD, le montant de 35 506 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur de la réfrigération industrielle et commerciale au titre des phases I et II du PGEH ;
- d) De déduire des transferts futurs versés à l'ONUDI, le montant de 9 153 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur des climatiseurs résidentiels au titre des phases I et II du PGEH ;
- e) De déduire des transferts futurs versés au PNUD, le montant de 12 387 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur des solvants au titre de la phase II du PGEH ; et
- f) De déduire des transferts futurs versés au PNUE, le montant de 5 746 \$US correspondant aux intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre du plan du secteur de l'entretien des systèmes de réfrigération et de climatisation au titre de la phase II du PGEH.

(Décision 91/49)

Chine : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (secteur de la mousse de polystyrène extrudé) (phase II – cinquième tranche) (ONUDI et gouvernement de l'Allemagne)

174. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 26 à 44 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/38.

175. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique portant sur la mise en œuvre de la quatrième tranche du plan du secteur des mousses de polystyrène extrudé, au titre de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Chine ; et

- b) D'approuver la cinquième tranche du plan sectoriel des mousses de polystyrène extrudé dans le cadre de la phase II du PGEH de la Chine ainsi que le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant pour 2023, pour la somme de 2 000 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 140 000 \$US pour l'ONUDI.

(Décision 91/50)

Chine : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (plan du secteur des solvants) (phase II – cinquième tranche) (PNUD)

176. Le représentant Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 45 à 65 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/38.

177. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique sur la mise en œuvre de la quatrième tranche du plan du secteur des solvants de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Chine ; et
- b) D'approuver la cinquième tranche du plan du secteur des solvants de la phase II du PGEH pour la Chine et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant pour 2023–2024, au montant de 1 000 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 70 000 \$US pour le PNUD.

(Décision 91/51)

Chine : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (plan pour le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation et programme national de facilitation) (phase II – cinquième tranche) (PNUE, gouvernement de l'Allemagne et gouvernement du Japon)

178. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 66 à 83 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/38.

179. Un membre a demandé plus d'information sur les raisons des taux de décaissement relativement bas dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation. Le représentant du Secrétariat a déclaré, tel qu'indiqué par le PNUE, que les retards dans les décaissements, notamment pour les troisième et quatrième tranches, résultaient de l'impact continu de la pandémie de COVID-19 en Chine. L'interdiction des déplacements, par exemple, avait rendu difficile la mise en œuvre d'activités dans le pays. Néanmoins, en dépit des défis rencontrés, le taux de décaissement total du Bureau de coopération étrangère pour l'environnement (BCEE) était d'environ 67 pour cent et le taux de décaissement des agences d'exécution au BCEE était de 85 pour cent.

180. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique sur la mise en œuvre de la quatrième tranche du plan du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation et du programme national de facilitation de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Chine ; et

- b) D'approuver la cinquième tranche du plan du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation et du programme national de facilitation de la phase II du PGEH pour la Chine ainsi que le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant pour 2023-2024, au montant de 2 221 403 \$US, soit 1 780 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 195 325 \$US pour le PNUE et 220 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 26 078 \$US pour le gouvernement de l'Allemagne.

(Décision 91/52)

Inde : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – quatrième tranche) (PNUD, PNUE, et gouvernement de l'Allemagne)

181. Le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 1 à 36 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42.

182. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique sur la mise en œuvre de la troisième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Inde ;
- b) De prendre également note :
 - i) Que, dans le secteur de la fabrication des mousses, les entreprises M/s Industrial Foam et M/s Viking Engineers, avec un financement associé de 62 175 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 4 352 \$ US, avaient cessé de fabriquer des mousses et qu'elles ne participeraient pas au projet ;
 - ii) Que, dans le secteur de la fabrication de climatiseurs résidentiels, l'entreprise Videocon, avec un financement associé de 1 817 975 \$ US, avait fait faillite et que l'entreprise Lloyd Electricals Ltd (maintenant Leel Electricals Ltd) avait changé de propriétaire et avait décidé d'achever sa reconversion vers le HFC-32 avec ses propres ressources, engendrant un remboursement de 1 672 902 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 117 103 \$ US ;
 - iii) Que, conformément à la décision 86/90, le remboursement associé à la propriété de 33,89 pour cent de l'entreprise de fabrication de climatiseurs résidentiels Subros par un pays non visé à l'Article 5 était de 393 531 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 27 547 \$ US ;
- c) D'approuver le projet pour la reconversion au HFC-32 d'une troisième chaîne de fabrication de climatiseurs résidentiels dans l'entreprise Blue Star, avec une élimination associée de 3,15 tonnes PAO de HCFC-22, pour la somme de 628 032 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 43 962 \$ US ;
- d) De prendre note, sur la base des remboursements mentionnés à l'alinéa (b) ci-dessus, de l'ajout à la phase II du PGEH de la reconversion de l'entreprise Blue Star mentionnée à l'alinéa (c) ci-dessus et de la déduction convenue sur la consommation de HCFC-22 restante du pays admissible au financement, associée à l'unité de gestion et de mise en œuvre de projet décrite dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42 :
 - i) De la restitution à la 91^e réunion de 3 001 959 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 210 137 \$ US pour le PNUD ;

- ii) Que le PNUD restituera 316 592 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 22 161 \$ US, à la 92^e réunion ;
 - iii) Que 5,54 tonnes PAO supplémentaires de HCFC-22 associées à la reconversion de l'entreprise Blue Star (3,15 tonnes PAO) et à l'unité de gestion et de mise en œuvre de projet (2,39 tonnes PAO) seront déduites de la consommation restante de HCFC admissible au financement pour la phase III du PGEH ;
- e) D'approuver la quatrième et dernière tranche de la phase II du PGEH pour l'Inde et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant pour 2023-2024, au montant de 4 708 507 \$ US, comprenant 3 001 959 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 210 137 \$ US pour le PNUD ; 90 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 10 900 \$ US pour le PNUE ; et 1 255 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 140 511 \$ US pour le gouvernement de l'Allemagne ; et
- f) De demander au gouvernement de l'Inde, au PNUD, au PNUE et au gouvernement de l'Allemagne de présenter, à la première réunion de 2025, un rapport périodique sur la mise en œuvre du programme de travail associé à la dernière tranche du PGEH.

(Décision 91/53)

Maroc : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – élimination du HCFC-141b contenu dans les polyols prémélangés importés dans le secteur des mousses de polyuréthane) (ONUDI)

183. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/47.
184. Le Comité exécutif a décidé :
- a) D'approuver la proposition de projet pour l'élimination du HCFC-141b contenu dans des polyols prémélangés importés au Maroc dans le secteur des mousses de polyuréthane (PU), au montant de 344 500 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 24 115 \$ US pour l'ONUDI ;
 - b) De déduire 7,9 tonnes PAO de HCFC de la consommation de HCFC restante admissible au financement ;
 - c) De prendre note :
 - i) De l'engagement pris par le Gouvernement du Maroc d'interdire l'importation et l'utilisation du HCFC-141b, contenu dans les polyols prémélangés après l'achèvement du projet-cadre, au plus tard le 1^{er} janvier 2025 ; et
 - ii) Que le Secrétariat du Fonds a révisé l'Accord entre le gouvernement du Maroc et le Comité exécutif concernant la phase II de son plan de gestion de l'élimination des HCFC, tel qu'il figure à l'Annexe XXV au présent rapport, en particulier l'Appendice 2-A, pour refléter l'approbation du projet relatif au secteur des mousses PU mentionné à l'alinéa (a) ci-dessus ; le paragraphe 1 de l'Appendice 7-A, pour refléter l'ajustement des réductions de financement en cas de non-conformité ; et le paragraphe 17, qui a été ajouté pour indiquer que l'Accord révisé pour la phase II remplaçait celui conclu à la 88^e réunion.

(Décision 91/54)

République arabe syrienne : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I – deuxième tranche) (PNUE et ONUDI)

185. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/53.

186. Un membre a demandé si le Secrétariat et les agences d'exécution avaient confiance que la situation en République arabe syrienne était suffisamment stable pour permettre la mise en œuvre du projet. Le représentant du Secrétariat a déclaré que durant la préparation du volet investissement, l'équipe de consultants de l'ONUDI avait visité 51 entreprises dans cinq régions à travers le pays pour faire de la sensibilisation sur l'élimination des HCFC dans les secteurs de la mousse PU et de la fabrication d'équipements de réfrigération et de climatisation. L'ONUDI a élaboré le présent projet à partir des données recueillies durant ces visites. Les progrès réalisés durant la mise en œuvre de la phase I dans le secteur de l'entretien indiquent qu'il existe un environnement propice à la mise en œuvre du PGEH et des projets d'investissement. Un certain nombre d'activités en cours ont été mises en œuvre durant la première tranche. Le Secrétariat a toutefois adopté une approche prudente et convenu de diviser le financement du projet en deux tranches, entre 2022 et 2024. La première tranche couvrirait la reconversion du secteur de fabrication des mousses, en commençant par la reconversion des sociétés de formulations, et la reconversion des utilisateurs en aval ne débiterait que lorsque la reconversion des sociétés de formulations aurait fait des progrès significatifs ; l'approbation de la deuxième tranche, couvrant le financement partiel des utilisateurs en aval et le financement complet de la reconversion de la chaîne de fabrication de climatiseurs, dépendrait du succès de la mise en œuvre des activités dans le cadre de la première tranche.

187. Le Comité exécutif a décidé :

a) De prendre note :

- i) Du rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la République arabe syrienne ;
- ii) De l'engagement du gouvernement de la République arabe syrienne d'élaborer les mesures réglementaires suivantes dans le cadre du PGEH afin de garantir la pérennité de l'élimination des HCFC dans les secteurs de fabrication :
 - a. Une interdiction d'importation du HCFC-141b, pur et dans des polyols pré-mélangés, une fois les reconversions terminées, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;
 - b. Une interdiction d'utilisation du HCFC-141b, pur et dans des polyols pré-mélangés pour la fabrication de mousse, une fois les reconversions dans la fabrication de mousse terminées, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;
 - c. Une interdiction d'importation d'équipements de climatisation à base de HCFC-22, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;
 - d. Une interdiction d'utilisation du HCFC-22 dans la fabrication d'équipements de climatisation, une fois la reconversion dans la fabrication d'équipements de climatisation terminée, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;
 - e. Une interdiction d'importation du HCFC-141b, au plus tard le 1^{er} janvier 2027 ;

- b) Que le Secrétariat du Fonds a mis à jour l'Accord entre le gouvernement de la République arabe syrienne et le Comité exécutif, tel que contenu à l'Annexe XXVI au présent rapport, notamment les Appendices 2-A et 7-A, pour refléter l'inclusion des projets d'investissement pour l'élimination des HCFC dans les secteurs de la mousse de polyuréthane et de la fabrication d'équipements de climatisation conformément à la décision 86/93(e) ; et le paragraphe 17 qui a été ajouté pour indiquer que l'Accord mis à jour annule et remplace l'Accord conclu à la 86^e réunion ;
- c) De déduire 78,88 tonnes PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ; et
- d) D'approuver la deuxième tranche de la phase I du PGEH pour la République arabe syrienne et le plan de mise en œuvre correspondant de la tranche 2023-2024, au montant de 2 439 810 \$US, comprenant 418 100 \$US, plus des coûts d'agence de 49 448 \$US pour le PNUE et 1 843 236 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 129 026 \$US pour l'ONUDI.

(Décision 91/55)

Venezuela (République bolivarienne du) : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – deuxième tranche) (ONUDI)

188. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/56.

189. Les membres du Comité exécutif ont déclaré que, compte tenu des défis auxquels le Venezuela est confronté, ils comprenaient la nécessité de modifier le PGEH pour ce pays. S'il peut sembler inhabituel d'approuver le financement de l'élimination alors que la consommation nationale officielle déclarée est nulle, ils sont conscients que ce chiffre ne reflète pas la consommation réelle, probablement en raison d'importations illicites. Comme la demande ne porte que sur une somme relativement faible, ils peuvent l'accepter. Les décaissements futurs dépendront des niveaux réels de consommation, et il est possible que la totalité de la somme disponible ne soit pas nécessaire.

190. En réponse à une question d'un membre, le représentant de l'ONUDI a déclaré qu'il était très difficile d'estimer le niveau réel de la consommation de HCFC, mais que l'on pensait qu'il était d'environ 300 tonnes métriques, provenant soit de stocks ou d'importations illicites.

191. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la République bolivarienne du Venezuela et du plan d'action révisé pour la période 2022 à 2026 visant l'élimination complète de la consommation de HCFC, au montant de 1 367 144 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 95 700 \$ US pour l'ONUDI, étant entendu que le Fonds multilatéral ne fournira aucun financement supplémentaire pour l'élimination de la production et de la consommation de HCFC ;
 - ii) De l'engagement du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de :
 - a. Réduire sa consommation de HCFC de 88,8 pour cent par rapport à sa consommation de référence d'ici le 1^{er} janvier 2023 et d'éliminer

- complètement les HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2027 avec de l'avance par rapport au calendrier du Protocole de Montréal, date après laquelle aucun HCFC ne pourra être importé, à l'exception de ceux autorisés pour le volet résiduel de l'entretien entre 2030 et 2040 et conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ;
- b. Interdire la production de HCFC-22 d'ici le 1^{er} janvier 2027 ;
 - c. Interdire la fabrication et l'installation de tout nouvel équipement de réfrigération ou de climatisation utilisant du HCFC-22 d'ici le 1^{er} janvier 2025 ;
 - d. Autoriser les importations de HCFC-141b contenu dans les polyols prémélangés à un niveau ne dépassant pas 1,91 tonne PAO, et interdire l'importation de HCFC-141b pur et contenu dans les polyols prémélangés d'ici le 1^{er} janvier 2025 ;
- iii) Que le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela aura la flexibilité d'affecter jusqu'à 70 000 \$ US, si nécessaire pendant la durée de la mise en œuvre de la phase II, pour fournir une assistance technique aux sociétés de formulation éligibles afin d'élaborer des formulations s'appuyant sur des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète qui sont accessibles et peu coûteuses sur le marché local, conformément à la clause de flexibilité de l'Accord ;
- iv) Que le Secrétariat du Fonds a mis à jour l'Accord entre le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela et le Comité exécutif, tel que contenu dans l'Annexe XXVII au présent rapport, notamment le paragraphe 1 et l'Appendice 2-A, pour refléter la prolongation de la phase II jusqu'en 2027 en vue de l'élimination totale des HCFC, et la redistribution des tranches restantes et des modifications de la consommation restante admissible ; l'Appendice 7-A, pour refléter l'ajustement des réductions du financement en cas de non-conformité ; et le paragraphe 16, pour indiquer que l'Accord mis à jour remplace celui conclu à la 82^e réunion ;
- v) Que, pour permettre l'examen de la tranche finale de son PGEH, le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela devra soumettre les éléments suivants :
- a. Une description détaillée du cadre réglementaire et des politiques en place pour la mise en œuvre de mesures visant à garantir une consommation de HCFC conforme au paragraphe 8 ter (e)(i) de l'Article 5 du Protocole de Montréal pour la période de 2030 à 2040 ;
 - b. Si la République bolivarienne du Venezuela prévoit d'avoir une consommation pendant la période de 2030 à 2040, conformément au paragraphe 8 ter (e)(i) de l'Article 5 du Protocole de Montréal, les modifications à son Accord avec le Comité exécutif couvrant la période postérieure à 2030 ;

- b) De demander au gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela et à l'ONUDI :
- i) D'inclure dans le rapport périodique associé à la demande de la troisième tranche une mise à jour sur les progrès réalisés pour le rétablissement et l'application du programme d'octroi de permis et de quotas, et sur les résultats des visites aux importateurs, aux distributeurs et aux utilisateurs pour surveiller le marché local des HCFC, y compris les sanctions ou les mesures proposées pour le traitement des importations et possession irrégulières identifiées de HCFC ;
 - ii) D'inclure dans les projets de démonstration pilotes et zéro-fuite à mettre en œuvre, la mesure des performances dans la situation de référence, le suivi des équipements réparés pendant une période représentative (un an), la mesure des performances après intervention, et une comparaison des résultats avec la production de données sur les différences en matière de consommation d'énergie et de réfrigération, de taux de fuite, de besoins de réparation et autres paramètres, et d'inclure ces informations dans les rapports associés aux tranches ;
- c) De déduire 162,75 tonnes PAO de HCFC de la consommation restante de HCFC admissible au financement ; et
- d) D'approuver la deuxième tranche de la phase II du PGEH de la République bolivarienne du Venezuela, et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant pour 2023–2024, au montant de 261 144 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 18 301 \$ US pour l'ONUDI.

(Décision 91/56)

Viet Nam : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II – quatrième tranche) (Banque mondiale et gouvernement du Japon)

192. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/57.

193. Un membre du Comité a rappelé que, lors de la réunion précédente, le Comité avait discuté d'une décision longue et complexe sur le Viet Nam et convenu d'une réduction du niveau de financement ainsi que d'autres réductions de financement en fonction des petites et moyennes entreprises qui avaient décidé de participer au projet. Le Secrétariat a confirmé à la présente réunion que le financement serait réduit en conséquence, mais que cela n'était pas clairement exposé dans l'ébauche de décision proposée. Il a donc décidé d'inclure l'information dans le texte de la décision, pour une référence future.

194. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport périodique sur la mise en œuvre de la troisième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour le Viet Nam ;
 - ii) Que, conformément à la décision 90/22(c), le financement pour les secteurs de la fabrication des mousses de polyuréthane (PU) et de la fabrication des réfrigérateurs avait été ramené à 1 799 553 \$ US et à 542 904 \$ US, respectivement, conformément, notamment, à l'élimination des HCFC dans les entreprises soutenues ;

- iii) Que le Secrétariat du Fonds avait mis à jour l'Accord entre le gouvernement du Viet Nam et le Comité exécutif, figurant à l'Annexe XXVIII au présent rapport, particulièrement l'Appendice 2-A, pour refléter le niveau de financement révisé de 7 208 300 \$ US, l'échéancier révisé et les réductions supplémentaires de la consommation restante admissible au financement, conformément à la décision 90/22 ; l'Appendice 7-A pour refléter le rapport coût-efficacité révisé du projet ; et le paragraphe 17, pour indiquer que l'Accord mis à jour a préséance sur celui conclu à la 84^e réunion ;
- b) D'approuver la quatrième et dernière tranche de la phase II du PGEH pour le Viet Nam, et le plan correspondant de mise en œuvre de la tranche pour 2023, au montant de 711 483 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 49 804 \$ US, pour la Banque mondiale seulement, étant entendu que si l'élimination du HCFC-141b contenu dans les polyols prémélangés dans les entreprises de fabrication des mousses de PU soutenues dans le cadre du projet était inférieure à 222,95 tonnes métriques, la Banque mondiale, à l'achèvement financier du projet, devrait restituer le financement associé avec la différence dans la quantité éliminée, calculée au niveau de coût-efficacité convenu de 8,07 \$ US/kg ; et
- c) De demander au gouvernement du Viet Nam, à la Banque mondiale et au gouvernement du Japon de présenter, à la première réunion de 2024, un rapport périodique sur la mise en œuvre de la dernière tranche de la phase II du PGEH.

(Décision 91/57)

Demande pour une nouvelle phase I d'un plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC

Niger : Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC (phase I – première tranche) (ONUDI et PNUE)

195. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/48.

196. Les membres ont félicité le Niger pour la première soumission d'un plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP), avec l'assistance de l'ONUDI, et ils ont reconnu qu'il s'agit d'un pas en avant important pour le Comité exécutif et pour le Fonds multilatéral.

197. Les membres ont pris note toutefois des défis rencontrés dans la préparation du KIP, notamment le fait qu'aucun niveau de consommation de base, ni aucun point de départ n'ont encore été établis. Comme le Comité n'a convenu pour l'instant d'aucune ligne directrice en matière de coût pour les projets liés aux HFC, les membres ont estimé que rien dans cette décision ne devrait constituer un précédent pour les décisions à venir sur les HFC ou les KIP. Les membres se sont réjouis de la proposition, y compris dans le cadre du projet de décision, pour l'éventuelle future révision des objectifs de réduction et des niveaux de financement, et ont approuvé chaleureusement la volonté du Niger d'accepter cette approche ; un membre a rappelé que le Comité a adopté par le passé des approches similaires pour d'autres substances. Les membres ont également souligné la nécessité de parvenir dès que possible à un accord sur les lignes directrices en matière de coût, étant donné que des KIP sont en cours de préparation pour d'autres pays.

198. Un membre a félicité le Niger d'accepter de fixer les niveaux de consommation de HFC de 2024 à 2030, à hauteur de la consommation réelle de HFC de 2022 ou des limites réglementaires du Protocole de Montréal, la valeur retenue étant la plus faible. Les membres se sont aussi félicités des propositions de mise en œuvre de certains éléments du KIP en même temps que le PGEH, ce qui constitue une grande opportunité de synergie.

199. Les membres ont apprécié les efforts déployés pour proposer une estimation des futurs niveaux de consommation de HFC, reposant sur une méthodologie claire et transparente. Plusieurs membres ont mentionné des questions qu'ils aimeraient beaucoup avoir l'occasion d'examiner plus avant, à savoir la base utilisée pour estimer les niveaux de consommation de HFC en 2022 et leur taux de croissance ultérieur ; la probabilité que les niveaux de consommation de HFC dépassent la valeur de référence, en particulier dans le secteur de l'entretien, avec la reprise suite à la pandémie de COVID-19 ; les niveaux de consommation liés à l'installation et à l'assemblage sur place, les activités pouvant potentiellement donner lieu à un remplacement rapide du R-404A par des substances à plus faible potentiel de réchauffement de la planète, et la possible inclusion dans le KIP de mesures visant à soutenir ce sous-secteur ; le niveau total de financement proposé ; et certaines des activités incluses dans la proposition de KIP et qui ne sont pas habituelles pour un PGEH.

200. En réponse à une question posée, le représentant du Secrétariat a précisé que le supplément de 80 000 \$ US initialement proposé pour des activités préalables a été retiré et que cette somme a été intégrée au budget de la phase I, qui reste inchangé.

201. Le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe de contact pour discuter davantage de ces questions.

202. Par la suite, le responsable du groupe de contact a rapporté que le groupe était parvenu à un consensus sur un projet de décision. Il a ajouté que ce fut un privilège d'avoir pu présider les discussions sur le tout premier KIP proposé et il espérait que le Comité exécutif pouvait s'attendre à en examiner de nombreux autres.

203. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note, avec satisfaction, de la présentation de la phase I du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP) pour le Niger ;
- b) D'approuver, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, le montant de 109 800 \$US, comprenant 80 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 7 200 \$US pour l'ONUDI et 20 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 2 600 \$US pour le PNUE, afin de soutenir les activités identifiées dans le plan de mise en œuvre de la première tranche de la phase I du KIP pour le Niger, telles que décrites au paragraphe 60 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/48, étant entendu que le financement serait intégré dans la première tranche du projet lorsque le Comité exécutif examinera la phase I du KIP pour approbation; et
- c) De reporter à la 92^e réunion, l'examen de la phase I du KIP pour le Niger.

(Décision 91/58)

C. Projets individuels

Projets d'investissement relatifs aux HFC

Équateur : Conversion de la production de réfrigérateurs domestiques et commerciaux du HFC-134a à l'isobutane (R-600a) et au propane (R-290) chez Induglob (ONUDI)

204. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/40. Deux membres ont suggéré d'inclure dans la décision une déclaration indiquant que l'approbation du projet aux niveaux proposés ne constituait pas un précédent. L'un de ces membres a aussi noté que ce projet permettrait au Comité exécutif d'acquiescer de l'expérience en ce qui concerne les surcoûts associés à la

réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5, et a déclaré que sa délégation serait intéressée à connaître les enseignements tirés de cette expérience.

205. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de la proposition de projet visant à convertir une ligne de production de réfrigérateurs domestiques et commerciaux de la société Induglob, de l'utilisation de HFC-134a en tant que frigorigène au propane (R-290) et à l'isobutane (R-600a) ;
- b) D'approuver la proposition de projet mentionnée au sous-paragraphe (a) ci-dessus, pour un montant de 267 885 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 18 752 \$ US pour l'ONUDI, étant entendu :
 - i) Que 14 901 tonnes éq. CO₂ (10,42 tonnes métriques) de HFC-134a seront déduites du point de départ des réductions globales durables de la consommation de HFC une fois qu'il aura été établi, et que cette déduction sera appliquée selon la méthodologie convenue dans le cadre des lignes directrices relatives aux coûts des activités liées aux HFC qui font encore l'objet de discussions ;
 - ii) Que, à titre exceptionnel, un rapport d'achèvement complet, contenant des informations détaillées sur les surcoûts d'investissement et les surcoûts d'exploitation admissibles, les économies potentielles réalisées au cours de la reconversion, et les facteurs pertinents ayant facilité la mise en œuvre, sera soumis dans les six mois suivant l'achèvement du projet ;
 - iii) Que le présent projet sera intégré à la phase I du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC pour l'Équateur, une fois le plan entièrement formulé et prêt à être soumis en vue d'un examen par le Comité exécutif ;
 - iv) Que le niveau des coûts approuvés ne constituera pas un précédent pour les futures propositions de projets individuels d'investissement en lien avec les HFC ; et
- c) De prendre note de l'engagement du gouvernement de l'Équateur d'interdire l'importation et la fabrication de réfrigérateurs domestiques et d'unités de réfrigération commerciales autonomes utilisant du HFC-134a après l'achèvement du projet de conversion d'Induglob.

(Décision 91/59)

Activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique du secteur de l'entretien l'équipement de réfrigération (décision 89/6 b)

Maldives : Activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique du secteur de l'entretien en vertu de la décision 89/6 (b) (PNUE)

206. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/44. Un membre a exprimé son soutien pour le projet décrit dans le document, bien qu'il s'agisse d'un projet autonome qui ne correspond pas strictement aux modalités établies par la décision 89/6(b). Il a exprimé sa reconnaissance pour le travail effectué par le gouvernement des Maldives qui a été constamment à l'avant-plan des efforts de protection du climat et de protection de l'ozone.

207. Le Comité exécutif a décidé :

- a) D'approuver le projet pour des activités supplémentaires visant à introduire des substituts aux HCFC, avec un potentiel de réchauffement de la planète faible ou nul, et à maintenir

l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération aux Maldives, au montant de 100 000 \$ US, plus des coûts d'appui à l'agence de 13 000 \$ US pour le PNUE ; et

- b) De demander au gouvernement des Maldives et au PNUE de présenter des rapports périodiques sur la mise en œuvre du projet mentionné à l'alinéa (a) ci-dessus, chaque année, jusqu'à l'achèvement du projet, et un rapport d'achèvement de projet à la première réunion du Comité exécutif en 2025.

(Décision 91/60)

e) Budget du Programme d'aide à la conformité du PNUE pour 2023

208. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/58. Un membre a demandé davantage de détails sur certains programmes mentionnés dans le document, tels que le lancement de la Base de données de la chaîne du froid et le Réseau international des femmes dans le secteur du refroidissement.

209. Le représentant du PNUE a répondu que les activités de la chaîne du froid étaient un domaine de concentration particulière pour le Programme d'aide à la conformité. La Base de données de la chaîne du froid était une méthodologie destinée à recueillir des renseignements détaillés sur la chaîne du froid et elle a permis aux pays d'acquérir une connaissance approfondie des sous-secteurs de la chaîne du froid et de mieux comprendre sa portée et ses implications, en collaboration avec des entités qui détiennent une expertise particulière dans ce domaine. On s'attend à ce que les renseignements tirés de la base de données aident les pays visés à l'Article 5 au moment d'élaborer leur PGEH et leur KIP et pour leurs autres activités avec des mécanismes financiers externes.

210. Le Programme d'aide à la conformité a collaboré avec le Réseau international des femmes dans le secteur du refroidissement pour mettre en œuvre la politique de parité entre les sexes du Fonds multilatéral et la politique du PNUE sur les genres. Cette collaboration visait à profiter de la force de ces associations pour offrir un encadrement à des femmes des pays visés à l'article 5 travaillant dans le domaine du refroidissement et de la réfrigération, ainsi que de possibles stages à l'avenir avec des partenaires intéressés. Le PNUE communiquera le résultat de cette collaboration dans le rapport qui sera soumis au Comité exécutif à la 93^e réunion.

211. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
- i) Du rapport périodique de 2022 et du plan de travail de 2023 pour le Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/58 ;
 - ii) Que le PNUE a identifié le besoin d'améliorer le PAC dans les années suivantes pour répondre aux besoins en évolution des pays visés à l'Article 5, surtout à la lumière de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, et que le PNUE présentera des propositions spécifiques pour examen à une réunion ultérieure du Comité exécutif ;

- iii) Que le PNUE, reconnaissant les difficultés de santé, financières et sociales causées par la pandémie de coronavirus et que les activités du PAC en ont aussi été affectées, va restituer à la 91^e réunion, avant l'achèvement du plan de travail de 2022, à titre exceptionnel et sans établir de précédent, le solde des fonds non engagés de 828 000 \$ US, plus les coûts d'appui d'agence de 66 240 \$ US ;
- b) D'approuver les activités et le budget du PAC pour 2023, tels que contenus à l'Annexe XXIX au présent rapport, au montant de 10 129 162 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 8 pour cent, soit 810 333 \$ US, en prenant note des ajustements qui y sont proposées ;
- c) De demander au PNUE, dans ses soumissions futures du budget du PAC, de continuer à :
 - i) Fournir des informations détaillées sur les activités pour lesquelles les fonds mondiaux seraient utilisés ;
 - ii) Accorder la priorité de financement entre les lignes budgétaires de manière à tenir compte des modifications de priorités, et donner des détails sur les réattributions de fonds, conformément aux décisions 47/24 et 50/26 ;
 - iii) Rendre compte des niveaux actuels de postes du personnel et informer le Comité exécutif de tout changement apporté, notamment sur toute hausse des affectations budgétaires ; et
 - iv) Présenter un budget pour l'année en question, ainsi qu'un rapport sur les coûts engagés durant l'année précédant la dernière année, en prenant note des alinéas (ii) et (iii) ci-dessus.

(Décision 91/61)

f) Coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2023

212. La représentante du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59.

213. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport sur les coûts de base de 2023 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59 ;
 - ii) Avec satisfaction, du fait que les coûts de base de l'ONUDI et de la Banque mondiale étaient inférieurs aux niveaux budgétés et que l'ONUDI et la Banque mondiale restitueraient les soldes inutilisés de 670 186 \$US et 260 155 \$US, respectivement, au Fonds multilatéral lors de la 91^e réunion ;
- b) D'approuver les budgets des coûts de base de 2023, tel que demandé, pour :
 - i) le PNUD à hauteur de 2 142 835 \$US ;
 - ii) l'ONUDI à hauteur de 2 050 407 \$US ; et
 - iii) la Banque mondiale à hauteur de 1 735 000 \$US.

(Décision 91/62)

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS, Y COMPRIS LES NIVEAUX DE FINANCEMENT, LES FORMATS DES RAPPORTS FINAUX ET DES DEMANDES DE PROLONGATION, ET LES INDICATEURS DE PERFORMANCE QUI POURRAIENT ÊTRE UTILISÉS SYSTÉMATIQUEMENT PAR TOUS LES PAYS VISÉS À L'ARTICLE 5 (DÉCISION 89/3)

214. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/60.

215. Au cours de la discussion qui a suivi, les membres ont remercié le Secrétariat pour le travail qu'il a entrepris depuis la 89^e réunion et ont déclaré que la proposition de format révisé pour les rapports finaux sur le renforcement des institutions, avec un ensemble commun d'indicateurs, constituait un bon point de départ pour la discussion.

216. Plusieurs membres, notant que les pays visés à l'article 5 sont confrontés à des responsabilités accrues en vertu de l'Amendement de Kigali tout en mettant en œuvre leur PGEH, ont déclaré que les nouvelles exigences en matière de rapports ne devraient pas imposer une charge supplémentaire aux Unités nationales d'ozone. Des éclaircissements ont été requis sur les informations additionnelles demandées aux gouvernements dans le format révisé et sur l'inclusion de la politique de parité entre les sexes, qui entraîneront un surcroît de travail pour ces Unités. D'autres membres ont déclaré que le rapport était utile pour définir les nouvelles responsabilités des Unités et que le fait de disposer d'un ensemble commun d'indicateurs garantirait la cohérence des rapports et permettrait de mieux comprendre l'incidence des projets de renforcement des institutions.

217. Certains membres ont rappelé que le niveau de financement des projets de renforcement des institutions n'avait pas encore été convenu et ont demandé une augmentation d'au moins 60 % de ce financement, compte tenu de la charge de travail accrue qui sera imposée aux Unités nationales d'ozone par les obligations découlant de l'Amendement de Kigali. Il a en outre été rappelé que cette question avait été examinée lors de la 90^e réunion, mais que les discussions n'avaient pas abouti. La durée de la mise en œuvre des projets de renforcement des institutions a également été évoquée, certains membres réaffirmant qu'elle devrait être portée de deux à trois ans.

218. En apportant des éclaircissements, le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur les paragraphes 24 et 25 du document et a déclaré que la demande d'informations additionnelles aux gouvernements était conforme aux conclusions de l'évaluation du Fonds multilatéral par le MOPAN concernant le risque lié aux partenaires. Cette demande permettrait aux gouvernements responsables des projets de renforcement des institutions de se les approprier et d'évaluer leur mise en œuvre, tout en permettant au Comité exécutif de mieux comprendre comment les gouvernements considèrent le soutien reçu pour ces projets.

219. Le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe de contact, chargé d'examiner cette question.

220. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de l'examen des projets de renforcement des institutions, y compris les niveaux de financement, les formats des rapports finaux et des demandes de prolongation, et les indicateurs de performance qui pourraient être utilisés systématiquement par tous les pays visés à l'article 5, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/60 ;
- b) D'approuver le format révisé des rapports finaux et des demandes de prolongation du financement des projets de renforcement des institutions, et les indicateurs de performance correspondants, figurant à l'Annexe XXX au présent rapport ;

- c) De demander aux pays visés à l'article 5, par l'intermédiaire des agences bilatérales et d'exécution, d'utiliser le format révisé mentionné à l'alinéa (b) ci-dessus pour toutes les demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions à partir de la première réunion du Comité exécutif en 2023 ;
- d) D'approuver tous les projets de renforcement des institutions et les renouvellements à un niveau supérieur de 38 pour cent par rapport au niveau convenu à la 74^e réunion, avec un niveau minimal de financement du renforcement des institutions de 60 000 \$US, par année, en tenant compte des activités que les pays visés à l'article 5 devraient entreprendre pour amorcer la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et respecter les premières mesures de réglementation pour la réduction progressive des HFC au cours de la période 2020-2030, tout en poursuivant la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC;
- e) De faire passer la durée des phases de mise en œuvre du renouvellement du renforcement des institutions actuellement de deux ans, à trois ans pour les propositions de renouvellement du renforcement des institutions qui seront soumises à partir de la 92^e réunion ;
- f) De demander au Secrétariat :
 - i) De mettre à jour le guide pour la préparation des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions afin de tenir compte du format révisé pour les rapports finaux et les demandes de prolongation du financement du renforcement des institutions, mentionné à l'alinéa (b) ci-dessus ;
 - ii) De soumettre un nouvel examen des projets de renforcement des institutions, y compris les niveaux de financement, au plus tard à la deuxième réunion en 2029, en tenant compte des obligations restantes en matière de HCFC ; et
 - iii) De préparer un rapport sur l'examen de l'utilisation du format révisé mentionné à l'alinéa (b) ci-dessus, au plus tard pour la deuxième réunion de 2028.

(Décision 91/63)

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS RELATIVES À L'AMENDEMENT DE KIGALI AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

- a) Élaboration des lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5**
 - i) Analyse des niveaux et des modalités de financement de la réduction progressive des HFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération**

221. Le président a rappelé que les sujets à examiner au titre du présent point de l'ordre du jour constituaient la suite des délibérations tenues lors de la 90^e réunion du Comité exécutif. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/61.

222. Les membres ont convenu de la nécessité pour le Comité exécutif d'arriver à une conclusion sur cette question, si possible lors de la présente réunion, étant donné que les pays visés à l'article 5 sont déjà en train de préparer des propositions de projet et des KIP en vue de les soumettre au Comité.

223. Un membre considérait que les coûts figurant dans le tableau du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/61 ne tenaient pas suffisamment compte de l'augmentation des coûts et des taux d'inflation. Il espérait que la proposition qu'il a présentée à la 90^e réunion pourra être prise en compte au cours de nouvelles délibérations. D'autres membres ont toutefois fait observer qu'il n'était pas possible que le document reflète toutes les positions mises en avant au cours des précédentes délibérations, mais qu'il serait possible de poursuivre l'examen de toutes les propositions dans le cadre d'un groupe de contact.

224. Le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe de contact, chargé d'examiner cette question.

225. Par la suite, la responsable du groupe de contact a fait rapport sur les délibérations du groupe, déclarant qu'elle avait apprécié les efforts, tant des pays visés à l'article 5 que des pays non visés à l'article 5, pour tenter de parvenir à un consensus. Le groupe a bien progressé sur le texte d'un projet de décision mais n'était pas parvenu à une entente finale sur les niveaux de financement pour les PFV, ni pour les autres pays. Le groupe de contact a convenu d'annexer le projet de texte et les tableaux de travail sur le financement au rapport de la réunion et que ces documents devraient aussi être annexés aux documents pertinents qui seront préparés pour discussion à la 92^e réunion. Le groupe de contact a convenu aussi que le tableau de travail sur le financement inclurait un sommaire des propositions faites antérieurement mais qu'à la 92^e réunion, les négociations se poursuivraient sur la base des plus récentes propositions unifiées des pays visés à l'article 5 et des pays non visés à l'article 5, tout en prenant note que les pays visés à l'article 5 avaient indiqué clairement qu'ils travailleraient sur la base des réductions de la valeur de référence pour les HFC.

226. Le Comité exécutif a convenu de poursuivre l'examen du niveau et des modalités de financement pour la réduction progressive des HFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération à sa 92^e réunion, en s'appuyant, entre autres, sur le document de travail sur cette question, incluant le texte du projet de recommandation et les tableaux de travail sur le financement, contenus dans l'Annexe XXXI au présent rapport.

ii) Projet de critères pour le financement, contenant la prise en considération de l'opérationnalisation du paragraphe 24 de la décision XXVIII/2

227. Le président a rappelé que la question à traiter au point 11 (a)(ii) de l'ordre du jour avait été débattue dans un groupe de contact lors de réunions précédentes et que de bons progrès avaient été accomplis. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/62.

228. Les membres ont reconnu les bons progrès accomplis lors des discussions précédentes en espérant que les progrès se poursuivent car il s'agit d'une question importante, notamment pour les pays à faible volume de consommation (PFV).

229. Un membre a rappelé la proposition faite à la trente-quatrième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, qu'il faudrait faire preuve de souplesse dans le calcul des niveaux de référence pour la consommation de HFC durant les années affectées par la pandémie de COVID-19, car durant cette période la consommation est tombée à un niveau artificiellement bas dans de nombreux pays. Il regrettait l'omission d'une telle suggestion concernant le point de départ dans le document, et espérait que le groupe de contact pourrait discuter de cette question.

230. Un autre membre a fait remarquer que le groupe de contact devrait discuter de plusieurs enjeux, tels que des options pour le point de départ, y compris sa relation au seuil coût-efficacité et ses unités de mesure (tonnes d'équivalent CO₂ ou tonnes métriques), en gardant à l'esprit des approches déjà adoptées. À cet égard, il s'est dit préoccupé par la proposition voulant que la réduction durable, à partir du point de départ, soit comptabilisée sur une base de substance par substance.

231. Le Comité exécutif a convenu de créer un groupe de contact, chargé d'examiner davantage cette question.

232. Le responsable du groupe de contact a fait rapport sur les délibérations du groupe. Le groupe a accompli de bons progrès, discutant notamment des scénarios pour le point de départ à la suite d'une présentation préparée par le Secrétariat. Le groupe a convenu de demander au Secrétariat de préparer un document présentant une analyse des enjeux reliés au point de départ, discutés au sein du groupe de contact à la 91^e réunion, en s'appuyant sur les exemples présentés au groupe. L'analyse devrait s'appuyer sur un point de départ global national plutôt que d'inclure des options de point de départ spécifiques pour chaque mélange ou substance. L'analyse devrait aussi envisager un mécanisme pour tenir compte du remplacement des HFC à PRG élevé par des solutions à faible PRG. Quant aux seuils coût-efficacité, le groupe a convenu d'examiner des projets pour le transport frigorifique au cas par cas ; de poursuivre les discussions sur les seuils pour les surcoûts d'exploitation dans la climatisation stationnaire et la réfrigération commerciale, à la prochaine réunion, à partir des textes de travail utilisés par le groupe de contact ; et de demander au Secrétariat de fournir de l'information pour aider le Comité exécutif lors de l'examen de ce qu'est une "petite et moyenne" entreprise dans les secteurs de la fabrication de climatiseurs et d'équipements de réfrigération commerciaux.

233. Par la suite, le Comité exécutif a convenu de poursuivre, à sa 92^e réunion, l'examen de l'élaboration des lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5, à partir, entre autres, du texte de travail sur les seuils de coût-efficacité et sur les surcoûts d'exploitation, contenus dans l'Annexe XXXII au présent rapport.

234. Le Comité exécutif a décidé de demander au Secrétariat de préparer pour la 92^e réunion :

- a) Un document sur le point de départ des réductions globales durables, à partir des discussions du groupe de contact sur les lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive des HFC durant la 91^e réunion ; et

- b) De l'information pour aider le Comité exécutif à définir ce qui doit être considéré comme des "petites et moyennes" entreprises dans les secteurs de la fabrication de climatiseurs et d'équipements de réfrigération commerciaux.

(Décision 91/64)

b) Efficacité énergétique

- i) Critères pour les projets pilotes visant à maintenir ou à améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans le contexte de la réduction progressive des HFC (décision 90/50(b)(i))**

235. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/63.

236. Un membre a rappelé que dans les paragraphes 15 à 25 de la décision XXVIII/2, la vingt-huitième Réunion des Parties avait défini des orientations pour le Comité exécutif sur plusieurs points en lien avec la question faisant l'objet des discussions. Il serait contre-intuitif pour les pays d'introduire des solutions de remplacement de plus faible efficacité énergétique durant le processus d'abandon des substances à haut potentiel de réchauffement de la planète. Il est urgent que les pays visés à l'article 5 lancent des projets pilotes et des projets de démonstration tenant compte des questions d'efficacité énergétique.

237. D'autres membres ont reconnu que cette question était essentielle, étant donné que des propositions de KIP et de projets de réduction progressive des HFC individuels pourraient être soumises à la prochaine réunion du Comité exécutif. Ils attendent avec impatience de pouvoir tirer des enseignements des résultats des projets pilotes. Les membres se sont également félicités de la mise en place de mesures pour assister les pays mettant en œuvre des projets pilotes ; il serait aussi important de les aider à introduire des mesures telles que des normes minimales de performance énergétique (NMPE) et des étiquettes d'efficacité énergétique. Un membre a fait observer que dans certains cas, il était possible de réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre en améliorant les niveaux d'efficacité énergétique plutôt qu'en changeant les substances utilisées.

238. Un autre membre a déclaré qu'elle avait identifié plusieurs points qu'elle souhaiterait examiner au sein d'un groupe de contact, à savoir : si les projets pilotes devraient inclure ou non la mise en place de centres de tests sur l'efficacité énergétique ou si les pays pourraient être encouragés à utiliser les centres de tests existants ; pourquoi le Secrétariat avait suggéré des actions destinées au secteur de l'entretien en plus de celles convenues dans la décision 89/6 ; s'il devrait être obligatoire ou non d'inclure des valeurs de potentiel de réchauffement de la planète pour les frigorigènes dans les normes d'efficacité énergétique, étant donné que ces normes étaient souvent élaborées sans se référer aux niveaux du potentiel de réchauffement de la planète ; et la question des processus pour la soumission de projets pilotes et des processus que le Comité exécutif devrait suivre pour les examiner. Elle a aussi indiqué qu'il était important que les projets portant sur l'efficacité énergétique soient étroitement liés à la réduction progressive des HFC, conformément à la décision XXVIII/2. Un autre membre a observé que les centres de tests ne pourraient pas être mis en place aux seules fins de tester les équipements de réfrigération.

239. Un autre membre a ajouté que les projets pilotes pourraient aider le Comité à comprendre comment les mesures politiques et réglementaires pourraient faciliter l'adoption et l'acceptation par le marché des solutions de remplacement à meilleure efficacité énergétique, ainsi que le besoin et les mécanismes de coordination institutionnelle et de surveillance de la performance des technologies et des équipements. La démonstration des approches à meilleure efficacité énergétique pourrait faciliter la mobilisation de ressources en dehors du Fonds multilatéral. Elle a également mentionné que les projets pilotes devaient être envisagés sur une durée limitée. Elle a déclaré qu'elle appuierait la mise en place d'une exigence demandant aux pays mettant en œuvre des projets pilotes de disposer de NMPE et de mécanismes de suivi des résultats ainsi que de systèmes de coordination entre les autorités et parties prenantes concernées. Un

autre membre a signifié son accord avec ce dernier point, puisque les Bureaux nationaux de l'ozone n'auraient aucune responsabilité en matière de politique nationale sur l'efficacité énergétique. Un membre a souligné qu'il était important d'éviter de répéter des efforts déjà en cours dans d'autres contextes.

240. Un membre a mis en garde contre l'ajout de contraintes supplémentaires que certaines propositions risquent d'engendrer pour les pays visés à l'article 5. Par exemple, le fait de demander aux pays de disposer de NMPE avant de pouvoir approuver les projets pourrait causer des problèmes, puisque les Unités nationales de l'ozone n'ont aucune responsabilité dans ce domaine. De même, tout en comprenant les raisons d'éviter la répétition des efforts, en pratique, il pourrait s'avérer compliqué pour certains pays de s'assurer que toutes leurs sources externes de financement d'activités écoénergétiques ne dupliquent pas leurs efforts. Le Comité exécutif ne devrait pas essayer d'outrepasser son mandat en s'immisçant dans des domaines de politique énergétique nationale.

241. Les membres ont convenu de l'importance de toutes les questions mentionnées qui gagneraient à être examinées en profondeur au sein d'un groupe de contact. Un membre a indiqué qu'il apprécierait tout particulièrement connaître les avis des pays visés à l'article 5. Un autre a fait observer que plusieurs de ces points étaient reliés à des questions censées être soulevées dans le cadre des deux autres points de l'ordre du jour sur l'efficacité énergétique.

242. Le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe de contact, chargé d'examiner la question.

243. Par la suite, le responsable du groupe de contact a fait rapport sur les délibérations du groupe. Le groupe était parvenu à un accord sur les règles et les critères de financement des projets pilotes. Après avoir nécessité d'autres discussions bilatérales, le montant total de la fenêtre de financement avait été convenu également. Le groupe de contact avait accepté de retirer de la liste des activités qui pouvaient être financées, la référence à certains des critères proposés, incluant les centres de tests et le cofinancement, étant entendu que ces questions feraient l'objet de discussions au point de l'ordre du jour sur le cadre opérationnel. Le paragraphe relatif à la consultation des parties prenantes concernées avait été conservé mais sans préjudice pour les discussions sur les autres points qui seront également discutés au titre du cadre opérationnel.

244. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de l'information fournie dans les critères pour les projets pilotes visant à maintenir et/ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans le contexte de la réduction progressive des HFC (décision 90/50(b)(i)), contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/63 ;
- b) De considérer les critères suivants pour la sélection des projets pilotes visant à maintenir et/ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans le contexte de la réduction progressive des HFC :
 - i) Soutenir uniquement des projets reliés aux activités suivantes, telles qu'incluses dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/63, notamment :

Activités de fabrication

- a. Des projets de conversion visant à maintenir et/ou améliorer l'efficacité énergétique durant la conversion des HFC dans la fabrication d'équipement de réfrigération domestique, d'équipement de réfrigération commerciale autonome, de climatiseurs et de pompes à chaleur résidentiels et commerciaux seraient considérés en priorité ;

- b. Des projets de conversion dans d'autres secteurs, tels que les climatiseurs d'automobile, le transport frigorifique, seraient considérés au cas par cas ;

Activités d'assemblage et d'installation de gros équipements commerciaux et industriels de réfrigération, de climatiseurs et de pompes à chaleur

- c. Des projets d'assistance technique pour l'assemblage et l'installation d'équipements qui entraîneraient l'adoption de technologies visant à maintenir et/ou améliorer l'efficacité énergétique durant la conversion des HFC et qui pourraient être répliquables et évolutifs dans le pays ou la région, seraient considérés en priorité ;

Activités d'entretien

- d. Des projets dans le secteur de l'entretien incluant, de manière non limitative, des activités identifiées dans la décision 89/6(b) seraient considérés en priorité dans le contexte des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, à l'exception des activités qui ont déjà été financées par la décision 89/6(b) dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour le pays en question ;

Assistance technique pour des petites et moyennes entreprises (PME) dans la fabrication et l'assemblage/l'installation

- e. Des projets d'assistance technique pour des PME afin de soutenir l'adoption de technologies et de solutions de remplacement écoénergétiques durant la réduction progressive des HFC seraient considérés au cas par cas, à condition que de tels projets d'assistance technique aident les bénéficiaires à maintenir et/ou améliorer l'efficacité énergétique, tout en réduisant progressivement les HFC ;
- ii) Que des projets pilotes seraient soumis dans le contexte de la réduction progressive des HFC, comme élément d'un plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP) et/ou d'un projet d'investissement ou d'un plan sectoriel dans les secteurs de la fabrication, l'assemblage/l'installation et l'entretien ;
- iii) Que des activités écoénergétiques devraient envisager des opportunités incitatives pour éviter une croissance continue de l'utilisation de substances réglementées, dans la mesure du possible ;
- iv) Que les projets soumis pour examen devraient inclure une confirmation du gouvernement concerné :
 - a. Que, pour des projets dans le secteur de la fabrication, le pays a mis en place des normes minimales de performance énergétique (NMPE) ainsi qu'un mécanisme de surveillance et d'évaluation de leur application ;
 - b. Que l'Unité nationale de l'ozone coordonnera ses activités avec les autorités responsables de l'efficacité énergétique et les organismes nationaux de normalisation pour faciliter l'examen de la transition de frigorigènes, lors de l'élaboration de normes écoénergétiques dans les secteurs/applications concernés;

- c. Que, dans le cas où des pays bénéficiaires visés à l'article 5 auraient mobilisé du financement, ou s'apprêteraient à le faire, auprès de sources autres que le Fonds multilatéral, pour les composantes d'efficacité énergétique lors de la réduction progressive des HFC, le projet n'entraînerait pas la répétition par les activités financées par le Fonds multilatéral (FML), d'activités déjà financées par d'autres sources ;
- d. Que l'information sur les progrès du projet, les résultats et les principaux enseignements tirés seront rendus disponibles, le cas échéant ;
- e. Que la date d'achèvement du projet sera fixée, au plus tard, 36 mois à compter de la date d'approbation par le Comité exécutif et qu'un rapport de projet détaillé sera soumis au Comité exécutif dans les six mois suivant la date d'achèvement du projet ;
- v) Des projets devraient être soumis à partir de la 93^e réunion et jusqu'à la 96^e réunion inclusivement ; ils seront examinés au cas par cas ; ils devraient viser à être largement répliquables dans le pays, la région ou le secteur et tenir compte de la répartition régionale et géographique ;
- vi) Le pays qui propose le projet pilote devrait avoir instauré ou prioriser l'élaboration de NMPE nationales et/ou régionales, incluant un processus ou un mécanisme de surveillance et d'évaluation de leur mise en œuvre pour le secteur/l'application concerné, et, en l'absence de NMPE, les pays devraient examiner en priorité des projets dans le secteur de l'entretien ou qui contribuent à l'élaboration de NMPE et à des initiatives de sensibilisation initiale et de développement des compétences pour leur application, étant entendu que les conditions mentionnées aux alinéas b(ii)b. à b(v)e. ci-dessus s'appliqueraient ;
- vii) Le projet devrait inclure une consultation avec les parties prenantes concernées ; et
- c) Créer une fenêtre de financement pour des projets pilotes à hauteur de 20 millions \$US, avec la possibilité d'augmenter le montant lors d'une prochaine réunion afin de maintenir et/ou d'améliorer l'efficacité énergétique dans le contexte de la réduction progressive des HFC, tel que précisé dans la décision XXVIII/2 et selon les critères identifiés à l'alinéa (b) ci-dessus.

(Décision 91/65)

- ii) **Cadre opérationnel visant à approfondir les aspects institutionnels et les projets et activités qui pourraient être entrepris par le Fonds multilatéral pour maintenir ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien lors de la réduction progressive des HFC dans les catégories énoncées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/12 dans le cadre de la mise en œuvre des options 1 et 2 du tableau 3 du document (décision 90/50(b)(ii))**

245. La représentante du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/64. Plusieurs membres ont remercié le Secrétariat pour les informations et propositions utiles présentées dans le document et ont estimé que le point 11(b)(i) de l'ordre du jour, Critères pour les projets pilotes visant à maintenir et/ou à améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans le contexte de la réduction progressive des HFC (décision 90/50(b)(i)), et le présent point devraient être examinés séparément, par deux groupes de contact différents.

246. Deux membres ont déclaré qu'ils préféreraient avoir un seul groupe de contact pour toutes les questions relatives à l'efficacité énergétique, compte tenu des liens entre les différents sujets abordés. L'un d'entre eux estimait aussi que les points de l'ordre du jour liés à la conformité devraient être classés par ordre de priorité.

247. Un membre a fait remarquer qu'il y avait plusieurs avantages à aborder la question du financement des projets d'efficacité énergétique dans le cadre du Fonds multilatéral. Cela devrait notamment permettre de s'appuyer sur les processus existants, optimisant ainsi les interventions en matière d'efficacité tout en réduisant progressivement les HFC et en minimisant la charge pour le Secrétariat, le Comité exécutif et les pays visés à l'article 5 qui souhaitent bénéficier d'un financement pour les activités liées à l'efficacité énergétique. En ce qui concerne la portée des projets pilotes, il serait utile d'entendre les pays visés à l'article 5 sur leurs priorités et leurs besoins. La duplication des efforts pourrait être évitée s'il était convenu que les pays qui optent pour un recours aux ressources financières d'institutions autres que le Fonds multilatéral pour ces projets, ne présentent donc aucune demande de financement au Fonds lui-même. La deuxième des deux options présentées dans les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/12 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/64 était complexe et pourrait entraîner des incertitudes et des retards importants lors de l'obtention de fonds extérieurs. La première option semblait donc plus réaliste.

248. Plusieurs membres ont indiqué qu'il était nécessaire de poursuivre les discussions sur les modèles de financement des projets d'efficacité énergétique, le modèle des surcoûts défini à l'article 10 du Protocole n'étant pas applicable.

249. Quelques membres ont déclaré que, plutôt que de limiter les discussions aux moyens de canaliser le financement par le biais du Fonds multilatéral, d'autres options de financement devraient également être explorées. D'autres membres ont mentionné que, si des contributions volontaires devaient être sollicitées, des précisions étaient nécessaires concernant les frais généraux, tant pour le Secrétariat du Fonds multilatéral que pour les agences d'exécution.

250. Un membre a déclaré que les deux options de financement ne s'excluaient pas nécessairement l'une l'autre, car les pays donateurs pourraient souhaiter apporter des contributions supplémentaires et fournir un financement par le biais de leurs contributions régulières. Bien que la question du double emploi doive être examinée, le financement de projets pilotes en partie par le Fonds multilatéral et en partie par d'autres institutions pourrait également être envisageable. Le Comité exécutif se devait d'examiner toutes les conditions ou restrictions associées à un financement supplémentaire provenant d'autres sources.

251. Le Comité a convenu d'établir un groupe de contact, chargé d'examiner cette question.

252. À la suite du rapport du groupe de contact, le Comité exécutif a convenu de poursuivre, à sa 92^e réunion, l'examen du cadre opérationnel visant à approfondir les aspects institutionnels et les projets et activités qui pourraient être entrepris par le Fonds multilatéral pour maintenir ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien lors de la réduction progressive des HFC dans les catégories énoncées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/12 dans le cadre de la mise en œuvre des options 1 et 2 du tableau 3 du document (décision 90/50(b)(ii)) et de tenir compte des éléments pertinents mentionnés au paragraphe 243 et d'utiliser aussi, entre autres, le texte de travail remis à la 91^e réunion par les gouvernements du Brésil et de l'Inde, contenu à l'Annexe XXXIII au présent rapport, aux fins de discussions subséquentes.

iii) Rapport sur les consultations avec les secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat et d'autres institutions de financement concernées sur les possibilités de partager des informations sur les politiques, les projets et les modalités de financement pertinentes concernant le maintien et/ou l'amélioration de l'efficacité énergétique tout en réduisant progressivement les HFC (décision 90/50(b)(iii))

253. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/65.

254. Plusieurs membres ont déclaré qu'il serait bon de programmer régulièrement des échanges entre le Fonds multilatéral et d'autres institutions de financement, car l'expérience de ces institutions est riche d'enseignements. L'un d'entre eux a relevé qu'au paragraphe 28 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/65, le Secrétariat avait identifié des opportunités utiles et continues d'action complémentaire et de partage d'information de ce type. La nature des activités entreprises par ces institutions n'empiète pas tant que cela sur le travail du Fonds multilatéral, et les processus et approches de ces institutions sont extrêmement différents de ceux du Fonds qui, lui, travaille selon un calendrier dicté par la mise en conformité. L'avantage de faire financer les activités liées à l'efficacité énergétique par le Fonds multilatéral est d'intégrer le financement à un système préexistant, plus simple et plus efficace. Le membre a suggéré la mise en place d'un groupe de contact afin d'examiner le cadre opérationnel et les modalités de financement impliquant d'autres institutions. Un autre membre s'est également déclaré favorable à la mise en place d'un groupe de contact distinct sur ce sujet, puisque la question posée constitue un nouveau domaine de coopération impliquant des mécanismes de financement avec d'autres entités. Un troisième membre a indiqué que les possibilités de cofinancement restaient dans la lignée des décisions prises précédemment par le Comité exécutif et la Réunion des Parties au Protocole de Montréal en matière d'efficacité énergétique. Étant donné les relations entre les différents sujets abordés au titre des trois sous-points du point 11(b) de l'ordre du jour sur l'efficacité énergétique, il a estimé qu'une délibération globale au sein d'un seul et même groupe de contact constituait le meilleur moyen d'avancer.

255. Un membre a déclaré que, même s'il pourrait s'avérer utile de partager des informations et de développer une approche plus coopérative avec d'autres institutions, il s'inquiétait des perspectives de la recherche de financements en dehors du Fonds multilatéral pour aider les pays visés à l'article 5 à se conformer à leurs obligations au titre du Protocole de Montréal et de l'Amendement de Kigali. Le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat n'ont pas été conçus à cette fin, et ne sont donc pas adaptés pour cela. Leurs processus d'approbation de projet sont particulièrement chronophages et donc incompatibles avec les échéances de la conformité à l'Amendement de Kigali qui approchent à grands pas. En outre, le Fonds pour l'environnement mondial ne consacre qu'un faible pourcentage de ses ressources à la question de l'énergie et des matériaux dans le cadre des changements climatiques.

256. Un membre a souligné l'importance de la collaboration et du partage d'informations, tant à l'interne entre les agences d'exécution, qu'au niveau national avec les Bureaux nationaux de l'ozone et les correspondants d'autres institutions de financement.

257. Un membre était d'avis que le financement des projets liés à l'efficacité énergétique devrait se faire sous forme de subventions, et il a suggéré que le Comité exécutif pourrait fournir des lignes directrices sur les modalités de ce type de financement par subvention. Un autre membre a invité le Comité exécutif à garder l'esprit ouvert sur les différentes options disponibles. Plusieurs membres ont noté que les processus d'autres institutions n'étaient pas guidés par la conformité, et que ce n'était pas le cas non plus des projets portant sur l'efficacité énergétique dans le cadre du Fonds multilatéral.

258. Le Comité exécutif a convenu de renvoyer la question au groupe de contact mis en place au titre du point 11(b)(ii) de l'ordre du jour portant sur le cadre opérationnel visant à approfondir les aspects institutionnels et les projets et activités qui pourraient être entrepris par le Fonds multilatéral pour maintenir

et/ou améliorer l'efficacité énergétique des technologies et équipements de remplacement dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien lors de la réduction progressive des HFC.

259. Conformément au paragraphe 252, le Comité exécutif a convenu de poursuivre, à sa 92^e réunion, l'examen du rapport sur les consultations avec les secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat et d'autres institutions de financement pertinentes sur les possibilités de partager des informations sur les politiques, les projets et les modalités de financement pertinentes visant le maintien et/ou l'amélioration de l'efficacité énergétique tout en réduisant progressivement les HFC (décision 90/50(b)(iii)).

c) Critères pour une fenêtre de financement visant à aider les pays visés à l'article 5 à préparer un inventaire des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et à élaborer un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances (décision 90/49(c))

260. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/66.

261. Des membres ont exprimé leur gratitude au Secrétariat pour avoir préparé le document, qui a été décrit comme bien structuré et fournissant un bon cadre pour le traitement de la question des substances réglementées usagées ou indésirables et leur possible élimination. Il a été noté que l'élimination est un sujet important dans le cadre du Protocole de Montréal, que la détermination de la taille des banques de substances réglementées usagées ou indésirables par l'intermédiaire d'inventaires constitue une première étape, et qu'il est nécessaire de garder à l'esprit les défis particuliers rencontrés par les pays visés à l'article 5 dont les Bureaux nationaux de l'ozone n'ont aucune autorité sur les réglementations domestiques gouvernant la gestion et l'élimination des déchets dangereux. Les éventuels liens entre le présent sujet et les questions traitées au titre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ont été soulignés, de même que l'importance de la coopération à cet égard au niveau national, notamment pour éviter une duplication des efforts.

262. Un membre a déclaré que l'adoption d'une approche en deux étapes, consistant en une étude théorique réalisée en consultation avec toutes les parties prenantes, suivie de l'élaboration d'un plan de gestion, constituait un bon moyen d'avancer, tandis qu'un autre a indiqué qu'il serait bon de faire le lien entre les inventaires et plans nationaux d'une part et les PGEH et KIP d'autre part.

263. Un membre a exprimé son inquiétude quant à l'insuffisance des niveaux de financement proposés pour la préparation des inventaires nationaux de banques et d'un plan national pour la gestion des déchets de substances réglementées pour les pays visés à l'article 5, étant donné l'ampleur de la tâche que ces pays devront accomplir.

264. Concernant la portée de la fenêtre de financement, certains membres ont déclaré que le financement devrait être ouvert à tous les pays visés à l'article 5, y compris ceux ayant précédemment reçu du financement pour des projets de démonstration pilotes sur l'élimination qui n'avaient pas impliqué la compilation d'inventaires.

265. Un membre, se rappelant du débat au sein du Comité concernant la mesure dans laquelle un soutien financier devrait être apporté aux pays visés à l'article 5 pour la collecte, le transport et l'élimination des substances réglementées usagées et indésirables, qui ne constituent pas des obligations de mise en conformité, a mis en garde contre le fait d'aller trop vite sur ce qui est un enjeu complexe et délicat. L'objectif est de tirer des bénéfices environnementaux de manière rentable, ce qui, pour le moment, peut être accompli au travers d'inventaires et de plans nationaux. Même si la méthode proposée pour avancer a globalement été considérée comme acceptable, certaines conditions suggérées pour obtenir du financement, telles que la mise en place d'une réglementation à l'appui de la récupération et du recyclage des

frigorigènes, étaient trop onéreuses, compte tenu du fait que le Comité commence tout juste à se pencher sur la question de la collecte, du transport et de l'élimination.

266. En réponse à des membres, le représentant du Secrétariat a indiqué que des délibérations supplémentaires pourraient avoir lieu sur le sujet de la priorisation. La raison de l'inclusion d'une justification forte était d'éviter tout chevauchement avec les activités entreprises pour la mise en œuvre de la décision 90/49(b). Même si le document n'a pas été partagé avec les parties prenantes en dehors de la famille du Protocole de Montréal, des consultations informelles ont eu lieu avec des contacts au Secrétariat des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm pour comprendre ses exigences et éviter toute duplication.

267. Des membres ont exprimé le souhait de poursuivre les délibérations au sein d'un groupe de contact, certains préférant le faire dans un groupe créé spécifiquement à cet effet, d'autres maintenant que le sujet relève de la compétence du groupe de contact dédié aux lignes directrices relatives aux coûts des activités liées aux HFC.

268. À l'issue de la discussion, le Comité exécutif a convenu de mettre en place un groupe de contact distinct pour poursuivre les délibérations sur les critères relatifs à une fenêtre de financement visant à préparer un inventaire des banques de substances réglementées usagées ou indésirables et à élaborer un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances, étant entendu que la question de l'élimination devrait aussi être abordée dans le cadre des délibérations sur les lignes directrices relatives aux coûts des activités liées aux HFC.

269. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note des critères pour une fenêtre de financement destinée à un inventaire des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances, présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/66 ;
- b) D'établir une fenêtre de financement pour la préparation d'inventaires nationaux des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et d'un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de telles substances, incluant les possibilités de recyclage, de régénération et de destruction rentable ;
- c) D'adopter les critères suivants pour la préparation d'inventaires nationaux des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et d'un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de telles substances, incluant les possibilités de recyclage, de régénération et de destruction rentable :
 - i) Que l'élaboration des inventaires et des plans nationaux tiendrait compte des orientations fournies aux paragraphes 16 à 32 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/66 ;

- ii) Que les pays visés à l'article 5 qui ont utilisé la marge de manœuvre offerte par la décision 90/49(b) pour inclure la préparation d'un inventaire et d'un plan dans leurs plans sectoriels pour l'entretien de l'équipement de réfrigération dans le cadre de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ou de leurs plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP) ne recevront aucun financement pour de telles activités dans le cadre de la fenêtre de financement mentionnée à l'alinéa (b) ci-dessus ;
- iii) Que les projets bénéficiant de la fenêtre de financement mentionnée à l'alinéa (b) ci-dessus seraient soumis pour examen par le Comité exécutif à partir de la 92^e réunion et jusqu'à la 97^e réunion inclusivement, étant entendu qu'ils seraient inclus dans les plans d'activités correspondants avant leur approbation ;
- iv) Que les inventaires nationaux et le plan d'action qui en découle devront être achevés, au plus tard, 24 mois après la date d'approbation par le Comité exécutif ;
- v) Que la préparation des inventaires nationaux et des plans garantira les conditions suivantes :
 - a. L'inventaire national et le plan seront coordonnés avec l'élaboration et/ou la mise en œuvre de plans nationaux pour éliminer ou réduire les substances réglementées et ils tiendront compte de la législation et des politiques nationales concernant la gestion écologique des substances réglementées chimiques et indésirables ;
 - b. Le concept, la méthode et l'approche qui seront adoptés pour la préparation de l'inventaire/du plan d'action national, incluant des consultations avec les parties prenantes concernées pour contribuer à vérifier la collecte des données, seront décrits clairement ;
 - c. Les plans nationaux qui pourraient inclure, en plus des approches relatives à la collecte, au transport, à l'entreposage et à l'élimination, notamment la destruction des déchets de substances réglementées, contiendraient la description d'un modèle économique potentiel détaillant les arrangements avec les différentes parties prenantes ainsi que l'engagement et la participation du secteur privé à ces activités, de la collecte des déchets jusqu'à leur destruction éventuelle ;
 - d. Le plan final contiendrait aussi une description des politiques et des règlements, décrivant les rôles et les obligations des fabricants et des distributeurs, incluant les programmes de récupération, recyclage et régénération ;
 - e. Lorsque les plans nationaux ont identifié l'exportation comme l'option la plus rentable pour la destruction, ils devront indiquer que la législation et des politiques nationales conformes, notamment en ce qui concerne le transport transfrontalier de ces déchets, devront être en place ;

- f. Le plan national inclura l'examen de l'élaboration de règlements dans le cadre des plans nationaux d'élimination/de réduction progressive (à savoir PGEH ou KIP) sur la récupération, le recyclage et la régénération des frigorigènes qui appuieraient les mesures identifiées pour la collecte, le transport, l'entreposage et l'élimination des déchets de substances réglementées utilisées et indésirables ;
- d) D'accepter de financer la préparation d'inventaires nationaux de banques de substances réglementées utilisées ou indésirables, y compris la prise en compte du recyclage, de la régénération et de la destruction rentable dans le cadre décrit aux paragraphes 16 à 32 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/66, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous :

Valeur de référence des HCFC (tonnes PAO)	Financement de la préparation des inventaires nationaux des banques de déchets des substances réglementées et du plan d'action national (\$US)
Inférieure à 1	40 000
Entre 1 et 6	60 000
Au-dessus de 6 et jusqu'à 100	80 000
Au-dessus de 100	90 000

- e) De demander aux agences bilatérales et d'exécution :
- i) D'inclure, dans leurs plans d'activités correspondants, les demandes de financement pour la préparation d'inventaires nationaux des substances utilisées et indésirables, et des plans d'action subséquents pour les pays visés à l'article 5 qui souhaitent entreprendre de telles actions ;
- ii) De rendre compte en détail de l'état d'avancement de la préparation des inventaires nationaux des substances utilisées et indésirables et des plans d'action subséquents, dans le cadre des rapports financier et périodique annuels ;
- iii) De soumettre un rapport final et une copie des inventaires nationaux et des plans d'action nationaux, au plus tard, six mois après l'achèvement du projet, en soulignant les difficultés et les enseignements tirés.

(Décision 91/66)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : ANALYSE RELATIVE A LA CAPACITE DES INSTITUTIONS DU FONDS MULTILATERAL A FAIRE FACE A LA REDUCTION PROGRESSIVE DES HFC (DECISION 89/4)

270. La représentante du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/67.

271. Une membre s'est dite favorable à l'établissement d'un lien entre les travaux des unités du Protocole de Montréal des agences d'exécution, et les programmes climatiques des parties concernées de leurs propres institutions et des pays bénéficiant d'une assistance, et elle a déclaré qu'il était nécessaire de renforcer les synergies et d'assurer une coopération rentable pour atteindre les objectifs environnementaux. Elle a ajouté que les actions de suivi convenues concernant les domaines à améliorer, identifiés dans l'évaluation de 2019 du Fonds multilatéral par le MOPAN, contribueraient à l'augmentation nécessaire de la capacité du Secrétariat. Faisant remarquer que la charge de travail liée à la réduction progressive des HFC rendait déjà plus complexe le travail des institutions du Fonds multilatéral, un autre membre a souligné l'importance de prendre en compte les besoins de ces institutions afin qu'elles puissent continuer à remplir

leur mandat. Il pourrait s'avérer nécessaire de revenir sur la question de la capacité de ces institutions à une date ultérieure, lorsque les questions d'orientation en cours de discussion auront été résolues. Les deux membres étaient d'accord avec la recommandation de discuter des besoins en ressources supplémentaires du Secrétariat au point de l'ordre du jour relatif au budget 2023-2025 du Secrétariat, et des besoins en ressources supplémentaires des agences d'exécution lors de la 93^e réunion du Comité exécutif.

272. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note de l'analyse globale relative à la capacité des institutions du Fonds multilatéral à faire face à la réduction progressive des HFC (décision 89/4), contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/67, comme cadre pour les discussions qui auront lieu sous d'autres points de l'ordre du jour et à la suite des documents soumis sous ces points de l'ordre du jour ; et
- b) De demander au Secrétariat de poursuivre les discussions avec les agences d'exécution sur leurs perspectives concernant les ressources supplémentaires nécessaires compte tenu de l'augmentation prévue de la charge de travail associée à la réduction progressive des HFC et de les prendre en compte dans son examen du régime des coûts administratifs du Fonds multilatéral, à soumettre lors de la 93^e réunion.

(Décision 91/67)

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR : OCCASIONS DE CONTINUER À SOULIGNER COMMENT LA PÉRENNITÉ DES ACTIVITÉS SOUTENUES PAR LE FONDS MULTILATÉRAL SERA ASSURÉE, Y COMPRIS EN CLARIFIANT D'AVANTAGE DANS LES DOCUMENTS SOUMIS PAR LE SECRÉTARIAT, LA MANIÈRE DONT LA CAPACITÉ DES PARTENAIRES, LES RISQUES ET LES HYPOTHÈSES CRITIQUES SONT PRIS EN COMPTE (DÉCISION 89/1(c)(iii))

273. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/68.

274. Un membre a soutenu les propositions de modification des documents pour les tranches et les nouvelles phases des PGEH et déclaré qu'il serait pertinent d'ajouter aux documents liés aux KIP une section sur la pérennité de l'élimination des HCFC et une évaluation des risques. Une autre membre a salué les différentes manières dont le risque et la pérennité sont déjà gérés et évalués, et a partagé ce qu'elle avait compris, à savoir que les méthodes de communication proposées reflèteraient les analyses déjà entreprises, plutôt que de nécessiter l'élaboration et la réalisation de nouvelles analyses.

275. Le Comité exécutif a pris note du rapport sur les occasions de continuer à souligner comment la pérennité des activités soutenues par le Fonds multilatéral sera assurée (décision 89/1(c)(iii)), présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/68.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : APERÇU DES PROGRAMMES ACTUELS DE SUIVI, D'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS, DE VÉRIFICATION ET D'OCTROI DE PERMIS ET DE QUOTAS EXÉCUTOIRES ÉLABORÉS AVEC LE SOUTIEN DU FONDS MULTILATÉRAL (DECISION 89/2)

276. La représentante du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/69.

277. Un membre a déclaré que les questions relatives au suivi, à l'établissement de rapports, à la vérification et au commerce illégal s'appliquaient de la même manière aux pays visés à l'article 5 qu'aux pays non visés à l'article 5 et ne pouvaient donc pas faire l'objet de délibérations et de décisions de la part du Comité exécutif, dont le rôle est limité aux activités soutenues par le Fonds multilatéral. À cet égard, il est important de ne pas imposer une charge supplémentaire aux pays visés à l'article 5. De plus, il serait prématuré de demander au Secrétariat de préparer une mise à jour du document avant que le Comité n'ait examiné les résultats de la trente-cinquième Réunion des Parties au Protocole de Montréal.

278. D'autres membres ont déclaré que, sans être indispensable, une mise à jour du document serait utile, notamment pour rendre compte des résultats de la trente-quatrième Réunion des Parties et de l'atelier qui se tiendra immédiatement après la quarante-cinquième réunion du Groupe de travail à composition non limitée des Parties au Protocole de Montréal, conformément à la décision XXXIV/8. Il a en outre été observé que puisque certains éléments du document étaient spécifiques au travail du Comité exécutif, ils pouvaient être utilement discutés plus avant. Un membre a déclaré qu'il était nécessaire de préciser l'espace le plus approprié pour aborder les questions soulevées dans le document.

279. Un autre membre a déclaré que le renforcement de la structure de suivi, d'établissement de rapports, de vérification et de réglementation qui a été mis en place dans le cadre du Fonds était une priorité essentielle et que les discussions sur cette question devraient se poursuivre lors de la 93^e réunion du Comité.

280. À la lumière de la discussion, le Comité exécutif a décidé de reporter à la 93^e réunion l'examen du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/69 sur l'Aperçu des programmes actuels de suivi, d'établissement des rapports, de vérification et d'octroi de permis et de quotas exécutoires élaborés avec le soutien du Fonds multilatéral (décision 89/2), en tenant compte des débats lors de ses 89^e et 91^e réunions et des discussions pertinentes de la trente-quatrième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, de la quarante-cinquième réunion du Groupe de travail à composition non limitée des Parties au Protocole de Montréal, y compris l'atelier sur le renforcement de la mise en œuvre et l'application effectives du Protocole de Montréal qui doit se tenir conformément à la décision XXXIV/8, et, le cas échéant, de la trente-cinquième Réunion des Parties.

(Décision 91/68)

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR : MISE À JOUR DE LA STRATÉGIE D'INFORMATION DU FONDS MULTILATÉRAL AFIN D'INCLURE UN PLAN DÉTAILLÉ POUR LA GESTION DE L'INFORMATION ET DES CONNAISSANCES, LES EXIGENCES RELATIVES AU SITE WEB ET AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, LES RESSOURCES NÉCESSAIRES ET DES ÉCHÉANCIERS CLAIRS POUR LA MISE EN ŒUVRE (DÉCISION 89/1(c)(ii))

281. Le Chef du Secrétariat a présenté les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/Inf.2.

282. Dans la discussion qui a suivi, un vif soutien a été apporté à la mise à jour de la stratégie d'information du Fonds multilatéral et à la conception d'un nouveau système de gestion de l'information et des connaissances. Cette initiative profitera à toutes les parties prenantes, notamment le Secrétariat, les agences d'exécution, les pays, les chercheurs et les universitaires, et elle pourrait faire mieux connaître le Fonds multilatéral. Elle aidera le Comité exécutif à moderniser son approche de la gestion des données et

à rationaliser son travail, conformément aux recommandations de l'évaluation de 2019 de la performance du Fonds multilatéral par le MOPAN et permettra aussi d'améliorer la transparence. Bien que coûteuse, cette initiative était nécessaire et critique.

283. Le nouveau système inclura un moyen permettant de communiquer en ligne les données des programmes de pays ; des synthèses par pays ; un portail de réunion remanié offrant un meilleur accès aux documents des réunions ; un guide pour accéder aux décisions, politiques, procédures et lignes directrices ; et un portail de données avec des filtres et des tableaux de bord accessibles au grand public.

284. Plusieurs membres ont noté le besoin de dispositions relatives à la cybersécurité, afin de garantir l'intégrité du système et de protéger la confidentialité. Un membre a suggéré que la base de connaissances pourrait être enrichie par la mise en place de liens vers les informations disponibles dans d'autres organisations, par exemple en ce qui concerne l'efficacité énergétique et l'élimination. Un membre a déclaré qu'il serait utile de concevoir des outils de formation pour aider les utilisateurs à naviguer à travers les différents points d'entrée et à assurer le contrôle de la qualité des données ; de plus, une stratégie de communication révisée, tenant compte des nouvelles technologies disponibles, a aussi retenu l'attention. Concernant la marche à suivre, un membre a suggéré que les enseignements tirés de la mise en œuvre des phases 1 et 2 pourraient entraîner une révision du plan pour la phase 3, nécessitant une nouvelle demande de financement pour le plan révisé.

285. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport sur la mise à jour de la stratégie d'information du Fonds multilatéral afin d'inclure un plan détaillé pour la gestion de l'information et des connaissances, les exigences relatives au site web et aux technologies de l'information, les ressources nécessaires et des échéanciers clairs pour la mise en œuvre (décision 89/1(c)(ii)), contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70 ;
- b) D'approuver les actions visant à la mise en œuvre du nouveau système de gestion des connaissances décrit dans le document mentionné à l'alinéa (a) ci-dessus avec les calendriers correspondants et l'estimation des coûts associés pour les phases 1 et 2 ;
- c) De charger le Secrétariat de rendre compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre du nouveau système de gestion des connaissances jusqu'à l'achèvement des phases 1 et 2 dans le cadre des activités du Secrétariat ; et
- d) De charger le Secrétariat de présenter une mise à jour du plan pour la phase 3 et une demande de financement pour la mise en œuvre de la phase 3 à l'issue de l'achèvement des phases 1 et 2.

(Décision 91/69)

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SOUS-GROUPE SUR LE SECTEUR DE LA PRODUCTION

286. Le facilitateur du Sous-groupe sur le secteur de la production a présenté le rapport du Sous-groupe, tel que contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/71. Il a indiqué que le Sous-groupe s'était réuni deux fois en marge de la présente réunion ; il avait examiné trois points à son ordre du jour, élaboré des recommandations sur deux d'entre eux et convenu de poursuivre ses discussions sur le troisième point lors d'une prochaine réunion.

287. Au premier point de son ordre du jour, le Sous-groupe a discuté des questions liées au rapport de vérification de 2021 pour le secteur de la production de HCFC en Chine, incluant la redirection involontaire

par un producteur de la capacité éliminée de HCFC-142b vers une production comme matière première, de la pénalité appropriée pour un tel événement et des mesures prises par le gouvernement de la Chine pour prévenir toute récurrence, incluant de la formation et de la sensibilisation. Le Sous-groupe a discuté aussi de l'écart entre les émissions de HFC-23 déclarées dans le rapport de vérification et celles déclarées en vertu de l'article 7, sujet sur lequel le gouvernement de la Chine fournira de plus amples informations au Comité exécutif lors de sa deuxième réunion en 2023. Au deuxième point de son ordre du jour, le Sous-groupe a discuté du rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche et de la demande de financement pour la deuxième tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH). Au troisième point de son ordre du jour, le Sous-groupe a débattu des lignes directrices et du modèle standard utilisé pour la vérification de l'élimination de la production de SAO (décision 90/52); par manque de temps pour arriver à une conclusion, le Sous-groupe a convenu de poursuivre ses discussions sur ce sujet lors d'une prochaine réunion.

288. Le Comité exécutif a pris note du rapport du Sous-groupe sur le secteur de la production, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/71.

Rapport de vérification de 2021 pour le secteur de la production de HCFC

289. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note :
 - i) Du rapport de vérification de 2021 pour le secteur de la production de HCFC en Chine, examiné par le Sous-groupe sur le secteur de la production ;
 - ii) Du rapport sur les résultats de l'évaluation, par le gouvernement de la Chine, d'un producteur de HCFC qui pourrait avoir dépassé son quota de production de substances appauvrissant la couche d'ozone à usage intérieur pour 2020, soumis conformément à la décision 88/79(d) ;
 - iii) Que la vérification mentionnée à l'alinéa (a)(i) ci-dessus a été effectuée virtuellement en raison de la pandémie de COVID-19 et que la Banque mondiale n'avait pas encore été en mesure d'effectuer la vérification requise par les décisions 84/93(b), 86/99(e) et 88/79(c), ni de fournir les addenda requis par la décision 88/79(b)(i) ;
- b) De demander à la Banque mondiale de soumettre au Comité exécutif, à la dernière réunion de 2023 :
 - i) Un addendum aux rapports de vérification de 2019, 2020 et 2021 pour le secteur de la production de HCFC en Chine ;
 - ii) Les vérifications ponctuelles demandées par les décisions 86/99(e) et 88/79(c) ;
 - iii) Une mise à jour sur l'entreprise Suqian Kaier, incluant les informations connexes sur l'intégration, la fermeture et le démantèlement de la chaîne de production de HCFC-22, dans le cadre de la vérification de 2022 pour le secteur de la production de HCFC en Chine ;
- c) De demander à la Banque mondiale de vérifier, sur une base ponctuelle, que les chaînes de production de HCFC-22 nouvellement établies chez Jiangxi Lee and Man Chemical Company Limited, Jiangsu Changsu 3F Zhonghao New Chemical Material et Liaocheng Fu'er New Materials Science and Technology Co. Ltd, ainsi que la chaîne chez Zibo

Feiyuan Chemical Co. Ltd pour le HCFC-133a, étaient verticalement intégrées à la production des installations en aval et que toutes les quantités de HCFC produites par les nouvelles chaînes seraient utilisées comme matière première, et de soumettre ce rapport à la dernière réunion de 2023 ;

- d) D'appliquer la clause de pénalité contenue dans l'Accord entre le Comité exécutif et le gouvernement de la Chine, pour les 18,58 tonnes métriques de capacité de production de HCFC compensée qui avaient été redirigées vers une utilisation comme matière première à l'installation de Zhejiang Artsen Chemical Co. Ltd, en prenant note que :
- i) La pénalité a été calculée au taux de 0,15 \$US par kg, soit un montant de 2 787 \$US à retourner au Fonds multilatéral par la Chine, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, à la 91^e réunion ;
 - ii) Le gouvernement de la Chine a pris des mesures pour prévenir tout autre cas de redirection vers une production comme matière première, en révisant les options intérieures à sa disposition, incluant l'organisation d'ateliers et de séminaires de formation pour tous les producteurs de HCFC afin de les sensibiliser et de renforcer leur gestion quotidienne de la production, et l'organisation de formations pour les Bureaux locaux de l'écologie et de l'environnement afin de renforcer leur capacité d'application des règlements, de gestion de l'élimination et de surveillance des producteurs de HCFC ;
- e) D'inviter le gouvernement de la Chine, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, à remettre à la dernière réunion de 2023, une mise à jour sur l'élaboration de la ligne directrice technique préparée par le gouvernement de la Chine pour déclarer la génération et les émissions de HFC-23 et une description de la méthodologie utilisée pour déclarer cette génération et ces émissions en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, et
- f) De demander également au gouvernement de la Chine, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, de remettre à la dernière réunion de 2023, une analyse et des informations qui clarifieraient l'écart entre les émissions de HFC-23 de 2021 déclarées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal et les données du rapport de vérification de 2021.

(Décision 91/70)

Rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche et demande de financement pour la deuxième tranche de la phase II du PGEPH

290. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De prendre note du rapport périodique sur la mise en œuvre de la première tranche de la phase II du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH) pour la Chine, examiné par le Sous-groupe sur le secteur de la production ;
- b) De demander au gouvernement de la Chine, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, de remettre les rapports sur les activités d'assistance technique suivantes, soutenues dans le cadre du PGEPH :
 - i) L'enquête de 2019-2022 sur les applications des HCFC comme matière première en Chine, à la dernière réunion de 2023 ;

- ii) L'enquête de 2020-2021 sur les négociants de HCFC en Chine, à la première réunion de 2023 ;
- c) De prendre note de l'avis de 2021 de la Chine, exigeant la destruction du sous-produit HFC-23, dans la mesure du possible, dans les installations de production de HCFC-22 et de HFC et d'inviter le gouvernement de la Chine, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, à fournir une mise à jour, à la deuxième réunion du Comité exécutif en 2023, contenant les informations les plus récentes sur la génération, la destruction et les émissions de HFC-23 en Chine, et toute autre mise à jour pertinente concernant la réglementation ou la mise en œuvre ;
- d) D'approuver la deuxième tranche du PGEPH pour la Chine et le plan de mise en œuvre de la tranche 2023-2024 correspondant, au montant de 22 000 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 1 232 000 \$US pour la Banque mondiale ; et
- e) De demander au Trésorier de déduire des futurs transferts à la Banque mondiale, le montant de 431 \$US qui représente les intérêts accumulés sur les fonds transférés précédemment pour la mise en œuvre de la phase II du PGEPH.

(Décision 91/71)

Projet de lignes directrices et modèle standard utilisé pour la vérification de l'élimination de la production de SAO (décision 90/52)

291. Le Comité exécutif a convenu de poursuivre ses discussions sur les lignes directrices et le modèle standard utilisé pour la vérification de l'élimination de la production de SAO lors d'une prochaine réunion du Comité exécutif.

Projet de lignes directrices sur le secteur de la production de HCFC (décision 90/53)

292. Le Comité exécutif a décidé de reporter l'examen des lignes directrices sur le secteur de la production de HCFC à une prochaine réunion du Comité exécutif.

(Décision 91/72)

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DIVERSES

Dates et lieux des 92^e à 97^e réunions du Comité exécutif

293. Le représentant du Secrétariat a présenté le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/Inf.3.

294. Pour le choix des dates des prochaines réunions durant la période estivale, la préférence générale était d'éviter les dates du Grand Prix du Canada de Formule 1, en raison des difficultés qu'il entraîne pour les réservations d'hôtels.

295. Pour la 92^e réunion, plusieurs membres ont indiqué qu'il serait préférable aussi d'éviter tout chevauchement avec les cinquante-huitièmes sessions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui doivent se tenir du 5 au 15 juin 2023.

296. Pour la 93^e réunion, un membre a déclaré que la tenue de la réunion à la suite de la trente-cinquième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, selon la décision 90/54, simplifierait certes les dispositions de voyage mais éloignerait les membres de leurs activités quotidiennes pour une période prolongée, ce qui

pose aussi son lot de défis. D'autres membres ont souligné que les réunions consécutives obligeraient le Comité exécutif à tenir sa deuxième réunion de l'année civile six semaines plus tôt qu'il avait pris l'habitude de le faire ces dernières années, ce qui condenserait le cycle des projets et par conséquent mettrait de la pression sur les agences d'exécution pour le respect des dates-limites. En outre, bien que 2023 soit une année de réapprovisionnement, il importait moins que d'habitude de tenir la réunion du Comité exécutif avant la Réunion des Parties, selon la décision Ex.V/1, adoptée à la cinquième Réunion extraordinaire des Parties au Protocole de Montréal, ce qui contribuerait à éclairer la décision de réapprovisionnement.

297. Plusieurs membres ont indiqué qu'il était difficile de planifier jusqu'en 2025, ne serait-ce du fait que les dates d'autres réunions n'ont pas encore été annoncées. Un membre a demandé au Secrétariat de poursuivre la coordination avec les secrétariats des autres accords multilatéraux sur l'environnement afin d'identifier des dates adéquates pour les réunions futures et d'éviter des chevauchements.

298. Le Comité exécutif a décidé :

- a) De tenir la 92^e réunion à Montréal (Canada), au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), du 29 mai au 2 juin 2023, au lieu du 12 au 16 juin 2023, tel que prévu initialement par la décision 90/54 ;
- b) De tenir la 93^e réunion à Montréal (Canada), à l'OACI, du 11 au 15 décembre 2023 ;
- c) De tenir la 94^e réunion à Montréal (Canada), à l'OACI, du 10 au 14 juin 2024 mais de faire aussi une réservation provisoire à l'OACI, du 27 au 31 mai 2024, comme option de rechange en cas de conflit avec la date du Grand Prix du Canada de Formule 1 ;
- d) De tenir la 95^e réunion à Montréal (Canada), à l'OACI, du 2 au 6 décembre 2024 ; et
- e) De discuter des dates et lieux des 96^e et 97^e réunions lors d'une réunion ultérieure.

(Décision 91/73)

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DU RAPPORT

299. Le Comité exécutif a adopté le présent rapport sur la base du projet de rapport, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/L.1.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : CLÔTURE DE LA RÉUNION

300. Les membres ont fait leurs adieux à Mme Magna Luduvica (Brésil) qui prend sa retraite et participait donc à sa dernière réunion du Comité exécutif. Les membres l'ont remerciée de son soutien à la famille de l'Ozone au fil des années et lui ont exprimé leurs meilleurs souhaits pour l'avenir.

301. À l'issue de l'échange habituel de courtoisies, la réunion a été déclarée close à 22 heures, le vendredi 9 décembre 2022.

Anexo I

RESPUESTA DE LA DIRECCIÓN DEL COMITÉ EJECUTIVO A LA SECRETARÍA DE LA RED PARA LA EVALUACIÓN DEL DESEMPEÑO DE LAS ORGANIZACIONES MULTILATERALES EN RELACIÓN CON LA EVALUACIÓN DE 2019 DEL FONDO MULTILATERAL

Introducción

El Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral para la Aplicación del Protocolo de Montreal (FML) acoge con satisfacción la Evaluación de 2019 del Fondo Multilateral por parte de la Red para la Evaluación del Desempeño de las Organizaciones Multilaterales (MOPAN) y encomia a la Secretaría de MOPAN y al equipo de evaluación por el compromiso constructivo y el examen amplio y la profunda visión del desempeño del Fondo Multilateral.

El Comité Ejecutivo aprecia la oportunidad proporcionada al Fondo por medio de la evaluación de la MOPAN, para seguir fortaleciendo su trabajo y llamar la atención de la Secretaría y a sus socios sobre áreas en las que se requería un mayor apoyo activo.

El Comité Ejecutivo también expresa su fuerte aprecio al país principal institucional, Canadá, y al liderazgo del Canadá en la realización de la evaluación, lo que ha sido clave en el éxito del proceso. La disponibilidad de Canadá y los representantes de la MOPAN para presentar el informe de evaluación en la 86ª reunión del Comité Ejecutivo del Fondo se estima en gran medida.

Esta primera evaluación del Fondo por parte de la MOPAN demostró ser una evaluación colaborativa y positiva. También apreciamos los esfuerzos realizados por el equipo de evaluación para entender las características específicas del modelo administrativo del Fondo y sus diferencias con otras organizaciones multilaterales, y la profesionalidad con la que se llevó a cabo la evaluación.

El Comité Ejecutivo acoge con satisfacción las fortalezas y las áreas de mejora identificadas por la evaluación, así como sus conclusiones positivas y su consideración general de que el Fondo, como instrumento financiero del Protocolo de Montreal, ha sido clave para el éxito del Protocolo, considerado como uno de los tratados ambientales internacionales más eficaces hasta la fecha. Estamos muy orgullosos de la afirmación de la evaluación de que el Fondo Multilateral ha contribuido significativamente a la eliminación mundial de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO), y también a la salud medioambiental y humana, apoyando a los países en el desarrollo en este esfuerzo.

En general, la evaluación de la MOPAN concluye que el Fondo ha demostrado ser muy eficaz en el cumplimiento de su mandato, y que los casi 4.000 millones de \$EUA contribuidos al Fondo en el período 1991-2019 podrían considerarse posiblemente el gasto internacional más efectivo hasta la fecha.

La evaluación de la MOPAN ha proporcionado al Fondo valiosas opiniones y recomendaciones, que se han considerado cuidadosamente para la optimización organizativa, y se han incorporado en el análisis estratégico, la planificación y las aspiraciones del Fondo.

Fortalezas clave

Las conclusiones positivas de la evaluación que el Comité Ejecutivo está satisfecho de destacar incluyen:

- a) El Fondo es una organización única centrada en el cumplimiento de las sustancias controladas con un conjunto extremadamente claro de objetivos estipulados internacionalmente y ejecutables y ha tenido un éxito rotundo en el apoyo al cumplimiento

de los países que operan al amparo del Artículo 5 en la eliminación de las sustancias controladas que afectan a la capa de ozono y al clima mundial.

- b) En términos de resultados, el Fondo ha logrado, o está en camino de lograr, la mayor parte de los objetivos establecidos en el Protocolo de Montreal para los países del Artículo 5. Ha contribuido a lograr un impacto sustancial, de escala mundial en materia de salud humana y mitigación del cambio climático.
- c) La organización hace un uso eficiente de un presupuesto relativamente pequeño y de una plantilla de personal limitada. Presta mucha atención a los costos, y actúa a través de una red estrecha de pequeños equipos profesionales. La presentación de informes periódicos y la verificación independiente para cada tramo de los planes nacionales de eliminación es una de sus fortalezas clave.
- d) El Fondo cuenta con profesionales especializados y técnicos centrados en garantizar la alta calidad de las propuestas de proyectos y su supervisión.

El Comité Ejecutivo se complace en volver a afirmar que el Fondo está mejorando aún más las fortalezas y gracias a las importantes lecciones organizativas descritas en el informe.

Áreas de mejora

La evaluación también proporciona información sobre áreas en las que podría haber potencial para mejorar el desempeño del Fondo. El Comité Ejecutivo ha tomado decisiones importantes sobre la base de propuestas formuladas por la Secretaría del Fondo para abordar las áreas identificadas y desea tomar nota de que ya se están llevando a cabo varias medidas para aumentar aún más los logros del Fondo abordando los aspectos destacados de la evaluación.

Las principales áreas de mejora identificadas por la evaluación se refieren al marco de resultados, la función de información y comunicación, la sostenibilidad, la función de evaluación y la igualdad de género.

El Comité Ejecutivo examinó, en su 89ª reunión, un documento preparado por la Secretaría del Fondo,¹ que describía observaciones y acciones propuestas por la Secretaría en relación con las cinco áreas clave de mejora identificadas.

En su decisión 89/1, el Comité Ejecutivo solicitó a la Secretaría del Fondo, teniendo en cuenta las deliberaciones que se mantuvieron sobre el asunto:

- a) Elaborar un marco de resultados y un cuadro de puntuación que se ajuste a las operaciones del Fondo Multilateral para su examen por el Comité Ejecutivo en su 92ª reunión;
- b) Actualizar la estrategia de información del Fondo Multilateral, de forma que incluya un plan detallado para la gestión de la información y el conocimiento, los requisitos del sitio web/tecnologías de la información, los recursos necesarios y cronogramas claros para la ejecución y presentar la estrategia para su examen por el Comité Ejecutivo en la 91ª reunión;
- c) Explorar oportunidades para destacar aún más cómo se aseguraría la sostenibilidad de las actividades apoyadas por el Fondo Multilateral, inclusive mediante una aclaración adicional en los documentos presentados por la Secretaría sobre cómo se consideraron las

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/2/Add.1

capacidades de los socios, los riesgos y los supuestos críticos de la Secretaría, e informar al Comité Ejecutivo en su 91ª reunión.

El Comité Ejecutivo también pidió al Oficial Superior de Supervisión y Evaluación que incluyera en el programa de trabajo de supervisión y evaluación para el año 2023, para su examen por el Comité Ejecutivo en su 91ª reunión, las medidas para mejorar la función de evaluación descritas en el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/2/Add.1.

Para el desarrollo de un marco de resultados y un cuadro de puntuación, la Secretaría ha realizado un análisis preliminar de los indicadores, acciones y resultados actuales del Fondo. De acuerdo con este análisis, la Secretaría desarrollará un marco de resultados que identifique objetivos e indicadores de desempeño que demuestren los resultados de las actividades apoyadas por el Fondo en todo el Protocolo de Montreal y otras esferas de responsabilidad social, económica y medioambiental de forma más eficaz, para su examen por el Comité Ejecutivo en su 92ª reunión. Los objetivos del marco de resultados se lograrán en gran medida mediante la reorganización de los datos ya disponibles en la Secretaría, y con la orientación del Comité Ejecutivo.

En relación con la información y la gestión del conocimiento, la Secretaría, con el apoyo de un consultor, llevó a cabo un estudio técnico de viabilidad para evaluar el estado actual de gestión del conocimiento dentro de la Secretaría sobre la base de evaluaciones del sitio web, documentos, procesos de presentación, bases de datos existentes y conversaciones con las partes interesadas (usuarios). La actualización de la estrategia de información del Fondo es esencialmente el desarrollo de un nuevo sistema de gestión del conocimiento que se propone en el documento presentado a la 91ª reunión.²

El nuevo sistema de gestión del conocimiento tiene por objeto preservar los datos y la información existentes y proporcionar un acceso eficiente, seguro y fácil de usar a todos los interesados; y organizar y transformar estos datos e información en conocimientos que se podrían transmitir a diversos tipos de interesados para facilitar los procesos de toma de decisiones a través de diferentes herramientas (un sitio web renovado y un portal de reuniones, una herramienta de presentación de informes en línea en el marco del programa de país que incluya los HFC, un portal de datos, perfiles de país, una recopilación en línea que permita la búsqueda de las políticas, directrices y procedimientos del Fondo).

El documento incluye recomendaciones de mejora, y un plan detallado sobre la información y la gestión del conocimiento, los requisitos de tecnologías de tecnología de la información/sitio web, los recursos necesarios y cronogramas claros.

En respuesta al asunto de la sostenibilidad, la Secretaría presentó un documento a la 91ª reunión,³ en el que informa sobre las áreas abordadas en el marco del proceso de examen de proyectos y sobre las oportunidades para destacar y comunicar esas áreas. El examen de proyectos de la Secretaría incluye un análisis detallado del consumo y, cuando corresponda, los datos de producción para el país correspondiente; la capacidad de las instituciones y empresas para llevar a cabo las actividades previstas; los marcos de políticas y reglamentarios para apoyar la eliminación sostenida; y medidas que podrían haberse adoptado en el caso de demoras y dificultades en la ejecución. Para comunicar dichas evaluaciones más claramente, la Secretaría ha identificado algunos cambios que se introducirán en los documentos para los tramos y las nuevas etapas de los PGEH, destinados a garantizar que la sostenibilidad, la evaluación de riesgos y la evaluación de la capacidad de los socios sean parte integral de la preparación, ejecución y terminación de proyectos emprendidas por los organismos bilaterales y de ejecución y el proceso general de examen de proyectos. También se considerarán los indicadores y

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70. El informe completo del consultor figura en el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/Inf.2.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/68

métricas necesarios sobre sostenibilidad y gestión de riesgos, y se incluirán en el marco de resultados y el cuadro de puntuación que se presentará en la 92ª reunión del Comité Ejecutivo.

En respuesta a la solicitud para mejorar la función de evaluación, el Oficial Superior de Supervisión y Evaluación ha preparado un programa de trabajo para 2023 sobre supervisión y evaluación,⁴ que incluye dos nuevas actividades destinadas a lograr las mejoras destacadas. La primera actividad es la realización de una evaluación propia de la función de evaluación en el Fondo, que se preparará sobre la base de la metodología del Grupo de Evaluación de las Naciones Unidas para evaluar la madurez de las funciones de evaluación en las organizaciones de las Naciones Unidas. A esta actividad le seguiría una evaluación independiente externa para validar las conclusiones y proponer una hoja de ruta para fortalecer la función de evaluación, como se recomienda en la evaluación de la MOPAN.

En la decisión 90/28 g), el Comité Ejecutivo solicitó al Oficial Superior de Supervisión y Evaluación determinar cómo mejorar la pertinencia y el uso de los informes de terminación de proyectos. La segunda actividad propuesta en el programa de trabajo para 2023 tiene por objeto satisfacer esta solicitud, mediante la evaluación de la pertinencia, los formatos y la utilidad de los informes de terminación y verificación de proyectos.

Como respuesta a la cuestión de género, la Secretaría mencionó en el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/89/2/Add.1 que, de conformidad con la decisión 84/92 e), examinaría la aplicación de la Política Operacional del Fondo sobre la Incorporación de la Perspectiva de Género y prepararía un informe para su examen por el Comité Ejecutivo en su 90ª reunión. El informe presentado a la 90ª reunión recordó la aplicación de la política por parte de los organismos bilaterales y de ejecución a lo largo del ciclo del proyecto, la manera en que dicha ejecución había contribuido a lograr el objetivo de la política, así como los indicadores de desempeño utilizados por los organismos que miden el logro de los resultados de las actividades de incorporación de la perspectiva de género en las propuestas de proyectos. La respuesta a las consideraciones de la MOPAN sobre igualdad de género se discutió en el contexto del examen de la aplicación de la política de incorporación de la perspectiva de género en la 90ª reunión del Comité Ejecutivo.

Las deliberaciones demostraron el nivel de sensibilización y el compromiso de los miembros del Comité Ejecutivo hacia la incorporación de la perspectiva de género, y que su integración constante en las intervenciones de las políticas, los programas, los proyectos, los procesos de supervisión y evaluación deberían mostrar resultados para el logro de los objetivos de políticas de igualdad de género y el empoderamiento de las mujeres. Así pues, se emplearán indicadores que capten la dimensión transformativa de este cambio, así como los posibles obstáculos para lograr el resultado. El Comité Ejecutivo decidió, a través de su decisión 90/48, alentar a los organismos bilaterales y de ejecución a seguir asegurándose de que la política de incorporación de la perspectiva de género se aplicara en todos los proyectos del Protocolo de Montreal, teniendo en cuenta las actividades específicas presentadas en el documento de examen; solicitar a los organismos bilaterales y de ejecución que proporcionen un breve informe sobre los resultados clave logrados de incorporación de la perspectiva de género, como parte de sus informes anuales sobre la marcha de las actividades, en 2023; y pedir a la Secretaría que diseñe, para su consideración por el Comité Ejecutivo en su 92ª reunión, requisitos mejorados para los proyectos, incluidos los resultados y beneficios específicos, e indicadores de desempeño clave para la aplicación sistemática de la política de incorporación de la perspectiva de género; e incorporar en el cuadro de puntuación propuesto una declaración general de resultados acerca de la incorporación de la perspectiva de género, sobre la base de los informes de los organismos bilaterales y de ejecución. Se presentará a la última reunión de 2024 información actualizada sobre la aplicación de la política de incorporación de la perspectiva de género para la consideración del Comité Ejecutivo.

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/11/Rev.1

Conclusión

El Comité Ejecutivo aprecia enormemente y acepta las conclusiones y las recomendaciones de la evaluación de la MOPAN y se complace en asegurar a la MOPAN que las instituciones del Fondo trabajan incansablemente para abordarlas a fin de que el Fondo logre resultados cada vez más eficientes y eficaces.

La valiosa orientación proporcionada por la evaluación nos apoya en nuestra misión de fortalecer aún más la eficacia organizativa del Fondo y de maximizar la contribución del Fondo a la consecución de los objetivos y metas finales del Protocolo de Montreal y la Enmienda de Kigali, con un amplio impacto en el terreno cambiando la vida de las personas y contribuyendo a un mayor nivel social, económico y medioambiental.

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 1 : STATUS OF THE FUND FROM 1991-2022 (IN US DOLLARS)

As at 5/12/2022

INCOME		
Contributions received:		
- Cash payments including note encashments		4,105,213,382
- Promissory notes held		0
- Bilateral cooperation		183,704,237
- Interest earned *		246,892,480
- Miscellaneous income		21,841,581
Total Income		4,557,651,680
ALLOCATIONS** AND PROVISIONS		
- UNDP	1,004,762,295	
- UNEP	394,513,605	
- UNIDO	993,985,185	
- World Bank	1,281,090,736	
Unspecified projects	-	
Less Adjustments	-	
Total allocations to implementing agencies		3,674,351,821
Secretariat and Executive Committee costs (1991-2024)		
- includes provision for staff contracts into 2024		152,058,752
Treasury fees (2003-2024)		11,056,982
Monitoring and Evaluation costs (1999-2020)		3,727,244
Technical Audit costs (1998-2010)		1,699,806
Information Strategy costs (2003-2004)		
- includes provision for Network maintenance costs for 2004		104,750
Bilateral cooperation		183,704,237
Provision for fixed-exchange-rate mechanism's fluctuations		
- losses/(gains) in value		28,003,049
Total allocations and provisions		4,054,706,641
Cash ***		502,945,039
Promissory Notes:		
	Unscheduled	0
		-
BALANCE AVAILABLE FOR NEW ALLOCATIONS		502,945,039

* Includes interest amount US \$1,488,193 earned by FECO/MEP/(China).

** Amounts reflect net approvals for which resources are transferred to Implementing Agencies. The Secretariat budget reflects actual costs as per the final 2020 and preliminary 2021 accounts of the Fund and approved amounts for 2020 - 2024.

*** This amount includes US\$246 million balance carried forward from 2018-20 triennium, which is to be used after 2023 as per 5th extraordinary MoP decision Ex.V/1(2)

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 2 : 1991 - 2022 SUMMARY STATUS OF CONTRIBUTIONS AND OTHER INCOME (US\$)

BALANCE AVAILABLE FOR NEW ALLOCATIONS

As at 5/12/2022

Description	1991-1993	1994-1996	1997-1999	2000-2002	2003-2005	2006-2008	2009-2011	2012-2014	2015-2017	2018-2020	2021-2023*	1991-2023
Pledged contributions	235,029,241	424,841,347	472,567,009	440,000,001	474,000,001	368,028,480	399,640,706	396,815,725	436,198,530	496,650,157	316,162,755	4,459,933,953
Cash payments/received	206,611,034	381,594,829	418,966,144	406,691,769	421,323,976	339,225,803	376,678,075	379,922,493	418,531,677	478,517,357	277,150,225	4,105,213,382
Bilateral assistance	4,366,255	11,870,240	20,836,903	22,591,302	44,246,306	19,671,519	14,151,636	11,412,900	14,168,565	13,681,572	6,707,038	183,704,237
Promissory notes	0	-	-	-	0	(0)	0	(0)	0	0	0	0
Total payments	210,977,289	393,465,069	439,803,048	429,283,071	465,570,282	358,897,322	390,829,712	391,335,393	432,700,242	492,198,929	283,857,263	4,288,917,619
Disputed contributions	0	8,098,267	0	0	0	32,471,642	405,792	3,477,910	1,301,470	3,725,331	503,911	49,984,323
Outstanding pledges	24,051,952	31,376,278	32,763,961	10,716,930	8,429,719	9,131,159	8,810,995	5,480,332	3,498,288	4,451,228	32,305,492	171,016,334
Payments %age to pledges	89.77%	92.61%	93.07%	97.56%	98.22%	97.52%	97.80%	98.62%	99.20%	99.10%	89.78%	96.17%
Interest earned	5,323,644	28,525,733	44,685,516	53,946,601	19,374,449	43,537,814	10,544,631	6,615,053	8,836,637	25,295,186	207,217	246,892,480
Miscellaneous income	1,442,103	1,297,366	1,223,598	1,125,282	1,386,177	3,377,184	3,547,653	5,804,410	1,782,834	854,973		21,841,581
TOTAL INCOME	217,743,036	423,288,168	485,712,161	484,354,955	486,330,908	405,812,320	404,921,996	403,754,856	443,319,713	518,349,087	284,064,480	4,557,651,680
Accumulated figures	1991-1993	1994-1996	1997-1999	2000-2002	2003-2005	2006-2008	2009-2011	2012-2014	2015-2017	2018-2020	2021-2023	1991-2023
Total pledges	235,029,241	424,841,347	472,567,009	440,000,001	474,000,001	368,028,480	399,640,706	396,815,725	436,198,530	496,650,157	316,162,755	4,459,933,953
Total payments	210,977,289	393,465,069	439,803,048	429,283,071	465,570,282	358,897,322	390,829,712	391,335,393	432,700,242	492,198,929	283,857,263	4,288,917,619
Payments %age to pledges	89.77%	92.61%	93.07%	97.56%	98.22%	97.52%	97.80%	98.62%	99.20%	99.10%	89.78%	96.17%
Total income	217,743,036	423,288,168	485,712,161	484,354,955	486,330,908	405,812,320	404,921,996	403,754,856	443,319,713	518,349,087	284,064,480	4,557,651,680
Total outstanding contributions	24,051,952	31,376,278	32,763,961	10,716,930	8,429,719	9,131,159	8,810,995	5,480,332	3,498,288	4,451,228		171,016,334
As % to total pledges	10.23%	7.39%	6.93%	2.44%	1.78%	2.48%	2.20%	1.38%	0.80%	0.90%		3.83%
Outstanding contributions for certain Countries with Economies in Transition (CEITs)	24,051,952	31,376,278	32,763,961	9,811,798	7,511,984	5,940,206	6,211,155	5,000,737	3,120,371	3,659,668		129,448,111
CEITs' outstandings %age to pledges	10.23%	7.39%	6.93%	2.23%	1.58%	1.61%	1.55%	1.26%	0.72%	0.74%		2.90%

PS: CEITs are Azerbaijan, Belarus, Bulgaria, Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Russian Federation, Slovakia, Slovenia, Tajikistan, Ukraine and Uzbekistan, including Turkmenistan up to 2004 as per decision XVI/39.

* The total figure shows pledges, excluding the disputed amount, only upto and including 2022

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 3 : 1991-2022 Summary Status of Contributions (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions	Exchange (Gain)/Loss. NB: Negative amount = Gain
Andorra	190,472	190,472	0	0	0	0
Australia*	105,478,086	102,264,134	2,032,171	0	1,181,780	2,486,816
Austria	47,963,303	47,114,016	523,623	0	325,664	442,058
Azerbaijan	1,921,040	311,683	0	0	1,609,357	0
Belarus	4,089,633	827,349	0	0	3,262,284	0
Belgium	59,447,644	59,760,839	0	0	-313,195	2,210,942
Bulgaria	2,307,864	2,295,476	0	0	12,388	0
Canada*	170,059,829	157,939,135	10,802,182	0	1,318,512	-984,297
Croatia	2,077,311	2,179,739	0	0	-102,428	177,266
Cyprus	1,589,614	1,624,984	0	0	-35,370	49,820
Czech Republic	16,401,689	16,242,542	276,933	0	-117,786	726,085
Denmark	39,509,103	39,481,005	161,053	0	-132,955	-11,230
Estonia	1,207,666	1,250,763	0	0	-43,096	55,899
Finland	30,814,640	29,484,354	322,303	0	1,007,983	-124,729
France	340,060,868	323,367,276	16,693,592	0	-0	-4,650,887
Germany	477,523,368	389,715,059	81,138,651	-0	6,669,659	6,692,206
Greece	28,334,766	26,432,727	0	0	1,902,039	-1,340,447
Holy See	23,862	18,666	0	0	5,197	0
Hungary	10,694,778	10,389,071	46,494	0	259,213	-76,259
Iceland	1,805,079	1,659,567	0	0	145,512	51,218
Ireland	18,945,653	18,945,661	0	0	-8	852,678
Israel	21,725,667	3,824,671	70,453	0	17,830,543	0
Italy	266,557,434	247,487,940	19,069,571	0	-77	7,481,402
Japan	803,112,436	780,647,110	19,558,792	0	2,906,534	0
Kazakhstan	3,231,551	2,306,516	0	0	925,035	0
Kuwait	286,549	286,549	0	0	0	0
Latvia	1,581,082	1,595,566	0	0	-14,485	-17,381
Liechtenstein	474,104	427,333	0	0	46,772	0
Lithuania	2,426,437	1,937,196	0	0	489,241	-5,561
Luxembourg	4,269,504	4,252,607	0	0	16,897	11,239
Malta	573,885	332,205	0	0	241,680	15,485
Monaco	408,405	351,239	0	0	57,165	-572
Netherlands	94,777,850	95,200,617	0	0	-422,768	-0
New Zealand	14,578,857	14,266,126	0	0	312,731	475,703
Norway	41,489,750	41,270,497	0	0	219,252	1,896,547
Panama	16,915	16,915	0	0	0	0
Poland	30,293,400	30,180,400	113,000	0	0	1,412,765
Portugal	23,184,414	23,345,937	47,743	0	-209,266	228,432
Romania	5,133,442	4,548,402	0	0	585,040	-1,286
Russian Federation	163,875,105	44,411,441	666,676	0	118,796,987	6,576,265
San Marino	78,124	67,731	0	0	10,393	3,429
Singapore	531,221	459,245	71,976	0	0	0
Slovak Republic	6,182,518	6,198,765	16,523	0	-32,770	180,138
Slovenia	3,567,235	3,389,601	0	0	177,635	-3,274
South Africa	3,793,691	3,763,691	30,000	0	0	0
Spain	148,103,840	143,151,479	6,442,752	0	-1,490,391	3,104,215
Sweden	60,840,122	56,771,991	1,574,328	0	2,493,803	561,455
Switzerland	67,854,281	67,012,242	1,913,230	0	-1,071,191	-1,872,025
Tajikistan	185,686	49,086	0	0	136,600	0
Turkmenistan**	293,245	5,764	0	0	287,481	0
Ukraine	11,336,578	1,303,750	0	0	10,032,828	0
United Arab Emirates	559,639	559,639	0	0	0	0
United Kingdom	312,670,791	311,180,143	565,000	0	925,648	1,398,933
United States of America	1,004,321,053	982,753,863	21,567,191	0	-1	0
Uzbekistan	1,172,873	362,606	0	0	810,267	0
SUB-TOTAL	4,459,933,953	4,105,213,382	183,704,237	-0	171,016,334	28,003,049
Disputed Contributions***	49,984,323	0	0	0	49,984,323	0
TOTAL	4,509,918,276	4,105,213,382	183,704,237	0	221,000,657	

NB: (*) The bilateral assistance recorded for Australia and Canada was adjusted following approvals at the 39th meeting and taking into consideration a reconciliation carried out by the Secretariat through the progress reports submitted to the 40th meeting to read US \$1,208,219 and US \$6,449,438 instead of US \$1,300,088 and US \$6,414,880 respectively.

(**) In accordance with decisions VI/5 and XVI/39 of the meeting of the Parties to the Montreal Protocol, Turkmenistan has been reclassified as operating under Article 5 in 2004 and therefore its contribution of US \$5,764 for 2005 should be disregarded.

(***) Amount netted off from outstanding contributions and are shown here for records only.

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 4 : Status of Contributions for 2021-2023 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	25,984	25,984	0		0
Australia	11,484,988	10,303,208	0		1,181,780
Austria	3,518,252	2,800,755	391,833		325,664
Azerbaijan	254,645	0	0		254,645
Belarus	254,645	141,667	0		112,978
Belgium	4,266,595	4,579,790	0		-313,195
Bulgaria	239,054	226,666	0		12,388
Canada	14,208,125	12,889,613	0		1,318,512
Croatia	400,156	502,584	0		-102,428
Cyprus	187,086	222,456	0		-35,370
Czech Republic	1,616,213	1,734,000	0		-117,787
Denmark	2,879,042	3,011,997	0		-132,955
Estonia	202,676	245,773	0		-43,097
Finland	2,187,864	1,179,881	0		1,007,983
France	23,006,354	22,295,041	711,313		-0
Germany	31,648,677	19,576,925	5,038,020		7,033,732
Greece	1,902,039	0	0		1,902,039
Holy See	5,197	0	0		5,197
Hungary	1,070,547	811,334	0		259,213
Iceland	145,511	0	0		145,511
Ireland	1,928,023	1,928,031	0		-8
Israel	2,546,445	0	0		2,546,445
Italy	17,185,907	16,921,144	264,840		-77
Japan	44,505,628	41,298,059	301,032		2,906,537
Kazakhstan	925,035	0	0		925,035
Latvia	244,251	258,736	0		-14,485
Liechtenstein	46,771	0	0		46,771
Lithuania	368,975	372,702	0		-3,727
Luxembourg	348,187	331,290	0		16,897
Malta	88,346	0	0		88,346
Monaco	57,165	0	0		57,165
Netherlands	7,046,898	7,469,666	0		-422,768
New Zealand	1,512,277	1,199,546	0		312,731
Norway	3,918,408	3,699,156	0		219,252
Poland	4,167,855	4,167,855	0		-0
Portugal	1,818,889	2,028,154	0		-209,265
Romania	1,028,972	443,942	0		585,030
Russian Federation	12,498,369	1,500,000	0		10,998,369
San Marino	10,393	0	0		10,393
Slovak Republic	795,115	827,884	0		-32,770
Slovenia	394,959	217,324	0		177,635
Spain	11,152,391	12,642,782	0		-1,490,391
Sweden	4,708,325	2,214,522	0		2,493,803
Switzerland	5,981,548	7,052,739	0		-1,071,191
Tajikistan	20,787	0	0		20,787
Ukraine	296,219	0	0		296,219
United Kingdom	23,733,910	22,808,262	0		925,648
United States of America	69,162,756	69,162,755	0		1
Uzbekistan	166,299	58,000	0		108,299
TOTAL	316,162,755	277,150,225	6,707,038		32,305,492
Disputed Contributions(*)	503,911	0	0		503,911
TOTAL	316,666,666	277,150,225	6,707,038		32,809,403

(*) Additional amount on disputed contributions from the United States of America.

CEITs	23,271,393	10,303,205	0		12,968,188
-------	------------	------------	---	--	------------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL
FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 5 : Status of Contributions for 2022 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	12,992	10,817			2,175
Australia	5,742,494	5,151,604			590,890
Austria	1,759,126	1,415,621	28,933		314,572
Azerbaijan	127,322				127,322
Belarus	127,322				127,322
Belgium	2,133,298	2,289,845			-156,547
Bulgaria	119,527	113,333			6,194
Canada	7,104,063	5,728,717			1,375,346
Croatia	200,078	251,292			-51,214
Cyprus	93,543	111,228			-17,685
Czech Republic	808,107	867,000			-58,893
Denmark	1,439,521	1,505,999			-66,478
Estonia	101,338	98,394			2,944
Finland	1,093,932				1,093,932
France	11,503,177	10,433,663			1,069,514
Germany	15,824,339		721,388		15,102,951
Greece	951,019				951,019
Holy See	2,598				2,598
Hungary	535,273	405,667			129,606
Iceland	72,756				72,756
Ireland	964,011	1,061,131			-97,120
Israel	1,273,223				1,273,223
Italy	8,592,954	7,488,030			1,104,924
Japan	22,252,814	24,174,949			-1,922,135
Kazakhstan	462,518				462,518
Latvia	122,125	129,368			-7,243
Liechtenstein	23,386				23,386
Lithuania	184,487	186,351			-1,864
Luxembourg	174,094	165,645			8,449
Malta	44,173				44,173
Monaco	28,583				28,583
Netherlands	3,523,449	3,734,833			-211,384
New Zealand	756,138	599,773			156,365
Norway	1,959,204	1,849,578			109,626
Poland	2,083,928	2,217,357			-133,429
Portugal	909,445	1,014,236			-104,791
Romania	514,486				514,486
Russian Federation	6,249,185				6,249,185
San Marino	5,197				5,197
Slovak Republic	397,557	413,942			-16,385
Slovenia	197,479				197,479
Spain	5,576,196	6,321,391			-745,195
Sweden	2,354,163				2,354,163
Switzerland	2,990,774	2,990,774			0
Tajikistan	10,394				10,394
Ukraine	148,110				148,110
United Kingdom	11,866,955	12,610,340			-743,385
United States of America	34,471,199	34,471,199			0
Uzbekistan	83,149				83,149
TOTAL	157,971,199	127,812,077	750,321		29,408,801
Disputed Contributions(*)	362,134				
TOTAL	158,333,333	127,812,077	750,321		29,408,801

(*) Additional amount on disputed contributions from the United States of America.

CEITs	11,635,696	4,302,045	0		7,333,652
-------	------------	-----------	---	--	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 6 : Status of Contributions for 2021 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	12,992	15,167			-2,175
Australia	5,742,494	5,151,604			590,890
Austria	1,759,126	1,385,134	362,900		11,092
Azerbaijan	127,322				127,322
Belarus	127,322	141,667			-14,345
Belgium	2,133,298	2,289,945			-156,647
Bulgaria	119,527	113,333			6,194
Canada	7,104,063	7,160,896			-56,834
Croatia	200,078	251,292			-51,214
Cyprus	93,543	111,228			-17,685
Czech Republic	808,107	867,000			-58,893
Denmark	1,439,521	1,505,999			-66,478
Estonia	101,338	147,378			-46,040
Finland	1,093,932	1,179,881			-85,949
France	11,503,177	11,861,378	711,313		-1,069,514
Germany	15,824,339	19,576,925	4,316,632		-8,069,218
Greece	951,019				951,019
Holy See	2,598				2,598
Hungary	535,273	405,667			129,606
Iceland	72,756				72,756
Ireland	964,011	866,900			97,111
Israel	1,273,223				1,273,223
Italy	8,592,954	9,433,114	264,840		-1,105,001
Japan	22,252,814	17,123,110	301,032		4,828,672
Kazakhstan	462,518				462,518
Latvia	122,125	129,368			-7,243
Liechtenstein	23,386				23,386
Lithuania	184,487	186,351			-1,864
Luxembourg	174,094	165,645			8,448
Malta	44,173				44,173
Monaco	28,583				28,583
Netherlands	3,523,449	3,734,833			-211,384
New Zealand	756,138	599,773			156,365
Norway	1,959,204	1,849,578			109,626
Poland	2,083,928	1,950,498			133,429
Portugal	909,445	1,013,918			-104,473
Romania	514,486	443,942			70,544
Russian Federation	6,249,185	1,500,000			4,749,185
San Marino	5,197				5,197
Slovak Republic	397,557	413,942			-16,385
Slovenia	197,479	217,324			-19,845
Spain	5,576,196	6,321,391			-745,195
Sweden	2,354,163	2,214,522			139,641
Switzerland	2,990,774	4,061,965			-1,071,191
Tajikistan	10,394				10,394
Ukraine	148,110				148,110
United Kingdom	11,866,955	10,197,922			1,669,033
United States of America	34,691,556	34,691,556			0
Uzbekistan	83,149	58,000			25,149
TOTAL	158,191,556	149,338,148	5,956,717	0	2,896,691
Disputed Contributions(*)	141,777				
TOTAL	158,333,333	149,338,148	5,956,717	0	2,896,691

(*) Additional amount on disputed contributions from the United States of America.

CEITs	11,635,696	6,001,160	0	0	5,634,536
-------	------------	-----------	---	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 7 : Status of Contributions for 2018-2020 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	45,501	45,501	0	0	0
Australia	17,669,001	17,247,737	421,264	0	0
Austria	5,443,500	5,443,500	0	0	0
Azerbaijan	453,501	0	0	0	453,501
Belarus	423,501	359,334	0	0	64,167
Belgium	6,690,999	6,690,999	0	0	0
Bulgaria	339,999	339,999	0	0	0
Canada	22,083,999	21,029,237	1,054,762	0	-0
Croatia	748,500	748,500	0	0	0
Cyprus	324,999	324,999	0	0	0
Czech Republic	2,601,000	2,601,000	0	0	0
Denmark	4,415,499	4,415,499	0	0	0
Estonia	287,499	287,499	0	0	0
Finland	3,447,501	3,447,501	0	0	0
France	36,736,500	36,596,945	139,555	0	0
Germany	48,303,999	38,948,149	9,660,801	0	-304,951
Greece	3,561,000	3,561,000	0	0	0
Holy See	7,500	7,500	0	0	0
Hungary	1,217,001	1,217,001	0	0	0
Iceland	174,000	174,000	0	0	0
Ireland	2,532,999	2,532,999	0	0	0
Israel	3,251,001	0	0	0	3,251,001
Italy	28,336,500	27,399,738	936,762	0	0
Japan	71,890,118	71,614,421	275,697	0	0
Kazakhstan	1,443,999	1,443,999	0	0	0
Latvia	378,000	378,000	0	0	0
Liechtenstein	53,001	53,001	0	0	0
Lithuania	544,500	544,500	0	0	0
Luxembourg	483,999	483,999	0	0	0
Malta	120,999	0	0	0	120,999
Monaco	75,501	75,501	0	0	0
Netherlands	11,204,499	11,204,499	0	0	0
New Zealand	2,025,999	2,025,999	0	0	0
Norway	6,419,001	6,419,001	0	0	0
Poland	6,358,500	6,358,500	0	0	0
Portugal	2,963,499	2,963,499	0	0	0
Romania	1,391,001	1,390,991	0	0	10
Russian Federation	23,346,999	23,346,999	0	0	0
San Marino	22,500	22,500	0	0	0
Slovak Republic	1,209,501	1,209,501	0	0	0
Slovenia	635,001	635,001	0	0	0
Spain	18,470,499	17,277,768	1,192,731	0	0
Sweden	7,227,999	7,227,999	0	0	0
Switzerland	8,619,000	8,619,000	0	0	0
Tajikistan	30,000	0	0	0	30,000
Ukraine	778,500	0	0	0	778,500
United Kingdom	33,742,500	33,742,500	0	0	0
United States of America	107,945,543	107,945,543	0	0	0
Uzbekistan	174,000	116,000	0	0	58,000
TOTAL	496,650,157	478,517,357	13,681,572	0	4,451,228
Disputed Contributions(*)	3,725,331	0	0	0	3,725,331
TOTAL	500,375,488	478,517,357	13,681,572	0	8,176,559

*Additional amount on disputed contribution relates to Japan (US \$1,295,383) and the United States of America (US \$1,631,906).

CEITs	39,843,501	36,183,833	0	0	3,659,668
-------	------------	------------	---	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 8 : Status of Contributions for 2020 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	15,167	15,167			0
Australia	5,889,667	5,468,403	421,264		0
Austria	1,814,500	1,814,500			0
Azerbaijan	151,167				151,167
Belarus	141,167	141,167			0
Belgium	2,230,333	2,230,333			0
Bulgaria	113,333	113,333			0
Canada	7,361,333	6,936,571	424,762		0
Croatia	249,500	249,500			0
Cyprus	108,333	108,333			0
Czech Republic	867,000	867,000			0
Denmark	1,471,833	1,471,833			0
Estonia	95,833	95,833			0
Finland	1,149,167	1,149,167			0
France	12,245,500	12,218,945	26,555		0
Germany	16,101,333	12,913,708	3,187,625		-0
Greece	1,187,000	1,187,000			0
Holy See	2,500	2,500			0
Hungary	405,667	405,667			0
Iceland	58,000	58,000			0
Ireland	844,333	844,333			0
Israel	1,083,667				1,083,667
Italy	9,445,500	9,445,500			0
Japan	24,395,167	24,395,167			0
Kazakhstan	481,333	481,333			0
Latvia	126,000	126,000			0
Liechtenstein	17,667	17,667			0
Lithuania	181,500	181,500			0
Luxembourg	161,333	161,333			0
Malta	40,333				40,333
Monaco	25,167	25,167			0
Netherlands	3,734,833	3,734,833			0
New Zealand	675,333	675,333			0
Norway	2,139,667	2,139,667			0
Poland	2,119,500	2,119,500			0
Portugal	987,833	987,833			0
Romania	463,667	463,667			0
Russian Federation	7,782,333	7,782,333			0
San Marino	7,500	7,500			0
Slovak Republic	403,167	403,167			0
Slovenia	211,667	211,667			0
Spain	6,156,833	6,156,833			0
Sweden	2,409,333	2,409,333			0
Switzerland	2,873,000	2,873,000			0
Tajikistan	10,000				10,000
Ukraine	259,500				259,500
United Kingdom	11,247,500	11,247,500			0
United States of America	35,855,381	35,855,381			0
Uzbekistan	58,000	58,000			0
TOTAL	165,855,380	160,250,507	4,060,206	0	1,544,667
Disputed Contributions(*)	1,186,776				
TOTAL	167,042,156	160,250,507	4,060,206	0	1,544,667

(*) Additional amount on disputed contributions from the United States of America.

CEITs	13,281,167	12,102,000	0	0	1,179,167
-------	------------	------------	---	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 9 : Status of Contributions for 2019 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	15,167	15,167			0
Australia	5,889,667	5,889,667			0
Austria	1,814,500	1,814,500			0
Azerbaijan	151,167				151,167
Belarus	141,167	141,167			0
Belgium	2,230,333	2,230,333			0
Bulgaria	113,333	113,333			0
Canada	7,361,333	7,031,333	330,000		0
Croatia	249,500	249,500			0
Cyprus	108,333	108,333			0
Czech Republic	867,000	867,000			0
Denmark	1,471,833	1,471,833			0
Estonia	95,833	95,833			0
Finland	1,149,167	1,149,167			0
France	12,245,500	12,245,500			0
Germany	16,101,333	15,005,907	1,400,376		-304,950
Greece	1,187,000	1,187,000			0
Holy See	2,500	2,500			0
Hungary	405,667	405,667			0
Iceland	58,000	58,000			0
Ireland	844,333	844,333			0
Israel	1,083,667				1,083,667
Italy	9,445,500	8,880,500	565,000		0
Japan	24,395,167	24,209,870	185,297		0
Kazakhstan	481,333	481,333			0
Latvia	126,000	126,000			0
Liechtenstein	17,667	17,667			0
Lithuania	181,500	181,500			0
Luxembourg	161,333	161,333			0
Malta	40,333				40,333
Monaco	25,167	25,167			0
Netherlands	3,734,833	3,734,833			0
New Zealand	675,333	675,333			0
Norway	2,139,667	2,139,667			0
Poland	2,119,500	2,119,500			0
Portugal	987,833	987,833			0
Romania	463,667	463,657			10
Russian Federation	7,782,333	7,782,333			0
San Marino	7,500	7,500			0
Slovak Republic	403,167	403,167			0
Slovenia	211,667	211,667			0
Spain	6,156,833	6,156,833			0
Sweden	2,409,333	2,409,333			0
Switzerland	2,873,000	2,873,000			0
Tajikistan	10,000				10,000
Ukraine	259,500				259,500
United Kingdom	11,247,500	11,247,500			0
United States of America	35,614,904	35,614,904			0
Uzbekistan	58,000	58,000			0
TOTAL	165,614,903	161,894,503	2,480,673	0	1,239,727
Disputed Contributions(*)	1,051,763				
TOTAL	166,666,666	161,894,503	2,480,673	0	1,239,727

(*) Additional amount on disputed contributions from the United States of America.

CEITs	13,281,167	12,102,000	0	0	1,179,167
-------	------------	------------	---	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 10 : Status of Contributions for 2018 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	15,167	15,167			0
Australia	5,889,667	5,889,667			0
Austria	1,814,500	1,814,500			0
Azerbaijan	151,167				151,167
Belarus	141,167	77,000			64,167
Belgium	2,230,333	2,230,333			0
Bulgaria	113,333	113,333			0
Canada	7,361,333	7,061,333	300,000		-0
Croatia	249,500	249,500			0
Cyprus	108,333	108,333			0
Czech Republic	867,000	867,000			0
Denmark	1,471,833	1,471,833			0
Estonia	95,833	95,833			0
Finland	1,149,167	1,149,167			0
France	12,245,500	12,132,500	113,000		0
Germany	16,101,333	11,028,533	5,072,800		-0
Greece	1,187,000	1,187,000			0
Holy See	2,500	2,500			0
Hungary	405,667	405,667			0
Iceland	58,000	58,000			0
Ireland	844,333	844,333			0
Israel	1,083,667				1,083,667
Italy	9,445,500	9,073,738	371,762		0
Japan	23,099,784	23,009,384	90,400		0
Kazakhstan	481,333	481,333			0
Latvia	126,000	126,000			0
Liechtenstein	17,667	17,667			0
Lithuania	181,500	181,500			0
Luxembourg	161,333	161,333			0
Malta	40,333				40,333
Monaco	25,167	25,167			0
Netherlands	3,734,833	3,734,833			0
New Zealand	675,333	675,333			0
Norway	2,139,667	2,139,667			0
Poland	2,119,500	2,119,500			0
Portugal	987,833	987,833			0
Romania	463,667	463,667			0
Russian Federation	7,782,333	7,782,333			0
San Marino	7,500	7,500			0
Slovak Republic	403,167	403,167			0
Slovenia	211,667	211,667			0
Spain	6,156,833	4,964,102	1,192,731		0
Sweden	2,409,333	2,409,333			0
Switzerland	2,873,000	2,873,000			0
Tajikistan	10,000				10,000
Ukraine	259,500				259,500
United Kingdom	11,247,500	11,247,500			0
United States of America	36,475,258	36,475,258			0
Uzbekistan	58,000				58,000
TOTAL	165,179,874	156,372,347	7,140,693	0	1,666,834
Disputed Contributions(*)	1,486,792				1,486,792
TOTAL	166,666,666	156,372,347	7,140,693	0	3,153,626

*Additional amount on disputed contribution relating to Japan (US\$1,295,383) and the United States of America (US\$191,409).

CEITs	13,281,167	11,979,833	0	0	1,301,334
-------	------------	------------	---	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 11 : Status of Contributions for 2015-2017 (US\$)

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	48,504	48,504	0	0	0
Australia	12,574,443	12,574,443	0	0	0
Austria	4,838,190	4,838,190	0	0	0
Azerbaijan	242,517	0	0	0	242,517
Belarus	339,522	226,348	0	0	113,174
Belgium	6,050,769	6,050,769	0	0	0
Bulgaria	284,955	284,955	0	0	0
Canada	18,091,677	18,091,677	0	0	0
Croatia	763,926	763,926	0	0	-0
Cyprus	284,955	284,955	0	0	0
Czech Republic	2,340,276	2,340,276	0	0	0
Denmark	4,092,453	4,092,453	0	0	0
Estonia	242,517	242,517	0	0	0
Finland	3,146,643	3,146,643	0	0	0
France	33,909,768	32,754,742	1,155,026	0	-0
Germany	43,295,127	34,537,016	8,758,111	-0	-0
Greece	3,868,128	3,868,128	0	0	0
Holy See	6,063	6,063	0	0	0
Hungary	1,612,731	1,612,731	0	0	0
Iceland	163,698	163,698	0	0	0
Ireland	2,534,289	2,534,289	0	0	0
Israel	2,400,906	0	0	0	2,400,906
Italy	26,967,753	24,877,303	2,090,450	0	0
Japan	65,679,333	65,359,260	320,073	0	0
Kazakhstan	733,611	733,611	0	0	0
Latvia	284,955	284,955	0	0	0
Liechtenstein	54,567	54,567	0	0	0
Lithuania	442,590	442,590	0	0	0
Luxembourg	491,094	491,094	0	0	0
Malta	97,005	64,670	0	0	32,335
Monaco	72,756	72,756	0	0	0
Netherlands	10,028,028	10,028,028	0	0	0
New Zealand	1,533,912	1,533,912	0	0	0
Norway	5,159,523	5,159,523	0	0	0
Poland	5,583,927	5,583,927	0	0	-0
Portugal	2,873,811	2,873,811	0	0	0
Romania	1,370,214	1,370,214	0	0	0
Russian Federation	14,781,336	14,114,660	666,676	0	-0
San Marino	18,189	18,189	0	0	0
Slovak Republic	1,036,755	1,036,755	0	0	-0
Slovenia	606,288	606,288	0	0	0
Spain	18,024,984	16,846,755	1,178,229	0	0
Sweden	5,820,378	5,820,378	0	0	0
Switzerland	6,347,850	6,347,850	0	0	0
Tajikistan	18,189	0	0	0	18,189
Ukraine	600,227	0	0	0	600,227
United Kingdom	31,399,728	31,399,728	0	0	0
United States of America	94,948,529	94,948,529	0	0	-0
Uzbekistan	90,942	0	0	0	90,942
TOTAL	436,198,530	418,531,677	14,168,565	-0	3,498,288
Disputed Contributions(*)	1,301,470	0	0	0	1,301,470
TOTAL	437,500,000	418,531,677	14,168,565	-0	4,799,758

(*) Additional amount on disputed contributions relating to the United States of America.

CEITs	28,956,382	25,169,335	666,676	0	3,120,371
-------	------------	------------	---------	---	-----------

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 12 : Status of Contributions for 2017 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	16,168	16,168			0
Australia	4,191,481	4,191,481			0
Austria	1,612,730	1,612,730			0
Azerbaijan	80,839				80,839
Belarus	113,174	113,174			0
Belgium	2,016,923	2,016,923			0
Bulgaria	94,985	94,985			0
Canada	6,030,559	6,030,559			0
Croatia	254,642	254,642			0
Cyprus	94,985	94,985			0
Czech Republic	780,092	780,092			0
Denmark	1,364,151	1,364,151			0
Estonia	80,839	80,839			0
Finland	1,048,881	1,048,881			0
France	11,303,256	10,471,705	831,551		0
Germany	14,431,709	12,410,403	2,021,306	-0	-0
Greece	1,289,376	1,289,376			0
Holy See	2,021	2,021			0
Hungary	537,577	537,577			0
Iceland	54,566	54,566			0
Ireland	844,763	844,763			0
Israel	800,302				800,302
Italy	8,989,251	8,706,751	282,500		0
Japan	21,893,111	21,893,111			0
Kazakhstan	244,537	244,537			0
Latvia	94,985	94,985			0
Liechtenstein	18,189	18,189			0
Lithuania	147,530	147,530			0
Luxembourg	163,698	163,698			0
Malta	32,335				32,335
Monaco	24,252	24,252			0
Netherlands	3,342,676	3,342,676			0
New Zealand	511,304	511,304			0
Norway	1,719,841	1,719,841			0
Poland	1,861,309	1,861,309			0
Portugal	957,937	957,937			0
Romania	456,738	456,738			0
Russian Federation	4,927,112	4,927,112			0
San Marino	6,063	6,063			0
Slovak Republic	345,585	345,585			0
Slovenia	202,096	202,096			0
Spain	6,008,328	6,008,328			0
Sweden	1,940,126	1,940,126			0
Switzerland	2,115,950	2,115,950			0
Tajikistan	6,063				6,063
Ukraine	200,076				200,076
United Kingdom	10,466,576	10,466,576			0
United States of America	32,083,333	32,083,333			0
Uzbekistan	30,314				30,314
TOTAL	145,833,333	141,548,048	3,135,357	-0	1,149,929
Disputed Contributions					
TOTAL	145,833,333	141,548,048	3,135,357	-0	1,149,929
CEITs	9,652,127	8,649,728	0	0	1,002,399

TRUST FUND FOR THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

TABLE 13 : Status of Contributions for 2016 (US\$)

As at 5/12/2022

Party	Agreed Contributions	Cash Payments	Bilateral Assistance	Promissory Notes	Outstanding Contributions
Andorra	16,168	16,168			0
Australia	4,191,481	4,191,481			0
Austria	1,612,730	1,612,730			0
Azerbaijan	80,839				80,839
Belarus	113,174	113,174			0
Belgium	2,016,923	2,016,923			0
Bulgaria	94,985	94,985			0
Canada	6,030,559	6,030,559			0
Croatia	254,642	254,642			0
Cyprus	94,985	94,985			0
Czech Republic	780,092	780,092			0
Denmark	1,364,151	1,364,151			0
Estonia	80,839	80,839			0
Finland	1,048,881	1,048,881			0
France	11,303,256	11,025,546	277,710		-0
Germany	14,431,709	12,431,833	1,999,876	-0	-0
Greece	1,289,376	1,289,376			0
Holy See	2,021	2,021			0
Hungary	537,577	537,577			0
Iceland	54,566	54,566			0
Ireland	844,763	844,763			0
Israel	800,302				800,302
Italy	8,989,251	7,463,801	1,525,450		0
Japan	21,893,111	21,753,838	139,273		0
Kazakhstan	244,537	244,537			0
Latvia	94,985	94,985			0
Liechtenstein	18,189	18,189			0
Lithuania	147,530	147,530			0
Luxembourg	163,698	163,698			0
Malta	32,335	32,335			0
Monaco	24,252	24,252			0
Netherlands	3,342,676	3,342,676			0
New Zealand	511,304	511,304			0
Norway	1,719,841	1,719,841			0
Poland	1,861,309	1,861,309			0
Portugal	957,937	957,937			0
Romania	456,738	456,738			0
Russian Federation	4,927,112	4,260,436	666,676		0
San Marino	6,063	6,063			0
Slovak Republic	345,585	345,585			0
Slovenia	202,096	202,096			0
Spain	6,008,328	4,830,099	1,178,229		0
Sweden	1,940,126	1,940,126			0
Switzerland	2,115,950	2,115,950			0
Tajikistan	6,063				6,063
Ukraine	200,076				200,076
United Kingdom	10,466,576	10,466,576			0
United States of America	31,233,927	31,233,927			0
Uzbekistan	30,314				30,314
TOTAL	144,983,927	138,079,120	5,787,214	-0	1,117,594
Disputed Contributions(*)	849,406				849,406
TOTAL	145,833,333	138,079,120	5,787,214	-0	1,967,000
(*) Additional amount on disputed contributions relating to the United States of America.					
CEITs	9,652,127	7,983,052	666,676	0	1,002,399

Annex III

REVISED 2023 AND 2024, AND APPROVED 2025 BUDGETS OF THE FUND SECRETARIAT

Budget Lines	Cost Category	Revised 2023	Revised 2024	Approved 2025
1000	Employee Salaries & Entitlements ^a			
1100	Professional Staff	4,343,094	4,016,631	4,137,130
1200	General Services Staff	596,647	772,373	795,544
Total Employee Salaries & Entitlements		4,939,741	4,789,004	4,932,674
2000	Other Personnel			
2101	Temporary Assistance	18,800	18,800	18,800
2201	Consultants & Individual Contractors	75,000	75,000	75,000
2303	United Nations Volunteers (UNVs)			
Total Other Personnel		93,800	93,800	93,800
3000	Meetings & Travel Costs			
3100	Meeting Costs			
3101	Conference Services -ExCom 1	355,800	355,800	355,800
3102	Conference Services -ExCom 2	355,800	355,800	355,800
3103	Conference Services -ExCom 3			
3104	Hospitality	16,800	16,800	16,800
Subtotal Meeting Costs		728,400	728,400	728,400
3200	Travel			
3201	Travel of Chairperson and Vice-Chairperson	15,000	15,000	15,000
3202	Travel of Article 5 delegates	157,700	157,700	157,700
3203	Staff Travel for Conference Meetings			
3204	Staff Travel on Official Business	258,000	258,000	258,000
Subtotal Travel Total		430,700	430,700	430,700
Total Meetings & Travel Costs		1,159,100	1,159,100	1,159,100
4000	Contractual Services			
4101	Treasury	500,000	500,000	500,000
4102	Knowledge Management System	358,000	542,000	
Total Contractual Services		858,000	1,042,000	500,000
5000	Operational, Equipment and Supplies			
5100	Supplies, Furniture & Equipment			
5101	Non-expendable Computer and ICT Equipment	13,000	13,000	13,000
5102	Other non-expendable Supplies & Equipment	5,850	5,850	5,850
Subtotal Supplies, Furniture & Equipment		18,850	18,850	18,850
5200	Other Operating Costs			
5201	Rental & Maintenance of Premises ^b	878,282	878,282	878,282
5202	Rental of photocopiers and Telecomm Equipment	28,710	28,710	28,710
5203	Telecommunication Costs	45,000	45,000	45,000
5204	Expendable ICT Equipment & Maintenance	28,630	28,630	28,630
5205	Expendable Stationery & Other Supplies	7,000	7,000	7,000
5206	Miscellaneous Sundry Supplies and Services	8,500	8,500	8,500
5207	Staff training and Development	20,137	20,137	20,137
5208	Umoja Support Costs	115,000	60,000	60,000
Subtotal Other Operating Costs		1,131,259	1,076,259	1,076,259
Total Operational, Equipment and Supplies		1,150,109	1,095,109	1,095,109
Total Direct Costs		8,200,750	8,179,013	7,780,683
Programme Support Cost		444,577	431,010	443,941
Grand Total		8,645,326	8,610,023	8,224,624
<i>Previous budget schedule</i>		<i>7,039,830</i>	<i>7,167,615</i>	<i>-</i>
<i>Increase/decrease</i>		<i>1,605,497</i>	<i>1,442,409</i>	<i>8,224,624</i>

^a Personnel costs under BLs 1100 and 1200 will be reduced by US \$354,736 based on 2021 actual cost differentials between staff cost in Montreal and staff cost in Nairobi covered by the Government of Canada.

^b Rental of premises will be offset by US \$638,264 (based on 2021 actual expenditures) being covered from the cost differential covered by the Government of Canada leaving US \$53,766 to be charged to the MLF.

Anexo IV

**ACCIONES EN PROYECTOS EN CURSO CON CUESTIONES PENDIENTES
EN EL INFORME SOBRE LA MARCHA DE LAS ACTIVIDADES
PARA LOS ORGANISMOS BILATERALES**

País/código del proyecto	Organismo	Título del proyecto	Acciones
República Democrática Popular Lao LAO/PHA/74/INV/28	Francia	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	Pedir al Gobierno de Francia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Zimbabwe ZIM/REF/82/INV/56	Francia	Conversión de HFC-134a a isobutano en la fabricación de refrigeradores domésticos en Capri (PYME Harare)	Pedir al Gobierno de Francia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Brasil BRA/PHA/82/TAS/321	Alemania	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa II, tercer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Liberia LIR/SEV/80/TAS/01+	Alemania	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Mauricio MAR/PHA/86/INV/30	Alemania	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, cuarto tramo)	Pedir al Gobierno de Alemania que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el avance de la ejecución y el grado de desembolso.
México MEX/PHA/77/INV/179	Alemania	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (demostración y capacitación para hidrocarburos)	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Papua Nueva Guinea PNG/PHA/77/INV/15	Alemania	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (tercer tramo)	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Seychelles SEY/PHA/75/INV/23	Alemania	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, tercer tramo)	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Zimbabwe ZIM/PHA/86/INV/62	Alemania	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, quinto tramo)	Pedir al Gobierno de Alemania que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
China CPR/PHA/77/INV/574	Italia	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (plan sectorial de fabricación de aparatos de aire acondicionado para habitación)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Irán (República Islámica del) IRA/PHA/77/INV/224	Italia	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de espumas)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Irán (República Islámica del) IRA/PHA/84/INV/237	Italia	Plan de gestión de la eliminación de HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de espumas)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.

País/código del proyecto	Organismo	Título del proyecto	Acciones
México MEX/PHA/73/INV/171	Italia	Plan de gestión de la eliminación de HCFC (etapa II, primer tramo) (regeneración de refrigerantes de HCFC)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Nigeria NIR/PHA/81/INV/151	Italia	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de espumas de poliuretano)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Nigeria NIR/PHA/81/TAS/149	Italia	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración)	Pedir al Gobierno de Italia que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.

* Los códigos que terminan con "+" son de las contribuciones adicionales.

Anexo V

**ACCIONES EN PROYECTOS EN CURSO CON CUESTIONES PENDIENTES EN EL INFORME
SOBRE LA MARCHA DE LAS ACTIVIDADES DEL PNUD**

País/Código del proyecto	Título del proyecto	Acciones
Bangladesh BGD/PHA/81/INV/51	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de aire acondicionado).	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Bangladesh BGD/PHA/81/TAS/49	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (dependencia de gestión de proyectos).	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Brasil BRA/PHA/82/INV/323	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, tercer tramo) (sector de espumas)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Brasil BRA/PHA/82/TAS/322	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, tercer tramo) (medidas reglamentarias y supervisión del proyecto))	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Brasil BRA/SEV/86/INS/324	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (fase IX: 1/2021-12/2022)	Solicitar al PNUD que presente un informe sobre el estado de la firma del documento de proyecto en la 92ª reunión.
Chile CHI/PHA/81/INV/197	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de espumas)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Costa Rica COS/PHA/84/INV/60	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de espuma de poliuretano).	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
China CPR/PHA/80/INV/587	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (plan del sector de refrigeración y aire acondicionado industrial y comercial)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Egipto EGY/PHA/79/TAS/132	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (gestión y supervisión del proyecto)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Egipto EGY/PHA/84/TAS/143	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (gestión y supervisión del proyecto)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Guyana GUY/PHA/83/INV/32	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Indonesia IDS/PHA/76/INV/211	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de extinción de incendios)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Indonesia IDS/PHA/76/TAS/210	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Indonesia IDS/PHA/81/INV/213	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.

País/Código del proyecto	Título del proyecto	Acciones
Camboya KAM/PHA/83/INV/36	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (cuarto tramo)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Malasia MAL/PHA/77/TAS/183	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (gestión y coordinación)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Malasia MAL/PHA/84/TAS/186	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Malasia MAL/PHA/84/TAS/187	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (gestión y coordinación)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Nepal NEP/PHA/86/INV/41	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo)	Solicitar al PNUD que presente a la 92ª reunión un informe sobre los progresos realizados en la ejecución
Nepal NEP/PHA/86/INV/44	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, tercer tramo)	Solicitar al PNUD que presente a la 92ª reunión un informe sobre los progresos realizados en la ejecución
Timor-Leste TLS/PHA/80/INV/15	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Uruguay URU/PHA/85/INV/75	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración y gestión y coordinación del proyecto).	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.
Zimbabwe ZIM/REF/82/INV/55	Conversión de HFC-134a a isobutano en la fabricación de frigoríficos nacionales en Capri (PYMES, Harare)	Solicitar al PNUD la presentación de un informe a la 92ª reunión sobre este proyecto con demoras en la ejecución.

Anexo VI

**ACCIONES EN PROYECTOS EN CURSO CON CUESTIONES PENDIENTES EN EL
INFORME SOBRE LA MARCHA DE LAS ACTIVIDADES PARA EL PNUMA**

País/Código de proyecto	Título del proyecto	Acciones
Afganistán AFG/PHA/85/TAS/27	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, cuarto tramo)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el progreso de ejecución, que incluya actualizaciones sobre la reanudación de actividades
Afganistán AFG/PHA/85/TAS/29	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo)	
Afganistán AFG/SEV/87/INS/31	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa X: 1/2022-12/2023)	
Antigua y Barbuda ANT/SEV/73/INS/16	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa V: 1/2015-12/2016)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes de progreso y financieros
Antigua y Barbuda ANT/PHA/73/PRP/17	Preparación de un plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de preparación de la etapa II del PGEH
Bangladesh BGD/PHA/81/TAS/50	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Botswana BOT/PHA/82/TAS/22	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Brunei Darussalam BRU/PHA/82/TAS/24	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, tercer tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Camboya KAM/PHA/84/TAS/38	Informe de verificación sobre la ejecución del plan de gestión de la eliminación de los HCFC	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
República Centroafricana CAF/SEV/68/INS/23	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa VI: 1/2013-12/2014)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes de progreso y financieros y de terminación de proyecto
Chile CHI/PHA/76/TAS/191	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Chile CHI/PHA/81/TAS/195	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Colombia COL/PHA/84/TAS/107	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, tercer tramo) (asistencia técnica para la formulación y ejecución de políticas)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Dominica DMI/PHA/62/TAS/19	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, primer tramo)	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes de progreso y financieros

País/Código de proyecto	Título del proyecto	Acciones
Dominica DMI/SEV/80/INS/23	Ayuda de emergencia adicional para el fortalecimiento institucional	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes finales de progreso y financieros
Dominica DMI/SEV/80/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes finales de progreso y financieros
Dominica DMI/SEV/81/INS/24	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa VII: 6/2018-5/2020)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes de progreso y financieros
Dominica DMI/PHA/84/TAS/25	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de presentación de los informes de progreso y financieros
Dominica DMI/PHA/86/TAS/26	Informe de verificación sobre la ejecución de la etapa I del plan de gestión de la eliminación de los HCFC	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de preparación de los informes de verificación
Granada GRN/SEV/87/INS/27	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa VII: 7/2021-6/2023)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de la firma del acuerdo de financiación a pequeña escala y primer desembolso
Irán (República Islámica del) IRA/PHA/84/TAS/234	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Kuwait KUW/PHA/66/TAS/19	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, primer tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración, y supervisión y verificación)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Kuwait KUW/PHA/74/TAS/23	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración, y supervisión y verificación)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Malí MLI/PHA/83/TAS/40	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, cuarto tramo)	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el progreso de ejecución, que incluya actualizaciones sobre la reanudación de actividades
Malí MLI/PHA/84/TAS/42	Preparación de un plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de preparación de la etapa II del PGEH

País/Código de proyecto	Título del proyecto	Acciones
Myanmar MYA/PHA/68/TAS/14	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, primer tramo)	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el progreso de ejecución, que incluya actualizaciones sobre la reanudación de actividades
Myanmar MYA/PHA/80/TAS/18	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	
Myanmar MYA/SEV/81/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el progreso de ejecución, que incluya actualizaciones sobre la reanudación de actividades
Myanmar MYA/PHA/83/TAS/21	Preparación de un plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II)	
Myanmar MYA/SEV/84/INS/22	Prórroga del proyecto de fortalecimiento institucional (etapa V: 7/2020-6/2022)	
Myanmar MYA/PHA/86/TAS/23	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, tercer tramo)	
Myanmar MYA/PHA/86/TAS/24	Informe de verificación sobre la ejecución del plan de gestión de la eliminación de los HCFC	
Nauru NAU/PHA/74/TAS/10	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC para los países insulares del Pacífico en el marco de un enfoque regional (etapa I, segundo tramo, Nauru)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Nepal NEP/PHA/75/TAS/34	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Pakistán PAK/PHA/83/TAS/101	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de servicio y mantenimiento de refrigeración)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Perú PER/PHA/80/TAS/54	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Saint Kitts y Nevis STK/PHA/74/TAS/20	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el progreso de ejecución y el primer desembolso
Saint Kitts y Nevis STK/SEV/81/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Saint Kitts y Nevis STK/PHA/82/TAS/22	Informe de verificación sobre la ejecución del plan de gestión de la eliminación de los HCFC	i) Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución ii) Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de preparación del informe de verificación
Santa Lucía STL/SEV/80/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
San Vicente y las Granadinas STV/PHA/75/TAS/23	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa I, segundo tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
San Vicente y las Granadinas STV/SEV/80/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución

País/Código de proyecto	Título del proyecto	Acciones
Arabia Saudita SAU/PHA/68/TAS/16	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, primer tramo) (servicio y mantenimiento de refrigeración, capacitación aduanera y supervisión)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Arabia Saudita SAU/PHA/77/TAS/32	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, cuarto tramo) (servicio y mantenimiento de refrigeración, capacitación aduanera y supervisión)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Sudán del Sur SSD/SEV/76/INS/03	Proyecto de fortalecimiento institucional (etapa I: 5/2016-4/2018)	Pedir al PNUMA que presente un informe de situación a la 92ª reunión sobre el estado de la firma del acuerdo de financiación a pequeña escala y primer desembolso
Suriname SUR/SEV/80/TAS/01+	Actividades de apoyo para la reducción de los HFC	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución
Suriname SUR/PHA/81/TAS/26	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa I, tercer tramo)	Pedir al PNUMA que informe a la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución

*Los códigos que terminan en “+” son de las contribuciones adicionales.

Anexo VII

**ACCIONES EN PROYECTOS EN CURSO CON MATERIAS PENDIENTES EN
EL INFORME SOBRE LA MARCHA DE LAS ACTIVIDADES DE LA ONUDI**

País y código	Título del proyecto	Acciones
Afganistán AFG/PHA/85/INV/28	PGEH (etapa I, cuarto tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre la factibilidad de reanudar las actividades
Afganistán AFG/PHA/85/INV/30	PGEH (etapa II, primer tramo)	
Afganistán AFG/PHA/79/INV/22	PGEH (etapa I, tercer tramo)	1) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado 2) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre la factibilidad de reanudar las actividades
Argelia ALG/PHA/66/INV/76	PGEH (etapa I, primer tramo) (cese del uso de HCFC-22 en la fabricación de climatizadores en la empresa Condor)	1) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado 2) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre avances en la ejecución de las actividades
Argelia ALG/PHA/66/INV/77	PGEH (etapa I, primer tramo) (actividades en el sector servicio técnico de equipos de refrigeración que incluyen supervisión del proyecto y eliminar HCFC-141b utilizado para lavado de circuitos)	
Argentina ARG/PHA/84/TAS/191	PGEH (etapa II, segundo tramo) (controlar e informar la producción de HCFC-22)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Bosnia y Herzegovina BHE/PHA/72/INV/29	PGEH (etapa I, segundo tramo) (actividades en el sector servicio técnico de equipos de refrigeración, incluyendo aplicación de políticas)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Bosnia y Herzegovina BHE/PHA/76/INV/33	PGEH (etapa I, tercer tramo) (actividades en el sector servicio técnico de equipos de refrigeración, incluyendo aplicación de políticas)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Bosnia y Herzegovina BHE/PHA/82/INV/36	PGEH (etapa I, cuarto tramo) (actividades en el sector servicio técnico de equipos de refrigeración, incluyendo aplicación de políticas)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Botswana BOT/PHA/75/INV/18	PGEH (etapa I, primer tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Botswana BOT/PHA/82/INV/21	PGEH (etapa I, segundo tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Brasil BRA/PHA/75/INV/311	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector refrigeración y climatización comercial)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Brasil BRA/PHA/75/TAS/308	PGEH (etapa II, primer tramo) (supervisión del proyecto)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Brasil BRA/PHA/82/INV/320	PGEH (etapa II, tercer tramo) (sector refrigeración y climatización comercial)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Chile CHI/PHA/81/TAS/196	PGEH (etapa II, segundo tramo) (sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Camerún CMR/PHA/82/INV/45	PGEH (etapa II, primer tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado

País y código	Título del proyecto	Acciones
China CPR/PHA/77/INV/576	PGEH (etapa II, primer tramo) (plan sectorial de fabricación de climatizadores unitarios)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
China CPR/PHA/81/INV/588	PGEH (etapa II, segundo tramo) (plan sectorial de fabricación de climatizadores unitarios)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Egipto EGY/PHA/79/INV/133	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector espuma de poliuretano)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Irán (República Islámica de) IRA/PHA/77/INV/228	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector espuma)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Irán (República Islámica de) IRA/PHA/84/INV/239	PGEH (etapa II, segundo tramo) (sector espuma)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Irán (República Islámica de) IRA/PHA/84/TAS/240	PGEH (etapa II, segundo tramo) (sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Kuwait KUW/PHA/66/INV/21	PGEH (etapa I, primer tramo) (eliminación en empresas del sector espuma de poliestireno extruido: Gulf Insulating Materials Manufacturing and Trading; Isofoam Insulating Materials Plants y Al Masaha Company)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Kuwait KUW/PHA/74/INV/24	PGEH (etapa I, segundo tramo) (eliminación en empresas del sector espuma de poliuretano: Kuwait Polyurethane Industry Co. y Kirby Building Systems, asistencia técnica a usuarios de espuma proyectada y otros pequeños usuarios)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Kuwait KUW/PHA/74/INV/25	PGEH (etapa I, segundo tramo) (eliminación en empresas del sector espuma de poliestireno extruido: Gulf Insulating Materials Manufacturing and Trading; Isofoam Insulating Materials Plants y Al Masaha Company)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Kuwait KUW/PHA/83/INV/36	PGEH (etapa I, tercer tramo) (eliminación en sector espuma de poliuretano)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
México MEX/PHA/73/INV/174	PGEH (etapa II, primer tramo) (eliminación de agente de limpieza en sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
México MEX/PHA/81/INV/189	PGEH (etapa II, tercer tramo) (sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
México MEX/PRO/86/INV/194	Control y eliminación de emisiones de HFC-23 en la producción de HCFC-22 en empresa Quimobásicos	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Mozambique MOZ/PHA/83/INV/31	PGEH (etapa I, tercer y cuarto tramos)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Myanmar MYA/PHA/80/INV/19	PGEH (etapa I, segundo tramo)	1) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado 2) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre la factibilidad de reanudar las actividades

País y código	Título del proyecto	Acciones
Myanmar MYA/PHA/83/PRP/20	Preparación de un PGEH (etapa II)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre la factibilidad de reanudar las actividades
Pakistán PAK/PHA/76/INV/94	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector espuma de poliuretano)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Pakistán PAK/PHA/83/INV/102	PGEH (etapa II, segundo tramo) (sector espuma de poliuretano)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Pakistán PAK/PHA/83/INV/99	PGEH (etapa II, segundo tramo) (sector climatización residencial)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Pakistán PAK/PHA/83/TAS/100	PGEH (etapa II, segundo tramo) (oficina de gestión de proyectos)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Filipinas PHI/PHA/83/INV/104	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector climatización)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Filipinas PHI/PHA/83/TAS/105	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Arabia Saudita SAU/PHA/77/INV/31	PGEH (etapa I, cuarto tramo) (plan sectorial espuma de poliuretano)	1) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado 2) Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre el estado de resolución de los temas administrativos y del cierre financiero del proyecto
Somalia SOM/PHA/77/INV/12	PGEH (etapa I, segundo tramo) (sector servicio técnico de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Sudán SUD/PHA/75/INV/38	PGEH (etapa II, primer tramo) (sector espuma)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Sudán SUD/PHA/86/INV/46	PGEH (etapa II, tercer tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Türkiye TUR/PHA/75/INV/107	PGEH (etapa I, segundo tramo) (servicio técnico e inspección de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Türkiye TUR/PHA/84/INV/111	PGEH (etapa I, tercer tramo) (servicio técnico e inspección de equipos de refrigeración)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado
Zambia ZAM/PHA/77/INV/33	PGEH (etapa I, tercer tramo)	Solicitar a la ONUDI informar a la 92ª reunión sobre este proyecto atrasado

Anexo VIII

**ACCIONES EN PROYECTOS EN CURSO CON CUESTIONES PENDIENTES EN EL
INFORME SOBRE LA MARCHA DE LAS ACTIVIDADES DEL BANCO MUNDIAL**

País/código del proyecto	Título del proyecto	Acciones
Indonesia IDS/PHA/81/INV/214	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, segundo tramo) (sector de espumas)	Pedir al Banco Mundial que informe en la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Tailandia THA/PHA/82/INV/179	Plan de gestión de eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de espumas para pulverización)	Pedir al Banco Mundial que informe en la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.
Tailandia THA/PHA/82/TAS/177	Plan de gestión de la eliminación de los HCFC (etapa II, primer tramo) (sector de mantenimiento de equipos de refrigeración y dependencia de gestión de proyectos)	Pedir al Banco Mundial que informe en la 92ª reunión acerca de este proyecto con demoras en la ejecución.

Anexo IX

ACUERDO ACTUALIZADO ENTRE EL GOBIERNO DE BRUNÉI DARUSSALAM Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS DE CONFORMIDAD CON LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE LA ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Brunei Darussalam (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.

2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 4.1.3 (consumo restante admisible para la financiación).

3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).

4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:

- a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado;
- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;

- c) El País acuerda en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la introducción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- d) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País acepta asumir la responsabilidad general de la gestión y la aplicación del presente Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por él o en su nombre para cumplir con las obligaciones derivadas del mismo. El PNUMA ha acordado ser el organismo de ejecución principal y la **ONUDI** ha acordado ser el organismo de ejecución cooperante bajo la dirección del organismo de ejecución principal con respecto a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País está de acuerdo con las evaluaciones, que podrían llevarse a cabo en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal que participa en el presente Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el

Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 supra.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

17. En la 91ª reunión, el PNUD dejó de ser el Organismo de Ejecución Cooperante con respecto a las actividades del País bajo este Acuerdo. Este Acuerdo actualizado sustituye al Acuerdo suscrito entre el Gobierno de Brunei Darussalam y el Comité Ejecutivo en la 86ª reunión de dicho Comité.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	6,10

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2020	2021-2023	2024	2025-2026	2027	2028-2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal de las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	3,96	3,96	3,96	1,98	1,98	1,98	0,00	n/a
1.2	Total del consumo máximo permitido de sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas de PAO)	3,96	3,96	3,96	1,98	1,98	1,98	0,00	n/a
2.1	Financiación convenida para el Organismo de ejecución principal (PNUMA) (\$EUA)	149 100	0	76 100	0	67 300	0	58 500	351 000
2.2	Gastos de poyo para el Organismo de ejecución principal (\$EUA)	19 383	0	9 893	0	8 749	0	7 605	45 630
2.3	Financiación convenida para el Organismo de ejecución cooperante (ONUDI) (\$EUA)	**11 000	0	154 000	0	69 000	0	0	234 000
2.4	Gastos de apoyo para el Organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	**990	0	13 860	0	6 210	0	0	21 060
3.1	Total de financiación convenida (\$EUA)	160 100	0	230 100	0	136 300	0	58 500	585 000
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	20 373	0	23 753	0	14 959	0	7 605	66 690
3.3	Total de gastos convenidos (\$EUA)	180 473	0	253 853	0	151 259	0	66 105	651 690
4.1.1	Eliminación total del HCFC-22 convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)								3,96
4.1.2	Eliminación del HCFC-22 que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)								2,14
4.1.3	Consumo admisible remanente del HCFC-22 22 (toneladas PAO)								0,00

* Fecha de finalización de la etapa I según el Acuerdo correspondiente a esa etapa: 31 de diciembre de 2022, conforme a la decisión 87/8 b)

** En la 91ª reunión los fondos se transfirieron del PNUM a la ONUDI

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo

de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;

- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. El Departamento de Medio Ambiente, Parques y Recreación (DEPR, por sus siglas en inglés) del Ministerio de Desarrollo será responsable de la supervisión general del proyecto de todas las actividades bajo la etapa II del plan de gestión de eliminación de HCFC (PGEH). La Dependencia Nacional del Ozono será responsable de la planificación, la coordinación y la ejecución del trabajo diario de la ejecución del

proyecto. Asimismo, ayudará al gobierno y a las organizaciones no gubernamentales a simplificar sus actividades para que los proyectos se ejecuten sin inconvenientes. La Dependencia Nacional del Ozono presentará informes anuales sobre la marcha de las actividades relativos a la situación de la ejecución al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante para supervisar el progreso alcanzado en la ejecución de la etapa II del plan de gestión de eliminación de HCFC.

2. El DEPR, en colaboración con el Departamento Real de Aduanas e Impuestos, supervisará el consumo anual de HCFC y de otras SAO. El DEPR es una autoridad otorgante de permisos de importación y exportación, mientras que el Departamento Real de Aduanas e Impuestos controlará y supervisará la importación y exportación de los HCFC y de otras SAO en el punto de entrada. En forma periódica, la Dependencia Nacional del Ozono se comunicará con los importadores de HCFC y de otras SAO para obtener los datos necesarios para la reconciliación de las estadísticas.

3. La Dependencia Nacional del Ozono hará la inspección periódica de los centros de capacitación de técnicos en refrigeración y aire acondicionado (RAC) y los talleres de servicio y mantenimiento de equipos de RAC para supervisar las condiciones de las herramientas de servicio de dicho sector distribuidas con arreglo a la etapa II del PGEH. Además, la DNO hará la inspección periódica para supervisar la ejecución del requisito de etiquetado para los cilindros de HCFC.

4. Asimismo, la Dependencia Nacional del Ozono hará un estudio de mercado para evaluar la penetración de sucedáneos sin HCFC y de tecnologías alternativas en el sector de refrigeración y acondicionamiento de aire, y supervisará la ejecución de las actividades de creación de capacidad con los organismos de ejecución pertinentes, por ejemplo, la capacitación de técnicos en refrigeración y acondicionamiento de aire y la capacitación de oficiales de aduana y los responsables de aplicar las disposiciones.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los

informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;

- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
- l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 180 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo X

ACUERDO REVISADO ACTUALIZADO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FEDERAL DE BRASIL Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de la República Federativa del Brasil (el “País”) y el Comité Ejecutivo respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de 730,02 toneladas PAO para el 1 de enero de 2021 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (los “Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir más fondos del Fondo Multilateral en relación con ningún consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como último paso de reducción conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con ningún consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3, 4.3.3, 4.4.3 y 4.5.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en el presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de la eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.
5. El Comité Ejecutivo no proporcionará la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación a menos que el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de ocho semanas como mínimo a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el País haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años para los que no deban presentarse informes de ejecución del programa de País para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;
 - b) Que el logro de estos Objetivos haya sido verificado independientemente, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;

- c) Que el País haya presentado Informes de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubran cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anteriormente sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en dicho Apéndice. Dicha supervisión también estará sujeta a la verificación independiente descrita en el párrafo 4 *supra*.

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País puede tener flexibilidad para reasignar en parte o en su totalidad los fondos aprobados, según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deben documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo, presentado según lo descrito en el inciso 5 d) *supra*, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente, a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos; y
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado;
- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- c) Si durante la aplicación del Acuerdo el País decidiese introducir una tecnología alternativa diferente de la propuesta en el Plan, se requeriría la aprobación del Comité Ejecutivo como parte de un Plan de Ejecución de Tramo o la revisión del plan aprobado. Toda presentación de solicitud de cambio de tecnología identificaría los costos adicionales conexos, el impacto potencial en el clima y todas las diferencias en toneladas PAO que se eliminarán, si fuese aplicable. El País conviene en que los posibles ahorros en los costos adicionales relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel de financiación general conforme al presente Acuerdo del modo correspondiente;

- d) No recibirá ayuda ninguna empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las directrices del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007). Esta información se notificará al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
 - e) En los casos en que se hayan escogido tecnologías a base de HFC como una alternativa a los HCFC, y teniendo en cuenta las circunstancias nacionales relacionadas con la salud y la seguridad, el País conviene en supervisar la disponibilidad de sustitutos y alternativas que reduzcan aún más los impactos sobre el clima; considerar, en el examen de reglamentos, normas e incentivos disposiciones adecuadas que fomenten la introducción de tales alternativas; y considerar la posibilidad de adoptar alternativas rentables que reduzcan a un mínimo el impacto climático en la ejecución del Plan de gestión de eliminación de los HCFC, según corresponda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre los progresos logrados; y
 - f) Todos los fondos remanentes retenidos por los organismos de ejecución o bilaterales o el país, bajo este Plan, serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.
8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarán en consideración la decisión 72/41 durante la ejecución del plan.
9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUD ha acordado ser el “Organismo de Ejecución Principal” y la ONUDI y los Gobiernos de Alemania e Italia han acordado ser los “Organismos de Ejecución Cooperantes” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían ser realizadas en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o los Organismos de Ejecución Cooperantes que participan en este Acuerdo.
10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de asegurar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). Esta responsabilidad incluye la necesidad de coordinar con los Organismos de Ejecución Cooperantes para asegurar la sincronización y secuencia adecuada de actividades en la ejecución. Los Organismos de Ejecución Cooperantes apoyarán al Organismo de Ejecución Principal ejecutando las actividades enunciadas en el Apéndice 6-B bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. El Organismo de Ejecución Principal y los Organismos de Ejecución Cooperantes han llegado a un consenso respecto de los arreglos para la planificación entre los organismos, tales como reuniones periódicas de coordinación, la notificación y las responsabilidades en virtud del presente Acuerdo con miras a facilitar la ejecución coordinada del Plan, que incluye la celebración de reuniones periódicas de coordinación. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al

Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2, 2.4, 2.6 y 2.8 del Apéndice 2-A.

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País conviene en que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado y determinado por el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten dichas decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de la financiación de los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y los Organismos de Ejecución Cooperantes para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y los Organismos de Ejecución Cooperantes acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

14. El Plan y el Acuerdo relacionado concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo actualizado sustituye al Acuerdo suscrito entre el Gobierno de Brasil y el Comité Ejecutivo en la 88ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancias	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	792,0
HCFC-141b	C	I	521,7
HCFC-142b	C	I	5,6
HCFC-123	C	I	0,3
HCFC-124	C	I	7,7
Total			1 327,3

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal de las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	1 194,60	1 194,60	1 194,60	1 194,60	1 194,60	862,74	862,74	862,74	862,74	862,74	n/a
1.2	Total del consumo máximo permitido de sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas de PAO)	1 194,60	1 194,60	1 194,60	1 194,60	1 194,60	862,74	730,02	730,02	730,02	730,02	n/a
2.1	Financiación convenida para el Organismo de ejecución principal (PNUMA) (\$EUA)	3 078 900	0	2 627 704	7 168 396	0	0	1 400 000	0	0	0	14 275 000
2.2	Gastos de apoyo para el Organismo de ejecución principal (\$EUA)	215 523	0	183 939	501 788	0	0	98 000	0	0	0	999 250
2.3	Financiación convenida para el Organismo de ejecución cooperante (ONUDI) (\$EUA)	1 748 175	0	0	1 902 953	0	0	116 000	0	0	0	3 767 128
2.4	Gastos de apoyo para el Organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	122 372	0	0	133 207	0	0	8 120	0	0	0	263 699
2.5	Financiación convenida para el organismo de ejecución cooperante (Alemania) (\$EUA)	1 299 386	0	686 978	2 363 637	0	1 004 545	1 500 000	0	0	872 727	7 727 273
2.6	Gastos de gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	144 614	0	76 457	263 059	0	111 800	166 941	0	0	97 129	860 000
2.7	Financiación convenida para el organismo de ejecución cooperante (Italia) (\$EUA)	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000
2.8	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	32 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 500
3.1	Total de financiación convenida (\$EUA)	6 376 461	0	3 314 682	11 434 986	0	1 004 545	3 016 000	0	0	872 727	26 019 401
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	515 009	0	260 396	898 053	0	111 800	273 061	0	0	97 129	2 155 449
3.3	Total de gastos convenidos (\$EUA)	6 891 470	0	3 575 078	12 333 039	0	1 116 345	3 289 061	0	0	969 856	28 174 850
4.1.1	Eliminación total del HCFC-22 convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)											164,16
4.1.2	Eliminación del HCFC-22 que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)											51,50
4.1.3	Consumo admisible remanente del HCFC-22 22 (toneladas PAO)											576,34
4.2.1	Eliminación total del HCFC-141b convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)											300,90
4.2.2	Eliminación del HCFC-141b que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)											168,80
4.2.3	Consumo admisible remanente del HCFC-141b (toneladas PAO)											52,00
4.3.1	Eliminación total del HCFC-142b convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)											0,00
4.3.2	Eliminación del HCFC-142b que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)											0,00
4.3.3	Consumo admisible remanente del HCFC-142b (toneladas PAO)											5,60
4.4.1	Eliminación total del HCFC-123 convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)											0,00
4.4.2	Eliminación del HCFC-123 que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)											0,00
4.4.3	Consumo admisible remanente del HCFC-123 (toneladas PAO)											5,60
4.5.1	Eliminación total del HCFC-124 convenida que se logrará mediante este Acuerdo (toneladas PAO)											0,00
4.5.2	Eliminación del HCFC-124 que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)											0,00
4.5.3	Consumo admisible remanente del HCFC-124 (toneladas PAO)											7,70

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la primera reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por año civil, que indique el progreso logrado desde el año previo al informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la eliminación de SAO como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. Además, el informe debería destacar los logros, experiencias y problemas relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios. El informe descriptivo abarcará todos los años pertinentes especificados en el inciso 5 a) del Acuerdo, y puede además incluir información acerca de las actividades del año en curso;
- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias que se mencionan en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo hasta el año de presentación prevista de la siguiente solicitud de tramo inclusive, destacando la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al plan general que se prevén. La descripción debería cubrir los años especificados en el inciso 5 d) del Acuerdo. De igual modo, debería especificar y explicar con detalle tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet. Esta información cuantitativa, que debe presentarse por año civil con cada solicitud de tramo, enmendará todos los textos y descripciones del informe (véase el inciso 1 a) *supra*) y del plan (véase el inciso 1 c) *supra*), el Plan de Ejecución de Tramo y todos los cambios al plan general, y cubrirá los mismos períodos y actividades; y

- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con un resumen de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecuten en forma paralela más de una etapa del plan de gestión de la eliminación de los HCFC, al elaborar el Informe y los Planes de Ejecución deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones:

- a) Los Informes y los Planes de Ejecución de tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC en un año en particular, se utilizará el más bajo como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos del Plan de gestión de eliminación de los HCFC y será la base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. El Ministerio de Medio Ambiente (Ministério do Meio Ambiente, MMA) es responsable de la coordinación general de las actividades que se ejecutarán en el marco del Plan de gestión de eliminación de los HCFC y actúa como dependencia nacional del ozono. El Instituto Brasileño del Medio Ambiente y de los Recursos Naturales Renovables (IBAMA) es la institución de aplicación vinculada al MMA que es responsable de aplicar las políticas y leyes nacionales relativas al control de las SAO. La dependencia nacional del ozono (bajo la dirección del MMA) supervisa a nivel administrativo el nivel de consumo de todas las SAO. El IBAMA controla, por medio del sistema de concesión de licencias, el consumo de SAO (importación y exportación) y el consumo en el nivel de los usuarios finales. El Organismo de Ejecución Principal y los Organismos de Ejecución Cooperantes serán responsables de ejecutar y supervisar las actividades de su competencia.

2. El Gobierno ha ofrecido y se propone ofrecer continuidad en las actividades y su respaldo a los proyectos en los próximos años como se especifica en el componente de medidas reglamentarias y el listado de actividades del proyecto de fortalecimiento institucional. Con esto se garantizará el éxito de toda actividad aprobada para el País.

3. Una supervisión rigurosa de todas las actividades y la estrecha coordinación entre los intervinientes constituye un elemento esencial del plan de gestión de la eliminación de los HCFC y es la clave para lograr el cumplimiento. Se mantendrán reuniones periódicas de coordinación con los interesados de la industria, los importadores de HCFC, los interesados del gobierno pertinentes (es decir, PROZON), diversas asociaciones industriales y todos los sectores participantes con el objetivo de establecer los acuerdos y las medidas necesarias para ejecutar las actividades de inversión y las demás actividades oportunamente y en forma coordinada. En el sector de fabricación, el proceso de ejecución y el logro de los objetivos de eliminación se supervisarán mediante visitas a las empresas. Se realizará una supervisión anual a través del sistema de otorgamiento de licencias y cupos para SAO. Se efectuarán visitas de verificación en planta a cargo de expertos internacionales independientes.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de la eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos, según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Los requisitos de información deberían incluir las actividades desempeñadas por los Organismos de Ejecución Cooperantes;
- f) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- g) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- h) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos precisos;
- i) Coordinar las actividades de los Organismos de Ejecución Cooperantes y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- j) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y los Organismos de Ejecución Cooperantes, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y cada Organismo de Ejecución Cooperante;
- k) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- l) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de la eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN COOPERANTE

1. Los Organismos de Ejecución Cooperantes tendrán a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas, cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie los Organismos de Ejecución Cooperantes, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada; y
- c) Suministrar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos de conformidad con el Apéndice 4-A.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN POR INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el apartado 11 del Acuerdo, el monto de la financiación proporcionada puede reducirse en **111,90 \$EUA** por kg PAO de consumo por encima del nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A por cada año en que no se haya alcanzado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A. En el caso de que sea necesario aplicar la sanción para un año en el que haya dos Acuerdos en vigor (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se estén ejecutando en paralelo) con diferentes niveles de sanción, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso teniendo en cuenta los sectores específicos relacionados con el incumplimiento. Si no es posible determinar un sector, o ambas etapas se refieren al mismo sector, el nivel de sanción que se aplicará será el mayor.

Anexo XI

**CARTAS QUE SE DEBEN ENVIAR A LOS GOBIERNOS PERTINENTES
SOBRE RETRASOS DE ENVÍO DE TRANCHE**

País	Opiniones expresadas por el Comité Ejecutivo
Argentina (etapa II)	En vista de que la tasa general de desembolso del segundo tramo (2019) de la etapa II del PGEH no supera el mínimo del 20%, instar al Gobierno de Argentina a colaborar con la ONUDI a fin de presentar el tercer tramo (2021) de la etapa II a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2021 y posteriores, en el entendido de previamente haber desembolsado al menos el 20% del tramo anterior.
Burundi (etapa I)	En vista de los retrasos causados por las dificultades impuestas por la pandemia del Covid-19 y de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Burundi a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación de modo de presentar el cuarto tramo (2020) de la etapa I del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2020.
Guyana (etapa II)	En vista de los retrasos causados por las dificultades impuestas por la pandemia del Covid-19 y de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Guyana a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación y con el PNUMA y el PNUMA de modo de presentar el tercer tramo (2021) de la etapa II del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2021 y posteriores.
Iraq (etapa II)	En vista del retiro del segundo tramo (2022) de la etapa II del PGEH presentado a la 91ª reunión por no cumplir con las condiciones impuestas en la decisión 87/40 c) y de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Iraq a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación y con el PNUMA y la ONUDI de modo de presentar el segundo tramo (2022) a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2022 y posteriores, en el entendido de previamente haber dado cumplimiento a las condiciones impuestas en la decisión 87/40 c).
Malí (etapa I)	En vista de los retrasos causados por la inestabilidad política y de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Malí a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación, y con el PNUMA y el PNUMA de modo de presentar el quinto tramo (2020) de la etapa I del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2020.
Nigeria (etapa II)	En vista de los retrasos causados por las dificultades impuestas por la pandemia del Covid-19, instar al Gobierno de Nigeria a colaborar con el PNUMA de modo de presentar el tercer tramo (2021) de la etapa II del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2021 y posteriores.
Saint Kitts y Nevis (etapa I)	En vista de los retrasos causados por las no presentación de los informes financieros y de avance y de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Saint Kitts y Nevis a presentar los informes financieros y de avance y a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación de modo de presentar el tercer tramo (2020) de la etapa I del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2020.
Suriname (etapa I)	En vista de no haberse realizado la verificación obligatoria de las metas de consumo de HCFC, instar al Gobierno de Suriname a colaborar con el PNUMA a fin de hacer dicha verificación y con el PNUMA y la ONUDI de modo de presentar el cuarto tramo (2020) de la etapa I del PGEH a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2020.
Tailandia (etapa II)	En vista de que la tasa general de desembolso del 20 por ciento para el primer tramo (2018) de la etapa II del PGEH se alcanzó después de cerrado el plazo de presentación, instar al Gobierno de Tailandia a colaborar con el Banco Mundial de modo de presentar el segundo tramo (2020) de la etapa II a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2020 y posteriores.
Túnez (etapa II)	En vista de los retrasos causados por una decisión gubernamental, instar al Gobierno de Túnez a colaborar con el PNUMA y la ONUDI de modo de presentar el segundo tramo (2022) de la etapa II a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2022 y posteriores.

País	Opiniones expresadas por el Comité Ejecutivo
Türkiye (etapa I)	En vista de que la tasa general de desembolso del cuarto tramo (2019) de la etapa I del PGEH no supera el mínimo del 20%, instar al Gobierno de Türkiye a colaborar con la ONUDI de modo de presentar el quinto tramo (2022) de la etapa I a la 92ª reunión junto con un plan de acción modificado que contemple la reasignación del tramo 2022 y posteriores, en el entendido de previamente haber desembolsado al menos el 20% del tramo anterior.

Anexo XII

INDICADORES DE DESEMPEÑO DEL PNUD PARA 2023

Tipo de indicador	Título abreviado	Cálculo	Objetivo para 2023
Planificación-- Aprobación	Tramos aprobados	Número de tramos aprobados en comparación con los previstos*	45
Planificación-- Aprobación	Proyectos/actividades aprobados	Número de proyectos/actividades aprobados en comparación con los previstos (incluye actividades de preparación de proyectos)	31
Ejecución	Fondos desembolsados	Sobre la base de desembolsos estimados en el informe sobre la marcha de las actividades	23.111.673 \$EUA
Ejecución	Eliminación de SAO	Eliminación de SAO para el tramo al momento de aprobarse el siguiente tramo en comparación con lo previsto en los planes administrativos*	415,6 toneladas PAO
Ejecución	Terminación de proyectos por actividades	Terminación de proyectos respecto con lo previsto en los informes sobre la marcha para todas las actividades (excluida la preparación de proyectos)	39
Administrativo	Diligencia en el cierre financiero	Grado de finalización financiera 12 meses después de la terminación del proyecto	70%
Administrativo	Entrega puntual de informes de terminación de proyecto	Entrega puntual de informes de terminación de proyecto en comparación con lo acordado	A tiempo (9)
Administrativo	Entrega puntual de informes sobre la marcha de las actividades	Entrega puntual de informes sobre la marcha de las actividades, planes administrativos y respuestas a menos que se haya acordado otra cosa	Puntual

* La meta de un organismo se reduciría si no pudiese presentar un tramo a causa de otro organismo principal o de cooperación, en caso de que dicho organismo lo haya convenido.

Anexo XIII

INDICADORES DE DESEMPEÑO DEL PNUMA PARA 2023

Tipo de indicador	Título abreviado	Cálculo	Objetivo para 2023
Planificación-- Aprobación	Tramos aprobados	Número de tramos aprobados respecto de lo previsto*	62
Planificación-- Aprobación	Proyectos/actividades aprobadas	Número de proyectos/actividades aprobadas respecto de lo previsto (incluye actividades de preparación de proyectos)	89
Ejecución	Fondos desembolsados	Sobre la base de desembolsos estimados en el informe de avance	21 719 273 \$EUA
Ejecución	Eliminación de SAO	Eliminación de SAO para el tramo al momento de aprobarse el siguiente, respecto de lo previsto en los planes administrativos *	138,1 toneladas PAO
Ejecución	Finalización de las actividades proyectadas	Avance de los proyectos respecto de lo previsto en los informes de avance para todas las actividades (salvo las de preparación de proyectos)	105
Administrativo	Diligencia en el cierre financiero	Nivel de cierre financiero de los proyectos 12 meses después de finalizados	14 meses
Administrativo	Entrega oportuna de informes de finalización de proyecto	Entrega oportuna de informes de finalización de proyecto respecto de los plazos convenidos	A tiempo (28)
Administrativo	Entrega oportuna de informes de avance	Entrega oportuna de informes de avance, planes administrativos y respuestas, salvo acuerdo en contrario	A tiempo

* El objetivo previsto por un organismo se reduciría si no pudiera presentar un tramo como consecuencia de otro organismo principal o cooperante, de haberse acordado así con este último organismo.

INDICADORES DE DESEMPEÑO PARA PROGRAMA DE ASISTENCIA PARA EL CUMPLIMIENTO DEL PNUMA, AÑO 2023

Indicador de desempeño	Dato	Evaluación	Objetivo para 2023
Seguimiento eficiente de las reuniones de redes regionales o temáticas	Lista de recomendaciones emanadas de reuniones de redes regionales o temáticas durante el período 2021-2022	Nivel de ejecución de las recomendaciones a implementar durante el año 2023	Nivel de ejecución del 90%
Apoyo eficaz a la labor de las DNO, principalmente en materia de orientar a nuevas DNO	Lista de formas, medios, productos y servicios innovadores para apoyar a las DNO en su labor, precisando los destinados a nuevas DNO	Número de formas, medios, productos y servicios innovadores para apoyar a las DNO en su labor, precisando los destinados a nuevas DNO	-7 de tales formas, medios, productos y servicios; - Apoyar en fortalecimiento de capacidades a todas las nuevas DNO
Asistencia a países en riesgo real o potencial de incumplimiento (conforme a las decisiones de la Reunión de las Partes y/o a lo informado en virtud del Artículo 7 y a un análisis de tendencias)	Lista de países en riesgo real o potencial de incumplimiento que recibieron ayuda del PAC fuera del marco de las reuniones de red	Número de países en riesgo real o potencial de incumplimiento que recibieron ayuda del PAC fuera del marco de las reuniones de red	Cada país en tal situación
Innovaciones en la producción y entrega de productos y servicios de información global y regional	Lista de productos y servicios de información global y regional destinados a nuevos públicos o que llegan a los actuales de nuevas formas	Número de productos y servicios de información global y regional destinados a nuevos públicos o que llegan a los actuales de nuevas formas	7 de productos y servicios de información global y regional
Estrecha colaboración entre equipos regionales PAC y organismos bilaterales y de ejecución que operan en las regiones	Lista de misiones o tareas conjuntas emprendidas por los equipos regionales PAC y los organismos bilaterales y de ejecución	Número de misiones o tareas conjuntas	2 misiones o tareas conjuntas en cada región, si la situación de la pandemia de COVID-19 lo permite y si no hay restricciones

Anexo XIV

INDICADORES DE DESEMPEÑO DE LA ONUDI PARA 2023

Tipo de indicador	Título abreviado	Cálculo	Objetivo para 2023
Planificación-- Aprobación	Tramos aprobados	Número de tramos aprobados respecto de los planificados*	58
Planificación-- Aprobación	Proyectos/actividades aprobadas	Respecto de los planificados (incluidas las actividades de preparación de proyectos)	20
Aplicación	Fondos desembolsados	Basado en el desembolso estimado en el informe sobre la marcha de las actividades	21 222 040 \$EUA
Aplicación	Eliminación de SAO	Eliminación de SAO durante el tramo cuando se aprueba el tramo siguiente en comparación con lo previsto en los planos administrativos*	694,1 toneladas PAO
Aplicación	Terminación de proyectos en relación con las actividades	Terminación de proyectos respecto de lo planificado en los informes sobre la marcha de las actividades en lo referente a todas las actividades (excluida la preparación de proyectos)	67
Administrativo	Rapidez de terminación financiera	Grado en que se completan los proyectos en el aspecto financiero 12 meses después de terminados los proyectos	12 meses después de entrar en pleno funcionamiento
Administrativo	Presentación en fecha de informes de terminación de los proyectos	Presentación en fecha de informes sobre proyectos terminados en comparación con los convenidos	En fecha (12)
Administrativo	Presentación en fecha de informes sobre la marcha de las actividades	Presentación en fecha de informes sobre la marcha de las actividades y planes administrativos y respuestas a menos de que se convenga lo contrario	En fecha

* La meta de un organismo se reduciría si este no pudiese presentar un tramo a causa de otro organismo principal o de cooperación, si este está de acuerdo.

Anexo XV

INDICADORES DE DESEMPEÑO DEL BANCO MUNDIAL PARA 2023

Tipo de indicador	Título abreviado	Cálculo	Objetivo para 2023
Planificación - Aprobación	Tramos aprobados	Número de tramos aprobados frente a los planificados*	4
Planificación - Aprobación	Proyectos/actividades aprobados	Número de proyectos/actividades aprobados frente a los planificados (incluyendo actividades de preparación de proyectos)	6
Ejecución	Fondos desembolsados	Sobre la base del desembolso estimado en el informe sobre la marcha de las actividades	8 701 634 \$EUA
Ejecución	Eliminación de SAO	Eliminación de SAO para el tramo cuando el siguiente tramo está aprobado frente a la eliminación prevista en los planes administrativos*	814,6 toneladas PAO
Ejecución	Terminación de proyectos para las actividades	Terminación de proyecto frente a proyectos planificados en los informes sobre la marcha de todas las actividades (excluyendo la preparación del proyecto)	5
Administrativo	Rapidez de la terminación financiera	Medida en que los proyectos se han completado financieramente 12 meses después de la terminación del proyecto	90%
Administrativo	Presentación puntual de los informes de terminación de proyectos	Presentación puntual de informes de terminación de proyecto frente a los acordados	4
Administrativo	Presentación puntual de los informes sobre la marcha de las actividades	Presentación puntual de informes sobre la marcha de las actividades, planes administrativos y respuestas a menos que se haya acordado otra cosa	A tiempo

* El objetivo de un organismo se reduciría si no pudo presentar un tramo debido a otro organismo de cooperación o director, si así acordó dicho organismo.

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
ALBANIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNIDO	1.4	\$81,250	\$7,313	\$88,563	
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNEP	0.6	\$39,500	\$5,135	\$44,635	
Total for Albania		2.0	\$120,750	\$12,448	\$133,198	
ARMENIA						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VIII: 4/2023-3/2025)	UNIDO		\$211,968	\$14,838	\$226,806	
Total for Armenia			\$211,968	\$14,838	\$226,806	
BARBADOS						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage I, fourth tranche)	UNEP		\$28,000	\$3,640	\$31,640	
<i>Approved, on an exceptional basis, given delay in implementing phase-out activities, and noting that no further extension of project implementation would be requested, the extension of the date of completion of stage I of the HPMP for Barbados to 31 December 2023.</i>						
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNEP	0.7	\$36,000	\$4,680	\$40,680	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2022 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol; and to ban the imports of HCFC-based equipment by 1 January 2024. Deducted 2.40 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and the expected annual HCFC consumption in Barbados for the 2030-2040 period.</i>						

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNDP	0.5	\$125,000	\$11,250	\$136,250	
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2022 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol; and to ban the imports of HCFC-based equipment by 1 January 2024. Deducted 2.40 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and the expected annual HCFC consumption in Barbados for the 2030-2040 period.</i></p>						
Total for Barbados		1.2	\$189,000	\$19,570	\$208,570	
BELIZE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Renewal of institutional strengthening project (phase XI: 7/2023-6/2025)	UNEP		\$135,483	\$0	\$135,483	
Total for Belize			\$135,483		\$135,483	
BOLIVIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNIDO		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<p><i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i></p>						
Total for Bolivia			\$30,000	\$2,700	\$32,700	
BOSNIA AND HERZEGOVINA						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$130,000	\$9,100	\$139,100	
Total for Bosnia and Herzegovina			\$130,000	\$9,100	\$139,100	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
BOTSWANA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of institutional strengthening project (phase VI: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$138,085	\$0	\$138,085
Total for Botswana			\$138,085		\$138,085
BRUNEI DARUSSALAM					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Renewal of the institutional strengthening project (phase VIII: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$123,648	\$0	\$123,648
Total for Brunei Darussalam			\$153,648	\$3,900	\$157,548
CAPE VERDE					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>					
HFC PHASE-DOWN PLAN					
Preparation of project proposal					
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$130,000	\$16,900	\$146,900
Total for Cape Verde			\$160,000	\$20,800	\$180,800

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
CHINA						
PRODUCTION						
HCFC closure						
HCFC production phase-out management plan (stage II, second tranche)	IBRD	5,947.0	\$22,000,000	\$1,232,000	\$23,232,000	
<p><i>Requested the Government of China, through the World Bank, to submit the reports of the following technical assistance activities supported under the HPPMP: at the last meeting of 2023, the 2019–2022 investigation of HCFC feedstock applications in China; and at the first meeting of 2023, the 2020–2021 investigation of HCFC dealers in China. Noted the 2021 notification by China requiring the destruction, to the extent practicable, of HFC-23 by-product from HCFC-22 and HFC production facilities, and invited the Government of China, through the World Bank, to provide an update at the second meeting of the Executive Committee in 2023 containing the most recent information on HFC-23 generation, destruction and emissions in China and any relevant regulatory or implementation updates. Requested the Treasurer to offset future transfers to the World Bank by US \$431, representing interest accrued from funds previously transferred for the implementation of stage II of the HPPMP.</i></p>						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, fifth tranche) (servicing sector plan and enabling programme)	UNEP	65.2	\$1,780,000	\$195,325	\$1,975,325	
HCFC phase-out management plan (stage II, fifth tranche) (XPS foam sector plan)	UNIDO	635.0	\$2,000,000	\$140,000	\$2,140,000	
HCFC phase-out management plan (stage II, fifth tranche) (solvent sector plan)	UNDP	172.9	\$1,000,000	\$70,000	\$1,070,000	
HCFC phase-out management plan (stage II, fifth tranche) (servicing sector plan and enabling programme)	Germany	8.1	\$220,000	\$26,078	\$246,078	
	Total for China	6,828.1	\$27,000,000	\$1,663,403	\$28,663,403	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
COMOROS						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage I of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$100,000	\$13,000	\$113,000	
Total for Comoros			\$130,000	\$16,900	\$146,900	
CONGO						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage I, fifth tranche)	UNEP		\$35,000	\$4,550	\$39,550	
<i>Approved, on an exceptional basis, given delays in implementing phase-out activities, and noting that no further extension of project implementation would be requested, the extension of the date of completion of stage I of the HPMP for the Congo to 31 December 2023.</i>						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$51,000	\$6,630	\$57,630	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$119,000	\$8,330	\$127,330	
Total for Congo			\$205,000	\$19,510	\$224,510	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
COSTA RICA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNDP		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
Total for Costa Rica			\$30,000	\$2,700	\$32,700	
COTE D'IVOIRE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase X: UNEP 1/2023-12/2024)			\$187,839	\$0	\$187,839	
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$57,000	\$3,990	\$60,990	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$133,000	\$17,290	\$150,290	
Total for Cote D'Ivoire			\$377,839	\$21,280	\$399,119	
DJIBOUTI						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase VIII: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
Total for Djibouti			\$120,000		\$120,000	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
ECUADOR						
REFRIGERATION						
Domestic/commercial						
Conversion of the manufacturing of domestic and commercial refrigerators from HFC-134a to isobutane (R-600a) and propane (R-290) at Induglob	UNIDO	10.4	\$267,885	\$18,752	\$286,637	25.71
<p><i>Approved, on the understanding that: 14,901 CO2 eq-tonnes (10.42 mt) of HFC-134a would be deducted from the starting point for sustained aggregate reductions in HFC consumption once it had been established, and that this deduction would be undertaken in accordance with the methodology agreed under the HFC cost guidelines currently under discussion; on an exceptional basis, a comprehensive completion report with detailed information on the eligible incremental capital costs, incremental operating costs, any possible savings incurred during the conversion, and relevant factors that facilitated implementation would be submitted within six months of project completion; the present project would be integrated into stage I of the Kigali HFC implementation plan for Ecuador, once the plan had been fully formulated and submitted for consideration by the Executive Committee; the level of costs approved would not constitute a precedent for future HFC individual investment project proposals; and further noted the commitment of the Government to establish a ban on the import and manufacturing of domestic refrigerators and commercial stand alone refrigeration units using HFC-134a upon completion of the Induglob conversion project.</i></p>						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNIDO		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<p><i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i></p>						
Total for Ecuador		10.4	\$297,885	\$21,452	\$319,337	
EGYPT						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XIV: 1/2023-12/2024)	UNIDO		\$403,310	\$28,232	\$431,542	
Total for Egypt			\$403,310	\$28,232	\$431,542	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
EL SALVADOR						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNDP		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase VI: 1/2023 - 12/2024)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
Total for El Salvador			\$150,000	\$2,700	\$152,700	
ERITREA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNIDO	0.1	\$105,000	\$9,450	\$114,450	
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2022 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to reduce HCFC consumption by 38.5 per cent of the country's baseline by 2022, 45 per cent per cent by 2023, 67.5 per cent by 2025 and to phase out HCFCs completely by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040 where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 0.71 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and the expected annual HCFC consumption in Eritrea for the period 2030–2040.</i>						

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNEP	0.2	\$115,000	\$14,950	\$129,950	
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2022 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to reduce HCFC consumption by 38.5 per cent of the country's baseline by 2022, 45 per cent per cent by 2023, 67.5 per cent by 2025 and to phase out HCFCs completely by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040 where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 0.71 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and the expected annual HCFC consumption in Eritrea for the period 2030-2040.</i></p>						
Total for Eritrea		0.4	\$220,000	\$24,400	\$244,400	
FIJI						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XIII: 7/2023-6/2025)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
Total for Fiji			\$120,000		\$120,000	
GABON						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$57,000	\$3,990	\$60,990	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$133,000	\$17,290	\$150,290	
Total for Gabon			\$190,000	\$21,280	\$211,280	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
GEORGIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNDP		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
	Total for Georgia		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
GHANA						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XV: 1/2023-12/2024)	UNDP		\$245,706	\$17,200	\$262,906	
	Total for Ghana		\$245,706	\$17,200	\$262,906	
GUATEMALA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNIDO		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
	Total for Guatemala		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
GUINEA-BISSAU						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$39,000	\$2,730	\$41,730	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$91,000	\$11,830	\$102,830	
	Total for Guinea-Bissau		\$130,000	\$14,560	\$144,560	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HAITI						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Preparation of HCFC phase-out management plan (stage II) (Overarching)	UNDP		\$30,000	\$2,100	\$32,100	
Total for Haiti			\$30,000	\$2,100	\$32,100	
INDIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, fourth tranche)	Germany	15.6	\$1,255,000	\$140,511	\$1,395,511	4.80
<p><i>Noted that in the polyurethane foam manufacturing sector, the enterprises M/s Industrial Foam and M/s Viking Engineers, with an associated funding of US \$62,175, plus agency support costs of US\$4,352, had ceased manufacturing foam and would not participate in the project; that in the residential air conditioning (AC) manufacturing sector, the enterprise Videocon, with an associated funding of US \$1,817,975, had gone into bankruptcy, and the enterprise Lloyd Electricals Ltd (now Leel Electricals Ltd) had changed ownership and decided to complete its conversion to HFC-32 with its own resources, resulting in a return of US \$1,672,902, plus agency support costs of US\$117,103; that in line with decision 86/90, the return associated with the 33.89 per cent non Article 5 ownership of the residential AC manufacturing enterprise Subros was US \$393,531, plus agency support costs of US \$27,547. Approved the project for the conversion of a third residential AC manufacturing line at the enterprise Blue Star, with an associated phaseout of 3.15 ODP tonnes of HCFC 22, to HFC-32 in the amount of US \$628,032, plus agency support costs of US \$43,962.</i></p> <p><i>Further noted, based on the returns described above, the addition to stage II of the HPMP of the conversion at the enterprise Blue Star described above, and the agreed deduction from the country's remaining HCFC-22 consumption eligible for funding associated with the project management and implementation unit described in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42: the return to the 91st meeting of US \$3,001,959, plus agency support costs of US \$210,137 for UNDP; that UNDP would return US \$316,592, plus agency support costs of US \$22,161, to the 92nd meeting; that an additional 5.54 ODP tonnes of HCFC-22 associated with the conversion of the enterprise Blue Star (3.15 ODP tonnes) and the project management and implementation unit (2.39 ODP tonnes) would be deducted from the country's remaining HCFC consumption eligible for funding under stage III of the HPMP. Requested the Government of India, UNDP, UNEP and the Government of Germany to submit a progress report on the implementation of the work programme associated with the final tranche to the first meeting of 2025.</i></p>						

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
<p>HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (Technical assistance for MSMEs)</p> <p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030–2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>	UNDP		\$200,000	\$14,000	\$214,000	
<p>HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (refrigeration manufacturing sector)</p> <p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030 2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030–2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>	UNDP	5.8	\$1,712,176	\$119,852	\$1,832,028	16.14

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
<p>HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (servicing sector)</p> <p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>	UNDP	25.3	\$2,170,000	\$151,900	\$2,321,900	4.80
<p>HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (air-conditioning manufacturing sector)</p> <p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>	UNDP	8.0	\$1,635,394	\$114,478	\$1,749,872	11.28

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (PMU)	UNDP	1.4	\$448,930	\$31,425	\$480,355	
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>						
HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (enabling activities)	UNEP	7.7	\$668,215	\$75,486	\$743,701	4.80
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p>						

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (servicing sector)	Germany	19.1	\$1,700,643	\$189,517	\$1,890,160	4.80

Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2023 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 574.45 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding; deducted an additional 5.54 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding, in line with decision 91/53. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the 2030-2040 period; and if India were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to the targets specified in row 1.2 of its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage II, fourth tranche)	UNEP	1.0	\$90,000	\$10,900	\$100,900	4.80

Noted that in the polyurethane foam manufacturing sector, the enterprises M/s Industrial Foam and M/s Viking Engineers, with an associated funding of US \$62,175, plus agency support costs of US\$4,352, had ceased manufacturing foam and would not participate in the project; that in the residential air-conditioning (AC) manufacturing sector, the enterprise Videocon, with an associated funding of US \$1,817,975, had gone into bankruptcy, and the enterprise Lloyd Electricals Ltd (now Leel Electricals Ltd) had changed ownership and decided to complete its conversion to HFC 32 with its own resources, resulting in a return of US \$1,672,902, plus agency support costs of US\$117,103; that in line with decision 86/90, the return associated with the 33.89 per cent non-Article 5 ownership of the residential AC manufacturing enterprise Subros was US \$393,531, plus agency support costs of US \$27,547. Approved the project for the conversion of a third residential AC manufacturing line at the enterprise Blue Star, with an associated phaseout of 3.15 ODP tonnes of HCFC-22, to HFC-32 in the amount of US \$628,032, plus agency support costs of US \$43,962.

Further noted, based on the returns described above, the addition to stage II of the HPMP of the conversion at the enterprise Blue Star described above, and the agreed deduction from the country's remaining HCFC 22 consumption eligible for funding associated with the project management and implementation unit described in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42: the return to the 91st meeting of US \$3,001,959, plus agency support costs of US \$210,137 for UNDP; that UNDP would return US \$316,592, plus agency support costs of US \$22,161, to the 92nd meeting; that an additional 5.54 ODP tonnes of HCFC-22 associated with the conversion of the enterprise Blue Star (3.15 ODP tonnes) and the project management and implementation unit (2.39 ODP tonnes) would be deducted from the country's remaining HCFC consumption eligible for funding under stage III of the HPMP. Requested the Government of India, UNDP, UNEP and the Government of Germany to submit a progress report on the implementation of the work programme associated with the final tranche to the first meeting of 2025.

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage II, fourth tranche)	UNDP		\$3,001,959	\$210,137	\$3,212,096	
<p><i>Noted that in the polyurethane foam manufacturing sector, the enterprises M/s Industrial Foam and M/s Viking Engineers, with an associated funding of US \$62,175, plus agency support costs of US\$4,352, had ceased manufacturing foam and would not participate in the project; that in the residential air-conditioning (AC) manufacturing sector, the enterprise Videocon, with an associated funding of US \$1,817,975, had gone into bankruptcy, and the enterprise Lloyd Electricals Ltd (now Leel Electricals Ltd) had changed ownership and decided to complete its conversion to HFC-32 with its own resources, resulting in a return of US \$1,672,902, plus agency support costs of US\$117,103; that in line with decision 86/90, the return associated with the 33.89 per cent non Article 5 ownership of the residential AC manufacturing enterprise Subros was US \$393,531, plus agency support costs of US \$27,547. Approved the project for the conversion of a third residential AC manufacturing line at the enterprise Blue Star, with an associated phaseout of 3.15 ODP tonnes of HCFC-22, to HFC-32 in the amount of US \$628,032, plus agency support costs of US \$43,962.</i></p> <p><i>Further noted, based on the returns described above, the addition to stage II of the HPMP of the conversion at the enterprise Blue Star described above, and the agreed deduction from the country's remaining HCFC-22 consumption eligible for funding associated with the project management and implementation unit described in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/42: the return to the 91st meeting of US \$3,001,959, plus agency support costs of US \$210,137 for UNDP; that UNDP would return US \$316,592, plus agency support costs of US \$22,161, to the 92nd meeting; that an additional 5.54 ODP tonnes of HCFC-22 associated with the conversion of the enterprise Blue Star (3.15 ODP tonnes) and the project management and implementation unit (2.39 ODP tonnes) would be deducted from the country's remaining HCFC consumption eligible for funding under stage III of the HPMP. Requested the Government of India, UNDP, UNEP and the Government of Germany to submit a progress report on the implementation of the work programme associated with the final tranche to the first meeting of 2025.</i></p>						
Total for India		83.9	\$12,882,317	\$1,058,206	\$13,940,523	
IRAN						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XIV: 4/2023-3/2025)	UNDP		\$306,490	\$21,455	\$327,945	
Total for Iran			\$306,490	\$21,455	\$327,945	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
JAMAICA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNDP		\$30,000	\$2,700	\$32,700	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
Total for Jamaica			\$30,000	\$2,700	\$32,700	

JORDAN

PHASE-OUT PLAN

HCFC phase out plan

HCFC phase-out management plan (stage II, third tranche)	IBRD	1.4	\$534,726	\$37,431	\$572,157	
--	------	-----	-----------	----------	-----------	--

The Government of Jordan, the World Bank and UNIDO were requested to submit a progress report on the implementation of the work programme associated with the final tranche to the first meeting of the Executive Committee in 2024. Approved on the understanding that: the enterprise Al Qanandeel would, in light of decision 77/45 and decision 83/24, have flexibility to use cyclopentane or HFO technology on the understanding that the conversion would not be delayed, that any additional costs would be covered by the enterprises, and that the World Bank would report on the implementation of the technology chosen by the enterprise in the project completion report; and the World Bank could assist eligible foam manufacturing enterprises that had been inadvertently omitted from stage II that were still consuming HCFC-141b pure or contained in pre-blended polyols from stocks, on the understanding that such enterprises were assisted in line with the agreed cost-effectiveness; that the conversion of assisted enterprises resulted in the phase-out of at least 27.60 ODP tonnes of HCFC-141b and 11.31 ODP tonnes of HCFC-141b contained in pre-blended polyols; that the World Bank would include the list of assisted enterprises and their associated phase out in the project completion report; and that any remaining balances from the project be returned upon financial completion of the project.

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage II, third tranche)	UNIDO		\$66,435	\$4,650	\$71,085	
<p><i>The Government of Jordan, the World Bank and UNIDO were requested to submit a progress report on the implementation of the work programme associated with the final tranche to the first meeting of the Executive Committee in 2024. Approved on the understanding that: the enterprise Al Qanadeel would, in light of decision 77/45 and decision 83/24, have flexibility to use cyclopentane or HFO technology on the understanding that the conversion would not be delayed, that any additional costs would be covered by the enterprises, and that the World Bank would report on the implementation of the technology chosen by the enterprise in the project completion report; and the World Bank could assist eligible foam manufacturing enterprises that had been inadvertently omitted from stage II that were still consuming HCFC-141b pure or contained in pre-blended polyols from stocks, on the understanding that such enterprises were assisted in line with the agreed cost-effectiveness; that the conversion of assisted enterprises resulted in the phase-out of at least 27.60 ODP tonnes of HCFC-141b and 11.31 ODP tonnes of HCFC-141b contained in pre-blended polyols; that the World Bank would include the list of assisted enterprises and their associated phase out in the project completion report; and that any remaining balances from the project be returned upon financial completion of the project.</i></p>						
Total for Jordan		1.4	\$601,161	\$42,081	\$643,242	
KYRGYZSTAN						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XI: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$204,602	\$0	\$204,602	
Total for Kyrgyzstan			\$204,602		\$204,602	
LAO, PDR						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Renewal of the institutional strengthening project (phase XI: 7/2023-6/2025)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
Total for Lao, PDR			\$120,000		\$120,000	
LIBYA						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Renewal of the institutional strengthening project (phase VII: 1/2023-12/2024)	UNIDO		\$240,345	\$16,824	\$257,169	
Total for Libya			\$240,345	\$16,824	\$257,169	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
MALAWI						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
	Total for Malawi		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
MALAYSIA						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of HFC investment projects in fire fighting sector	IBRD		\$150,000	\$10,500	\$160,500	
Preparation of HFC investment project in mobile air-conditioning sector	IBRD		\$30,000	\$2,100	\$32,100	
Preparation of HFC investment projects in the refrigeration manufacturing sector	IBRD		\$80,000	\$5,600	\$85,600	
	Total for Malaysia		\$260,000	\$18,200	\$278,200	
MALDIVES						
REFRIGERATION						
Technical assistance/support						
Technical assistance: additional activities to maintain energy efficiency for the servicing sector under decision 89/6(b)	UNEP		\$100,000	\$13,000	\$113,000	
<i>The Government of Maldives and UNEP were requested to submit progress reports on the implementation of the project, on a yearly basis until the completion of the project, and a project completion report to the first meeting of the Executive Committee in 2025.</i>						
	Total for Maldives		\$100,000	\$13,000	\$113,000	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
MAURITANIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)	UNEP	2.2	\$66,750	\$8,678	\$75,428	
<i>Noted that the Secretariat will present at the 92nd meeting the review of the report on the HCFC survey for Mauritania, recommendations on the revised starting point for aggregate reduction in HCFC consumption and the revised Agreement between the Government and the Executive Committee on the basis of the further consultations with UNEP on the HCFC survey submitted to the 91st meeting.</i>						
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)	UNIDO	2.2	\$200,000	\$14,000	\$214,000	
<i>Noted that the Secretariat will present at the 92nd meeting the review of the report on the HCFC survey for Mauritania, recommendations on the revised starting point for aggregate reduction in HCFC consumption and the revised Agreement between the Government and the Executive Committee on the basis of the further consultations with UNEP on the HCFC survey submitted to the 91st meeting.</i>						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Renewal of the institutional strengthening project (phase VIII: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
Total for Mauritania		4.5	\$386,750	\$22,678	\$409,428	
MEXICO						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Preparation of HCFC phase-out management plan (stage III) (Overarching)	UNIDO		\$90,000	\$6,300	\$96,300	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase XVI: 7/2023-6/2025)	UNIDO		\$436,300	\$30,542	\$466,842	
Total for Mexico			\$526,300	\$36,842	\$563,142	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)	
			Project	Support		Total
MONGOLIA						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$130,000	\$16,900	\$146,900	
Total for Mongolia			\$130,000	\$16,900	\$146,900	
MONTENEGRO						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNIDO	0.2	\$275,000	\$19,250	\$294,250	
Total for Montenegro			0.2	\$275,000	\$19,250	\$294,250
MOROCCO						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II): Umbrella project to phase-out HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols in the polyurethane foam sector	UNIDO	7.9	\$344,500	\$24,115	\$368,615	7.04
<i>Deducted 7.9 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. Noted the commitment of the Government to ban the import and use of HCFC-141b contained in pre-blended polyols after the completion of the umbrella project, no later than 1 January 2025; and that the Fund Secretariat has revised the Agreement between the Government and the Executive Committee for stage II of its HPMP, specifically: Appendix 2-A to reflect the approval of the foam project; paragraph 1 of Appendix 7 A to adjust the reductions in funding for failure to comply; and paragraph 17, added to indicate that the revised Agreement for stage II supersedes that reached at the 88th meeting.</i>						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$190,000	\$13,300	\$203,300	
Total for Morocco			7.9	\$534,500	\$37,415	\$571,915
MOZAMBIQUE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase X: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$142,725	\$0	\$142,725	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
Total for Mozambique			\$142,725		\$142,725
NIGER					
HFC PHASE-DOWN PLAN					
HFC phase-down plan					
Kigali HFC implementation plan (stage I, first tranche) (start-UNEP up)			\$20,000	\$2,600	\$22,600
<i>Approved on an exceptional basis, and without setting precedent to support activities identified in the implementation plan for the first tranche of stage I of the KIP, as described in para. 60 of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/48, on the understanding that the funding would be incorporated within the first tranche of the project when stage I of the KIP was considered for approval by the Executive Committee. Deferred consideration of stage I of the KIP to the 92nd meeting.</i>					
Kigali HFC implementation plan (stage I, first tranche) (start-UNIDO up)			\$80,000	\$5,600	\$85,600
<i>Approved on an exceptional basis, and without setting precedent to support activities identified in the implementation plan for the first tranche of stage I of the KIP, as described in para. 60 of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/48, on the understanding that the funding would be incorporated within the first tranche of the project when stage I of the KIP was considered for approval by the Executive Committee. Deferred consideration of stage I of the KIP to the 92nd meeting.</i>					
Total for Niger			\$100,000	\$8,200	\$108,200
NIGERIA					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche) (RAC manufacturing sector)	UNIDO	42.7	\$1,944,347	\$136,104	\$2,080,451
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2022 to 2025 to reduce HCFC consumption by 67.5 per cent of the country's baseline. Noted the commitment of the Government of Nigeria to implement the following regulatory measures to support the complete phase-out of HCFCs in the refrigeration and air-conditioning (RAC) manufacturing sector: ban on the import of HCFC-22-based equipment starting from 1 January 2026; ban on the use of HCFC-22 in RAC equipment manufacturing once the conversion projects in stage III are completed, no later than 1 January 2027; and tax reductions for equipment using R-290 and HFC-32, developed in collaboration with the relevant authorities. Deducted 68.98 ODP tonnes from the remaining HCFC consumption eligible for funding. Requested UNDP and UNIDO to provide the updated list of enterprises that have received assistance from the umbrella project in the tranche implementation progress reports.</i>					

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XII: 12/2022-11/2024)	UNDP		\$459,264	\$32,148	\$491,412	
	Total for Nigeria	42.7	\$2,403,611	\$168,252	\$2,571,863	
PARAGUAY						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
	Total for Paraguay		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
PERU						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Renewal of institutional strengthening project (phase VI: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$235,832	\$0	\$235,832	
	Total for Peru		\$235,832		\$235,832	
PHILIPPINES						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNDP		\$220,000	\$15,400	\$235,400	
	Total for Philippines		\$220,000	\$15,400	\$235,400	
RWANDA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
	Total for Rwanda		\$30,000	\$3,900	\$33,900	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
SAINT LUCIA						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$90,000	\$11,700	\$101,700	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$40,000	\$2,800	\$42,800	
		Total for Saint Lucia	\$130,000	\$14,500	\$144,500	
SERBIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNEP	0.4	\$22,000	\$2,860	\$24,860	
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNIDO	2.3	\$93,450	\$8,410	\$101,860	
		Total for Serbia	2.7	\$115,450	\$11,270	\$126,720
SEYCHELLES						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase X: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
		Total for Seychelles	\$120,000		\$120,000	
SIERRA LEONE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase IX: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$151,557	\$0	\$151,557	
		Total for Sierra Leone	\$151,557		\$151,557	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
SOUTH AFRICA					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
HCFC phase-out management plan (stage I, fifth tranche) (refrigeration servicing, custom training and monitoring)	UNIDO	76.4	\$178,760	\$12,513	\$191,273
<i>Approved the extension of stage I up to 31 December 2023; and requested the Government of South Africa to resubmit the Article 7 and country programme implementation data reports for the years 2020 and 2021, and UNIDO to submit progress reports on a yearly basis on the implementation of the work programme associated with the final tranche through the completion of the project, and the project completion report to the second meeting of the Executive Committee in 2024.</i>					
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNIDO	66.5	\$2,993,125	\$209,519	\$3,202,644
<i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period from 2022 to 2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs. Noted the commitment of the Government to reduce HCFC consumption by 47.5 per cent in 2022, 50 per cent in 2023, 60 per cent in 2024, 67.5 per cent in 2025, 70.2 per cent in 2026, 75.7 per cent in 2027, 97.5 per cent in 2028 and 2029, and to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, when required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol. Deducted 192.92 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter (e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and if South Africa were intending to have consumption during the period 2030-2040, in line with paragraph 8 ter (e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, the proposed modifications to the Agreement between the Government and the Executive Committee covering the period beyond 2030. Approved, on the understanding that, UNIDO would include in the progress reports submitted with the request for the second tranche an update on the improvement of the process for reporting HCFC consumption and the confirmation of the resubmission of the data reports under Article 7 of the Montreal Protocol and country programme implementation for the years 2020 and 2021 by the Government.</i>					
Total for South Africa		142.8	\$3,171,885	\$222,032	\$3,393,917

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
SOUTH SUDAN					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)	UNDP	0.2	\$50,000	\$4,500	\$54,500
<p><i>Approved, on an exceptional basis, given delays in implementing phase-out activities, and noting that no further extension of project implementation would be requested, the extension of the date of completion of stage I of the HPMP for South Sudan to 31 December 2025; and noted that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government of South Sudan and the Executive Committee, specifically: paragraph 1 and Appendix 2-A, based on the extension of stage I to 2025; and paragraph 16, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 77th meeting.</i></p> <p><i>Approved, on the understanding that UNEP would include, as part of the progress report on the implementation of the second tranche of the HPMP, an update on progress towards implementing the recommendations in the verification report submitted to the 91st meeting.</i></p>					
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)	UNEP	0.3	\$70,500	\$9,165	\$79,665
<p><i>Approved, on an exceptional basis, given delays in implementing phase-out activities, and noting that no further extension of project implementation would be requested, the extension of the date of completion of stage I of the HPMP for South Sudan to 31 December 2025; and noted that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government of South Sudan and the Executive Committee, specifically: paragraph 1 and Appendix 2-A, based on the extension of stage I to 2025; and paragraph 16, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 77th meeting.</i></p> <p><i>Approved, on the understanding that UNEP would include, as part of the progress report on the implementation of the second tranche of the HPMP, an update on progress towards implementing the recommendations in the verification report submitted to the 91st meeting.</i></p>					
Total for South Sudan		0.6	\$120,500	\$13,665	\$134,165
SRI LANKA					
SEVERAL					
Ozone unit support					
Extension of the institutional strengthening project (phase XIV: 1/2023-12/2024)	UNDP		\$236,796	\$16,576	\$253,372
Total for Sri Lanka			\$236,796	\$16,576	\$253,372

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	

SYRIA

PHASE-OUT PLAN

HCFC phase out plan

HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (PMU for the investment component)	UNIDO		\$120,586	\$8,441	\$129,027	
---	-------	--	-----------	---------	-----------	--

Noted the commitment of the Government to develop the following regulatory measures under the HPMP to ensure sustainability of the phase-out of HCFCs in the manufacturing sectors: a ban on the import of HCFC-141b both in pure and in pre-blended polyols when the conversions are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-141b in pure and in pre-blended polyols in foam manufacturing once the conversions in foam manufacturing are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the import of HCFC-22-based AC equipment no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-22 in manufacturing AC equipment once the conversion of AC manufacturing is completed, no later than 1 January 2027; and a ban on the import of HCFC-142b no later than 1 January 2027; and that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government and the Executive Committee, specifically: Appendices 2-A and 7-A, based on the inclusion of the investment projects to phase out HCFCs in the polyurethane foam and air-conditioning manufacturing sectors in line with decision 86/93(e); and paragraph 17, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 86th meeting. Deducted 78.88 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding.

HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)	UNEP	4.6	\$418,100	\$49,448	\$467,548	
--	------	-----	-----------	----------	-----------	--

Noted the commitment of the Government to develop the following regulatory measures under the HPMP to ensure sustainability of the phase-out of HCFCs in the manufacturing sectors: a ban on the import of HCFC-141b both in pure and in pre-blended polyols when the conversions are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-141b in pure and in pre-blended polyols in foam manufacturing once the conversions in foam manufacturing are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the import of HCFC-22-based AC equipment no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-22 in manufacturing AC equipment once the conversion of AC manufacturing is completed, no later than 1 January 2027; and a ban on the import of HCFC-142b no later than 1 January 2027; and that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government and the Executive Committee, specifically: Appendices 2-A and 7-A, based on the inclusion of the investment projects to phase out HCFCs in the polyurethane foam and air-conditioning manufacturing sectors in line with decision 86/93(e); and paragraph 17, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 86th meeting. Deducted 78.88 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding.

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (AC manufacturing sector)	UNIDO	1.3	\$310,622	\$21,743	\$332,365	13.74
<p><i>Noted the commitment of the Government to develop the following regulatory measures under the HPMP to ensure sustainability of the phase-out of HCFCs in the manufacturing sectors: a ban on the import of HCFC-141b both in pure and in pre-blended polyols when the conversions are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-141b in pure and in pre-blended polyols in foam manufacturing once the conversions in foam manufacturing are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the import of HCFC-22-based AC equipment no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-22 in manufacturing AC equipment once the conversion of AC manufacturing is completed, no later than 1 January 2027; and a ban on the import of HCFC-142b no later than 1 January 2027; and that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government and the Executive Committee, specifically: Appendices 2-A and 7-A, based on the inclusion of the investment projects to phase out HCFCs in the polyurethane foam and air-conditioning manufacturing sectors in line with decision 86/93(e); and paragraph 17, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 86th meeting. Deducted 78.88 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding.</i></p>						
HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (polyurethane foam sector)	UNIDO	15.9	\$1,412,028	\$98,842	\$1,510,870	9.77
<p><i>Noted the commitment of the Government to develop the following regulatory measures under the HPMP to ensure sustainability of the phase-out of HCFCs in the manufacturing sectors: a ban on the import of HCFC-141b both in pure and in pre-blended polyols when the conversions are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-141b in pure and in pre-blended polyols in foam manufacturing once the conversions in foam manufacturing are completed, no later than 1 January 2027; a ban on the import of HCFC-22-based AC equipment no later than 1 January 2027; a ban on the use of HCFC-22 in manufacturing AC equipment once the conversion of AC manufacturing is completed, no later than 1 January 2027; and a ban on the import of HCFC-142b no later than 1 January 2027; and that the Fund Secretariat has updated the Agreement between the Government and the Executive Committee, specifically: Appendices 2-A and 7-A, based on the inclusion of the investment projects to phase out HCFCs in the polyurethane foam and air-conditioning manufacturing sectors in line with decision 86/93(e); and paragraph 17, that has been added to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 86th meeting. Deducted 78.88 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding.</i></p>						
Total for Syria		21.7	\$2,261,336	\$178,474	\$2,439,810	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
TANZANIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase VIII: 1/2023-12/2024)	UNEP		\$120,000	\$0	\$120,000	
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNIDO		\$39,000	\$2,730	\$41,730	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$91,000	\$11,830	\$102,830	
Total for Tanzania			\$280,000	\$18,460	\$298,460	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
TOGO						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNEP	3.9	\$125,000	\$15,536	\$140,536	
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2023-2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs; noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol, and to ban the import of second-hand HCFC-based equipment by 1 January 2025 and the import of new HCFC-based equipment by 1 January 2026. Deducted 13.00 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and the expected annual HCFC consumption in Togo for the period 2030-2040.</i></p>						
Verification report on the implementation of stage I of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<p><i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i></p>						
HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	UNIDO	2.6	\$200,000	\$14,000	\$214,000	
<p><i>Approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2023-2030 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no more funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of HCFCs; noted the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2030, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol, and to ban the import of second-hand HCFC-based equipment by 1 January 2025 and the import of new HCFC-based equipment by 1 January 2026. Deducted 13.00 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and the expected annual HCFC consumption in Togo for the period 2030-2040.</i></p>						
Total for Togo		6.5	\$355,000	\$33,436	\$388,436	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
TURKIYE						
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of institutional strengthening project (phase X: 1/2023-12/2024)	UNIDO		\$459,264	\$32,148	\$491,412	
		Total for Turkiye	\$459,264	\$32,148	\$491,412	
TURKMENISTAN						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche)	UNIDO	2.2	\$103,500	\$7,245	\$110,745	
		Total for Turkmenistan	\$103,500	\$7,245	\$110,745	
UGANDA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i>						
		Total for Uganda	\$30,000	\$3,900	\$33,900	

* HCFC in ODP tonnes. HFC in metric tonnes

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)		C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	
VENEZUELA					
PHASE-OUT PLAN					
HCFC phase out plan					
HCFC phase-out management plan (stage II, second tranche) (servicing sector)	UNIDO	4.4	\$261,444	\$18,301	\$279,745
<p><i>Noted the revised plan of action for the period from 2023 to 2026 for the complete phase-out of HCFC consumption, on the understanding that no additional funding from the Multilateral Fund would be provided for the phase-out of production and consumption of HCFCs; the commitment of the Government to completely phase out HCFCs by 1 January 2027 in advance of the Montreal Protocol phase out schedule, and that HCFCs would not be imported after that date, except for those allowed for a servicing tail between 2030 and 2040, where required, consistent with the provisions of the Montreal Protocol; to issue a ban on the production of HCFC-22 by 1 January 2027; to issue a ban on the manufacturing and new installations of all refrigeration and air conditioning equipment based on HCFC-22 by 1 January 2025; to allow imports of HCFC-141b contained in pre-blended polyols at a level no higher than 1.91 ODP tonnes, and issue a ban on the import of HCFC-141b pure and contained in pre-blended polyols by 1 January 2025; that the Government would have flexibility to allocate up to US \$70,000, if required during the time of implementation of stage II, to provide technical assistance to eligible systems houses to develop formulations based on low-GWP alternatives that are accessible and affordable on the local market, in line with the flexibility clause in the Agreement; that the Fund Secretariat has accordingly updated the Agreement between the Government and the Executive Committee. To allow for consideration of the final tranche of its HPMP, the Government should submit a detailed description of the regulatory and policy framework in place to implement measures to ensure that HCFC consumption was in compliance with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol for the period 2030-2040; and if the Bolivarian Republic of Venezuela were intending to have consumption during the 2030-2040 period, in line with paragraph 8 ter(e)(i) of Article 5 of the Montreal Protocol, proposed modifications to its Agreement with the Executive Committee covering the period beyond 2030.</i></p> <p><i>Requested UNIDO and the Government to include in the progress report associated with the next tranche request an update on the progress achieved in the re-establishment and application of the licensing and quota system, and the results of the visits to importers, distributors, and users to monitor the local HCFC market, including proposed sanctions or measures to address identified irregular imports and possession of HCFCs; and to include in the Zero-Leaks and pilot demonstration projects to be implemented measurement of performance in the baseline situation, monitoring of the repaired equipment for a representative period (one year), measurement of performance after intervention, and a comparison of results with the production of data on differences in energy and refrigeration consumption, leakage rates, needs for repair and other parameters, and include this information in the reports associated to the tranches. Deducted 162.75 ODP tonnes of HCFCs from the remaining HCFC consumption eligible for funding.</i></p>					
Total for Venezuela		4.4	\$261,444	\$18,301	\$279,745

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
VIETNAM						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
HCFC phase-out management plan (stage II, fourth tranche)	IBRD	96.8	\$711,483	\$49,804	\$761,287	
<p><i>Noted that, in accordance with decision 90/22(c), the funding for the polyurethane (PU) foam manufacturing and the refrigeration manufacturing sectors had been revised to US \$1,799,553 and US \$542,904, respectively, in line, inter alia, with the phase-out of HCFCs at the assisted enterprises; that the Fund Secretariat had updated the Agreement between the Government of Viet Nam and the Executive Committee, specifically Appendix 2-A, to reflect the revised funding level of US \$7,208,300, revised schedule and additional reductions from the remaining consumption eligible for funding, in line with decision 90/22; Appendix 7-A, to reflect the revised cost-effectiveness of the project; and paragraph 17, to indicate that the updated Agreement superseded that reached at the 84th meeting. Approved on the understanding that should the phase-out of HCFC-141b contained in pre-blended polyols at eligible PU foam manufacturing enterprises assisted under the project be less than 222.95 metric tonnes, the World Bank, upon financial completion of the project, would return the funding associated with the difference in the phase-out amount, calculated at the agreed cost-effectiveness level of US \$8.07/kg. Requested the Government, the World Bank and the Government of Japan to submit, at the first meeting in 2024, a progress report on the implementation of the final tranche of stage II of the HPMP.</i></p>						
Preparation of HCFC phase-out management plan (stage III) (Overarching)	IBRD		\$90,000	\$6,300	\$96,300	
SEVERAL						
Ozone unit support						
Extension of the institutional strengthening project (phase XIV: 7/2023-6/2025)	UNEP		\$210,159	\$0	\$210,159	
Total for Vietnam		96.8	\$1,011,642	\$56,104	\$1,067,746	
ZAMBIA						
PHASE-OUT PLAN						
HCFC phase out plan						
Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
<p><i>Approved on the understanding that the verification report should be submitted at least 10 weeks prior to the applicable Executive Committee meeting where the next funding tranche for the HPMP is being sought.</i></p>						
Total for Zambia			\$30,000	\$3,900	\$33,900	

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
ZIMBABWE						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNEP		\$119,000	\$15,470	\$134,470	
Preparation of a Kigali HFC implementation plan	UNDP		\$51,000	\$3,570	\$54,570	
		Total for Zimbabwe	\$170,000	\$19,040	\$189,040	
REGION: ASP						
HFC PHASE-DOWN PLAN						
Preparation of project proposal						
Regional Kigali HFC implementation plan for 12 Pacific Island Countries: Cook Islands (the), Kiribati, Marshall Islands (the), Federated States of Micronesia, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu and Vanuatu (Overarching)	UNEP		\$780,000	\$95,800	\$875,800	
		Total for Region: ASP	\$780,000	\$95,800	\$875,800	
GLOBAL						
SEVERAL						
Technical assistance/support						
Twinning of national ozone officers and national energy efficiency policy makers to support Kigali Amendment objectives	UNEP		\$793,400	\$97,274	\$890,674	
<i>Approved on the understanding that UNEP would submit a midterm report on progress in the implementation of the project to the last meeting of the Executive Committee in 2023 as part of the UNEP Compliance Assistance Programme progress report; on the basis of the results of the project, UNEP could consider the development of a second phase that would take into account the outcomes of the workshops conducted in the first phase of the project and include an action plan to address any regional needs identified through the implementation of that first phase; and any balances left from the first phase of the project would be returned to the Multilateral Fund no later than the second meeting in 2025.</i>						

List of projects and activities approved for funding

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Project Title	Agency	ODP/Metric (tonnes)*	Funds approved (US\$)			C.E. (US\$/kg)
			Project	Support	Total	
Agency programme						
Compliance Assistance Programme: 2023 budget	UNEP		\$10,129,162	\$810,333	\$10,939,495	
<p><i>Noted that UNEP has identified the need to enhance the CAP over the next few years to meet the evolving needs of Article 5 countries particularly in light of Kigali Amendment implementation, and that UNEP will present specific proposals for consideration at a future meeting of the Executive Committee; and that UNEP, recognizing the health, financial and social challenges caused by the coronavirus disease pandemic, and that CAP activities were also affected, returned at the 91st meeting, in advance of the completion of the 2022 work plan, on an exceptional basis and without setting a precedent, the uncommitted funding balance of US \$828,000, plus agency support costs of US \$66,240. Further requested UNEP, in future submissions of the CAP budget, to continue providing detailed information on the activities for which the global funds would be used; extending the prioritization of funding between CAP budget lines to accommodate changing priorities, and to provide details, pursuant to decisions 47/24 and 50/26, on the reallocations made; reporting on the current post levels of staff and informing the Executive Committee of any changes thereto, particularly with respect to any increased budget allocations; and providing a budget for the year in question, and a report on the costs incurred in the year prior to the last year.</i></p>						
Core unit budget (2023)	IBRD		\$0	\$1,735,000	\$1,735,000	
Core unit budget (2023)	UNDP		\$0	\$2,142,835	\$2,142,835	
Core unit budget (2023)	UNIDO		\$0	\$2,050,407	\$2,050,407	
	Total for Global		\$10,922,562	\$6,835,849	\$17,758,411	
	GRAND TOTAL	7,260.3	\$71,479,243	\$11,034,276	\$82,513,519	

Summary

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/72
Annex XVI

Sector	Tonnes (ODP/Metric)	Funds approved (US\$)		
		Project	Support	Total
BILATERAL COOPERATION				
Phase-out plan	42.8	\$3,175,643	\$356,106	\$3,531,749
TOTAL:		\$3,175,643	\$356,106	\$3,531,749
INVESTMENT PROJECT				
Production	5,947.0	\$22,000,000	\$1,232,000	\$23,232,000
Refrigeration		\$367,885	\$31,752	\$399,637
Phase-out plan	1,260.0	\$25,773,780	\$1,969,026	\$27,742,806
HFC phase-down pl		\$100,000	\$8,200	\$108,200
TOTAL:		\$48,241,665	\$3,240,978	\$51,482,643
WORK PROGRAMME AMENDMENT				
Phase-out plan		\$720,000	\$72,600	\$792,600
Several		\$16,291,935	\$7,045,812	\$23,337,747
HFC phase-down pl		\$3,050,000	\$318,780	\$3,368,780
TOTAL:		\$20,061,935	\$7,437,192	\$27,499,127
Summary by Parties and Implementing Agencies				
Germany	42.8	\$3,175,643	\$356,106	\$3,531,749
IBRD	6,045.1	\$23,596,209	\$3,078,735	\$26,674,944
UNDP	214.1	\$12,012,715	\$2,989,626	\$15,002,341
UNEP	86.7	\$19,054,557	\$1,597,200	\$20,651,757
UNIDO	871.5	\$13,640,119	\$3,012,609	\$16,652,728
GRAND TOTAL (HCFCs and HFCs)	7,260.3	\$71,479,243	\$11,034,276	\$82,513,519

Balances on projects returned at the 91st meeting

Agency	Project costs (US\$)	Support costs (US\$)	Total (US\$)
France (decision 91/3(a)(vi))*	18,488	1,479	19,967
UNDP (decisions 91/3(a)(ii) and 91/53(d)(i))	3,040,397	213,024	3,253,421
UNEP (decisions 91/3(a)(ii) and 91/61(a)(iii))	3,406,802	285,907	3,692,709
UNIDO (decisions 91/3(a)(ii) and 91/62(a)(ii))	225,813	686,712	912,525
World Bank (decisions 91/3(a)(ii), 91/5(b)(iii) and 91/62(a)(ii))	3,486,777	260,388	3,747,165
Total	10,178,277	1,447,510	11,625,787

*Cash transfer.

Interest accrued

Agency	(US \$)	Remarks
France (decision 91/3(a)(vi))*	1,232	
UNEP (decision 91/5(b)(i))	540,089	Account reconciliation - Interest
UNIDO (decision 91/5(b)(ii))	104,843	Account reconciliation - Interest
World Bank (decision 91/71(e))	431	China - HPPMP stage II
UNIDO (decision 91/49(a))	1,471	China - HPMP stage II - Foam XPS
World Bank (decision 91/49(b))	182	China - HPMP stage II - Foam PU
UNDP (decision 91/49(c))	35,506	China - HPMP stages I and II - Refrigeration ICR
UNIDO (decision 91/49(d))	9,153	China - HPMP stages I and II - Refrigeration RAC
UNDP (decision 91/49(e))	12,387	China - HPMP stage II - Solvent
UNEP (decision 91/49(f))	5,746	China - HPMP stage II - Refrigeration servicing

*Cash transfer.

Penalty

Agency	Penalty (US\$)	Remarks
World Bank (decision 91/70(d)(i))	2,787	China - HPPMP stage II

Adjustment arising from the 91st meeting for transferred projects

Agency	Project Costs (US\$)	Support Costs (US\$)	Total (US\$)
UNDP (decision 91/19(b)(i))	-11,000	-990	-11,990
UNIDO (decision 91/19(b)(ii))	11,000	990	11,990

Net allocations based on decisions of the 91st meeting

Agency	Project costs (US\$)	Support costs (US\$)	Total (US\$)
Germany	3,175,643	356,106	3,531,749
UNDP	8,913,425	2,775,612	11,689,037
UNEP	15,101,920	1,311,293	16,413,213
UNIDO	13,309,839	2,326,887	15,636,726
World Bank	20,106,032	2,818,347	22,924,379
Total	60,606,859	9,588,245	70,195,104

Anexo XVII

ACUERDO ACTUALIZADO ENTRE EL GOBIERNO DE SUDÁN DEL SUR Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento entre el Gobierno de Sudán del Sur (el "País") y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) establecidas en el Apéndice 1-A ("Las Sustancias") a un nivel sostenido de 1,07 toneladas PAO para el 1 de enero de **2024**, en cumplimiento de los calendarios del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A ("Los Objetivos y la Financiación") del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 4.1.3 (consumo restante admisible).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A ("Calendario de Aprobación de la Financiación").
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a los planes sectoriales presentados para la eliminación de los HCFC. Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.
5. El Comité Ejecutivo no proporcionará la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación a menos que el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el país había cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse obligatoriamente los datos del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;
 - b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente, a menos que el Comité Ejecutivo decidiera que no se requiere dicha verificación;

- c) Que el País haya presentado Informes de Ejecución anuales en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubran cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
 - d) Que el país haya presentado un Plan de Ejecución anual en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.
6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución anuales anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice. Esta supervisión también estará sujeta a una verificación independiente, tal como se describe en el inciso 4 *supra*.
7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar los fondos aprobados o parte de los fondos, según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:
- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución anual presentado según lo descrito en el inciso 5 d) *supra*, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución anual existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos; y
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidas en el Plan de Ejecución anual avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución anual, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado;
 - b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución anual aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución anual subsiguiente; y
 - c) Todo fondo remanente será devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.
8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración, en particular:
- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y

- b) El País y los organismos bilaterales y de ejecución implicados tomarán plenamente en consideración los requisitos de las decisiones 41/100 y 49/6 durante la ejecución del Plan.

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUMA ha acordado ser el “Organismo de Ejecución Principal” y el PNUD el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que pueden ser realizadas en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación de cualquiera de los organismos que participan en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). La responsabilidad incluye la necesidad de coordinar con el Organismo de Ejecución Cooperante para asegurar la sincronización adecuada y la secuencia de las actividades de la ejecución. El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando las actividades enumeradas en el Apéndice 6-B bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. El Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante han llegado a un consenso sobre los arreglos de planificación ente los organismos, presentación de informes y responsabilidades en el marco de este Acuerdo para facilitar una ejecución coordinada del Plan, incluyendo reuniones regulares de coordinación. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten estas decisiones, este caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de una decisión futura del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

14. La terminación de la etapa I del plan de gestión de eliminación de HCFC y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún

pendientes que estuvieran previstas en el Plan y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo actualizado sustituye al Acuerdo alcanzado entre el Gobierno de Sudán del Sur y el Comité Ejecutivo en la 77ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	1,64

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Particularidades	2016	2017-2019	2020-2021	2022	2023	2024	Total	
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal de las sustancias del Grupo I del Anexo C (toneladas PAO)	3,69	3,69	2,67	2,67	2,67	2,67	n/d	
1.2	Consumo máximo total admisible de sustancias del Grupo I del Anexo C (toneladas PAO)	1,48	1,48	1,07	1,07	1,07	1,07	n/d	
2.1	Financiación convenida para el Organismo de Ejecución Principal (PNUMA) (\$EUA)	20 000	0	0	70 500	0	29 500	120 000	
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	2 600	0	0	9 165	0	3 835	15 600	
2.3	Financiación convenida para el organismo de ejecución cooperante (PNUD) (\$EUA)	0	0	0	50 000	0	40 000	90 000	
2.4	organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	0	0	0	4 500	0	3 600	8 100	
3.1	Total de la financiación convenida (\$EUA)	20 000	0	0	120 500	0	69 500	210 000	
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	2 600	0	0	13 665	0	7 435	23 700	
3.3	Total de gastos convenidos (\$EUA)	22 600	0	0	134 165	0	76 935	233 700	
4.1.1	Total de la eliminación de HCFC-22 convenida que se logrará en el marco de este Acuerdo (toneladas PAO)								0,57
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 que se logrará en proyectos aprobados previamente (toneladas PAO)								0
4.1.3	Consumo admisible remanente para HCFC-22 (toneladas PAO)								1,07

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la última reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución y del Plan para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por año civil, con respecto al progreso logrado desde el año anterior al informe previo, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la

misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir las SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología de alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y problemas relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución anual(es) presentado(s) anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios. El informe descriptivo cubrirá todos los años pertinentes especificados en el inciso 5a) del Acuerdo y además puede incluir también información sobre las actividades del corriente año;

- b) Un informe de verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A ,conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo hasta el año de la presentación programada de la solicitud del próximo tramo, destacando la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. La descripción debería cubrir los años especificados en el inciso 5 d) del Acuerdo. Igualmente la descripción debería especificar y explicar en detalle tales cambios al Plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes de ejecución anuales y Planes de Ejecución anuales Tramos, presentado a través de una base de datos en Internet. Esta información cuantitativa, que se presentará por año civil con cada solicitud de tramo, enmendará las descripciones y la descripción para el informe (véase inciso 1 a) *supra*) y el Plan (véase inciso 1 c) *supra*); el Plan de Ejecución anual y todos los cambios del Plan general, y abarcará los mismo períodos temporales y las mismas actividades; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Oficina Nacional del Ozono supervisará la ejecución de las actividades del proyecto y preparará un informe trimestral sobre la marcha del proyecto. Por lo tanto, el programa de supervisión asegurará la eficacia de todos los proyectos propuestos dentro del plan de gestión de eliminación de los HCFC mediante la supervisión constante y los exámenes periódicos del desempeño de proyectos

individuales. Un consultor contratado por el Organismo de Ejecución Principal realizará la verificación independiente.

2. El Organismo de Ejecución Principal desempeñará una función especialmente prominente en los arreglos de supervisión, dado su mandato de supervisar las importaciones de SAO, cuyos registros se utilizarán como referencia cruzada en todos los programas de supervisión para los diferentes proyectos dentro del plan de gestión de eliminación de los HCFC. Asimismo el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante emprenderán la difícil tarea de supervisar las importaciones y exportaciones ilegales de SAO e informar a los organismos nacionales correspondientes a través de la Oficina Nacional de Ozono.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen, como mínimo, las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución e informes subsiguientes conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades anuales según lo indicado en el Plan de Ejecución de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del Plan general y en los Planes de Ejecución anuales futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir con los requisitos de información respecto de los Informes de ejecución anuales, Planes de Ejecución anuales y el Plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Los requisitos de presentación de informes incluyen información sobre las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- f) Asegurar que expertos técnicos independientes y competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- g) Emprender las misiones de supervisión requeridas;
- h) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución y la presentación de datos precisos;
- i) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- j) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación de cada organismo de ejecución o bilateral implicado;

- k) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- l) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN COOPERANTE

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan general, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada; y
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionado podrá reducirse en 180 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A.

Anexo XVIII

OPINIONES PRELIMINARES EXPRESADAS POR EL COMITÉ EJECUTIVO SOBRE LA RENOVACIÓN DE PROYECTOS DE FORTALECIMIENTO INSTITUCIONAL PRESENTADOS A LA 91ª REUNIÓN

Armenia

1. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Armenia (fase VIII) y tomó nota con beneplácito de que el Gobierno de Armenia comunicó los datos de ejecución del programa del país a la Secretaría del Fondo y los datos relativos al Artículo 7 a la Secretaría del Ozono, datos que indican que el país cumple con el Protocolo de Montreal. El Comité señaló además que el país revisó las reglamentaciones sobre SAO y mejoró el control de los HCFC; finalizó actividades en el marco de la etapa II del plan de gestión de eliminación de HCFC y coordinó la preparación de la etapa III; y sensibilizó a la opinión pública sobre el Protocolo de Montreal. Por tanto, el Comité Ejecutivo confía en que en los próximos dos años el Gobierno de Armenia seguirá realizando actividades que le permitan al país cumplir las metas del Protocolo de Montreal.

Belice

2. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Belice (fase XI), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Belice ha transmitido a las Secretarías del Fondo y del Ozono, respectivamente, los datos para los años 2014 a 2020 del programa país y del artículo 7 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata además que Belice ha cumplido en tiempo y forma con el calendario de eliminación de HCFC, que cuenta con un sistema operativo y estructurado de licencias y cuotas de importación de HCFC, y que el plan de gestión para la eliminación de HCFC (PGEH) se sigue ejecutando pese a las dificultades impuestas por la pandemia del Covid-19. El Comité también reconoce que Belice ha adoptado medidas para ratificar la Enmienda de Kigali y manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio seguirá implementando los proyectos y políticas que le permitan cumplir con las siguientes medidas de control previstas en el Protocolo de Montreal y el Acuerdo suscrito con el Comité Ejecutivo.

Botswana

3. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Botswana (fase VI), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Botswana ha informado los datos del programa país y del artículo 7 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata la implementación de un sistema de licencias y cuotas, de actividades de sensibilización y de entrega de información y la capacitación de personal aduanero y técnicos en refrigeración, todo lo cual ha sido fundamental para frenar el consumo de HCFC. El Comité reconoce con satisfacción que en septiembre de 2020 el país ratificó la Enmienda de Kigali y expresa su expectativa de que durante el próximo bienio el Gobierno siga implementando actividades de eliminación de HCFC en un marco de estrecha colaboración entre la ONO y las contrapartes locales a fin de preparar al país para alcanzar la reducción del 67,5 por ciento en el consumo de HCFC que debe cumplir a más tardar el 1º de enero de 2025.

Brunei Darussalam

4. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Brunei Darussalam (fase VII), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Brunei Darussalam ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos para los años 2020 y 2021 del artículo 7 y del programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité reconoce que el país cuenta con un sólido sistema de

licencias y cuotas de control del comercio de HCFC y que el sistema de licencias para HFC se mantiene operativo a la espera de que estas sustancias se agreguen a la norma vigente. El Comité constata además la activa participación del país en la red regional y los pasos dados hacia la ratificación de la Enmienda de Kigali. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio Brunei Darussalam seguirá implementando las actividades que le permitan cumplir con las siguientes metas del Protocolo de Montreal, garantizando la integración de la perspectiva de género en la ejecución de las actividades del Protocolo de Montreal.

Côte d'Ivoire

5. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Côte d'Ivoire (fase X), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Côte d'Ivoire ha transmitido a las Secretarías del Fondo y del Ozono, respectivamente, los datos del programa país y del artículo 7 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata además que Côte d'Ivoire ha adoptado medidas para eliminar el consumo de HCFC, destacándose la imposición de controles a la importación de SAO por medio de un sistema de licencias y cuotas y de la capacitación de personal aduanero y técnicos en refrigeración. El Comité reconoce los esfuerzos de Côte d'Ivoire por reducir el consumo de HCFC y manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio seguirá implementando las actividades que le permitan cumplir y mantenerse en cumplimiento con las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo de Montreal.

Djibouti

6. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Djibouti (fase VIII), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Djibouti ha transmitido a la Secretaría del Ozono los datos para los años 2020 y 2021 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata además que Djibouti ha adoptado importantes medidas para eliminar el consumo de HCFC, reconoce con satisfacción la ratificación de la Enmienda de Kigali en julio de 2022 y, por consiguiente, manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio Djibouti seguirá implementando actividades de eliminación de HCFC y dará inicio a las actividades de reducción de los HFC.

Egipto

7. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Egipto (fase XIV) y tomó nota con beneplácito de que el Gobierno de Egipto comunicó los datos de 2020 y 2021 en el marco de los informes de ejecución del programa de país y en virtud del Artículo 7 a la Secretaría del Fondo y a la Secretaría del Ozono, respectivamente, que indican que el país cumple con el Protocolo de Montreal. El Comité señaló además que el país había tomado medidas para seguir eliminando el consumo de HCFC, en particular la aplicación de un control estricto del comercio de HCFC a través del marco reglamentario de SAO y la asignación de cupos, así como mediante la mejora adicional de la base de datos electrónica. Se mantuvo una estrecha cooperación con las autoridades aduaneras para mejorar aún más la eficacia de los reglamentos sobre SAO y asegurar la aplicación de las políticas publicadas por el Comité Nacional del Ozono. El Comité también señaló que se había finalizado el proyecto de actividades de apoyo para el proyecto de reducción de HFC y, por lo tanto, tiene la esperanza de que el Gobierno de Egipto, además de seguir llevando a cabo con éxito actividades de eliminación de HCFC, ratifique pronto la Enmienda de Kigali.

El Salvador

8. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para El Salvador (fase IX), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el país ha dado cumplimiento a la obligación de informar los datos del artículo 7 y eliminar HCFC contraída en virtud del

Protocolo de Montreal, y que cuenta con un sistema operativo de licencias de importación y exportación de SAO y de cuotas de HCFC. El Comité constata además que El Salvador transmitió de manera oportuna a la Secretaría del Fondo los datos del programa país, que ha capacitado a técnicos en refrigeración, que ha asegurado el respaldo de las contrapartes a través de reuniones de coordinación y que ha hecho conciencia pública sobre la importancia de proteger la capa de ozono. El Comité reconoce con satisfacción la ratificación de la Enmienda de Kigali en septiembre de 2021 y manifiesta su confianza en que El Salvador seguirá implementando actividades de eliminación de HCFC y proyectos de fortalecimiento institucional y que presentará de manera eficaz un plan de aplicación de la Enmienda de Kigali que le permita cumplir con las metas de eliminación de HCFC y reducción de HFC.

Fiji

9. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Fiji (fase XIII), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Fiji ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos para los años 2020 y 2021 del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata que Fiji cuenta con un sistema operativo de licencias y cuotas de HCFC y que el Plan de gestión de eliminación de HCFC ha sido implementado de manera eficaz y oportuna. El Comité también constata con satisfacción que Fiji, tras ratificar la Enmienda de Kigali el 16 de junio de 2020, dispuso el control obligatorio de los HFC a partir del 1° de enero de 2021. El Comité destaca asimismo la permanente interacción del país con las principales partes del Protocolo de Montreal a nivel nacional, la organización de actividades de sensibilización y de celebración del Día Internacional del Ozono y su activa participación en las redes regionales. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio el Gobierno de Fiji seguirá implementando las actividades que le permitan cumplir con las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo de Montreal y teniendo en cuenta la integración de la perspectiva de género.

Ghana

10. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Ghana (fase XV) y tomó nota con reconocimiento de que el Gobierno de Ghana comunicó a las Secretarías del Ozono y del Fondo los datos correspondientes a 2020 y 2021, indicando que el país había alcanzado sus objetivos de reducción de HCFC. El Comité tomó nota de los continuos esfuerzos del país por hacer cumplir las medidas de control para mantener la eliminación de las SAO. El Comité también tomó nota de los compromisos del país en la prestación de los más altos niveles de asistencia técnica a las partes interesadas locales para la finalización de las actividades de la etapa I del plan de gestión de la eliminación de los HCFC (PGEH), y de la coordinación y supervisión continuas para la ejecución de la etapa II del PGEH que está en curso. El Comité Ejecutivo elogió al Gobierno de Ghana por sus esfuerzos para avanzar en la preparación del plan de ejecución de los HFC de Kigali y, por lo tanto, espera que durante los próximos dos años el país continúe con las actividades, tanto a nivel de políticas como de proyectos, que le permitan cumplir con las próximas medidas de control del Protocolo de Montreal.

Irán (República Islámica del)

11. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Irán (fase XIV) y tomó nota con reconocimiento de que el Gobierno de la República Islámica de Irán comunicó a las Secretarías del Ozono y del Fondo los datos correspondientes a 2020 y 2021, indicando que el país había alcanzado sus objetivos de reducción de HCFC. El Comité también tomó nota de los continuos esfuerzos del país para hacer cumplir las medidas de control para mantener la eliminación de las SAO, con una actualización de las normas y reglamentos y un sistema eficiente de concesión de licencias y cuotas de HCFC. El Comité Ejecutivo elogió al Gobierno de la República Islámica del Irán por sus esfuerzos en la continuación de la aplicación del plan de gestión de la eliminación de los HCFC y por recomendar la aceleración de las consultas internas en curso para la

ratificación de la Enmienda de Kigali, y espera, por lo tanto, que el país continúe con las actividades tanto a nivel de políticas como de proyectos que le permitan cumplir con las próximas medidas de control del Protocolo de Montreal, así como con la ratificación de la Enmienda de Kigali.

Kirguistán

12. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Kirguistán (fase XI), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el país ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos del artículo 7 y programa país que indican haber dado cumplimiento al plan acelerado de eliminación total de HCFC antes de lo previsto en el cronograma de control del Protocolo de Montreal. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio el Gobierno de Kirguistán consolidará la eliminación lograda y dará inicio a la elaboración y ejecución del plan de aplicación de la Enmienda de Kigali.

República Democrática Popular Lao

13. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para la República Democrática Popular Lao (fase XI), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos para los años 2020 y 2021 del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité reconoce que el país cuenta desde el 1º de enero de 2021 con un sistema de licencias de HFC y constata asimismo el cambio producido en el ente coordinador nacional a cargo de las funciones de la ONO, por lo que insta al PNUMA a seguir colaborando con el país durante el período de transición a fin de garantizar las operaciones de la ONO y de otras actividades financiadas por el Fondo Multilateral que permitan al país cumplir con las metas fijadas en el Protocolo de Montreal.

Libia

14. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Libia (fase VII) y tomó nota con beneplácito de que el Gobierno de Libia comunicó los datos de 2020 y 2021 en el marco de los informes de ejecución del programa de país y en virtud del Artículo 7 a la Secretaría del Fondo y a la Secretaría del Ozono, respectivamente, que indican que el país está cumpliendo con el plan de acción para retornar a una situación de cumplimiento con el Protocolo de Montreal como se establece en la decisión XXVII/11. El Comité tomó nota de que la dependencia nacional del ozono contaba con todo el personal, a pesar de la actual situación política y de seguridad en el país, y de que se establecían y supervisaban periódicamente cuotas anuales de consumo. El Comité reconoció los esfuerzos del Gobierno de Libia para completar la etapa I del Plan de gestión de eliminación de HCFC y el proyecto de actividades de apoyo para la reducción de los HFC. Por lo tanto, el Comité tiene la esperanza de que el Gobierno de Libia continúe con la ejecución de la etapa II del PGEH para mantener el consumo dentro de los límites controlados establecidos en el Acuerdo con el Comité Ejecutivo y seguir cumpliendo con el Protocolo de Montreal y con sus compromisos conforme a la decisión XXVII/11.

Mauritania

15. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Mauritania (fase VIII), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el Gobierno de Mauritania ha transmitido a las Secretarías del Fondo y del Ozono, respectivamente, los datos para los años 2014 a 2020 del programa país y del artículo 7 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata además que Mauritania ha adoptado medidas para eliminar el consumo de HCFC, en especial la imposición de controles a la importación de SAO por medio de un sistema de licencias y cuotas y de capacitar a personal aduanero y técnicos en refrigeración. El Comité reconoce asimismo los esfuerzos de Mauritania por reducir el consumo de HCFC y manifiesta su confianza en que durante el

próximo bienio seguirá implementando las actividades que le permitan cumplir y mantenerse en cumplimiento con las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo de Montreal.

México

16. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para México (fase XVI) y tomó nota con beneplácito de que el Gobierno de México comunicó los datos de ejecución del programa del país a la Secretaría del Fondo y los datos relativos al Artículo 7 a la Secretaría del Ozono, que indican que el país cumple con el Protocolo de Montreal. El Comité también tomó nota de que, en el marco del proyecto de fortalecimiento institucional, el país logró fortalecer la capacidad de su Dependencia unidad nacional del ozono para el control de HCFC y la preparación para la aplicación de la Enmienda de Kigali, para ser miembro activo de la red regional del ozono para América Latina; apoyar a los países de la región mediante la difusión de sus logros a través de la organización de talleres y visitas técnicas. El Comité reconoció los esfuerzos del Gobierno de México para llevar a cabo las etapas I y II del Plan de gestión de eliminación de HCFC y, por lo tanto, espera que el país presente las actividades finales para la eliminación completa de los HCFC, tanto en el consumo como en sectores de producción e iniciar actividades para la reducción gradual de los HFC.

Mozambique

17. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Mozambique (fase X), el Comité Ejecutivo observa que el Gobierno de Mozambique transmitió a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité reconoce además las medidas adoptadas por Mozambique para eliminar el consumo de SAO, en especial la imposición de controles a la importación por medio de un sistema de licencias y cuotas y de capacitar a personal aduanero y técnicos en refrigeración. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio Mozambique seguirá implementando las políticas y proyectos que le permitan cumplir con las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo de Montreal.

Nigeria

18. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Nigeria (fase XII) y tomó nota con reconocimiento de que el Gobierno de Nigeria comunicó a las Secretarías del Ozono y del Fondo los datos correspondientes a 2020 y 2021, indicando que el país alcanzó sus objetivos de reducción de HCFC. El Comité tomó nota de los compromisos del país en el mantenimiento de los más altos estándares de asistencia técnica para las partes interesadas locales y en la continuación de la coordinación y supervisión para la aplicación de la fase II del plan de gestión de la eliminación de los HCFC (PGEH) que está en curso. El Comité también tomó nota de que el país ha desarrollado un plan de acción nacional de refrigeración. El Comité elogió al Gobierno de Nigeria por sus esfuerzos para avanzar en la preparación de la etapa III del plan de gestión de la eliminación de los HCFC y el plan de aplicación de los HFC de Kigali y, por lo tanto, espera que el país continúe la ejecución de estas actividades con éxito para lograr y mantener el cumplimiento del Protocolo de Montreal.

Perú

19. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para el Perú (fase VI), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el país ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata que el Perú cuenta con un sistema operativo de licencias de importación y exportación de SAO y de cuotas de HCFC, que se ha esforzado por fortalecer las capacidades de las autoridades aduaneras, que ha asegurado el respaldo de sus contrapartes por medio de reuniones de coordinación, que ha participado en talleres regionales y

globales y que ha hecho conciencia sobre la importancia de proteger la capa de ozono. El Comité reconoce con satisfacción que el 7 de agosto de 2019 el Perú ratificó la Enmienda de Kigali y manifiesta su confianza en que seguirá implementando actividades de eliminación de HCFC y proyectos de fortalecimiento institucional y que dará inicio de manera eficaz a la elaboración y ejecución de un plan de aplicación de la Enmienda de Kigali que le permita cumplir con las metas de eliminación de HCFC y reducción de HFC.

Seychelles

20. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Seychelles (fase X), el Comité Ejecutivo observa que el país ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos para los años 2020 y 2021 del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité reconoce las medidas adoptadas por Seychelles para prohibir la importación de HCFC y manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio el país consolidará la eliminación total de HCFC lograda antes de lo previsto en el cronograma de reducción del Protocolo de Montreal y que iniciará la reducción de HFC que estipula la Enmienda de Kigali.

Sierra Leona

21. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Sierra Leona (fase IX), el Comité Ejecutivo observa que el país ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos del artículo 7 y programa país para el año 2021 que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité constata además que Sierra Leona ha adoptado medidas para eliminar el consumo de HCFC y controlar la importación de SAO por medio de un sistema de licencias y cuotas y de capacitar a personal aduanero y a técnicos en refrigeración. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que durante el próximo bienio el país seguirá implementando las políticas y proyectos que le permitan cumplir con las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo de Montreal.

Sri Lanka

22. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Sri Lanka (fase XIV) y tomó nota con reconocimiento de que el Gobierno de Sri Lanka comunicó los datos de 2020 y 2021 a las Secretarías del Ozono y del Fondo indicando que el país alcanzó sus objetivos de reducción de HCFC. El Comité tomó nota de los esfuerzos del Gobierno de Sri Lanka para supervisar y controlar la eliminación de las SAO a través de diversas actividades políticas y reglamentarias, junto con actividades de sensibilización. El Comité tomó nota además de que, a pesar de la difícil situación a la que se enfrentó el país en 2021 y 2022 debido a la pandemia de COVID-19 y a su situación económica, el Gobierno de Sri Lanka garantizó la ejecución de acuerdo con el plan de eliminación del consumo de SAO, incluyendo la finalización de la etapa I de su plan de gestión de la eliminación de los HCFC (PGEH), el inicio de la etapa II del PGHE y la preparación para la eliminación de los HFC. El Comité reconoció los esfuerzos del Gobierno de Sri Lanka y, por lo tanto, espera que, en los próximos dos años, el Gobierno de Sri Lanka continúe, con éxito, la coordinación con otros organismos nacionales y partes interesadas en la aplicación de políticas y reglamentos para mantener la eliminación de las SAO y facilitar la eliminación de los HFC, así como el desarrollo y la ejecución de las actividades del Protocolo de Montreal, incluida la etapa II del plan de gestión de la eliminación de los HCFC, el plan de ejecución de Kigali y el proyecto de fortalecimiento institucional.

Türkiye

23. El Comité Ejecutivo examinó el informe presentado con la solicitud de renovación del proyecto de fortalecimiento institucional para Türkiye (fase X) y tomó nota con beneplácito de que el Gobierno de Türkiye comunicó datos de 2020 y 2021 relativos a la ejecución del programa del país a la Secretaría del

Fondo y los datos relativos al Artículo 7 a la Secretaría del Ozono, respectivamente, que indican que el país cumple con el Protocolo de Montreal. El Comité señaló además que el país había tomado medidas para seguir eliminando el consumo de HCFC, incluida la aplicación de un control estricto del comercio de HCFC a través del marco reglamentario de SAO y la asignación de cupos, así como mediante la mejora adicional de la base de datos electrónica. El Comité tomó nota con reconocimiento de la ratificación de la Enmienda de Kigali por Türkiye el 10 de noviembre de 2021 y, por lo tanto, confía en que el Gobierno de Türkiye, además de seguir llevando a cabo actividades de eliminación de HCFC, iniciará actividades para la reducción de HFC, incluida la presentación de la etapa I del plan de ejecución de Kigali relativo a los HFC.

República Unida de Tanzania

24. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para la República Unida de Tanzania, el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que Tanzania ha transmitido los datos del artículo 7 y programa país que indican haber cumplido en tiempo y forma con las medidas de control de los HCFC previstas en el Protocolo de Montreal. El Comité también constata el compromiso del Gobierno de mantener a largo plazo la supervisión, información y verificación de las SAO eliminadas. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que Tanzania seguirá implementando las actividades de eliminación de HCFC que le permitan alcanzar la reducción del 67,5 por ciento en el consumo de HCFC que debe cumplir a más tardar el 1º de enero de 2025.

Viet Nam

25. Tras tomar conocimiento del informe adjunto a la solicitud relativa al proyecto de fortalecimiento institucional para Viet Nam (fase XIV), el Comité Ejecutivo observa con satisfacción que el país ha transmitido a las Secretarías del Ozono y del Fondo, respectivamente, los datos del artículo 7 y programa país que indican el cumplimiento con lo previsto en el Protocolo de Montreal. El Comité reconoce que Viet Nam cuenta con un sistema estructurado de licencias y cuotas de importación y exportación de HCFC, que ha establecido un sistema de licencias de importación y exportación de HFC, y que contempla introducir un sistema de cuotas HFC a partir del 1º de enero de 2024. Por consiguiente, el Comité manifiesta su confianza en que Viet Nam seguirá implementando las políticas y proyectos que le permitan cumplir con las metas fijadas en el Protocolo de Montreal.

Anexo XIX

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE BARBADOS Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Barbados (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3 y 4.2.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;
 - b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;

- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) *supra*, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;
- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente; y

- c) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUMA acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y el PNUD acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento

de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	3,56
HCFC-142b	C	I	0,13
Total	C	I	3,69

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028-2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	2,40	2,40	2,40	1,20	1,20	1,20	1,20	0,00	n/a
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	2,40	2,40	2,40	1,20	1,20	1,20	1,20	0,00	n/a
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (PNUMA) (\$EUA)	36 000	0	0	52 500	0	134 000	0	75 500	298 000
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	4 680	0	0	6 825	0	17 420	0	9 815	38 740
2.3	Financiación convenida para el organismo de ejecución cooperante (PNUD) (\$EUA)	125 000	0	0	97 000	0	0	0	0	222 000
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	11 250	0	0	8 730	0	0	0	0	19 980
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	161 000	0	0	149 500	0	134 000	0	75 500	520 000
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	15 930	0	0	15 555	0	17 420	0	9 815	58 720
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	176 930	0	0	165 055	0	151 420	0	85 315	578 720
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)									2,27
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)									1,29
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22									0,00
4.2.1	Eliminación total convenida de HCFC-142b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)									0,13
4.2.2	Eliminación de HCFC-142b por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)									0,00
4.2.3	Consumo admisible remanente de HCFC-142b									0,00

*Fecha de terminación de la etapa I, conforme al Acuerdo sobre la etapa I: 31 diciembre de 2023.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la primera reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y

- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Dependencia Nacional del Ozono, que forma parte de la Dependencia de Investigación de Políticas, Planificación e Información del Ministerio de Medio Ambiente y Belleza Natural, será responsable de la ejecución cotidiana de las actividades del proyecto.
2. En el desarrollo de esta función, la Dependencia Nacional del Ozono seguirá los procedimientos de supervisión y de presentación de informes establecidos por el Ministerio. El responsable de la Dependencia Nacional del Ozono es el Oficial Nacional del Ozono, que depende directamente del Oficial Superior de Asuntos Ambientales, perteneciente a la Secretaría Permanente de la Dependencia de Investigación de Políticas, Planificación e Información. La Dependencia Nacional del Ozono elabora planes de trabajo trimestrales a fin de supervisar internamente las actividades del Plan. Por otra parte, cada dos semanas, se celebran reuniones con el Oficial Superior de Asuntos Ambientales para hacer seguimiento de los avances del Plan.
3. Periódicamente, el Gobierno, en colaboración con el organismo de ejecución principal, convocará misiones de supervisión para verificar de forma independiente los resultados de los proyectos, el logro de los objetivos y la gestión financiera.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:
 - a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
 - b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
 - c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
 - d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
 - e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
 - f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de

antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;

- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
- l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores;
- m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN COOPERANTE

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y

- d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 180 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XX

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE ERITREA Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Eritrea (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 4.1.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;
 - b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;

- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) *supra*, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;
- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente; y

- c) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUMA acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y la ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	1.09

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023-2024	2025	2026-2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	0,71	0,71	0,35	0,35	0	n/a
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	0,67	0,60	0,35	0,35	0	n/a
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (PNUMA) (\$EUA)	115.000	0	135.000	0	75.000	325.000
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	14.950	0	17.550	0	9.750	42.250
2.3	Financiación convenida para el organismo de ejecución cooperante (ONUDI) (\$EUA)	105.000	0	110.000	0	0	215.000
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	9.450	0	9.900	0	0	19.350
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	220.000	0	245.000	0	75.000	540.000
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	24.400	0	27.450	0	9.750	61.600
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	244.400	0	272.450	0	84.750	601.600
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)						0,71
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)						0,38
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22						0

*Fecha de finalización de la etapa I conforme al Acuerdo de la etapa I: 31 de diciembre de 2021.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:
 - a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la

Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;

- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
 - c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
 - d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
 - e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.
2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Dependencia Nacional del Ozono presentará al Organismo de Ejecución Principal informes anuales sobre la marcha de las actividades.

2. El Organismo de Ejecución Principal asignará la supervisión del desarrollo del Plan y la verificación del cumplimiento de los objetivos de desempeño establecidos en el Plan preferentemente a empresas locales independientes o a consultores locales independientes.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;

- l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores;
- m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 180 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excederá el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXI

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LA INDIA Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA III DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de la India (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.

2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3, 4.3.3, 4.4.3, 4.5.3 y 4.6.3 (consumo restante admisible para la financiación).

3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).

4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa III del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:

- a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- c) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las políticas del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibiría ayuda financiera. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
- d) El País se compromete a examinar la posibilidad de utilizar sistemas de hidrocarburos premezclados con agentes espumantes de bajo potencial de calentamiento atmosférico en lugar de mezclarlos en el país, para las empresas de espumas cubiertas por el Plan, en caso de que sea técnicamente posible, económicamente viable, y aceptable para las empresas;
- e) El País acuerda, en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la instrucción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- f) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUD acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y el PNUMA y el Gobierno de Alemania acordaron ser los “Organismos de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del

Organismo de Ejecución Principal y/o los Organismos de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). Los Organismos de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y de los Organismos de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y a los Organismos de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2, 2.4 y 2.6 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo, y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y los Organismos de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y a los Organismos de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-123	C	I	3,50
HCFC-124	C	I	13,50
HCFC-141b	C	I	865,50
HCFC-142b	C	I	123,70
HCFC-22	C	I	602,00
Total parcial			1,608,20
HCFC-141b contenido en polioles premezclados	C	I	83,05
Total			1,691,25

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	1.045,33	1.045,33	1.045,33	522,67	522,67	522,67	522,67	522,67	0,00	n/a
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	698,82	643,28	643,28	75,85	75,85	75,85	75,85	75,85	0,00	n/a
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (PNUD) (\$EUA)	6.166.500	0	5.495.933	0	2.663.295	0	0	509.332	0	14.835.060
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	431.655	0	384.715	0	186.431	0	0	35.653	0	1.038.454
2.3	Financiación convenida para organismo de ejecución cooperante (PNUMA) (\$EUA)	668.215	0	1.011.000	0	1.168.825	0	0	521.960	0	3.370.000
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	75.486	0	114.210	0	132.039	0	0	58.965	0	380.700
2.3	Financiación convenida para organismo de ejecución cooperante (Alemania) (\$EUA)	1.700.643	0	2.140.772	0	2.396.887	0	0	714.270	0	6.952.572
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	189.517	0	238.564	0	267.105	0	0	79.597	0	774.783
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	8.535.358	0	8.647.705	0	6.229.007	0	0	1.745.562	0	25.157.632
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	696.658	0	737.489	0	585.575	0	0	174.215	0	2.193.937
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	9.232.016	0	9.385.194	0	6.814.582	0	0	1.919.777	0	27.351.569
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-123 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										3,50
4.1.2	Eliminación de HCFC-123 por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										0,00
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-123 (toneladas PAO)										0,00
4.2.1	Eliminación total convenida de HCFC-124 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										13,50
4.2.2	Eliminación de HCFC-124 por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										0,00
4.2.3	Consumo admisible remanente de HCFC-124 (toneladas PAO)										0,00
4.3.1	Eliminación total convenida de HCFC-141b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										0,00
4.3.2	Eliminación de HCFC-141b por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										865,50
4.3.3	Consumo admisible remanente de HCFC-141b (toneladas PAO)										0,00
4.4.1	Eliminación total convenida de HCFC-142b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										123,70
4.4.2	Eliminación de HCFC-142b por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										0,00
4.4.3	Consumo admisible remanente de HCFC-142b (toneladas PAO)										0,00
4.5.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										439,29
4.5.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										162,71
4.5.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22 (toneladas PAO)										0,00
4.6.1	Eliminación total convenida de HCFC-141b contenido en polioles premezclados por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										0,00
4.6.2	Eliminación de HCFC-141b contenido en polioles premezclados por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)										83,05
4.6.3	Consumo admisible remanente de HCFC-141b contenido en polioles premezclados (toneladas PAO)										0,00

*Fecha de terminación de la etapa II, conforme al Acuerdo sobre la etapa II: 31 de diciembre de 2024

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. El proceso de supervisión lo gestionará la División del Ozono, Ministerio de Medio Ambiente, Bosques y Cambio Climático, con la asistencia del Organismo de Ejecución Principal.

2. El consumo se supervisará y determinará a partir de los datos oficiales sobre importaciones y exportaciones de las sustancias registrados por los departamentos gubernamentales pertinentes.

3. La División del Ozono, Ministerio de Medio Ambiente, Bosques y Cambio Climático, recopilará y comunicará anualmente los siguientes datos e información en las fechas correspondientes o antes:

- a) Informes anuales sobre el consumo de las sustancias, para su presentación a la Secretaría del Ozono; e
- b) Informes anuales sobre el progreso de ejecución del Plan, para su presentación al Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

4. El consumo se supervisará anualmente a través de la ejecución del Plan y se reflejará en el informe sobre la marcha de las actividades relativo a la ejecución del Plan.

5. La División del Ozono, Ministerio de Medio Ambiente, Bosques y Cambio Climático, endosará el informe final y el Organismo de Ejecución Principal lo presentará a la reunión pertinente del Comité Ejecutivo junto con los informes y el plan anual de ejecución.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;

- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
 - d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
 - e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por los Organismos de Ejecución Cooperante;
 - f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
 - g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
 - h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
 - i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
 - j) Coordinar las actividades de los Organismos de Ejecución Cooperantes y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
 - k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y los Organismos de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y de cada Organismo de Ejecución Cooperante;
 - l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
 - m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
 - n) Lograr un consenso con los Organismos de Ejecución Cooperantes sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
 - o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.
2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. Los Organismos de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 86,75 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXII

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE NIGERIA Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA III DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Nigeria (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de 112,09 toneladas PAO antes del 1 de enero de 2025 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3 y 4.3.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa III del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - (a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- (b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- (c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- (d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- (a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - (i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - (ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - (iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - (iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - (v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- (b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- (c) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las políticas del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibiría ayuda financiera. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
- (d) El País se compromete a examinar la posibilidad de utilizar sistemas de hidrocarburos premezclados con agentes espumantes de bajo potencial de calentamiento atmosférico en lugar de mezclarlos en el país, para las empresas de espumas cubiertas por el Plan, en caso de que sea técnicamente posible, económicamente viable, y aceptable para las empresas;
- (e) El País acuerda, en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la instrucción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- (f) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- (a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- (b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUD acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y la ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	248,5
HCFC-141b	C	I	96,4
Total parcial			344,9
HCFC-141b en polioles premezclados importados	C	I	53,2
Total	C	I	398,2

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023	2024	2025	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	224,19	224,19	224,19	112,09	n/a
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	224,19	167,81	167,81	112,09	n/a
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (PNUD) (\$EUA)	0	0	0	0	0
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	0	0	0	0	0
2.3	Financiación convenida para organismo de ejecución cooperante (ONUDI) (\$EUA)	1.944.347	0	1.199.847	0	3.144.194
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	136.104	0	83.989	0	220.093
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	1.944.347	0	1.199.847	0	3.144.194
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	136.104	0	83.989	0	220.093
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	2.080.451	0	1.283.836	0	3.364.287
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)					68,98
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)					80,69
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22 (toneladas PAO)					98,85
4.2.1	Eliminación total convenida de HCFC-141b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)					0
4.2.2	Eliminación de HCFC-141b por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)					96,4
4.2.3	Consumo admisible remanente de HCFC-141b (toneladas PAO)					0
4.3.1	Total convenido de eliminación de HCFC-141b presente en polioles premezclados importados, por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)					0
4.3.2	Eliminación de HCFC-141b presente en polioles premezclados importados por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)					53,3
4.3.3	Consumo admisible remanente del HCFC-141b presente en polioles premezclados de importación (toneladas PAO)					0

*Fecha de terminación de la etapa II, conforme al Acuerdo sobre la etapa II: 31 de diciembre de 2024.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- (a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- (b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- (c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- (d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- (e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- (a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- (b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Dependencia Nacional del Ozono supervisará la ejecución de las actividades del proyecto y preparará un informe trimestral sobre la marcha de las mismas. Por lo tanto, el programa de supervisión garantizará la eficacia de todos los proyectos propuestos en el marco del Plan, mediante una supervisión constante y un examen periódico de los resultados de los distintos proyectos. Un consultor concertado por el Organismo de Ejecución Principal llevará a cabo la verificación independiente.

2. El Organismo de ejecución principal desempeñará una función especialmente destacada en los acuerdos de supervisión, debido a su mandato de supervisar las importaciones de SAO, y sus registros se cotejarán en todos los programas de supervisión de los diferentes proyectos del Plan. El Organismo de Ejecución Principal, junto con el Organismo de Ejecución Cooperante, también se encargará de la difícil tarea de supervisar las importaciones y exportaciones ilícitas de SAO y de asesorar a los organismos nacionales correspondientes a través de la Dependencia Nacional del Ozono.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- (a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- (b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- (c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- (d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;

- (e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- (f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- (g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- (h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- (i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- (j) Coordinar las actividades de los Organismos de Ejecución Cooperantes y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- (k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
- (l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- (m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- (n) Lograr un consenso con los Organismos de Ejecución Cooperantes sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- (o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- (a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;

- (b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- (c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- (d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 351,78 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXIII

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE SUDÁFRICA Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de la República de Sudáfrica (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3 y 4.4.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - (a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- (b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- (c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- (d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- (a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - (i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - (ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - (iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - (iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - (v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- (b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente; y
- (c) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- (a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - (b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. La ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). Las funciones del Organismo de Ejecución Principal se especifican en el Apéndice 6-A. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal los honorarios estipulados en la fila 2.2 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo y el Organismo de Ejecución Principal para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del país y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	210.9
HCFC-123	C	I	0.3
HCFC-124	C	I	-0.7
HCFC-141b	C	I	160
HCFC-142b	C	I	-0.8
Total	C	I	369.7

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	240.31	240.31	240.31	120.15	120.15	120.15	120.15	120.15	0.0	n/a
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	194.18	185.00	148.00	120.15	110.00	90.00	9.24	9.24	0.0	n/a
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (ONUDI) (\$EUA)	2,993,125	0	0	2,676,043	0	2,027,707	0	993,125	0	8,690,000
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	209,519	0	0	187,323	0	141,939	0	69,519	0	608,300
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	2,993,125	0	0	2,676,043	0	2,027,707	0	993,125	0	8,690,000
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	209,519	0	0	187,323	0	141,939	0	69,519	0	608,300
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	3,202,644	0	0	2,863,366	0	2,169,646	0	1,062,644	0	9,298,300
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										194.18
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)										16.72
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22 (toneladas PAO)										0.00
4.2.1	Eliminación total convenida de HCFC-123 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										0.26
4.2.2	Eliminación de HCFC-123 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)										0.0
4.2.3	Consumo admisible remanente de HCFC-123 (toneladas PAO)										0.0
4.3.1	Eliminación total convenida de HCFC-124 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										*-0.68
4.3.2	Eliminación de HCFC-124 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)										0.0
4.3.3	Consumo admisible remanente de HCFC-124 (toneladas PAO)										0.0
4.4.1	Eliminación total convenida de HCFC-141b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										0.0
4.4.2	Eliminación de HCFC-141b por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)										160.00
4.4.3	Consumo admisible remanente de HCFC-141b (toneladas PAO)										0.0
4.5.1	Eliminación total convenida de HCFC-142b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)										*-0.84
4.5.2	Eliminación de HCFC-142b por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)										0.0
4.5.3	Consumo admisible remanente de HCFC-142b (toneladas PAO)										0.0

Fecha de terminación de la etapa I, conforme al Acuerdo de la etapa I: 31 de diciembre de 2023

* Justificado por exportaciones superiores a las importaciones en el año de base. Valor deducido del consumo admisible remanente.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la primera reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- (a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- (b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- (c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- (d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- (e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- (a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y

- (b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Dependencia Nacional del Ozono es la unidad central administrativa creada dentro de la estructura del Ministerio de Medio Ambiente encargada de la coordinación de las actividades gubernamentales relativas a la protección de la capa de ozono y la facilitación de la eliminación de las SAO. La Dependencia Nacional del Ozono será responsable de la coordinación general de las actividades nacionales relativas a la ejecución del plan de Plan. La gestión de la ejecución de las actividades de los proyectos planificadas se asignará a la Dependencia Nacional del Ozono en cooperación con el Organismo de Ejecución Principal. Un auditor independiente y certificado auditará y verificará el consumo de SAO notificado por el Gobierno conforme con el Artículo 7 y los informes de ejecución del programa de país.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- (a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- (b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- (c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- (d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- (e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo;
- (f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- (g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- (h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;

- (i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- (j) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal;
- (k) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores;
- (l) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario; y
- (m) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 90,08 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. Cuando esta sanción se deba aplicar en un año en que estén en curso dos Acuerdos (dos etapas del PGEH en ejecución simultánea) que prevean multas de distinta cuantía, el monto se determinará caso a caso, atendidos los sectores específicos asociados al incumplimiento. Si fuese imposible precisarlos, o si ambas etapas se ocupan de un mismo sector, se aplicará la suma que resulte mayor.

Anexo XXIV

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE TOGO Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Togo (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO antes del 1 de enero de 2030 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 4.1.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - (a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- (b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- (c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- (d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- (a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - (i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - (ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - (iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - (iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - (v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- (b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente; y
- (c) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:

- (a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
- (b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUMA acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y la ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité

Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	20,00

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2022	2023-2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	13,00	13,00	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	0	n/d
1.2	Consumo total permisible máximo para las sustancias incluidas en el Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	13,00	13,00	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	0	n/d
2.1	Financiación convenida para el organismo de ejecución principal (PNUMA) (\$EUA)	125.000	0	0	210.000	0	180.000	0	185.000	700.000
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	15.536	0	0	26.100	0	22.371	0	22.993	87.000
2.3	Financiación convenida para organismo de ejecución cooperante (ONUDI) (\$EUA)	200.000	0	0	0	0	270.000	0	0	470.000
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	14.000	0	0	0	0	18.900	0	0	32.900
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	325.000	0	0	210.000	0	450.000	0	185.000	1.170.000
3.2	Total gastos de apoyo (\$EUA)	29.536	0	0	26.100	0	41.271	0	22.993	119.900
3.3	Total de costos convenidos (\$EUA)	354.536	0	0	236.100	0	491.271	0	207.993	1.289.900
4.1.1	Eliminación total convenida de HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)									13,00
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr en la etapa previa (toneladas PAO)									7,00
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22 (toneladas PAO)									0

Nota Fecha de terminación de la etapa I, conforme al Acuerdo sobre la etapa I: 31 de diciembre de 2023 según decisión 87/28a)

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- (a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- (b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- (c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- (d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- (e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- (a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- (b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. El gobierno llevará a cabo la supervisión general, por intermedio de la Dependencia Nacional del Ozono, con la asistencia del organismo de ejecución principal. La Dependencia Nacional del Ozono presentará informes anuales sobre la marcha de las actividades relativos a la ejecución del Plan al organismo de ejecución principal.

2. El consumo será supervisado y determinado a partir de los datos oficiales de importación y exportación de las sustancias, según lo registrado por los departamentos gubernamentales pertinentes. Todos los años la Dependencia Nacional del Ozono compilará y presentará los siguientes datos e información antes o en la fecha límite pertinente:

- a) Informes sobre el consumo de las sustancias que se presentarán a la Secretaría del Ozono, conforme al Artículo 7 del Protocolo de Montreal; y
- b) Informes sobre los datos del programa de país que se presentarán a la Secretaría del Fondo Multilateral.

3. El organismo de ejecución principal asignará la supervisión del desarrollo del Plan y la verificación del logro de los objetivos de desempeño a una compañía local independiente o a consultor(es) local(es) independiente(s). La compañía o el/los consultor(es) responsable(s) de la verificación tendrá(n) total acceso a la información técnica y financiera pertinente relacionada con la ejecución del Plan.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- (a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- (b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- (c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;

- (d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- (e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- (f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- (g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- (h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- (i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- (j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- (k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
- (l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- (m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- (n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- (o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- (a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
- (b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- (c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- (d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 180 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXV

ACUERDO REVISADO ENTRE EL GOBIERNO DE MARRUECOS Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS DE CONFORMIDAD CON LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE LA ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Marruecos (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de 16,69 toneladas PAO antes del 1 de enero de 2025 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.

2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3 y 4.3.3 (consumo restante admisible para la financiación).

3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).

4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:

- a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - (i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - (ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - (iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - (iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - (v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente; y
- c) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las políticas del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibiría ayuda financiera. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
- d) El País se compromete a examinar la posibilidad de utilizar sistemas de hidrocarburos premezclados con agentes espumantes de bajo potencial de calentamiento atmosférico en lugar de mezclarlos en el país, para las empresas de espumas cubiertas por el Plan, en caso de que sea técnicamente posible, económicamente viable, y aceptable para las empresas;
- e) El País acuerda, en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la instrucción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- f) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. La ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). Las funciones del Organismo de Ejecución Principal se especifican en el Apéndice 6-A. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal los honorarios estipulados en la fila 2.2 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo y el Organismo de Ejecución Principal para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

17. Este Acuerdo revisado sustituye al Acuerdo alcanzado entre el Gobierno de Marruecos y el Comité Ejecutivo en la 88ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	45,88
HCFC-141b	C	I	14,01
Total parcial			59,89
HCFC-141b en polioles premezclados importados	C	I	7,90
Total	C	I	67,79

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Particularidades	2021	2022	2023	2024	2025	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal de las sustancias del Grupo I del Anexo C (toneladas PAO)	33,38	33,38	33,38	33,38	16,69	n/d
1.2	Consumo total máximo permitido de sustancias Grupo I del Anexo C (toneladas PAO)	33,38	25,33	25,33	25,33	16,69	n/d
2.1	Financiación acordada para el organismo de ejecución principal (ONU) (\$EUA)	370 000	344 500	305 000		79 032	1 098 532
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	25 900	24 115	21 350		5 532	76 897
3.1	Financiación total acordada (\$EUA)	370 000	344 500	305 000	0	79 032	1 098 532
3.2	Gastos totales de apoyo (\$EUA)	25 900	24 115	21 350	0	5 532	76 897
3.3	Gastos totales acordados (\$EUA)	395 900	368 615	326 350	0	84 564	1 175 429
4.1.1	Eliminación total de HCFC-22 acordada en el marco de este Acuerdo (toneladas PAO)						8,64
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)						20,55**
4.1.3	Consumo admisible restante de HCFC-22 (toneladas PAO)						16,69
4.2.1	Eliminación total de HCFC-141b acordada en el marco de este Acuerdo (toneladas PAO)						0,00
4.2.2	Eliminación de HCFC-141b que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)						14,01
4.2.3	Consumo admisible restante de HCFC-141b (toneladas PAO)						0,00
4.3.1	Eliminación total del HCFC-141b contenido en los polioles premezclados importados que se ha acordado alcanzar en virtud de este Acuerdo (toneladas PAO)						7,90
4.3.2	Eliminación del HCFC-141b contenido en polioles premezclados importados que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)						0,00
4.3.3	Consumo admisible restante de HCFC-141b contenido en polioles premezclados importados (toneladas PAO)						0,00

* Fecha de finalización de la etapa I según el Acuerdo de la etapa I: 31 de diciembre de 2021.

** La etapa I estaba prevista inicialmente para 2017. En la 83ª reunión, el plazo de la etapa I se amplió de 2017 a 2020. Se logró la eliminación de 17,98 toneladas de PAO adicionales tras la ampliación de la etapa I.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la primera reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan

entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;

- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La estructura de implementación del Plan incluye las siguientes entidades:

- a) El Comité Nacional del Ozono establecido para la primera etapa del plan de gestión de eliminación de HCFC continuará funcionando a nivel nacional durante la implementación del Plan. El Comité proporcionará una dirección estratégica, supervisará las actividades y

planificará las prioridades durante la implementación del Plan. Los miembros del Comité son el Ministerio de Medio Ambiente, el Ministerio de Comercio y los ministerios pertinentes, la Unidad Nacional del Ozono, el Organismo de Ejecución Principal, la Unidad de Gestión de Proyectos, las asociaciones industriales, las instituciones de formación y sensibilización; las entidades relacionadas con el género; y las otras partes interesadas, si es necesario;

- b) La Dependencia Nacional del Ozono dependiente del Ministerio de Industria, Comercio y Economía Verde y Digital será responsable de coordinar a las autoridades nacionales, las partes interesadas y el Organismo de Ejecución Principal, monitorear las actividades e informar sobre el progreso logrado con la asistencia del Organismo de Ejecución Principal y de conformidad con el Acuerdo; y
- c) La ONUDI como Organismo de Ejecución Principal para la implementación del Plan es responsable de implementar las actividades acordadas, verificar los objetivos de consumo e informar sobre el progreso y los logros al Comité Ejecutivo de conformidad con el Acuerdo.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo;
- f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;

- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
 - j) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal;
 - k) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores;
 - l) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario; y
 - m) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.
2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN POR MOTIVO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el importe de la financiación proporcionada podrá reducirse en **133 \$EUA** por kg PAO consumido por encima del nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A por cada año en que no se haya cumplido el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, en el entendimiento de que la reducción máxima de la financiación no superará el nivel de financiación del tramo solicitado. Podrían considerarse medidas adicionales en los casos en que el incumplimiento se prolongue durante dos años consecutivos.

Anexo XXVI

ACUERDO ACTUALIZADO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ÁRABE SIRIA Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFUOROCARBONOS EN EL MARCO DE LA ETAPA I DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de la República árabe siria (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de 43,88 toneladas PAO antes del 1 de enero de 2025 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3 y 4.3.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa I del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- c) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las políticas del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibiría ayuda financiera. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
- d) El País se compromete a examinar la posibilidad de utilizar sistemas de hidrocarburos premezclados con agentes espumantes de bajo potencial de calentamiento atmosférico en lugar de mezclarlos en el país, para las empresas de espumas cubiertas por el Plan, en caso de que sea técnicamente posible, económicamente viable, y aceptable para las empresas;
- e) El País acuerda, en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la instrucción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- f) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El PNUMA acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y la ONUDI acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexo concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

17. El presente Acuerdo actualizado sustituye al Acuerdo alcanzado entre el Gobierno de la República Árabe Siria y el Comité Ejecutivo en la 86ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	60,50
HCFC-141-b	C	I	67,71
HCFC-142b	C	I	6,82
Total			135,03

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2010	2013-2014	2015-2019	2020-2021	2022-2023	2024	2025	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	n/a	135,03	121,52	87,77	87,77	87,77	43,88	n/a
1.2	Consumo total máximo permisible para sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	n/a	135,03	121,52	87,77	87,77	87,77	43,88	n/a
2.1	Financiación convenida para el Organismo de Ejecución Principal (\$EUA)	0	0	0	238 428	418 100	398 200	154 548	1 209 276
2.2	Gastos de apoyo para el Organismo de Ejecución Principal (\$EUA)	0	0	0	28 199	49 448	47 095	18 278	143 020
2.3	Financiación convenida para el Organismo de Ejecución Cooperante (ONUDI) (\$EUA)	1 465 361	0	0	351 608	1 843 236	864 453	0	4 524 658
2.4	Gastos de apoyo para el Organismo de Ejecución Cooperante (\$EUA)	109 902	0	0	24 613	129 026	60 512	0	324 053
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	1 465 361	0	0	590 036	2 261 336	1 262 653	154 548	5 733 934
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	109 902	0	0	52 812	178 474	107 607	18 278	467 073
3.3	Total de gastos convenidos (\$EUA)	1 575 263*	0	0	642 848	2 439 810	1 370 260	172 826	6 201 007
4.1.1	Total convenido de eliminación del HCFC-22 por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)								28,56
4.1.2	Eliminación del HCFC-22 por lograr en proyectos previamente aprobados (toneladas PAO)								4,98
4.1.3	Consumo admisible remanente del HCFC-22 (toneladas PAO)								26,96
4.2.1	Total convenido de eliminación de HCFC-141b por lograr, conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)								59,81
4.2.2	Eliminación del HCFC-141b por lograr en proyectos previamente aprobados (toneladas PAO)								7,90
4.2.3	Consumo admisible remanente del HCFC-141b (toneladas PAO)								0
4.3.1	Total convenido de eliminación del HCFC-142b por lograr conforme a este Acuerdo (toneladas PAO)								6,82
4.3.2	Eliminación del HCFC-142b por lograr en proyectos previamente aprobados (toneladas PAO)								0
4.3.3	Consumo admisible remanente del HCFC-142b (toneladas PAO)								0

*Aprobado en la 62ª reunión.

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la primera reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente, la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. La Dependencia Nacional del Ozono (DNO) será responsable de la ejecución, la coordinación, la supervisión y la presentación de informes sobre la marcha de las actividades con arreglo al PGEH, incluida la elaboración de medidas en materia de política, la organización de programas de capacitación, la prestación de asistencia técnica y la realización de actividades de sensibilización.

2. La Dependencia de gestión de proyectos facilita el apoyo a la DNO y actúa como perito comprobador independiente durante el proceso de verificación (por ejemplo, reuniones con las partes interesadas, coordinación para la recogida de datos, y aporte de contribuciones respecto de las conclusiones de los exámenes).

3. La Dependencia de gestión de proyectos, bajo la supervisión de la Dependencia Nacional del Ozono, asume la función de coordinar las partes interesadas no gubernamentales o algunos departamentos o ministerios gubernamentales, asociaciones industriales, institutos de investigación, oficinas de normas, institutos de capacitación y oficinas de estadística que se ocupan de la implantación de las actividades del plan de gestión de eliminación de HCFC.

4. Si bien la responsabilidad principal por la recogida de datos, análisis y notificación sigue siendo de la Dependencia Nacional del Ozono, hay algunos casos en los que la Dependencia de gestión de proyectos participa en la recolección y análisis de los datos de consumo relacionadas con las sustancias controladas conexas a la ejecución de los PGEH.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;

- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último año para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
- k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
- l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
- n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
- o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;

- b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada;
- c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
- d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada podrá reducirse en 107 \$EUA por kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en que no se haya logrado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, quedando entendido que la reducción de financiación máxima no excedería el nivel de financiación del tramo que se solicita. Otras medidas podrían considerarse en casos donde el incumplimiento se extiende durante dos años consecutivos.

Anexo XXVII

**ACUERDO REVISADO ACTUALIZADO
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA
Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL
PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUORCARBONOS
DE ACUERDO CON LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE LA ELIMINACIÓN DE HCFC**

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de la República Bolivariana de Venezuela (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el apéndice 1A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de cero toneladas PAO el 1 de enero de 2027 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.

2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (los “Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con ningún consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con ningún consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3, 4.3.3, 4.4.3, y 4.5.3 (consumo restante admisible para la financiación).

3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).

4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de la eliminación de los HCFC (HPMP) aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

5. El Comité Ejecutivo no proporcionará la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación a menos que el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:

- (a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años para los que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;
- (b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;

- (c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubran cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- (d) Que el país haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en el mismo apéndice. Dicha supervisión también estará sujeta a la verificación independiente descrita en el párrafo 4 *supra*.

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte de los fondos aprobados o la totalidad de los mismos, según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo previsto en el inciso 5 d) *supra*, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - (i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - (ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - (iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos; y
 - (iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado;
- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes podrán incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- c) Si durante la aplicación del Acuerdo el País decidiera introducir una tecnología alternativa diferente de la propuesta en el Plan, se requeriría la aprobación del Comité Ejecutivo como parte de un Plan de Ejecución de Tramo o la revisión del plan aprobado. Toda presentación de solicitud de cambio de tecnología identificaría los costos adicionales conexos, el impacto potencial en el clima y todas las diferencias en toneladas PAO que se eliminarán, si fuese aplicable. El País acuerda que los ahorros potenciales de los costos adicionales relacionados con el cambio de tecnología reducirían el financiamiento general bajo este Acuerdo en consecuencia;

- d) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las directrices del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibirá ayuda. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo; y
 - (e) Todos los fondos remanentes correspondientes al Plan que estén retenidos en el haber de los organismos bilaterales o de ejecución, o por el país, serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.
8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- (f) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - (g) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarán en consideración la decisión 72/41 durante la ejecución del plan.
9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. La ONUDI ha acordado ser el “Organismo de Ejecución Principal” en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que pueden ser realizadas en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal que participa en este Acuerdo.
10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal los honorarios estipulados en las filas 2.2 del Apéndice 2-A.
11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten decisiones, el caso específico de no cumplir con el presente Acuerdo no constituirá un impedimento para la provisión de financiación en los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.
12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, así como del Organismo de Ejecución Principal, para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

14. El Plan y el Acuerdo relacionado concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. El presente Acuerdo actualizado revisado sustituye al Acuerdo actualizado celebrado entre el Gobierno de la República Bolivariana República de Venezuela y el Comité Ejecutivo en el curso de la 82ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1 A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	161,63
HCFC-123	C	I	0,07
HCFC-141b	C	I	39,56
HCFC-142b	C	I	5,68
Total parcial			206,94
HCFC-141b presentes en polioles premezclados de importación	C	I	1,91
Suma total	C	I	208,86

APÉNDICE 2-A: OBJETIVOS Y FINANCIACIÓN

Línea	Título	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal para las sustancias del anexo C, grupo I (toneladas PAO)	186,25	186,25	186,25	186,25	134,55	134,55	134,55	134,55	134,55	67,28	67,28	68,28	n/c
1.2	Consumo total máximo permitido para sustancias del anexo C, grupo I (toneladas PAO)	186,25	186,25	186,25	186,25	120,03	120,03	23,10	23,10	23,10	23,10	23,10	0	n/c
2.1	Financiación convenida (\$EUA) para el organismo de ejecución principal (ONUDI)	600.000	0	0	0	0	0	261.444	476.500	0	492.200	0	137.000	1.967.144
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	42.000	0	0	0	0	0	18.301	33.355	0	34.454	0	9.590	137.700
3.1	Financiación total convenida (\$EUA)	600.000	0	0	0	0	0	261.444	476.500	0	492.200	0	137.000	1.967.144
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	42.000	0	0	0	0	0	18.301	33.355	0	34.454	0	9.590	137.700
3.3	Costo total convenido (\$EUA)	642.000	0	0	0	0	0	279.745	509.855	0	526.654	0	146.590	2.104.844
4.1.1	Eliminación total de HCFC-22 convenida en este Acuerdo (toneladas PAO)													138,47
4.1.2	Eliminación de HCFC-22 por lograr de proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)													23,16
4.1.3	Consumo admisible remanente de HCFC-22 (toneladas PAO)													0,00
4.2.1	Eliminación total de HCFC-123 convenida en este Acuerdo (toneladas PAO)													0,07
4.2.2	Eliminación de HCFC-123 por lograr de proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)													0,00
4.2.3	Consumo admisible remanente de HCFC-123 (toneladas PAO)													0,00
4.3.1	Eliminación total de HCFC 141b convenida en este Acuerdo (toneladas PAO)													39,56
4.3.2	Eliminación de HCFC-141b por lograr de proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)													0,00
4.3.3	Consumo admisible remanente de HCFC 141b (toneladas PAO)													0,00
4.4.1	Eliminación total de HCFC-142b convenida en este Acuerdo (toneladas PAO)													5,68
4.4.2	Eliminación de HCFC-142b por lograr de proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)													0,00
4.4.3	Consumo admisible remanente de HCFC-142b (toneladas PAO)													0,00
4.5.1	Eliminación total de HCFC-141b presente en polioles premezclados importados convenida en este Acuerdo (toneladas PAO)													1,91
4.5.2	Eliminación de HCFC-141b contenido en polioles premezclados importados por lograr en proyectos aprobados anteriormente (toneladas PAO)													0,00
4.5.3	Consumo admisible remanente de HCFC-141b presente en polioles premezclados de importación (toneladas PAO)													0,00

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la última reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- (a) Un informe descriptivo, que proporcione datos para cada año civil, en relación con el progreso desde el año anterior al informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la eliminación de SAO como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología de alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y problemas relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios. El informe descriptivo cubrirá todos los años pertinentes especificados en el inciso 5 a) del Acuerdo, y puede además incluir información acerca de las actividades del año en curso;
- (b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- (c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo hasta el año en que se prevea presentar la siguiente solicitud de tramo, ese año inclusive, destacando su interdependencia y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al plan general que se prevén. La descripción debería cubrir los años especificados en el inciso 5 d) del Acuerdo. Asimismo, debería especificar y explicar con detalle tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- (d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet. Esta información cuantitativa, que debe presentarse por año civil con cada solicitud de tramo, enmendará todos los textos y descripciones del informe (véase el inciso 1 a) *supra*) y del plan (véase el inciso 1 c) *supra*), el Plan de Ejecución de Tramo y todos los cambios al plan general, y cubrirá los mismos períodos y actividades; y
- (e) Un Resumen Ejecutivo de alrededor de cinco párrafos con un resumen de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute en forma paralela más de una etapa del plan de gestión de la eliminación de los HCFC, deberán tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Planes e Informes de ejecución de tramos:

- (a) Los Planes e Informes de ejecución de tramo a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- (b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC en un año en particular, se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de los acuerdos relativos al plan de gestión de la eliminación de los HCFC y para la verificación independiente el objetivo de eliminación de consumo de HCFC que sea menor.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. Las actividades de supervisión se ejecutarán en el marco del proyecto de ejecución, supervisión y control del Plan de gestión de eliminación de los HCFC, e incluirán la ejecución de todos los proyectos incluidos en el dicho Plan de gestión; la supervisión periódica de la ejecución del proyectos y de los resultados; la elaboración de informes periódicos sobre los resultados de los proyectos para facilitar medidas correctivas; la producción de informes puntuales sobre la marcha de las actividades para su presentación al Comité Ejecutivo; y la supervisión periódica de la evolución del mercado y de las tendencias en los planos nacional e internacional.

2. Las responsabilidades específicas de las diversas partes interesadas se detallan seguidamente:

a) Dependencia Nacional del Ozono:

- i. La coordinación general y del día a día del proyecto.
- ii. El establecimiento de líneas estratégicas.
- iii. La ejecución de los componentes técnicos, institucionales, sociales y jurídicos del Plan de gestión de eliminación de los HCFC.
- iv. El estrecho seguimiento de la ejecución de todos los componentes del Plan de gestión de eliminación de los HCFC.
- v. Ser el principal canal de comunicaciones con las partes interesadas y los organismos de ejecución.

b) Socios estratégicos:

- i. El Ministerio del Poder Popular para la Industria y Comercio (MPPIC), como organización matriz en la que se encuentra emplazado, pero también como la principal fuente oficial de información para el sector industrial privado, así como posible canal para tomar algunas medidas.
- ii. El Ministerio del Poder Popular para Ecosocialismo y Aguas (MPPEW), que gestiona la coordinación directa con el régimen del Protocolo de Montreal, las obligaciones de notificación en virtud del Protocolo de Montreal, el sistema de concesión de licencias de importación de SAO, la supervisión y ejecución del cumplimiento de las obligaciones relacionadas con el Protocolo de Montreal en el plano nacional mediante las 23 representaciones estatales del MPPEW (una por cada estado).

- iii. El Ministerio del Poder Popular para la Economía Productiva (MPPEP), sirviéndose del Servicio Nacional Integrado de Administración Aduanera y Tributaria (SENIAT), para la verificación del Sistema de cuotas de importación de SAO.
 - iv. El Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores (MPPRE), y el Ministerio del Poder Popular para la Educación (MPPE) para la coordinación de las actividades conexas a sus esferas de responsabilidad, mediante reuniones periódicas y regulares.
 - v. El sector académico mediante las diversas organizaciones que participan en los programas de capacitación, en particular Instituto Nacional de Capacitación y Educación Socialista (INCES).
 - vi. La Cámara de Comercio, la Cámara de Industria, el productor de SAO, los principales importadores de SAO, y un representante de los talleres de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración para la coordinación de actividades relacionadas.
 - vii. La ONUDI, en calidad de organismo de ejecución principal.
 - viii. Los medios de comunicación de masas como el principal canal para llegar a programas de información general.
- c) *Unidad de ejecución y supervisión*
- i. Ejecución diaria de todas las actividades del proyecto correspondientes al Plan de gestión de eliminación de los HCFC, incluyendo el diseño de las actividades, la participación de las partes interesadas, y la contratación a nivel local de servicios y mercancías.
 - ii. Diseño, organización y ejecución (trimestralmente) de las actividades de supervisión, incluyendo el diseño de la recogida de datos y los instrumentos de análisis.
 - iii. Análisis y preparación de informes de los resultados de la supervisión trimestralmente, incluyendo el diseño y ejecución de medidas correctivas y / o actividades de asistencia técnica, y organización de las correspondientes reuniones para el examen de la supervisión con la Dependencia Nacional del Ozono.
 - iv. Preparación de los informes anuales sobre la marcha de las actividades para uso interno, el Informe de ejecución anual del Plan de gestión de eliminación de los HCFC y el Plan de ejecución anual del Plan de gestión de eliminación de los HCFC para presentar al Comité Ejecutivo, conforme a los formatos indicados en el Apéndice 4-A. Incluirá también la preparación de cualesquiera otros informes que fueran necesarios para el debido funcionamiento del proyecto sujeto del Plan de gestión de eliminación de los HCFC.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:
 - (a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de la eliminación de los HCFC del País;

- (b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- (c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- (d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- (e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo.
- (f) Asegurarse de que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- (g) Empezar las misiones de supervisión requeridas;
- (h) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
- (i) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y los Organismos de Ejecución Cooperantes, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal.
- (j) Asegurarse de que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
- (k) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;

2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de la eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE LA FINANCIACIÓN EN CASO DE INCUMPLIMIENTO

1. De conformidad con el párrafo 11 del Acuerdo, el monto de financiación proporcionada puede reducirse en 21,19 \$EUA por cada kg PAO de consumo que supere el nivel definido en la línea 1.2 del apéndice 2-A por cada año en que no se haya cumplido con el objetivo indicado en la línea 1.2 del apéndice 2-A. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de la eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos donde se hubiera producido el incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXVIII

ACUERDO ACTUALIZADO Y REVISADO ENTRE EL GOBIERNO DE VIETNAM Y EL COMITÉ EJECUTIVO DEL FONDO MULTILATERAL PARA LA REDUCCIÓN DEL CONSUMO DE HIDROCLOROFLUOROCARBONOS CONFORME A LA ETAPA II DEL PLAN DE GESTIÓN DE ELIMINACIÓN DE LOS HCFC

Finalidad

1. El presente Acuerdo representa el entendimiento a que han llegado el Gobierno de Viet Nam (el “País”) y el Comité Ejecutivo con respecto a la reducción del uso controlado de las sustancias que agotan la capa de ozono (SAO) indicadas en el Apéndice 1-A (las “Sustancias”) hasta un nivel sostenido de 143,78 toneladas PAO antes del 1 de enero de 2020 en cumplimiento del calendario del Protocolo de Montreal.
2. El País conviene en cumplir con los límites anuales de consumo de las Sustancias tal como se establecen en la fila 1.2 del Apéndice 2-A (“Los Objetivos y la Financiación”) del presente Acuerdo, así como en el calendario de reducción del Protocolo de Montreal para todas las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A. El País acepta que, en virtud de su aceptación del presente Acuerdo y del cumplimiento por parte del Comité Ejecutivo de sus obligaciones de financiación descritas en el párrafo 3, se le impide solicitar o recibir nuevos fondos del Fondo Multilateral en relación con cualquier consumo de las Sustancias que supere el nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A como medida de reducción final conforme a este Acuerdo para todas las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A y en relación con cualquier consumo de cada una de las Sustancias que supere el nivel definido en las filas 4.1.3, 4.2.3, 4.3.3 y 4.4.3 (consumo restante admisible para la financiación).
3. Con sujeción al cumplimiento por parte del País de las obligaciones estipuladas en los siguientes párrafos del presente Acuerdo, el Comité Ejecutivo conviene, en principio, en proporcionar al País la financiación indicada en la fila 3.1 del Apéndice 2-A. El Comité Ejecutivo proporcionará esta financiación, en principio, en las reuniones del Comité Ejecutivo especificadas en el Apéndice 3-A (“Calendario de Aprobación de la Financiación”).
4. El País acepta aplicar este Acuerdo conforme a la etapa II del plan de gestión de eliminación de los HCFC aprobado (“el Plan”). Conforme al inciso 5 b) de este Acuerdo, el País aceptará la verificación independiente del logro de los límites anuales de consumo de las Sustancias que se estipulan en la fila 1.2 del Apéndice 2-A de este Acuerdo. La verificación antes mencionada será encomendada por el organismo bilateral o de ejecución pertinente.

Condiciones para la liberación de los fondos

5. El Comité Ejecutivo proporcionará únicamente la Financiación conforme al Calendario de Aprobación de la Financiación cuando el País satisfaga las siguientes condiciones con una antelación de por lo menos ocho semanas a la reunión del Comité Ejecutivo correspondiente indicada en el Calendario de Aprobación de la Financiación:
 - a) Que el país haya cumplido con los Objetivos estipulados en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para todos los años pertinentes. Los años pertinentes son todos los años desde el año en que se aprobó el presente Acuerdo. Los años en que no deban presentarse informes de ejecución del programa de país para la fecha de celebración de la reunión del Comité Ejecutivo en la que se presente la solicitud de financiación están exentos;

- b) Que el cumplimiento de estos Objetivos haya sido verificado independientemente para todos los años pertinentes, a menos que el Comité Ejecutivo decidiese que no se requiere dicha verificación;
- c) Que el País haya presentado un Informe de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A (“Formato de informes y planes de ejecución de tramos”) que cubra cada año civil anterior; que haya logrado un nivel importante de ejecución de las actividades iniciadas con tramos aprobados anteriormente; y que la tasa de desembolso de financiación disponible del tramo aprobado anterior sea de más del 20 por ciento; y
- d) Que el País haya presentado un Plan de Ejecución de Tramos en el formulario del Apéndice 4-A para cada año civil hasta el año en que el calendario de financiación prevea la presentación del tramo siguiente, dicho año inclusive o, en el caso del último tramo, hasta que se hayan completado todas las actividades previstas.

Supervisión

6. El País garantizará que realiza una supervisión precisa de sus actividades en virtud del presente Acuerdo. Las instituciones indicadas en el Apéndice 5-A (“Instituciones de Supervisión y Funciones”) supervisarán e informarán sobre la ejecución de las actividades de los Planes de Ejecución de Tramos anteriores, de conformidad con sus funciones y responsabilidades estipuladas en ese mismo apéndice.

Flexibilidad para reasignación de fondos

7. El Comité Ejecutivo conviene en que el País podrá tener flexibilidad para reasignar parte o la totalidad de los fondos aprobados según la evolución de las circunstancias, para lograr la reducción del consumo y la eliminación gradual más ágil posible de las Sustancias especificadas en el Apéndice 1-A:

- a) Las reasignaciones que se consideren cambios importantes deberán documentarse por adelantado, ya sea en un Plan de Ejecución de Tramo según lo descrito en el inciso 5 d) supra, o bien como una revisión de un Plan de Ejecución de Tramo existente a presentarse ocho semanas antes de cualquier reunión del Comité Ejecutivo para su aprobación. Los cambios importantes se relacionarían con:
 - i) Asuntos que pudieran afectar al reglamento y las políticas del Fondo Multilateral;
 - ii) Cambios que modificarían cualquier cláusula de este Acuerdo;
 - iii) Cambios en los niveles anuales de financiación asignados a organismos bilaterales o de ejecución individuales para los diferentes tramos;
 - iv) Suministro de financiación para programas o actividades no incluidos en el Plan de Ejecución de Tramos avalado actual, o supresión de una actividad incluida en el Plan de Ejecución de Tramo, cuyo costo exceda el 30 por ciento del costo total del último tramo aprobado; y
 - v) Cambios en tecnologías alternativas, quedando entendido que toda presentación de tal pedido identificaría los costos adicionales conexos, el potencial del impacto en el clima, y cualquier diferencia en toneladas PAO por eliminar, si procede, además de confirmar que el País acuerda que los ahorros posibles relacionados con el cambio de tecnología reducirían el nivel general de financiación bajo este Acuerdo en consecuencia;

- b) Las reasignaciones no clasificadas como cambios importantes pueden incorporarse al Plan de Ejecución de Tramo aprobado que esté en curso de ejecución en esa fecha, y notificarse al Comité Ejecutivo en el Informe de Ejecución de Tramo subsiguiente;
- c) Toda empresa incluida en el Plan para convertirse a una tecnología sin HCFC y que no fuese admisible según las políticas del Fondo Multilateral (debido a ser de propiedad extranjera o por haberse establecido después de la fecha límite del 21 de septiembre de 2007) no recibiría ayuda financiera. Esta información se informaría al Comité Ejecutivo como parte del Plan de Ejecución de Tramo;
- d) El País se compromete a examinar la posibilidad de utilizar sistemas de hidrocarburos premezclados con agentes espumantes de bajo potencial de calentamiento atmosférico en lugar de mezclarlos en el país, para las empresas de espumas cubiertas por el Plan, en caso de que sea técnicamente posible, económicamente viable, y aceptable para las empresas;
- e) El País acuerda, en casos en que se hayan elegido las tecnologías con HFC como una alternativa para los HCFC, y tomando en consideración las circunstancias nacionales relacionadas a la salud y la seguridad: supervisar la disponibilidad de los sucedáneos y alternativas que reducen al mínimo aún más los impactos en el clima; considerar, al examinar las reglamentaciones, normas e incentivos, estipulaciones adecuadas para incentivos que fomenten la instrucción de dichas alternativas; y considerar el potencial para adopción de alternativas eficaces en función de los costos que reduzcan al mínimo el impacto en el clima al ejecutar el plan de gestión de eliminación de los HCFC, cuando proceda, e informar en consecuencia al Comité Ejecutivo sobre el progreso realizado en los informes de ejecución de tramos; y
- f) Los fondos remanentes que conserven los organismos bilaterales o de ejecución o el país en virtud del Plan serán devueltos al Fondo Multilateral al concluirse el último tramo previsto conforme a este Acuerdo.

Consideraciones para el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración

8. Se prestará especial atención a la ejecución de las actividades en el subsector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración incluidas en el Plan, en particular:
- a) El País utilizaría la flexibilidad disponible conforme a este Acuerdo para atender a las necesidades específicas que pudieran presentarse durante la ejecución del proyecto; y
 - b) El País y los organismos bilaterales y/o de ejecución pertinentes tomarían en consideración las decisiones pertinentes sobre el sector de servicio y mantenimiento de equipos de refrigeración durante la ejecución del Plan.

Organismos bilaterales y de ejecución

9. El País conviene en asumir la responsabilidad general por la gestión y aplicación de este Acuerdo y de todas las actividades emprendidas por el País o en su nombre en cumplimiento de las obligaciones en virtud del presente Acuerdo. El Banco Mundial acordó ser el “Organismo de Ejecución Principal” y el gobierno de Japón acordó ser el “Organismo de Ejecución Cooperante” bajo la dirección del Organismo de Ejecución Principal en lo relativo a las actividades del País en virtud de este Acuerdo. El País acepta que se lleven a cabo evaluaciones, que podrían realizarse en el marco de los programas de trabajo de supervisión y evaluación del Fondo Multilateral o en el marco del programa de evaluación del Organismo de Ejecución Principal y/o el Organismo de Ejecución Cooperante que participa en este Acuerdo.

10. El Organismo de Ejecución Principal tendrá la responsabilidad de garantizar la planificación, ejecución y presentación de informes coordinadas de todas las actividades comprendidas en el presente Acuerdo, incluida entre otras cosas y sin limitaciones la verificación independiente a realizarse conforme al inciso 5 b). El Organismo de Ejecución Cooperante apoyará al Organismo de Ejecución Principal ejecutando el Plan bajo la coordinación general del Organismo de Ejecución Principal. Las funciones del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante se especifican en el Apéndice 6-A y el Apéndice 6-B, respectivamente. El Comité Ejecutivo acuerda, en principio, otorgar al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante los honorarios estipulados en las filas 2.2 y 2.4 del Apéndice 2-A.

Incumplimiento del Acuerdo

11. Si, por cualquier motivo, el País no alcanzara los Objetivos de eliminación de las Sustancias establecidos en la fila 1.2 del Apéndice 2-A o no cumpliera de cualquier otro modo lo estipulado en el presente Acuerdo, el País acepta que no tendrá derecho a recibir la Financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la Financiación. A juicio del Comité Ejecutivo, se reanudará la Financiación según un Calendario de Aprobación de la Financiación revisado que determinará el Comité Ejecutivo después de que el País haya demostrado que ha cumplido con todas las obligaciones que debía cumplir antes de la recepción del siguiente tramo de financiación de acuerdo con el Calendario de Aprobación de la misma. El País reconoce que el Comité Ejecutivo puede reducir el monto de la Financiación en el monto precisado en el Apéndice 7-A (“Reducciones de la Financiación en caso de Incumplimiento”) por cada kilogramo PAO de reducciones del consumo no alcanzado en cualquiera de los años establecidos. El Comité Ejecutivo analizará cada caso específico en que el País no haya cumplido con este Acuerdo y adoptará las decisiones que correspondan. Una vez que se adopten las decisiones, el caso específico de incumplimiento de este Acuerdo no constituirá un impedimento para el suministro de financiación para los tramos siguientes conforme al párrafo 5 *supra*.

12. No se modificará la Financiación del presente Acuerdo en virtud de decisiones futuras del Comité Ejecutivo que pudieran afectar a la financiación de cualquier otro proyecto en el sector de consumo o de otras actividades afines en el País.

13. El País satisfará cualquier solicitud razonable del Comité Ejecutivo, el Organismo de Ejecución Principal y el Organismo de Ejecución Cooperante para facilitar la aplicación del presente Acuerdo. En particular, proporcionará al Organismo de Ejecución Principal y al Organismo de Ejecución Cooperante el acceso a la información necesaria para verificar el cumplimiento del presente Acuerdo.

Fecha de terminación

14. La terminación del Plan y el Acuerdo conexas concluirán al final del año siguiente al último año para el que se haya especificado un nivel de consumo total máximo permitido en el Apéndice 2-A. En el caso de que para ese entonces hubiera actividades aún pendientes que estuvieran previstas en el último Plan de Ejecución de Tramo y sus revisiones posteriores conforme al inciso 5 d) y el párrafo 7, la conclusión del Plan se aplazará hasta el final del año siguiente a la ejecución de las actividades remanentes. Los requisitos de presentación de informes conforme a los incisos 1 a), 1 b), 1 d) y 1 e) del Apéndice 4-A continuarán vigentes hasta la conclusión del Plan, a menos que el Comité Ejecutivo estipule otra cosa.

Validez

15. Todas las condiciones del presente Acuerdo han de ser aplicadas exclusivamente en el contexto del Protocolo de Montreal y tal como se las estipula en este Acuerdo. Todos los términos utilizados en el presente Acuerdo tienen el significado que se les atribuye en el Protocolo de Montreal, a no ser que se definan de otro modo en este documento.

16. Este Acuerdo puede modificarse o rescindirse únicamente por un acuerdo mutuo escrito del País y del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral.

Validez

17. Este Acuerdo actualizado reemplaza el Acuerdo suscrito entre el gobierno de Vietnam y el Comité Ejecutivo en la 84ª reunión del Comité Ejecutivo.

APÉNDICES

APÉNDICE 1-A: LAS SUSTANCIAS

Sustancia	Anexo	Grupo	Punto de partida para las reducciones acumulativas del consumo (toneladas PAO)
HCFC-22	C	I	167,15
HCFC-123	C	I	0,16
HCFC-141-b	C	I	53,90
Subtotal			221,21
HCFC-141b en polioles premezclados importados	C	I	164,56
Total	C	I	385,77

APÉNDICE 2-A: LOS OBJETIVOS Y LA FINANCIACIÓN

Fila	Detalles	2016*	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
1.1	Calendario de reducción del Protocolo de Montreal de las sustancias del Anexo C, del Grupo I (toneladas PAO)	199,08	199,08	199,08	199,08	143,78	143,78	143,78	n/c
1.2	Consumo total máximo permitido de las sustancias del Anexo C, Grupo I (toneladas PAO)	199,08	199,08	199,08	199,08	143,78	143,78	143,78	n/c
2.1	Financiación acordada para el organismo de ejecución principal (Banco Mundial) (\$EUA)	302 737	0	0	2 179 193	0	3 781 257	711 483	6 974 670
2.2	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución principal (\$EUA)	21 192	0	0	152 544	0	264 688	49 804	488 228
2.3	Financiación acordada para el organismo de ejecución cooperante (Japón) (\$EUA)	43 250	0	0	163 980	0	26 400	0	233 630
2.4	Gastos de apoyo para el organismo de ejecución cooperante (\$EUA)	5 623	0	0	21 317	0	3 432	0	30 372
3.1	Total de financiación acordada (\$EUA)	345 987	0	0	2 343 173	0	3 807 657	711 483	7 208 300
3.2	Total de gastos de apoyo (\$EUA)	26 814	0	0	173 861	0	268 120	49 804	518 600
3.3	Total de gastos convenidos (\$EUA)	372 801	0	0	2 517 034	0	4 075 777	737 461	7 726 900
4.1.1	Eliminación total convenida del HCFC-22 que se logrará según los términos de este Acuerdo (toneladas PAO)								61,94
4.1.2	Eliminación del HCFC-22 que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)								0,00
4.1.3	Consumo restante admisible del HCFC-22 (toneladas PAO)								105,21
4.2.1	Eliminación total convenida del HCFC-123 que se logrará según los términos de este Acuerdo (toneladas PAO)								0,00
4.2.2	Eliminación del HCFC-123 que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)								0,00
4.2.3	Consumo restante admisible del HCFC-123 (toneladas PAO)								0,16
4.3.1	Eliminación total del HCFC-141b que se logrará según los términos de este Acuerdo (toneladas PAO)								0,00
4.3.2	Eliminación del HCFC-141b que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)								53,90
4.3.3	Consumo restante admisible del HCFC-141b (toneladas PAO)								0,00
4.4.1	Eliminación total del HCFC-141b en polioles premezclados importados que se logrará según los términos de este Acuerdo (toneladas PAO)								75,26
4.4.2	Eliminación del HCFC-141b en polioles premezclados importados que se logrará en la etapa anterior (toneladas PAO)								89,30
4.4.3	Consumo restante admisible del HCFC-141b en polioles premezclados importados (toneladas PAO)								0,00

* Financiación actualizada para reflejar la devolución de 93 358 \$EUA más los gastos de apoyo del organismo de 6 535 \$EUA, debido al cambio de tecnología en Midea Consumer Electric (Vietnam) del R-290 al HFC-32 (decisión 82/37 b).

APÉNDICE 3-A: CALENDARIO DE APROBACIÓN DE LA FINANCIACIÓN

1. La financiación para los tramos futuros se considerará para aprobación en la segunda reunión del año especificado en el Apéndice 2-A.

APÉNDICE 4-A: FORMATO DE LOS INFORMES Y PLANES DE EJECUCIÓN DE TRAMOS

1. La presentación del Informe de Ejecución de Tramo y de los Planes para cada tramo solicitado constará de cinco partes:

- a) Un informe descriptivo, que proporcione datos por tramo, que describa el progreso logrado desde el informe anterior, que refleje la situación del País respecto a la eliminación de las Sustancias, cómo las diferentes actividades contribuyen a la misma y cómo se relacionan entre sí. El informe debería incluir la cantidad de SAO eliminadas como resultado directo de la ejecución de las actividades, por sustancia, y la tecnología alternativa utilizada y la incorporación gradual de dichas alternativas, a fin de que la Secretaría pueda proporcionar al Comité Ejecutivo información acerca del cambio resultante en las emisiones que afectan al clima. El informe debería además destacar los logros, experiencias y dificultades relacionados con las diferentes actividades incluidas en el Plan, reflejando los cambios que pudiera haber en las circunstancias del País, y proporcionar toda otra información pertinente. El informe también debería incluir información y una justificación de los cambios respecto al Plan o a los Planes de Ejecución de Tramo presentado/s anteriormente, tales como demoras, uso de la flexibilidad para reasignar fondos durante la ejecución de un tramo, como se estipula en el párrafo 7 de este Acuerdo, u otros cambios;
- b) Un informe de verificación independiente de los resultados y el consumo de las Sustancias conforme al inciso 5 b) del Acuerdo. Excepto que el Comité Ejecutivo decida otra cosa, dicha verificación se deberá suministrar junto con cada solicitud de tramo y deberá abarcar el consumo para todos los años pertinentes tal como se especifica en el inciso 5 a) del Acuerdo para los que el Comité Ejecutivo no haya recibido aún un informe de verificación;
- c) Una descripción por escrito de las actividades por llevar a cabo durante el período abarcado por el tramo solicitado destacando los hitos de ejecución, la fecha de terminación y la interdependencia de las actividades, y tomando en cuenta la experiencia adquirida y el progreso logrado en la ejecución de los tramos anteriores; los datos del plan se proporcionarán por año civil. La descripción debería incluir asimismo una referencia al Plan general y los progresos logrados, así como a los posibles cambios al Plan general que se prevén. Igualmente la descripción debería especificar y explicar en detalles tales cambios al plan general. La descripción de las actividades futuras se puede presentar como parte del mismo documento donde figure el informe descriptivo previsto en el inciso b) *supra*;
- d) Un conjunto de información cuantitativa para todos los Informes y Planes de Ejecución de Tramos, presentada a través de una base de datos en Internet; y
- e) Un Resumen Ejecutivo de unos cinco párrafos con una síntesis de la información estipulada en los incisos 1 a) a 1 d) *supra*.

2. En el caso en que en un año en particular se ejecute de forma paralela dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC, deberían tenerse en cuenta las siguientes consideraciones al elaborar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos:

- a) Los Informes y Planes de Ejecución de Tramos a los que se haga referencia como parte de este Acuerdo harán referencia exclusivamente a las actividades y fondos cubiertos por este Acuerdo; y
- b) Si las etapas en curso de ejecución tuvieran diferentes objetivos de eliminación de consumo de HCFC bajo el Apéndice 2-A de cada Acuerdo en un año en particular, el objetivo de consumo más bajo se utilizará como referencia para los fines del cumplimiento de esos Acuerdos y servirá de base para la verificación independiente.

APÉNDICE 5-A: INSTITUCIONES DE SUPERVISIÓN Y FUNCIONES

1. El Centro de coordinación nacional de Viet Nam para la ejecución del Protocolo de Montreal (Dependencia Nacional del Ozono) del Ministerio de Recursos Naturales y Medio Ambiente (MONRE) es responsable de gestionar y coordinar el programa de eliminación SAO del país, incluyendo todas las actividades de eliminación y medidas que controlan las sustancias del Anexo C, Grupo I (HCFC). La gestión y aplicación de este Acuerdo estará a cargo de la Oficina de gestión de proyectos del plan de gestión de eliminación de HCFC está dentro de la autoridad directa de la Dependencia Nacional del Ozono.

2. El MONRE, a través de su Oficina de gestión de proyecto y la Dependencia Nacional del Ozono colaborarán y coordinarán con el Ministerio de Industria y Comercio (MOIT) y el Departamento de Aduanas de Viet Nam (GDC) para aplicar el sistema de importaciones/control de los HCFC; examinar anualmente la aplicación de las licencias de importación/exportación de HCFC, establecer y publicar las cuotas anuales de importaciones de los HCFC para el período de 2016 a 2021.

3. Para asistir al MONRE en la supervisión y evaluación del progreso de la aplicación del Acuerdo, la Oficina de gestión de proyectos y la Dependencia Nacional del Ozono:

- a) Actualizarán anualmente el sistema de información de gestión de los HCFC que captura y rastrea todos los datos pertinentes y requeridos sobre la importación de las sustancias del Anexo C, Grupo I;
- b) Actualizarán los datos sobre la cantidad real de HCFC importados;
- c) Supervisarán e informarán, en cooperación con GDC todos los incidentes de importaciones ilegales de HCFC;
- d) Supervisarán el progreso de la eliminación de HCFC desde el punto de vista de la demanda mediante la vigilancia directa de la ejecución de sus proyectos;
- e) Mantendrán el sistema de información del proyecto de eliminación de los HCFC sobre las empresas consumidoras de esas sustancias y sobre los proyectos;
- f) Compilarán informes periódicos sobre la marcha de las actividades relacionados con la ejecución el plan de gestión de eliminación de HCFC y los logros de eliminación de dichas sustancias para compartirlos con el MONRE, MOIT, GDC y el Ministerio de Planificación e Inversiones;
- g) Prepararán informes sobre la ejecución de tramos y planes según el calendario establecido en el Apéndice 2-A;

- h) Prepararán otros informes de supervisión tal como lo requiera el MONRE y otras autoridades gubernamentales, y por decisión del Comité Ejecutivo del Fondo Multilateral, en coordinación con el Organismo Principal de Ejecución; y
- i) Llevarán a cabo el examen técnico y de seguridad de todas las actividades pertinentes emprendidas bajo este plan.

4. El MONRE, junto con sus organismos asociados gubernamentales (MOIT, GDC y Ministerio de Planificación e Inversiones) serán responsables de examinar los informes y datos de la Oficina de gestión de proyectos e instituir las medidas de control y políticas que facilitarán el control y las reducciones de los HCFC conforme al Acuerdo.

APÉNDICE 6-A: FUNCIÓN DEL ORGANISMO DE EJECUCIÓN PRINCIPAL

1. El Organismo de Ejecución Principal tendrá a su cargo diversas responsabilidades, entre las que se incluyen como mínimo las siguientes:

- a) Asegurar la verificación del desempeño y de los aspectos financieros de conformidad con el presente Acuerdo y con sus procedimientos y requisitos internos específicos, establecidos en el plan de gestión de eliminación de los HCFC del País;
- b) Brindar asistencia al País para preparar los Informes y Planes de Ejecución de Tramos conforme al Apéndice 4-A;
- c) Proporcionar al Comité Ejecutivo una verificación independiente de que se han alcanzado los Objetivos y se han completado las correspondientes actividades previstas en los tramos según lo indicado en el Plan de Ejecución de Tramo de conformidad con el Apéndice 4-A;
- d) Asegurar que las experiencias y logros se reflejen en actualizaciones del plan general y en los Planes de Ejecución de Tramos futuros, de conformidad con los incisos 1 c) y 1 d) del Apéndice 4-A;
- e) Cumplir los requisitos de información respecto de los Informes y Planes de Ejecución de Tramos y el plan general especificados en el Apéndice 4-A que se deben presentar al Comité Ejecutivo. Este debería incluir las actividades desempeñadas por el Organismo de Ejecución Cooperante;
- f) En el caso en que se solicite el último tramo de financiación con uno o más años de antelación al último años para el cual se haya establecido un objetivo de consumo, los informes de ejecución de tramos y, donde proceda, los informes de verificación de la etapa actual del Plan deberían presentarse hasta que todas las actividades previstas se hayan concluido y los objetivos de consumo de HCFC se hayan logrado;
- g) Asegurar que expertos técnicos independientes competentes lleven a cabo las revisiones técnicas;
- h) Empezar las misiones de supervisión requeridas;

- i) Asegurar la existencia de un mecanismo operativo que permita la ejecución eficaz y transparente del Plan de Ejecución de Tramo y la presentación de datos exactos;
 - j) Coordinar las actividades del Organismo de Ejecución Cooperante y asegurar que las actividades se ejecuten en la secuencia apropiada;
 - k) En el caso de que se reduzca la financiación por falta de cumplimiento conforme al párrafo 11 del Acuerdo, determinar, en consulta con el País y el Organismo de Ejecución Cooperante, la asignación de las reducciones a las diferentes partidas presupuestarias y a la financiación del Organismo de Ejecución Principal y del Organismo de Ejecución Cooperante;
 - l) Asegurar que los desembolsos a favor del País se basen en el uso de los indicadores; y
 - m) Brindar asistencia respecto de políticas, gestión y apoyo técnico, cuando sea necesario;
 - n) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Cooperante sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan; y
 - o) Liberar de fondos en fecha al País/empresas participantes para terminar las actividades relacionadas con el proyecto.
2. Tras consultar con el País y teniendo en cuenta las opiniones que pudieran expresarse, el Organismo de Ejecución Principal seleccionará y encomendará a una entidad independiente la verificación de los resultados del plan de gestión de eliminación de los HCFC y el consumo de las Sustancias mencionadas en el Apéndice 1-A, conforme al inciso 5 b) del Acuerdo y el inciso 1 b) del Apéndice 4-A.

APÉNDICE 6-B: FUNCIÓN DE LOS ORGANISMOS DE EJECUCIÓN COOPERANTES

1. El Organismo de Ejecución Cooperante tendrá a su cargo diversas actividades. Estas se especifican con más detalle en el Plan, e incluyen como mínimo las siguientes:
- a) Proporcionar asistencia para la elaboración de políticas cuando se requiera;
 - b) Brindar asistencia al País en la ejecución y evaluación de las actividades que financie el Organismo de Ejecución Cooperante, remitiéndose al Organismo de Ejecución Principal para asegurar que las actividades se ejecuten en una secuencia coordinada; y
 - c) Dar informes al Organismo de Ejecución Principal sobre estas actividades para su inclusión en los informes refundidos con arreglo al Apéndice 4-A; y
 - d) Lograr un consenso con el Organismo de Ejecución Principal sobre toda planificación, coordinación y presentación de informes requeridas para facilitar la ejecución del Plan.

APÉNDICE 7-A: REDUCCIONES DE FINANCIACIÓN POR INCUMPLIMIENTO

1. De acuerdo con el apartado 11 del Acuerdo, la cantidad de financiación proporcionada puede reducirse en 105,08 \$EUA por kilogramo PAO de consumo más allá del nivel definido en la fila 1.2 del Apéndice 2-A para cada año en cual no se ha alcanzado el objetivo especificado en la fila 1.2 del Apéndice 2-A, a condición de que la reducción máxima de financiamiento no excediere el nivel de financiamiento del tramo solicitado. Podrían considerarse otras medidas en caso de que el incumplimiento se prolongue por dos años consecutivos.

2. En el caso de que deba aplicarse esta sanción respecto a un año en el que estén vigentes dos acuerdos (dos etapas del plan de gestión de eliminación de los HCFC que se ejecuten en forma paralela) que prevean sanciones de diferente cuantía, la aplicación de la sanción se determinará caso por caso tomando en cuenta los sectores específicos que llevan al incumplimiento. Si no fuera posible precisar el sector, o si ambas etapas se ocuparan del mismo sector, se aplicará de ambas sanciones la que fuera mayor.

Anexo XXIX

**PRESUPUESTO DEL PROGRAMA DE ASISTENCIA PARA EL CUMPLIMIENTO (PAC)
DEL PNUMA PARA EL AÑO 2023**

		Partida	Componente	Lugar	s/m	Categoría	PAC Aprobado 2022	PAC Aprobado 2023
10	PROJECT PERSONNEL COMPONENT							
			Title/Description					
		1101	Head of Branch	Paris	12	D-1	296,800	305,704
		1102	Montreal Protocol Programme Officer – ECA/Global Capacity Building	Paris	12	P-3	187,000	180,600
		1103	Montreal Protocol Senior Programme Management Officer - Capacity Building	Paris	12	P-5	270,400	245,800
		1104	Montreal Protocol Programme Officer	Paris	12	P-4	190,000	195,700
		1105	Montreal Protocol Senior Coordination Officer -ExCom	Paris	12	P-5	180,000	185,400
		1106	Montreal Protocol Programme Officer	Paris	12	P-3	0	0
		1107	Montreal Protocol Programme Officer – ExCom/Partnerships	Paris	12	P-3	187,000	192,610
		1108	ECA Montreal Protocol Regional Coordinator	Paris	12	P-4	240,000	247,200
		1109	Montreal Protocol Coordinator International Partnerships	Paris	12	P-5	270,400	278,512
		1121	Montreal Protocol Regional Senior Coordinator - Asia Pacific	Bangkok	12	P-5	240,000	247,200
		1122	Montreal Protocol Programme Officer – Southeast Asia & PICs	Bangkok	12	P-4	170,000	175,100
		1123	Montreal Protocol Programme Officer – South Asia	Bangkok	12	P-4	188,800	194,464
		1124	Montreal Protocol Programme Officer – Southeast Asia & PICs	Bangkok	12	P-3	188,800	194,464
		1125	Montreal Protocol Programme Officer – South Asia	Bangkok	12	P-3	188,800	194,464
		1131	Montreal Protocol Regional Coordinator - West Asia	Manama	12	P-4	240,000	247,200
		1132	Montreal Protocol Programme Officer - West Asia	Manama	12	P-3	176,500	181,795
		1141	Montreal Protocol Regional Senior Coordinator -Francophone Africa	Nairobi	12	P-5	274,500	282,735
		1142	Montreal Protocol Regional Senior Coordinator - Anglophone Africa	Nairobi	12	P-5	274,500	282,735
		1143	Montreal Protocol Programme Officer - Anglophone Africa	Nairobi	12	P-3	240,000	247,200
		1144	Montreal Protocol Programme Officer -Francophone Africa	Nairobi	12	P-3	190,000	195,700
		1145	Montreal Protocol Associate Officer Anglophone Africa	Nairobi	12	P-2	152,000	168,700
		1146	Montreal Protocol Associate Officer -Francophone Africa	Nairobi	12	P-2	152,000	168,700
		1147	Montreal Protocol Programme Officer (Admin and Finance)	Nairobi	12	P-4	199,000	204,970
		1151	Montreal Protocol Regional Coordinator - Latin America	Panama City	12	P-4	220,100	226,703

		Partida	Componente	Lugar	s/m	Catego- ría	PAC Aprobado 2022	PAC Aprobado 2023
		1152	Montreal Protocol Regional Coordinator - Caribbean	Panama City	12	P-4	175,000	180,250
		1153	Montreal Protocol Information Manager	Panama City	12	P-4	220,100	226,703
		1154	Montreal Protocol Programme Officer - Caribbean	Panama City	12	P-3	220,100	174,500
		1155	Montreal Protocol Programme Officer - Latin America	Panama City	12	P-3	220,100	226,703
		1301	Principal Assistant HOB	Paris	12	G-6	105,000	108,150
		1302	Programme Assistant - Regional Networks	Paris	12	G-6	105,000	108,150
		1303	Programme Assistant - Clearinghouse	Paris	12	G-6	107,000	110,210
		1304	Programme Assistant – Europe & Central Asia	Paris	12	G-6	100,000	103,000
		1305	Programme Assistant - Capacity Building/iPIC	Paris	12	G-6	100,000	103,000
		1306	Programme Assistant	Paris	12	G-5	90,000	92,700
		1307	Global Budget & Finance Assistant	Paris	12	G-7	124,000	127,720
		1308	Temporary assistance CAP			N-A	0	0
		1321	Programme Assistant - South Asia	Bangkok	12	G-6	90,000	92,700
		1322	Programme Assistant – Southeast Asia & PICs	Bangkok	12	G-5	70,000	72,100
		1323	Administrative Assistant – Asia-Pacific	Bangkok	12	G-7	90,000	92,700
		1332	Programme Assistant – West Asia	Lebanon	12	G-6	90,000	92,700
		1341	Administrative Assistant - Africa	Nairobi	12	G-7	62,000	63,860
		1342	Global Administrative Assistant	Nairobi/Law	12	G-5	38,000	39,140
		1343	Programme Assistant - Africa	Nairobi	12	G-6	47,000	47,000
		1344	Programme Assistant - Francophone Africa	Nairobi	12	G-7	62,000	63,860
		1345	Global Administrative Assistant	Nairobi/Law	12	G-6	47,000	48,410
		1351	Administrative Assistant – Latin America & Caribbean	Panama	12	G-5	40,000	40,000
		1352	Administrative Assistant – Latin America & Caribbean	Panama	12	G-7	65,000	66,950
			Subtotal Staff Personnel				7,183,900	7,324,162
	1600	TRAVEL						
		1601	Staff travel - Global	Paris			171,000	171,000
		1610	Staff travel – Europe & Central Asia	Paris / ECA			25,000	25,000
		1620	Staff travel – South Asia	Bangkok			33,000	33,000

		Partida	Componente	Lugar	s/m	Categoría	PAC Aprobado 2022	PAC Aprobado 2023
		1621	Staff travel – Southeast Asia	Bangkok			33,000	33,000
		1622	Staff travel - PIC	Bangkok			50,000	50,000
		1630	Staff travel – West Asia	Manama			45,000	45,000
		1640	Staff travel – Francophone Africa	Nairobi			60,500	60,500
		1641	Staff travel - Anglophone Africa	Nairobi			60,500	60,500
		1650	Staff travel - Caribbean	Panama			35,000	35,000
		1651	Staff travel - Latin America	Panama			35,000	35,000
			<i>Subtotal Travel</i>				548,000	548,000
2030	REGIONAL ACTIVITIES							
			<i>CONTRACT SERVICE COMPONENT</i>					
		2210	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising – Europee & Central Asia	Paris / ECA			130,000	130,000
			<i>Subtotal Europe & Central Asia</i>				130,000	130,000
		2220	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising - South Asia	Bangkok			92,000	92,000
		2221	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising - Southeast Asia	Bangkok			70,000	70,000
		2222	Network Thematic Meetings/South South Cooperation/Regional awareness raising - PIC	Bangkok			105,000	105,000
			<i>Subtotal Asia-Pacific</i>				267,000	267,000
		2230	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising – West Asia	Manama			100,000	100,000
			<i>Subtotal West Asia</i>				100,000	100,000
		2240	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising – Francophone Africa	Nairobi			175,000	175,000
		2241	Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising - Anglophone Africa	Nairobi			175,000	175,000
			<i>Subtotal Africa</i>				350,000	350,000
		2250	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising - Caribbean	Panama			130,000	130,000
		2251	Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising - Latin America	Panama			120,000	120,000
			<i>Subtotal Latin America & Caribbean</i>				250,000	250,000

		Partida	Componente	Lugar	s/m	Categoría	PAC Aprobado 2022	PAC Aprobado 2023	
			<i>Subtotal Regional activities</i>				1,097,000	1,097,000	
GLOBAL SERVICES/ CAPACITY DEVELOPMENT PORTFOLIO									
		3210	NOO Training				50,000	50,000	
		3211	Policy & Technical Assistance				95,000	95,000	
		3212	Translation & Outreach				160,000	160,000	
		3213	Refrigeration Servicing Sector Assistance				160,000	160,000	
		3214	Enforcement & customs				85,000	85,000	
			<i>Subtotal Global Services</i>				550,000	550,000	
MEETINGS									
50		4210	Advisory and Consultative Meetings and Stakeholders Workshops	Paris/Regions			20,000	20,000	
			<i>Subtotal Meetings</i>				20,000	20,000	
			<i>Subtotal Global Services/Meetings</i>				570,000	570,000	
OFFICE OPERATIONS									
60		5210	Office Operations/Communication (equipment, rental, supplies & maintenance)	Paris			290,000	290,000	
		5220	Office Operations/Communication (equipment, rental, supplies & maintenance)	Regions			300,000	300,000	
			<i>Subtotal Office Operations</i>				590,000	590,000	
	99	TOTAL DIRECT PROJECT COST						9,988,900	10,129,162
		<i>Programme support costs (8%)</i>						799,112	810,333
90		GRAND TOTAL						10,788,012	10,939,495

Anexo XXX

PROPUESTA DE FORMATO PARA LOS INFORMES FINALES DE FORTALECIMIENTO INSTITUCIONAL Y LAS SOLICITUDES DE RENOVACIÓN DE FORTALECIMIENTO INSTITUCIONAL

INFORME FINAL Y SOLICITUD DE PRÓRROGA DE LA FINANCIACIÓN DEL FORTALECIMIENTO INSTITUCIONAL

PARA [PAÍS]
[PERÍODO DEL
PARA INFORME]

Instrucciones:

Tenga en cuenta que los puntos 1 a 15 deben ser respondidos por el país en cuestión antes de presentarlos al organismo de ejecución para que haga sus comentarios en el punto 16.

PARTE I: Panorama del proyecto de FI y de la dependencia nacional del ozono

1. País: _____

Nombre del ministerio/institución al que está adscrita la unidad del

2. ozono: _____

Organismo de
3. ejecución:

Elija un elemento.

4. Etapas del proyecto de fortalecimiento institucional (FI) (aprobado) (enumere sólo las dos últimas aprobaciones¹)

Etapas	Periodo aprobado (mm/aa)	Período de ejecución real (dd/mm/aa)	Financiación del Fondo Multilateral (aprobado)	Financiación del Fondo Multilateral (desembolsado)

5. Período del informe sobre FI y etapa solicitada:

a) Período del informe (mm/aa a mm/aa): _____

b) Etapa solicitada (indicar número): _____

Importe de la financiación
c) (\$EUA) _____

d) Período de ejecución de la etapa solicitada de mm/aa a mm/aa: _____

¹ Decisión 77/8(i): Que no haya más de dos proyectos de fortalecimiento institucional en curso al mismo tiempo.

6. Presentación de datos:

Requisito de información	Año más reciente del que se ha informado	Fecha de presentación
Artículo 7		
Datos del programa del país		

7. Acuerdos institucionales:

- a) Describa brevemente el papel y la posición de la dependencia nacional del ozono (DNO) dentro del gobierno nacional, y la integración de la aplicación del Protocolo de Montreal en los planes gubernamentales²

- b) ¿Cuál es la modalidad de ejecución del proyecto de FI en su país?

Elija un elemento.

*Los siguientes elementos aparecerán en el menú desplegable de esta pregunta:

- Mediante un acuerdo o documento de proyecto firmado con el organismo de ejecución (OE)
 Mediante contratos directos entre el OE y los proveedores
 Otro (sírvese precisar abajo)

Si es otro, describa brevemente la modalidad de aplicación seleccionada:

- c) ¿Quién aprueba el programa de trabajo y supervisa la DNO?

Elija un elemento.

*Los siguientes elementos aparecerán en el menú desplegable de esta pregunta:

- Gobierno nacional
 Organismo de ejecución
 Otro (sírvese precisar abajo)

Si es otro, especifique y describa a continuación:

- d) ¿Existe un comité de dirección nacional del ozono o un comité consultivo similar en el país?

SÍ NO

En caso afirmativo, describa la función y los miembros del comité de dirección nacional del ozono.

² Decisión 32/17(b)

En caso negativo, describa quién asesora a la DNO en la ejecución de su mandato.

Indique el número total de personas que conforma la DNO:

8. _____

- a) ¿Cuántas se financian en el marco del FI? _____ A tiempo completo _____ A tiempo parcial
- b) ¿Cuántas se financian directamente con el presupuesto del Gobierno como personal fijo? _____ A tiempo completo _____ A tiempo parcial
- c) Por favor, indique la composición de la DNO por sexo _____ Hombres _____ Mujeres
- d) ¿Está la dependencia dotada de todo el personal? SÍ NO

Si la respuesta es negativa, explique los motivos a continuación:

9. Indique la modalidad de DNO/unidad de gestión de proyectos (UGP) en el país respondiendo a lo siguiente:

- a) ¿Cuenta su país con una UGP dedicada a la ejecución del PGEH o de otros proyectos?
 SÍ NO

- b) ¿Cuál es el papel de la DNO³ en la ejecución del PGEH y de otros planes de eliminación o reducción progresiva?

Elija un elemento.

*Los siguientes elementos aparecerán en el menú desplegable de esta pregunta:

- Supervisar la UGP y el plan de trabajo
 Coordinarse con la UGP, sin función de supervisión
 Ejecutar las actividades del PGEH (es decir, para los países de bajo consumo)
 Otro (sírvese precisar abajo)

Si es otro, especifique y describa a continuación:

³ Información requerida de los países de bajo consumo de SAO.

Parte II. Informe sobre la marcha de las actividades y actividades para la etapa solicitada

10. Por favor, facilite detalles sobre el estado de ejecución de las actividades aprobadas de la actual etapa de FI y las actividades previstas para la etapa solicitada. Los componentes o elementos pueden indicarse como n/a si no son aplicables, y si es así, incluya una explicación. Por favor, añada una línea si es necesario para incluir otro componente que refleje la situación nacional. Tenga en cuenta los indicadores de rendimiento específicos para cada objetivo en la parte III.

Componentes o elementos	Actividades realizadas en el período actual del informe	Resultados alcanzados en el periodo del informe (especificar etapa/mm/aa)	Actividades previstas en la próxima etapa (especificar etapa/mm/aa)	Resultados previstos para la próxima etapa
Objetivo 1: Adopción/aplicación de legislación y reglamentación para controlar y supervisar las importaciones y el uso de las sustancias controladas por el Protocolo de Montreal				
Modificación de las políticas y normativas nacionales para incluir las disposiciones exigidas por la Enmienda de Kigali				
Aplicación y cumplimiento efectivos del sistema de licencias y cuotas para todas las sustancias controladas por el Protocolo de Montreal				
Aplicación de medidas de control para mantener la eliminación gradual de sustancias ya conseguida				
Medidas institucionales establecidas con las oficinas pertinentes para vigilar eficazmente el posible comercio ilegal de sustancias controladas, según proceda				
Aplicación de medidas para controlar o prohibir las importaciones de equipos RAC o polioles premezclados, si procede				
Ratificación de las enmiendas al Protocolo de Montreal				

Componentes o elementos	Actividades realizadas en el período actual del informe	Resultados alcanzados en el periodo del informe (especificar etapa/mm/aa)	Actividades previstas en la próxima etapa (especificar etapa/mm/aa)	Resultados previstos para la próxima etapa
Objetivo 2: Recogida de datos precisa y oportuna y notificación del consumo de todas las sustancias controladas por el Protocolo de Montreal				
Supervisión de los datos aduaneros de importación/exportación de sustancias reguladas				
Apoyar la recopilación eficaz y oportuna de datos para la presentación de los datos del Artículo 7 y del programa del país				
Apoyar los requisitos de notificación de datos para los HFC y las mezclas en virtud de la Enmienda de Kigali y supervisar el cumplimiento del país en toneladas de PAO y toneladas de CO2-eq				
Objetivo 3: Coordinación eficaz entre los organismos nacionales y las partes interesadas para apoyar los objetivos del Protocolo de Montreal				
Establecimiento/mejora de los mecanismos de cooperación inter e intragubernamental, en particular para la aplicación de la Enmienda de Kigali				
Facilitación de acuerdos con las partes interesadas y los socios (es decir, las asociaciones de RAC, la industria y el gobierno) para aplicar eficazmente los proyectos del Protocolo de Montreal y otros requisitos				

Componentes o elementos	Actividades realizadas en el período actual del informe	Resultados alcanzados en el periodo del informe (especificar etapa/mm/aa)	Actividades previstas en la próxima etapa (especificar etapa/mm/aa)	Resultados previstos para la próxima etapa
Objetivo 4: Supervisión de la ejecución oportuna de las actividades de eliminación de los HCFC y la reducción resultante del consumo de sustancias controladas				
Coordinación general de los proyectos previstos y de los resultados esperados de los planes nacionales aprobados y en curso				
Facilitación del examen y la presentación a tiempo de los tramos/nuevas etapas/proyectos individuales				
Establecimiento de funciones claramente definidas para la supervisión y ejecución de los proyectos, cuando proceda				
Objetivo 5: Promover la sensibilización y el intercambio de información sobre cuestiones importantes del Protocolo de Montreal				
Sensibilización basada en la evaluación de las necesidades de información del público en general y de sectores específicos para apoyar la ejecución de los proyectos del Fondo Multilateral				
Consulta con las partes interesadas en la elaboración de un plan de comunicación y sensibilización				
Organización de la celebración del Día Mundial del Ozono				

Componentes o elementos	Actividades realizadas en el período actual del informe	Resultados alcanzados en el periodo del informe (especificar etapa/mm/aa)	Actividades previstas en la próxima etapa (especificar etapa/mm/aa)	Resultados previstos para la próxima etapa
Objetivo 6: Cooperación regional y participación en las reuniones del Protocolo de Montreal				
Participación en las reuniones de la red regional para dar continuidad y desarrollar la capacidad institucional				
Fomentar la participación de los países en el Grupo de Trabajo de Composición Abierta / Reunión de las Partes.				
Cuando sea posible, identificar actividades específicas de cooperación con otros países de la región de la red sobre un tema de interés mutuo				
Objetivo 7: Integración de la política de género del Fondo Multilateral en la aplicación del Protocolo de Montreal				
Fomentar las consultas con las partes interesadas para incorporar la perspectiva de género en las actividades del Protocolo de Montreal				
Integración de la política de género del Fondo Multilateral en la planificación y ejecución de los proyectos				
Evaluación del compromiso de las partes interesadas y los socios en la integración de la perspectiva de género en las actividades, cuando sea pertinente				

Parte III. Informe sobre los indicadores de rendimiento y el logro de los objetivos

11. Por favor, proporcione una evaluación del logro de los objetivos basándose en los indicadores de rendimiento proporcionados a continuación y en las actividades señaladas en la parte II. Si se cumplen todos los indicadores, el objetivo se cumple, si sólo se cumplen algunos, el objetivo se cumple parcialmente, y si no se cumple ninguno, el objetivo no se cumple.

Informe sobre los indicadores de rendimiento y el logro de los objetivos					
Objetivo 1: Adopción/aplicación de la legislación y la normativa para controlar y supervisar las sustancias y equipos controlados por el Protocolo de Montreal					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Existen medidas de control de las importaciones para todas las sustancias controladas (y los equipos/productos pertinentes, si procede) según las enmiendas ratificadas por el país • Cero consumo notificado de sustancias eliminadas; e importaciones de sustancias controladas coherentes con las cuotas y permisos emitidos • Existe un marco de cooperación/actividades conjuntas entre la DNO y las aduanas • Ratificación de todas las enmiendas del Protocolo de Montreal 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Evaluación del objetivo 1:					
Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.					

Objetivo 2: Recogida de datos precisa y oportuna y notificación del consumo de las sustancias controladas por el Protocolo de Montreal					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Presentación puntual del informe de datos del programa del país antes del 1 de mayo de cada año • Presentación puntual del informe de datos del Artículo 7 antes del 30 de septiembre de cada año • Coordinación periódica con las aduanas para verificar y cotejar las cuotas de importación y exportación y las licencias expedidas para las sustancias controladas (indicar la frecuencia) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Evaluación del objetivo 2:					
Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.					
Objetivo 3: Fortalecimiento de la coordinación entre los organismos nacionales y las partes interesadas para apoyar los objetivos del Protocolo de Montreal					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Se establece un mecanismo de coordinación interministerial para armonizar las decisiones de política interna en consonancia con la normativa/legislación nacional sobre las sustancias controladas por el Protocolo de Montreal • Mecanismos de cooperación establecidos entre el gobierno y las asociaciones de la industria y las asociaciones de RAC para coordinar los esfuerzos de ejecución del PGEH o del plan de 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

aplicación de Kigali sobre los HFC y los proyectos de inversión (si procede).					
Evaluación del objetivo 3:					
Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.					
Objetivo 4: Supervisión de la ejecución oportuna de las actividades de eliminación de los HCFC y la reducción resultante del consumo de sustancias controladas					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Reuniones periódicas con el personal de proyectos del PGEH y de la DNO • Los tramos de los PGEH o del plan de aplicación de Kigali sobre los HFC y/o los proyectos individuales se presentan según el calendario aprobado en el Acuerdo • Las actividades del proyecto se ejecutan según lo previsto • Otras solicitudes de financiación o nuevas etapas elaboradas/presentadas en el plazo previsto 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	

Evaluación del objetivo 4:					
Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.					
Objetivo 5: Promover la sensibilización y el intercambio de información sobre cuestiones importantes del Protocolo de Montreal					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboración de un plan de acción para la sensibilización general y la divulgación • Se prepara y difunde material informativo según el plan de acción • Las actividades del Día Mundial del Ozono se celebran anualmente • Informe sobre las actividades de sensibilización realizadas según el plan de acción, cuando sea posible 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Evaluación del objetivo 5:					
Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.					
Objetivo 6: Cooperación regional y participación en las reuniones del Protocolo de Montreal					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Participación de la DNO/país en las reuniones de la red regional • Participación de la DNO/país en el Grupo de Trabajo Composición Abierta o en la Reunión de las Partes 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<ul style="list-style-type: none"> • La DNO apoyó las actividades de cooperación Sur-Sur en la región, cuando fue necesario 					
Evaluación del objetivo 6:					
<p>Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.</p>					
Objetivo 7: Integración de la política de género del Fondo Multilateral en la ejecución del proyecto de FI					
Indicador (si procede)	Evaluación del indicador				Cualquier comentario si corresponde
	Sí	No	En curso	No aplica	
<ul style="list-style-type: none"> • Informe sobre el porcentaje de participantes masculinos y femeninos en las reuniones del comité de dirección/junta del proyecto • Los términos de referencia para la contratación de personal y consultores incluyen la competencia de género como requisito y disposiciones que alientan a los géneros menos representados a presentarse. • Consultas con asociaciones, redes y/o partes interesadas centradas específicamente en la integración de la perspectiva de género en todo el proceso de planificación y ejecución del proyecto • En todas las reuniones/capacitaciones/talleres se recogen datos desglosados por sexo de los participantes/presentadores 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Evaluación del objetivo 7:	
-----------------------------------	--

Proporcione una breve evaluación (2-3 líneas) del objetivo en función de los indicadores anteriores y cualquier otro factor aplicable. La evaluación puede incluir una indicación de si el objetivo se logró, se logró parcialmente o no se logró.	
--	--

Parte IV. Informe financiero

12. Sírvase proporcionar en la tabla siguiente detalles sobre el presupuesto del proyecto, los desembolsos, el presupuesto solicitado y las contribuciones gubernamentales en especie:

Partida de gastos	Presupuesto para la etapa actual (\$EUA)	Desembolso (para la etapa actual) (\$EUA)		Presupuesto estimado (para la etapa solicitada) (\$EUA)	Financiación gubernamental (contribución en especie) (\$EUA)	
		Real	Comprometido		Etapa actual	Etapa solicitada
Personal (incluidos los consultores)						
Equipo						
Costo de explotación (reuniones, consultas, etc.)						
Sensibilización del público						
Otro						
TOTAL						

Parte V. Evaluación y aprobación del gobierno

13. Evaluación gubernamental de la actual etapa de ejecución del FI

a) ¿Se ha ejecutado el proyecto a tiempo tal y como se aprobó?

SÍ NO

b) ¿Qué ha resultado especialmente útil para cumplir los objetivos de FI?

Seleccione todas las respuestas que correspondan:

- Se proporcionó apoyo gubernamental de alto nivel
- El apoyo del organismo de ejecución fue oportuno y eficiente
- El acuerdo se firmó a tiempo
- Los fondos se desembolsaron a tiempo
- Todas las anteriores
- Otro (sírvase precisar abajo)

Si es otro, especifique y describa a continuación:

c) ¿Qué problemas se han encontrado en la ejecución?

SÍ NO

En caso afirmativo, seleccione todo lo que corresponda:

- Cuestiones políticas en el país
- No hay apoyo de las altas esferas del gobierno
- Retrasos en la firma del acuerdo
- El organismo de ejecución no es sensible a los problemas
- Otro (sírvase precisar abajo)

Si es otro, especifique y describa a continuación:

d) ¿Qué experiencias o medidas deberían aplicarse de forma diferente en las futuras etapas del proyecto de FI?

e) ¿Cuáles son los riesgos potenciales identificados por el Gobierno para alcanzar los objetivos de FI, y cumplir con las obligaciones de conformidad con el Protocolo de Montreal?

f) ¿Qué medidas se han identificado para mitigar estos riesgos potenciales?

14. Aprobación del Gobierno

Plan de acción autorizado por (<i>nombre</i>):	
Firma de la autoridad competente:	<i>(Debe firmarse en papel)</i>
Cargo:	
Organización/Organismo/Ministerio supervisor:	
Fecha:	

15. Presentación del plan de acción

Nombre del organismo de ejecución:	
Nombre del responsable del proyecto:	
Firma del responsable del proyecto:	
Fecha:	
Evaluación de los riesgos del organismo de ejecución para lograr los objetivos del proyecto, incluidas las obligaciones de cumplimiento, y las medidas para mitigar los posibles riesgos, identificar los retos a los que se ha enfrentado y las lecciones aprendidas, y otros comentarios	

Parte VI. Resumen ejecutivo

16. Por favor, resume a continuación la información requerida en no más de un párrafo. Estos párrafos se utilizarán en los documentos para la reunión del Comité Ejecutivo.

- a) Informe de eliminación definitiva
- b) Plan de acción
- c) Sostenibilidad y evaluación de riesgos

Anexo XXXI

TEXTO DE TRABAJO SOBRE EL ANALISIS DEL NIVEL Y LAS MODALIDADES DE FINANCIACION PARA LA REDUCCION DE HFC EN EL SECTOR DE MANTENIMIENTO DE REFRIGERACION

PROYECTO DE RECOMENDACIÓN

El Comité Ejecutivo puede también considerar:

- (a) Tomar nota del análisis del nivel y las modalidades de financiación para la reducción de HFC en el sector de servicio y mantenimiento de refrigeración, contenido en el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/61;
- (b) Aplicar los siguientes principios con respecto a los costos incrementales elegibles en el sector de servicio de refrigeración para la etapa I de los planes de implementación de Kigali HFC (KIP), en el entendimiento de que los niveles de financiamiento especificados a continuación se revisarían para las actividades presentadas para futuros KIP etapas en las que se completaron las actividades en el marco de los planes de gestión de eliminación de HCFC:
 - (i) Los países del Artículo 5 deben incluir en sus KIP, como mínimo:
 - a. Un compromiso de cumplir, sin más solicitudes de financiamiento, al menos el paso de reducción del 10 por ciento en el consumo de HFC de acuerdo con el calendario de cumplimiento del Protocolo de Montreal, y restringir las importaciones de equipos basados en HFC si es factible y si es necesario para lograr el calendario de cumplimiento y apoyar actividades ~~de eliminación~~ graduales pertinentes;
 - b. Informes obligatorios, en el momento en que se soliciten los tramos de financiación para los KIP, sobre la implementación de las actividades realizadas en el sector de servicio de refrigeración y en el sector de fabricación, cuando corresponda, en el tramo anterior, así como un plan de trabajo anual integral para la implementación de las actividades asociadas al siguiente tramo; y
 - c. Una descripción de las funciones y responsabilidades de las principales partes interesadas, así como del organismo de ejecución principal y los organismos de cooperación, cuando corresponda;
 - ed. [Una descripción de cómo se coordinarán las actividades en el sector de servicios en el marco de los KIP y los planes de gestión de eliminación de HCFC en su ejecución, incluida la forma en que se aprovecharán las oportunidades de sinergias y la ejecución conjunta de las actividades];
 - (ii) Los países que operan al amparo del artículo 5 que tienen un consumo básico total de HCFC de hasta 360 toneladas métricas (tm) recibirán financiamiento acorde con el nivel de consumo en el sector de servicio y mantenimiento de refrigeración, como se muestra en la siguiente tabla, en el entendimiento de que el proyecto las propuestas aún deberán demostrar que

el nivel de financiación es necesario para lograr al menos el objetivo de reducción de HFC del 10 por ciento;

[Intervención de Canadá: Considere la posibilidad de combinar tablas en (ii) y (iii)]

[Consumo de HFC, o si no está disponible] Consumo de HCFC en servicio en años de referencia (tm)	Financiación (US \$)
>0 <15	88.125
15 <40	112.500
40 <80	120.000
80 <120	135.000
120 <160	142.500
160 <200	150.000
200 <320	240.000
320 <360	270.000

~~(ii)~~(iii) Los países que operan al amparo del Artículo 5 con un consumo básico de HCFC superior a 360 tm e inferior a 25 000 tm recibirán financiación, que se deducirá de su punto de partida para las reducciones agregadas en el consumo de HFC, [a un nivel de hasta 3,20 \$EUA/kg métrico,]/[en consonancia con los niveles que se muestran en el cuadro a continuación,] en el entendimiento de que las propuestas de proyectos aún deberán demostrar que el nivel de financiación es necesario para lograr al menos el objetivo de reducción de HFC del 10 %;

[Consumo de HFC, o si no está disponible,][consumo HCFC en mantenimiento en los años de referencia (mt)	Nivel de fondos por país
360 a 1.800	US \$4,80/kg. Si este valor es inferior a lo acordado para el grupo mayor en el párrafo (b)(ii) anterior, el país puede optar por los fondos basados en el párrafo (b)(ii)
1.800 a 8.000	US \$4,80/kg por los primeros 1.800 mt US \$4,00/kg por cada mt por encima de 1.800
8,000 a 25.000	US \$4,80/kg por los primeros 1.800 mt US \$4,00/kg por cada mt por encima de 1.800 y debajo de 8.000 US \$3,20/kg por cada mt por encima de 8.000
Más de 25.000	Caso-por-caso]

~~(iii)~~(iv) La financiación para los países del Artículo 5 que tienen una línea de base de consumo total de HCFC superior a 25 000 tm se considerará caso por caso;

(c) Revisar el nivel de financiación aprobado para cada país [que recibió la aprobación para la financiación antes de que su base de consumo de HFC estuviera disponible] sobre la base de su información de referencia de HFC pertinente, [cuando se conozca] [cuando se notifique], [y revisar esta financiación si es necesario para garantizar la consistencia con el párrafo b (ii) y (iii)] [una vez que se conozcan las líneas de base de HFC]; y

(d) Incluir los principios a los que se hace referencia en los subpárrafos (b) y (c) en el proyecto de directrices de costos para la reducción gradual de los HFC y revisar [revisar] estos principios en 2028 para financiar las etapas futuras de los KIP.

MESAS DE TRABAJO DE FINANCIACIÓN

En los cuadros 1 y 2 se presentan las diferentes opciones de niveles de financiación consideradas por el grupo de contacto tanto para países de bajo consumo como para países que no lo son para alcanzar el paso de reducción del 10 por ciento de reducción gradual de HFC en el sector de mantenimiento.

Cuadro 1. Niveles de financiación propuestos para los países de bajo consumo para el sector de servicios para la etapa I KIP (US\$/kg)

<u>Línea de base de HCFC para el sector de mantenimiento (tm)</u>	<u>Financiamiento para HPMP (decisión 74/50)</u>	<u>Documentos de la Secretaría 88/72 y 89/8/Add.1</u>	<u>Propuesta de los países del artículo 2</u>	<u>Nueva propuesta de los países A5</u>	<u>Respuesta A2 revisada a la nueva propuesta del grupo A5 (reducción del 10 % con respecto a la línea de base)</u>	<u>[Revised A2 response to group of A5 new proposal (10 percent reduction from HFC consumption)]</u>
<u>Por debajo de 15</u>	<u>58,750</u>	<u>88,125</u>	<u>75,000</u>	<u>117,500</u>	<u>105.000</u>	<u>117.500</u>
<u>15 a 40</u>	<u>75,000</u>	<u>112,500</u>	<u>95,000</u>	<u>150,000</u>	<u>130.000</u>	<u>150.000</u>
<u>40 a 80</u>	<u>80,000</u>	<u>120,000</u>	<u>118,800</u>	<u>160,000</u>	<u>145.000</u>	<u>160.000</u>
<u>80 a 120</u>	<u>90,000</u>	<u>135,000</u>	<u>133,700</u>	<u>180,000</u>	<u>160.000</u>	<u>180.000</u>
<u>120 a 160</u>	<u>95,000</u>	<u>142,500</u>	<u>141,000</u>	<u>190,000</u>	<u>170.000</u>	<u>190.000</u>
<u>160 a 200</u>	<u>100,000</u>	<u>150,000</u>	<u>148,500</u>	<u>200,000</u>	<u>180.000</u>	<u>200.000</u>
<u>200 a 320</u>	<u>160,000</u>	<u>240,000</u>	<u>237,600</u>	<u>320,000 368,000</u>	<u>250.000</u>	<u>320.000</u>
<u>320 a 360</u>	<u>180,000</u>	<u>270,000</u>	<u>267,000</u>	<u>360,000 375,000</u>	<u>280.000</u>	<u>360.000</u>

Cuadro 2. Niveles de financiación propuestos para los países que no son de bajo consumo para el sector de servicios a fin de alcanzar el paso de reducción del 10 % (USD/kg)

Línea de base de HCFC para el sector de mantenimiento (tm)	Propuestas de grupos de contacto (90ª Reunión)	Propuesta no A5 (enfoque graduado)	Propuesta de no A5 Tarifa plana	Proposal from A5 Flat rate
360-600** 360-800(*)(**)	[3,20 \$ EE.UU./kg]/[7,00 \$ EE.UU./kg] [enfoque gradual con el valor más bajo de 5,00 \$EUA/kg]	5,30 dólares EE.UU./kg	3,60 dólares EE	6,00 dólares EE
600-1 800 800-1 800	[3,20 \$ EE.UU./kg]/[7,00 \$ EE.UU./kg] [enfoque gradual con el valor más bajo de 5,00 \$EUA/kg]	5,30 \$ EE.UU./kg/ 4,80 dólares EE.UU./kg		
1 800-8 000	[3,20 \$ EE.UU./kg]/[7,00 \$ EE.UU./kg] [enfoque gradual con el valor más bajo de 5,00 \$EUA/kg]	5,30 \$ EE.UU./kg/ 4,80 dólares EE.UU./kg/ 4,20 dólares EE.UU./kg		
8 000-25 000	[3,20 \$ EE.UU./kg]/[7,00 \$ EE.UU./kg] [enfoque gradual con el valor más bajo de 5,00 \$EUA/kg]	5,30 \$ EE.UU./kg/ 4,80 dólares EE.UU./kg/ 4,20 dólares EE.UU./kg/ 3,40 USD/kg		
Por encima 25 000	Caso por caso	Caso por caso	Caso por caso	Caso por caso

* Si el nivel de financiación es inferior al acordado para el grupo más grande de países LVC, el país puede optar por ser financiado como un país LVC

** Nueva categoría propuesta por un miembro del Artículo 2. Esta categoría podría ser elegible para financiamiento adicional.

Anexo XXXII

ELABORACIÓN DE DIRECTRICES DE COSTOS PARA LA REDUCCIÓN DE LOS HFC EN LOS PAÍSES DEL ARTÍCULO 5: PROYECTO DE CRITERIOS DE FINANCIACIÓN INCLUYENDO EL ANÁLISIS DE FORMAS DE LLEVAR A LA PRÁCTICA EL PÁRRAFO 24 DE LA DECISIÓN XXVIII/2

TEXTO DE TRABAJO SOBRE EL PUNTO DE PARTIDA PARA REDUCCIONES ACUMULATIVAS SOSTENIDAS DEL CONSUMO Y LA PRODUCCIÓN DE HFC

Metodología para determinar el punto de partida para reducciones acumulativas sostenidas

1. En respuesta a la decisión 81/67 e), la Secretaría elaboró el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/66, “Consideraciones esenciales para elaborar una metodología para determinar el punto de partida para reducciones acumulativas sostenidas con arreglo a la Enmienda de Kigali para los sectores de consumo y producción”. En la sección IV del documento se exponen varias consideraciones clave que fundamentaron los debates que el grupo de contacto sobre directrices de costos sostuvo en paralelo con las reuniones 82ª, 83ª y 84ª. El grupo analizó, entre otras, las siguientes materias:

- a) La unidad de medida, para la que algunos miembros propusieron utilizar toneladas métricas (tm) a fin de reflejar el consumo o producción real, en tanto que otros propusieron usar toneladas de CO₂ equivalente como forma más adecuada de medir el impacto ambiental de las actividades de reducción. Otros más, por su parte, sugirieron usar ambas unidades al principio y tomar una decisión definitiva una vez determinadas a ciencia cierta las ventajas y desventajas de cada método;
- [preferencia por tm, dado que así entendemos los costos y es compatible con los umbrales;](#)
 - [dar seguimiento por separado a las alternativas de bajo PCA que se introducen con arreglo a los proyectos financiados por el Fondo Multilateral;](#)
 - [preferencia por CO₂e, dado que las obligaciones se dan en CO₂e;](#)
 - [dar seguimiento a ambas, pero observar que los costos están vinculados a tm;](#)
 - [no se sabe cuál es el punto final si los valores están en tm;](#)
 - [la segunda y la tercera conversión son cuestiones importantes;](#)
 - [preferencia por ambas en un principio;](#)
 - [es necesario que las unidades sean coherentes entre el punto de partida y la financiación/relación costo-beneficio;](#)
 - [proporcionar incentivos para la conversión final;](#)
 - [las reducciones cuentan para el cumplimiento; utilizar un enfoque más simple\]](#)
- b) Posibles opciones para determinar el punto de partida, para las que se propuso utilizar el nivel básico de HFC, incluidos los componentes de HFC y HCFC, el componente de

HFC, o bien un valor intermedio. También se propuso que los países del artículo 5 elijan como punto de partida el consumo de HFC de años anteriores (p. ej., el anterior o el promedio de los últimos tres) o bien el año en que el Comité Ejecutivo aprobó el primer proyecto de inversión relativo a los HFC; [

- [añadir de 5 % a 10% del consumo de HFC durante los años de referencia para tener en cuenta el crecimiento;](#)
 - [la secretaría presentará datos del programa de país 2019-2021 para comparar CO₂e con tm;](#)
 - [elegir entre los mejores años antes de la pandemia;](#)
 - [tener en cuenta otros años de los que se disponga de datos\]](#)
- c) Incluir en el punto de partida los HFC contenidos en polioles premezclados d importación y excluir los contenidos en polioles premezclados de exportación, en el entendido de que los países del artículo 5 supervisarán y controlarán dicho consumo;
- d) Dado que el Protocolo de Montreal no exige su eliminación, excluir del punto de partida la reserva de HFC para servicio técnico (en los países del artículo 5, esto equivale a un 20 por ciento para el Grupo 1 y 15 por ciento para el Grupo 2). Si bien no hubo consenso, algunos miembros indicaron que descontar el consumo relacionado con la reserva implicaría que el punto de partida se basaría en el nivel básico de HFC para el cumplimiento, el que incluiría la totalidad de los componentes de HFC y HCFC, y
- e) Definir si las reducciones sostenidas del punto de partida se deben contabilizar sustancia por sustancia. Se expresaron diferentes opiniones, entre ellas que el punto de partida debe ser un número único y que las reducciones deben realizarse por sustancia, pero solo para los HFC de uso más frecuente.

TEXTO DE TRABAJO SOBRE LOS UMBRALES DE RENTABILIDAD

Umbral costo-beneficio (C-B) para la eliminación de CFC y HCFC

Sector	Planes nacionales de eliminación de SAO (UNEP/OzL.Pro/ExCom/16/20 para. 32)			PGEH (decisions 60/44, 62/13 and 74/50)			GETE (ExMOP 3)	CE convenida (US\$/kg)
	Sustancia de referencia	Principales alternativas introducidas	Umbral de C-B (\$EUA/kg)	Sustancia de referencia	Principales alternativas introducidas	Umbral de C-B (\$EUA/kg)		
Refrigeración doméstica (refrigerante y componentes de paneles de espumas de PU)	CFC-12	HFC-134a R-600a	13,76	n.a.	n.a.	n.a.	8-10 [13.76(Canada)]	13.76
	CFC-11	HCFC-141b ciclopentano		HCFC- 141b	Ciclopentano	7,83*,**		
R/AA doméstico							7-9	
Refrigeración doméstica (refrigerante y componentes de paneles de espumas de PU)	CFC-12	HFC-134a	15,21	HCFC-22	HFC-32, R-290, HFC-134a, dióxido de carbono (CO ₂), amoníaco (NH ₃), sistemas en cascada	15,21*	10-15	[15.21][*] [49][18**][*] *Además consideración especial para pequeñas empresas [<20 mt?]
	CFC-11	HCFC-141b ciclopentano agua		HCFC- 141b	Cyclopentano, agua, MF, metilal, HFC-245fa, HFO reducido			
RAA Transporte e industrial							10-15	
Espuma de poliuretano rígido (incluyendo el tablero de espuma de poliuretano en la refrigeración comercial)	CFC-11	HCFC-141b ciclopentano agua	7,83	HCFC- 141b	Ciclopentano, agua, MF, metilal HFC-245fa, Hidrofluoroolefinas (HFO) reducidas	7,83*,**	7-9	9**
Espuma de poliuretano flexible	CFC-11	HCFC-141b ciclopentano agua	6,23	HCFC- 141b	Ciclopentano, agua, MF, metilal HFC-245fa, Hidrofluoroolefinas (HFO) reducidas	6,23*,**	7-9	Caso por caso
revestimiento integral	CFC-11	HCFC-141b ciclopentano agua	16,86	HCFC- 141b	Ciclopentano, agua, MF, metilal HFC-245fa, Hidrofluoroolefinas (HFO) reducidas	16,86*,**	7-9	Caso por caso
Espuma de poliestireno extruido	CFC-12	HFC-134a	8,22	HCFC-22/ HCFC- 142b	HC, CO ₂	8,22*,**	7-9	Caso por caso
Aerosol	CFC-12/ CFC-11	HC	4,40	HCFC-22/ HCFC- 141b	HC HFC-134a, HFC-152a, percloroetileno,, HFO		4-6	Caso por caso
Extinción de incendios	Halón	ABC, polvo seco, CO ₂	1,48	HCFC-123	No se han aprobado proyectos aún	Caso por caso	3-5	Caso por caso
Solvente	CFC-113	Limpieza en	19,73	HCFC-	Isoparafina	Caso por		Caso por caso

Sector	Planes nacionales de eliminación de SAO (UNEP/OzL.Pro/ExCom/16/20 para. 32)			PGEH (decisions 60/44, 62/13 and 74/50)			GETE (ExMOP 3)	CE convenida (US\$/kg)
	Sustancia de referencia	Principales alternativas introducidas	Umbral de C-B (\$EUA/kg)	Sustancia de referencia	Principales alternativas introducidas	Umbral de C-B (\$EUA/kg)		
Solvente	TCA	caliente, limpieza acuosa tricloroetileno, HC, otras	38,50	141b n.a	n.a	caso n.a		Caso por caso
inhaladores de dosis medida	CFC-12/ CFC-11	HFC-134a	n.a	n.a	n.a	n.a		Caso por caso
Aire Acondicionado de vehículos	CFC-12	HFC-134a	n.a	n.a	n.a	n.a	4-6	Caso por caso
Aire acondicionado estacionario (fabricación de aire acondicionado doméstico)	n.a.	n.a	n.a	HCFC-22	R-410A HFC-32 R-290	Caso por caso	11-15 Aire acondicionado estacionario	[11]
[Aire acondicionado estacionario (comercial)]								[11] US [Caso por caso] [15.21 – 18**] (India)
Otro tipo de fabricación de equipos de refrigeración y aire acondicionado (bombas de calor, transporte enfriadores, industrial)	CFC-11/ CFC-12 (enfriadores)	HFC-134a/ HFC-123 (enfriadores)	n.a	HCFC-22	R-410A HFC-32 R-290 CO ₂ , NH ₃ , Sistemas en cascada	Caso por caso		

[* Se prestará financiación de hasta un máximo de un 25 por ciento por encima del umbral de costo-beneficio para proyectos, cuando se necesiten para la introducción de alternativas de bajo potencial de calentamiento atmosférico (otros que el HFC/sustancias no controladas) (decisión 60/44 f) iv).]

** Para las PYME del sector de espumas con consume de menos de 20 tm, el máximo sería hasta un 40 por ciento por encima del umbral de costo-beneficio (decisión 74/50 e) iii).

TEXTO DE TRABAJO SOBRE LOS COSTOS ADICIONALES DE EXPLOTACIÓN

Sector	HCFC (decisiones 60/44, 62/13 y 74/50)			Grupo de contacto para la 91ª reunión
	Sustancia básica	Duración	CE umbral (\$EUA/kg)	
Refrigeración doméstica (refrigerante y espuma de poliuretano)	n.a.	n.a.	n.a.	Grupo de contacto para la 91ª reunión [Mantenimiento de los umbrales de costos adicionales de explotación de HCFC y duración. Caso por caso para PyME del sector de espumas de poliuretano] Canadá [Aumento del 40% de los costos adicionales de explotación para todos los sectores. Duración: 3 años] India
	HCFC-141b	Un año	Etapa I: 1,60. Etapa II: 1,60 y hasta 5,00, cuando claramente se demostrara que no eran factibles las alternativas de bajo potencial de calentamiento atmosférico con costos adicionales de explotación de este nivel, se financiaría un mayor nivel de costos adicionales de explotación para la introducción de alternativas de bajo potencial de calentamiento atmosférico por parte de pequeñas y medianas empresas (decisión 74/50 c) vi)).	
Refrigeración comercial (refrigerante y espuma de poliuretano)	HCFC-22	Un año	3,80	
	HCFC-141b	Un año	Etapa I: 1,60. Etapa II: 1,60 y hasta 5,00, cuando claramente se demostrara que no eran factibles las alternativas de bajo potencial de calentamiento atmosférico con costos adicionales de explotación de este nivel, se financiaría un mayor nivel de costos adicionales de explotación para la introducción de alternativas de bajo potencial de calentamiento atmosférico por parte de pequeñas y medianas empresas (decisión 74/50 c) vi)).	
Espuma de poliuretano rígido (incluyendo espuma de poliuretano en refrigeración comercial)	HCFC-141b	Un año		
Espuma de poliuretano flexible	HCFC-141b	Un año		
Revestimiento integral	HCFC-141b	Un año		
Espuma de poliestireno extruido	HCFC-22/ HCFC-142b	Un año	1,40	
Aerosoles	HCFC-22/ HCFC-141b	Un año	Caso por caso	
Extinción de incendios	HCFC-123	Caso por caso	Caso por caso	
Disolventes	HCFC-141b	Caso por caso	Caso por caso	
Disolventes	n.a.	n.a.	n.a.	
Inhalador de dosis medida (IDM)	n.a.	n.a.	n.a.	
Aire acondicionado móvil	n.a.	n.a.	n.a.	
Fabricación de equipos de aire acondicionado doméstico (bombas de aire)	HCFC-22	Un año	6,30	

Sector	HCFC (decisiones 60/44, 62/13 y 74/50)			Grupo de contacto para la 91ª reunión
	Sustancia básica	Duración	CE umbral (\$EUA/kg)	
acondicionado para habitación y bombas de calor)				
Otra fabricación de equipos de refrigeración y aire acondicionado (bombas de calor, transporte, enfriadores, industrial)	HCFC-22	Un año	Refrigeración 3,80 Aire acondicionado: 6,30	

Anexo XXXIII

**TEXTO DE TRABAJO SOBRE EL MARCO OPERATIVO PARA SEGUIR ELABORANDO
LOS ASPECTOS INSTITUCIONALES Y LOS PROYECTOS Y ACTIVIDADES QUE EL
FONDO MULTILATERAL PODRÍA LLEVAR A CABO CON EL OBJETIVO DE MANTENER
O MEJORAR LA EFICIENCIA ENERGÉTICA DE LAS TECNOLOGÍAS Y LOS EQUIPOS DE
SUSTITUCIÓN EN LOS SECTORES DE FABRICACIÓN Y SERVICIO Y MANTENIMIENTO
EN LA REDUCCIÓN DE LOS HFC**

El Comité Ejecutivo decidió:

- (a) Tomar nota de la información que se recoge en el documento UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/64, que presenta el marco operacional para seguir elaborando los aspectos institucionales y los proyectos y actividades que el Fondo Multilateral podría llevar a cabo con el objetivo de mantener o mejorar la eficiencia energética de las tecnologías y los equipos de sustitución en los sectores de fabricación y servicio y mantenimiento en la reducción de los HFC;
 - (b) Pedir a la Secretaría que, en coordinación con los organismos bilaterales y de ejecución, prepare un documento para la consideración del Comité Ejecutivo en la reunión 92ª, incluyendo:
 - (i) Procedimientos para evaluar las propuestas de proyectos recibidas en relación con los criterios para proyectos piloto para mantener o mejorar la eficiencia energética de las tecnologías y equipos de sustitución en el contexto de la reducción de los HFC;
 - (ii) Metodología para la supervisión y presentación de informes sobre los progresos relativos al subpárrafo b) i) anterior;
 - (iii) Metodología para evaluar los resultados/beneficios para evaluar las ganancias de eficiencia energética gracias a la ejecución de los proyectos piloto; y
 - (c) Tomar nota de toda la información recopilada y de los documentos preparados por la Secretaría y el Grupo de Evaluación Tecnológica y Económica del Equipo de Tareas de Eficiencia Energética relacionados con la decisión XXVIII/2 y pedir a la Secretaría que invite al Fondo para el Medio Ambiente Mundial y al Fondo Verde para el Clima a la 92ª reunión del Comité Ejecutivo a fin de mejorar la comprensión de las opciones de cooperación para apoyar proyectos de mantenimiento o mejora de la eficiencia energética de las tecnologías y equipos de sustitución en el contexto de la reducción de HFC.
-